

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1973 Nr. 20

A. TITEL

*Verdrag tot samenwerking inzake octrooien, met bijlage;
Washington, 19 juni 1970*

B. TEKST**Traité de coopération en matière de brevets
fait à Washington le 19 juin 1970**

Les Etats contractants,

Désireux de contribuer au développement de la science et de la technologie,

Désireux de perfectionner la protection légale des inventions,

Désireux de simplifier et de rendre plus économique l'obtention de la protection des inventions lorsqu'elle est désirée dans plusieurs pays,

Désireux de faciliter et de hâter l'accès de tous aux informations techniques contenues dans les documents qui décrivent les inventions nouvelles,

Désireux de stimuler et d'accélérer le progrès économique des pays en voie de développement en adoptant des mesures de nature à accroître l'efficacité de leurs systèmes légaux de protection des inventions, qu'ils soient nationaux ou régionaux, en leur permettant d'avoir facilement accès aux informations relatives à l'obtention de solutions techniques adaptées à leurs besoins spécifiques et en leur facilitant l'accès au volume toujours croissant de la technologie moderne,

Convaincus que la coopération internationale facilitera grandement la réalisation de ces buts,

Ont conclu le présent traité:

Dispositions introductives**Article premier*****Etablissement d'une union***

1) Les Etats parties au présent traité (ci-après dénommés „Etats contractants”) sont constitués à l'état d'union pour la coopération dans le domaine du dépôt, de la recherche et de l'examen des demandes de protection des inventions, ainsi que pour la prestation de services techniques spéciaux. Cette union est dénommée Union internationale de coopération en matière de brevets.

2) Aucune disposition du présent traité ne peut être interprétée comme restreignant les droits prévus par la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle en faveur des nationaux des pays parties à cette convention ou des personnes domiciliées dans ces pays.

Patent Cooperation Treaty
Done at Washington, June 19, 1970

The Contracting States,

Desiring to make a contribution to the progress of science and technology,

Desiring to perfect the legal protection of inventions,

Desiring to simplify and render more economical the obtaining of protection for inventions where protection is sought in several countries,

Desiring to facilitate and accelerate access by the public to the technical information contained in documents describing new inventions,

Desiring to foster and accelerate the economic development of developing countries through the adoption of measures designed to increase the efficiency of their legal systems, whether national or regional, instituted for the protection of inventions by providing easily accessible information on the availability of technological solutions applicable to their special needs and by facilitating access to the ever expanding volume of modern technology,

Convinced that cooperation among nations will greatly facilitate the attainment of these aims,

Have concluded the present Treaty.

Introductory Provisions

Article 1

Establishment of a Union

(1) The States party to this Treaty (hereinafter called "the Contracting States") constitute a Union for cooperation in the filing, searching, and examination, of applications for the protection of inventions, and for rendering special technical services. The Union shall be known as the International Patent Cooperation Union.

(2) No provision of this Treaty shall be interpreted as diminishing the rights under the Paris Convention for the Protection of Industrial Property of any national or resident of any country party to that Convention.

Article 2

Définitions

Au sens du présent traité et du règlement d'exécution, et sauf lorsqu'un sens différent est expressément indiqué:

i) on entend par „demande” une demande de protection d'une invention; toute référence à une „demande” s'entend comme une référence aux demandes de brevets d'invention, de certificats d'auteur d'invention, de certificats d'utilité, de modèles d'utilité, de brevets ou certificats d'addition, de certificats d'auteur d'invention additionnels et de certificats d'utilité additionnels;

ii) toute référence à un „brevet” s'entend comme une référence aux brevets d'invention, aux certificats d'auteur d'invention, aux certificats d'utilité, aux modèles d'utilité, aux brevets ou certificats d'addition, aux certificats d'auteur d'invention additionnels et aux certificats d'utilité additionnels;

iii) on entend par „brevet national” un brevet délivré par une administration nationale;

iv) on entend par „brevet régional” un brevet délivré par une administration nationale ou intergouvernementale habilitée à délivrer des brevets ayant effet dans plus d'un Etat;

v) on entend par „demande régionale” une demande de brevet régional;

vi) toute référence à une „demande nationale” s'entend comme une référence aux demandes de brevets nationaux et de brevets régionaux, autres que les demandes déposées conformément au présent traité;

vii) on entend par „demande internationale” une demande déposée conformément au présent traité;

viii) toute référence à une „demande” s'entend comme une référence aux demandes internationales et nationales;

ix) toute référence à un „brevet” s'entend comme une référence aux brevets nationaux et régionaux;

x) toute référence à la „législation nationale” s'entend comme une référence à la législation nationale d'un Etat contractant ou, lorsqu'il s'agit d'une demande régionale ou d'un brevet régional, au traité qui prévoit le dépôt de demandes régionales ou la délivrance de brevets régionaux;

xi) on entend par „date de priorité”, aux fins du calcul des délais:

a) lorsque la demande internationale comporte une revendication de priorité selon l'article 8, la date du dépôt de la demande dont la priorité est ainsi revendiquée;

Article 2

Definitions

For the purposes of this Treaty and the Regulations and unless expressly stated otherwise:

(i) "application" means an application for the protection of an invention; references to an "application" shall be construed as references to applications for patents for inventions, inventors' certificates, utility certificates, utility models, patents or certificates of addition, inventors' certificates of addition, and utility certificates of addition;

(ii) references to a "patent" shall be construed as references to patents for inventions, inventors' certificates, utility certificates, utility models, patents or certificates of addition, inventors' certificates of addition, and utility certificates of addition;

(iii) "national patent" means a patent granted by a national authority;

(iv) "regional patent" means a patent granted by a national or an intergovernmental authority having the power to grant patents effective in more than one State;

(v) "regional application" means an application for a regional patent;

(vi) references to a "national application" shall be construed as references to applications for national patents and regional patents, other than applications filed under this Treaty;

(vii) "international application" means an application filed under this Treaty;

(viii) references to an "application" shall be construed as references to international applications and national applications;

(ix) references to a "patent" shall be construed as references to national patents and regional patents;

(x) references to "national law" shall be construed as references to the national law of a Contracting State or, where a regional application or a regional patent is involved, to the treaty providing for the filing of regional applications or the granting of regional patents;

(xi) "priority date," for the purposes of computing time limits, means:

(a) where the international application contains a priority claim under Article 8, the filing date of the application whose priority is so claimed;

b) lorsque la demande internationale comporte plusieurs revendications de priorité selon l'article 8, la date du dépôt de la demande la plus ancienne dont la priorité est ainsi revendiquée;

c) lorsque la demande internationale ne comporte aucune revendication de priorité selon l'article 8, la date du dépôt international de cette demande;

xii) on entend par „office national” l'administration gouvernementale d'un Etat contractant chargée de délivrer des brevets; toute référence à un „office national” s'entend également comme une référence à toute administration intergouvernementale chargée par plusieurs Etats de délivrer des brevets régionaux, à condition que l'un de ces Etats au moins soit un Etat contractant et que ces Etats aient autorisé ladite administration à assumer les obligations et à exercer les pouvoirs que le présent traité et le règlement d'exécution attribuent aux offices nationaux;

xiii) on entend par „office désigné” l'office national de l'Etat désigné par le déposant conformément au chapitre I du présent traité ainsi que tout office agissant pour cet Etat;

xiv) on entend par „office élu” l'office national de l'Etat élu par le déposant conformément au chapitre II du présent traité, ainsi que tout office agissant pour cet Etat;

xv) on entend par „office récepteur” l'office national ou l'organisation intergouvernementale où la demande internationale a été déposée;

xvi) on entend par „Union” l'Union internationale de coopération en matière de brevets;

xvii) on entend par „Assemblée” l'Assemblée de l'Union;

xviii) on entend par „Organisation” l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle;

xix) on entend par „Bureau international” le Bureau international de l'Organisation et, tant qu'ils existeront, les Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle (BIRPI);

xx) on entend par „Directeur général” le Directeur général de l'Organisation et, tant que les BIRPI existeront, le Directeur des BIRPI.

CHAPITRE I

Demande internationale et recherche internationale

Article 3

Demande internationale

1) Les demandes de protection des inventions dans tout Etat contractant peuvent être déposées en tant que demandes internationales dans le sens du présent traité.

(b) where the international application contains several priority claims under Article 8, the filing date of the earliest application whose priority is so claimed;

(c) where the international application does not contain any priority claim under Article 8, the international filing date of such application;

(xii) "national Office" means the government authority of a Contracting State entrusted with the granting of patents; references to a "national Office" shall be construed as referring also to any intergovernmental authority which several States have entrusted with the task of granting regional patents, provided that at least one of those States is a Contracting State, and provided that the said States have authorized that authority to assume the obligations and exercise the powers which this Treaty and the Regulations provide for in respect of national Offices;

(xiii) "designated Office" means the national Office of or acting for the State designated by the applicant under Chapter I of this Treaty;

(xiv) "elected Office" means the national Office of or acting for the State elected by the applicant under Chapter II of this Treaty;

(xv) "receiving Office" means the national Office or the intergovernmental organization with which the international application has been filed;

(xvi) "Union" means the International Patent Cooperation Union;

(xvii) "Assembly" means the Assembly of the Union;

(xviii) "Organization" means the World Intellectual Property Organization;

(xix) "International Bureau" means the International Bureau of the Organization and, as long as it subsists, the United International Bureaux for the Protection of Intellectual Property (BIRPI);

(xx) "Director General" means the Director General of the Organization and, as long as BIRPI subsists, the Director of BIRPI.

CHAPTER I

International Application and International Search

Article 3

The International Application

(1) Applications for the protection of inventions in any of the Contracting States may be filed as international applications under this Treaty.

2) Une demande internationale doit comporter, conformément au présent traité et au règlement d'exécution, une requête, une description, une ou plusieurs revendications, un ou plusieurs dessins (lorsqu'ils sont requis) et un abrégé.

3) L'abrégé sert exclusivement à des fins d'information technique; il ne peut être pris en considération pour aucune autre fin, notamment pour apprécier l'étendue de la protection demandée.

4) La demande internationale:

- i) doit être rédigée dans une des langues prescrites;
- ii) doit remplir les conditions matérielles prescrites;
- iii) doit satisfaire à l'exigence prescrite d'unité de l'invention;
- iv) est soumise au paiement des taxes prescrites.

Article 4

Requête

1) La requête doit comporter:

i) une pétition selon laquelle la demande internationale doit être traitée conformément au présent traité;

ii) la désignation du ou des Etats contractants où la protection de l'invention est demandée sur la base de la demande internationale („Etats désignés”); si le déposant peut et désire, pour tout Etat désigné, obtenir un brevet régional au lieu d'un brevet national, la requête doit l'indiquer; si le déposant ne peut, en vertu d'un traité relatif à un brevet régional, limiter sa demande à certains des Etats parties audit traité, la désignation de l'un de ces Etats et l'indication du désir d'obtenir un brevet régional doivent être assimilées à une désignation de tous ces Etats; si, selon la législation nationale de l'Etat désigné, la désignation de cet Etat a les effets d'une demande régionale, cette désignation doit être assimilée à l'indication du désir d'obtenir un brevet régional;

iii) le nom et les autres renseignements prescrits relatifs au déposant et au mandataire (le cas échéant);

iv) le titre de l'invention;

v) le nom de l'inventeur et les autres renseignements prescrits le concernant, dans le cas où la législation d'au moins l'un des Etats désignés exige que ces indications soient fournies dès le dépôt d'une demande nationale; dans les autres cas, lesdites indications peuvent figurer soit dans la requête, soit dans des notices distinctes adressées à chaque office désigné dont la législation nationale exige ces indications mais permet qu'elles ne soient données qu'après le dépôt de la demande nationale.

(2) An international application shall contain, as specified in this Treaty and the Regulations, a request, a description, one or more claims, one or more drawings (where required), and an abstract.

(3) The abstract merely serves the purpose of technical information and cannot be taken into account for any other purpose, particularly not for the purpose of interpreting the scope of the protection sought.

(4) The international application shall:

- (i) be in a prescribed language;
- (ii) comply with the prescribed physical requirements;
- (iii) comply with the prescribed requirement of unity of invention;
- (iv) be subject to the payment of the prescribed fees.

Article 4

The Request

(1) The request shall contain:

(i) a petition to the effect that the international application be processed according to this Treaty;

(ii) the designation of the Contracting State or States in which protection for the invention is desired on the basis of the international application ("designated States"); if for any designated State a regional patent is available and the applicant wishes to obtain a regional patent rather than a national patent, the request shall so indicate; if, under a treaty concerning a regional patent, the applicant cannot limit his application to certain of the States party to that treaty, designation of one of those States and the indication of the wish to obtain the regional patent shall be treated as designation of all the States party to that treaty; if, under the national law of the designated State, the designation of that State has the effect of an application for a regional patent, the designation of the said State shall be treated as an indication of the wish to obtain the regional patent;

(iii) the name of and other prescribed data concerning the applicant and the agent (if any);

(iv) the title of the invention;

(v) the name of and other prescribed data concerning the inventor where the national law of at least one of the designated States requires that these indications be furnished at the time of filing a national application. Otherwise, the said indications may be furnished either in the request or in separate notices addressed to each designated Office whose national law requires the furnishing of the said indications but allows that they be furnished at a time later than that of the filing of a national application.

2) Toute désignation est soumise au paiement, dans le délai prescrit, des taxes prescrites.

3) Si le déposant ne demande pas d'autres titres de protection visés à l'article 43, la désignation signifie que la protection demandée consiste en la délivrance d'un brevet par ou pour l'Etat désigné. Aux fins du présent alinéa, l'article 2. ii) ne s'applique pas.

4) L'absence, dans la requête, du nom de l'inventeur et des autres renseignements concernant l'inventeur n'entraîne aucune conséquence dans les Etats désignés dont la législation nationale exige ces indications mais permet qu'elles ne soient données qu'après le dépôt de la demande nationale. L'absence des ces indications dans une notice distincte n'entraîne aucune conséquence dans les Etats désignés où ces indications ne sont pas exigées par la législation nationale.

Article 5

Description

La description doit exposer l'invention d'une manière suffisamment claire et complète pour qu'un homme du métier puisse l'exécuter.

Article 6

Revendications

La ou les revendications doivent définir l'objet de la protection demandée. Les revendications doivent être claires et concises. Elles doivent se fonder entièrement sur la description.

Article 7

Dessins

1) Sous réserve de l'alinéa 2) ii), des dessins doivent être fournis lorsqu'ils sont nécessaires à l'intelligence de l'invention.

2) Si l'invention est d'une nature telle qu'elle peut être illustrée par des dessins, même s'ils ne sont pas nécessaires à son intelligence:

i) le déposant peut inclure de tels dessins dans la demande internationale lors de son dépôt;

ii) tout office désigné peut exiger que le déposant lui fournisse de tels dessins dans le délai prescrit.

Article 8

Revendication de priorité

1) La demande internationale peut comporter une déclaration, conforme aux prescriptions du règlement d'exécution, revendiquant la priorité d'une ou de plusieurs demandes antérieures déposées dans ou pour tout pays partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

(2) Every designation shall be subject to the payment of the prescribed fee within the prescribed time limit.

(3) Unless the applicant asks for any of the other kinds of protection referred to in Article 43, designation shall mean that the desired protection consists of the grant of a patent by or for the designated State. For the purposes of this paragraph, Article 2(ii) shall not apply.

(4) Failure to indicate in the request the name and other prescribed data concerning the inventor shall have no consequence in any designated State whose national law requires the furnishing of the said indications but allows that they be furnished at a time later than that of the filing of a national application. Failure to furnish the said indications in a separate notice shall have no consequence in any designated State whose national law does not require the furnishing of the said indications.

Article 5

The Description

The description shall disclose the invention in a manner sufficiently clear and complete for the invention to be carried out by a person skilled in the art.

Article 6

The Claims

The claim or claims shall define the matter for which protection is sought. Claims shall be clear and concise. They shall be fully supported by the description.

Article 7

The Drawings

(1) Subject to the provisions of paragraph (2)(ii), drawings shall be required when they are necessary for the understanding of the invention.

(2) Where, without being necessary for the understanding of the invention, the nature of the invention admits of illustration by drawings:

(i) the applicant may include such drawings in the international application when filed,

(ii) any designated Office may require that the applicant file such drawings with it within the prescribed time limit.

Article 8

Claiming Priority

(1) The international application may contain a declaration, as prescribed in the Regulations, claiming the priority of one or more earlier applications filed in or for any country party to the Paris Convention for the Protection of Industrial Property.

2) a) Sous réserve du sous-alinéa b), les conditions et les effets de toute revendication de priorité présentée conformément à l'alinéa 1) sont ceux que prévoit l'article 4 de l'Acte de Stockholm de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

b) La demande internationale qui revendique la priorité d'une ou plusieurs demandes antérieures déposées dans ou pour un Etat contractant peut désigner cet Etat. Si la demande internationale revendique la priorité d'une ou de plusieurs demandes nationales déposées dans ou pour un Etat désigné ou la priorité d'une demande internationale qui avait désigné un seul Etat, les conditions et les effets produits par la revendication de priorité dans cet Etat sont ceux que prévoit la législation nationale de ce dernier.

Article 9

Déposant

1) Toute personne domiciliée dans un Etat contractant et tout national d'un tel Etat peuvent déposer une demande internationale.

2) L'Assemblée peut décider de permettre aux personnes domiciliées dans tout pays partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle qui n'est pas partie au présent traité, ainsi qu'aux nationaux de ce pays, de déposer des demandes internationales.

3) Les notions de domicile et de nationalité, ainsi que l'application de ces notions lorsqu'il y a plusieurs déposants ou lorsque les déposants ne sont pas les mêmes pour tous les Etats désignés, sont définies dans le règlement d'exécution.

Article 10

Office récepteur

La demande internationale doit être déposée auprès de l'office récepteur prescrit, qui la contrôle et la traite conformément au présent traité et au règlement d'exécution.

Article 11

Date du dépôt et effets de la demande internationale

1) L'office récepteur accorde, en tant que date du dépôt international, la date de réception de la demande internationale pour autant qu'il constate, lors de cette réception, que:

i) le déposant n'est pas dépourvu manifestement, pour des raisons de domicile ou de nationalité, du droit de déposer une demande internationale auprès de l'office récepteur;

ii) la demande internationale est rédigée dans la langue prescrite;

(2) (a) Subject to the provisions of subparagraph (b), the conditions for, and the effect of, any priority claim declared under paragraph (1) shall be as provided in Article 4 of the Stockholm Act of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property.

(b) The international application for which the priority of one or more earlier applications filed in or for a Contracting State is claimed may contain the designation of that State. Where, in the international application, the priority of one or more national applications filed in or for a designated State is claimed, or where the priority of an international application having designated only one State is claimed, the conditions for, and the effect of, the priority claim in that State shall be governed by the national law of that State.

Article 9

The Applicant

(1) Any resident or national of a Contracting State may file an international application.

(2) The Assembly may decide to allow the residents and the nationals of any country party to the Paris Convention for the Protection of Industrial Property which is not party to this Treaty to file international applications.

(3) The concepts of residence and nationality, and the application of those concepts in cases where there are several applicants or where the applicants are not the same for all the designated States, are defined in the Regulations.

Article 10

The Receiving Office

The international application shall be filed with the prescribed receiving Office, which will check and process it as provided in this Treaty and the Regulations.

Article 11

Filing Date and Effects of the International Application

(1) The receiving Office shall accord as the international filing date the date of receipt of the international application, provided that that Office has found that, at the time of receipt:

(i) the applicant does not obviously lack, for reasons of residence or nationality, the right to file an international application with the receiving Office,

(ii) the international application is in the prescribed language,

iii) la demande internationale comporte au moins les éléments suivants:

- a) une indication selon laquelle elle a été déposée à titre de demande internationale;
- b) la désignation d'un Etat contractant au moins;
- c) le nom du déposant, indiqué de la manière prescrite;
- d) une partie qui, à première vue, semble constituer une description;
- e) une partie qui, à première vue, semble constituer une ou des revendications.

2) a) Si l'office récepteur constate que la demande internationale ne remplit pas, lors de sa réception, les conditions énumérées à l'alinéa 1), il invite le déposant, conformément au règlement d'exécution, à faire la correction nécessaire.

b) Si le déposant donne suite à cette invitation, conformément au règlement d'exécution, l'office récepteur accorde, en tant que date du dépôt international, la date de réception de la correction exigée.

3) Sous réserve de l'article 64. 4), toute demande internationale remplissant les conditions énumérées aux points i) à iii) de l'alinéa 1) et à laquelle une date de dépôt international a été accordée a, dès la date du dépôt international, les effets d'un dépôt national régulier dans chaque Etat désigné; cette date est considérée comme date de dépôt effectif dans chaque Etat désigné.

4) Toute demande internationale remplissant les conditions énumérées aux points i) à iii) de l'alinéa 1) est considérée comme ayant la valeur d'un dépôt national régulier au sens de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

Article 12

Transmission de la demande internationale au Bureau international et à l'administration chargée de la recherche internationale

1) Un exemplaire de la demande internationale est conservé par l'office récepteur („copie pour l'office récepteur”), un exemplaire („exemplaire original”) est transmis au Bureau international et un autre exemplaire („copie de recherche”) est transmis à l'administration compétente chargée de la recherche internationale visée à l'article 16, conformément au règlement d'exécution.

2) L'exemplaire original est considéré comme l'exemplaire authentique de la demande internationale.

3) La demande internationale est considérée comme retirée si le Bureau international ne reçoit pas l'exemplaire original dans le délai prescrit.

(iii) the international application contains at least the following elements:

- (a) an indication that it is intended as an international application,
- (b) the designation of at least one Contracting State,
- (c) the name of the applicant, as prescribed,
- (d) a part which on the face of it appears to be a description,
- (e) a part which on the face of it appears to be a claim or claims.

(2) (a) If the receiving Office finds that the international application did not, at the time of receipt, fulfill the requirements listed in paragraph (1), it shall, as provided in the Regulations, invite the applicant to file the required correction.

(b) If the applicant complies with the invitation, as provided in the Regulations, the receiving Office shall accord as the international filing date the date of receipt of the required correction.

(3) Subject to Article 64(4), any international application fulfilling the requirements listed in items (i) to (iii) of paragraph (1) and accorded an international filing date shall have the effect of a regular national application in each designated State as of the international filing date, which date shall be considered to be the actual filing date in each designated State.

(4) Any international application fulfilling the requirements listed in items (i) to (iii) of paragraph (1) shall be equivalent to a regular national filing within the meaning of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property.

Article 12

Transmittal of the International Application to the International Bureau and the International Searching Authority

(1) One copy of the international application shall be kept by the receiving Office ("home copy"), one copy ("record copy") shall be transmitted to the International Bureau, and another copy ("search copy") shall be transmitted to the competent International Searching Authority referred to in Article 16, as provided in the Regulations.

(2) The record copy shall be considered the true copy of the international application.

(3) The international application shall be considered withdrawn if the record copy has not been received by the International Bureau within the prescribed time limit.

Article 13

Possibilité pour les offices désignés de recevoir copie de la demande internationale

1) Tout office désigné peut demander au Bureau international une copie de la demande internationale avant la communication prévue à l'article 20; le Bureau international lui remet cette copie dès que possible après l'expiration d'un délai d'une année à compter de la date de priorité.

2) a) Le déposant peut, en tout temps, remettre à tout office désigné une copie de sa demande internationale.

b) Le déposant peut, en tout temps, demander au Bureau international de remettre à tout office désigné une copie de sa demande internationale; le Bureau international remet dès que possible cette copie audit office.

c) Tout office national peut notifier au Bureau international qu'il ne désire pas recevoir les copies visées au sous-alinéa b); dans ce cas, ledit sous-alinéa ne s'applique pas pour cet office.

Article 14

Irrégularités dans la demande internationale

1) a) L'office récepteur vérifie si la demande internationale:

i) est signée conformément au règlement d'exécution;

ii) comporte les indications prescrites au sujet du déposant;

iii) comporte un titre;

iv) comporte un abrégé;

v) remplit, dans la mesure prévue par le règlement d'exécution, les conditions matérielles prescrites.

b) Si l'office récepteur constate que l'une de ces prescriptions n'est pas observée, il invite le déposant à corriger la demande internationale dans le délai prescrit; à défaut, cette demande est considérée comme retirée et l'office récepteur le déclare.

2) Si la demande internationale se réfère à des dessins bien que ceux-ci ne soient pas inclus dans la demande, l'office récepteur le notifie au déposant, qui peut remettre ces dessins dans le délai prescrit; la date du dépôt international est alors la date de réception desdits dessins par l'office récepteur. Sinon, toute référence à de tels dessins est considérée comme inexistante.

Article 13

Availability of Copy of the International Application to Designated Offices

(1) Any designated Office may ask the International Bureau to transmit to it a copy of the international application prior to the communication provided for in Article 20, and the International Bureau shall transmit such copy to the designated Office as soon as possible after the expiration of one year from the priority date.

(2) (a) The applicant may, at any time, transmit a copy of his international application to any designated Office.

(b) The applicant may, at any time, ask the International Bureau to transmit a copy of his international application to any designated Office, and the International Bureau shall transmit such copy to the designated Office as soon as possible.

(c) Any national Office may notify the International Bureau that it does not wish to receive copies as provided for in subparagraph (b), in which case that subparagraph shall not be applicable in respect of that Office.

Article 14

Certain Defects in the International Application

(1) (a) The receiving Office shall check whether the international application contains any of the following defects, that is to say:

- (i) it is not signed as provided in the Regulations;
- (ii) it does not contain the prescribed indications concerning the applicant;
- (iii) it does not contain a title;
- (iv) it does not contain an abstract;
- (v) it does not comply to the extent provided in the Regulations with the prescribed physical requirements.

(b) If the receiving Office finds any of the said defects, it shall invite the applicant to correct the international application within the prescribed time limit, failing which that application shall be considered withdrawn and the receiving Office shall so declare.

(2) If the international application refers to drawings which, in fact, are not included in that application, the receiving Office shall notify the applicant accordingly and he may furnish them within the prescribed time limit and, if he does, the international filing date shall be the date on which the drawings are received by the receiving Office. Otherwise, any reference to the said drawings shall be considered non-existent.

3) a) Si l'office récepteur constate que les taxes prescrites par l'article 3. 4) iv) n'ont pas été payées dans le délai prescrit ou que la taxe prescrite par l'article 4. 2) n'a été payée pour aucun des Etats désignés, la demande internationale est considérée comme retirée et l'office récepteur le déclare.

b) Si l'office récepteur constate que la taxe prescrite par l'article 4.2) a été payée dans le délai prescrit pour un ou plusieurs Etats désignés (mais non pour tous ces Etats), la désignation de ceux desdits Etats pour lesquels la taxe n'a pas été payée dans le délai prescrit est considérée comme retirée et l'office récepteur le déclare.

4) Si, après qu'il a accordé à la demande internationale une date de dépôt international, l'office récepteur constate, dans le délai prescrit, que l'une quelconque des conditions énumérées aux points i) à iii) de l'article 11.1) n'était pas remplie à cette date, cette demande est considérée comme retirée et l'office récepteur le déclare.

Article 15

Recherche internationale

1) Chaque demande internationale fait l'objet d'une recherche internationale.

2) Le recherche internationale a pour objet de découvrir l'état de la technique pertinent.

3) La recherche internationale s'effectue sur la base des revendications, compte tenu de la description et des dessins (le cas échéant).

4) L'administration chargée de la recherche internationale visée à l'article 16 s'efforce de découvrir l'état de la technique pertinent dans toute la mesure où ses moyens le lui permettent et doit, en tout cas, consulter la documentation spécifiée par le règlement d'exécution.

5) a) Le titulaire d'une demande nationale déposée auprès de l'office national d'un Etat contractant ou de l'office agissant pour un tel Etat peut, si la législation nationale de cet Etat le permet, et aux conditions prévues par cette législation, demander qu'une recherche semblable à une recherche internationale („recherche de type international”) soit effectuée sur cette demande.

b) L'office national d'un Etat contractant ou l'office agissant pour un tel Etat peut, si la législation nationale de cet Etat le permet, soumettre à une recherche de type international toute demande nationale déposée auprès de lui.

c) La recherche de type international est effectuée par l'administration chargée de la recherche internationale, visée à l'article 16, qui serait compétente pour procéder à la recherche internationale si la demande nationale était une demande internationale déposée auprès de l'office

(3) (a) If the receiving Office finds that, within the prescribed time limits, the fees prescribed under Article 3 (4) (iv) have not been paid, or no fee prescribed under Article 4 (2) has been paid in respect of any of the designated States, the international application shall be considered withdrawn and the receiving Office shall so declare.

(b) If the receiving Office finds that the fee prescribed under Article 4 (2) has been paid in respect of one or more (but less than all) designated States within the prescribed time limit, the designation of those States in respect of which it has not been paid within the prescribed time limit shall be considered withdrawn and the receiving Office shall so declare.

(4) If, after having accorded an international filing date to the international application, the receiving Office finds, within the prescribed time limit, that any of the requirements listed in items (i) to (iii) of Article 11 (1) was not complied with at that date, the said application shall be considered withdrawn and the receiving Office shall so declare.

Article 15

The International Search

(1) Each international application shall be the subject of international search.

(2) The objective of the international search is to discover relevant prior art.

(3) International search shall be made on the basis of the claims, with due regard to the description and the drawings (if any).

(4) The International Searching Authority referred to in Article 16 shall endeavor to discover as much of the relevant prior art as its facilities permit, and shall, in any case, consult the documentation specified in the Regulations.

(5) (a) If the national law of the Contracting State so permits, the applicant who files a national application with the national Office of or acting for such State may, subject to the conditions provided for in such law, request that a search similar to an international search ("international-type search") be carried out on such application.

(b) If the national law of the Contracting State so permits, the national Office of or acting for such State may subject any national application filed with it to an international-type search.

(c) The international-type search shall be carried out by the International Searching Authority referred to in Article 16 which would be competent for an international search if the national application were an international application and were filed with the Office referred to in

visé aux sous-alinéas a) et b). Si la demande nationale est rédigée dans une langue dans laquelle l'administration chargée de la recherche internationale estime n'être pas à même de traiter la demande, la recherche de type international est effectuée sur la base d'une traduction préparée par le déposant dans une des langues prescrites pour les demandes internationales que ladite administration s'est engagée à accepter pour les demandes internationales. La demande nationale et la traduction, lorsqu'elle est exigée, doivent être présentées dans la forme prescrite pour les demandes internationales.

Article 16

Administration chargée de la recherche internationale

1) La recherche internationale est effectuée par une administration chargée de la recherche internationale; celle-ci peut être soit un office national, soit une organisation intergouvernementale, telle que l'Institut international des brevets, dont les attributions comportent l'établissement de rapports de recherche documentaire sur l'état de la technique relatif à des inventions objet de demandes de brevets.

2) Si, en attendant l'institution d'une seule administration chargée de la recherche internationale, il existe plusieurs administrations chargées de la recherche internationale, chaque office récepteur spécifique, conformément aux dispositions de l'accord applicable mentionné à l'alinéa 3) b), celle ou celles de ces administrations qui seront compétentes pour procéder à la recherche pour les demandes internationales déposées auprès de cet office.

3) a) Les administrations chargées de la recherche internationale sont nommées par l'Assemblée. Tout office national et toute organisation intergouvernementale qui satisfont aux exigences visées au sous-alinéa c) peuvent être nommés en qualité d'administration chargée de la recherche internationale.

b) La nomination dépend du consentement de l'office national ou de l'organisation intergouvernementale en cause et de la conclusion d'un accord, qui doit être approuvé par l'Assemblée, entre cet office ou cette organisation et le Bureau international. Cet accord spécifie les droits et obligations des parties et contient en particulier l'engagement formel dudit office ou de ladite organisation d'appliquer et d'observer toutes les règles communes de la recherche internationale.

c) Le règlement d'exécution prescrit les exigences minimales, particulièrement en ce qui concerne le personnel et la documentation, auxquelles chaque office ou organisation doit satisfaire avant qu'il puisse être nommé et auxquelles il doit continuer de satisfaire tant qu'il demeure nommé.

d) La nomination est faite pour une période déterminée, qui est susceptible de prolongation.

subparagraphs (a) and (b). If the national application is in a language which the International Searching Authority considers it is not equipped to handle, the international-type search shall be carried out on a translation prepared by the applicant in a language prescribed for international applications and which the International Searching Authority has undertaken to accept for international applications. The national application and the translation, when required, shall be presented in the form prescribed for international applications.

Article 16

The International Searching Authority

(1) International search shall be carried out by an International Searching Authority, which may be either a national Office or an intergovernmental organization, such as the International Patent Institute, whose tasks include the establishing of documentary search reports on prior art with respect to inventions which are the subject of applications.

(2) If, pending the establishment of a single International Searching Authority, there are several International Searching Authorities, each receiving Office shall, in accordance with the provisions of the applicable agreement referred to in paragraph (3) (b), specify the International Searching Authority or Authorities competent for the searching of international applications filed with such Office.

(3) (a) International Searching Authorities shall be appointed by the Assembly. Any national Office and any intergovernmental organization satisfying the requirements referred to in subparagraph (c) may be appointed as International Searching Authority.

(b) Appointment shall be conditional on the consent of the national Office or intergovernmental organization to be appointed and the conclusion of an agreement, subject to approval by the Assembly, between such Office or organization and the International Bureau. The agreement shall specify the rights and obligations of the parties, in particular, the formal undertaking by the said Office or organization to apply and observe all the common rules of international search.

(c) The Regulations prescribe the minimum requirements, particularly as to manpower and documentation, which any Office or organization must satisfy before it can be appointed and must continue to satisfy while it remains appointed.

(d) Appointment shall be for a fixed period of time and may be extended for further periods.

e) Avant de prendre une décision quant à la nomination d'un office national ou d'une organisation intergouvernementale ou quant à la prolongation d'une telle nomination, de même qu'avant de laisser une telle nomination prendre fin, l'Assemblée entend l'office ou l'organisation en cause et prend l'avis du Comité de coopération technique visé à l'article 56, une fois ce Comité établi.

Article 17

Procédure au sein de l'administration chargée de la recherche internationale

1) La procédure au sein de l'administration chargée de la recherche internationale est déterminée par le présent traité, le règlement d'exécution et l'accord que le Bureau international conclut, conformément au présent traité et au règlement d'exécution, avec cette administration.

2) a) Si l'administration chargée de la recherche internationale estime:

- i) que la demande internationale concerne un objet à l'égard duquel elle n'est pas tenue, selon le règlement d'exécution, de procéder à la recherche et décide en l'espèce de ne pas procéder à la recherche, ou
- ii) que la description, les revendications ou les dessins ne remplissent pas les conditions prescrites, dans une mesure telle qu'une recherche significative ne peut pas être effectuée,

elle le déclare et notifie au déposant et au Bureau international qu'un rapport de recherche internationale ne sera pas établi.

b) Si l'une des situations mentionnées au sous-alinéa a) n'existe qu'en relation avec certaines revendications, le rapport de recherche internationale l'indique pour ces revendications et il est établi, pour les autres revendications, conformément à l'article 18.

3) a) Si l'administration chargée de la recherche internationale estime que la demande internationale ne satisfait pas à l'exigence d'unité de l'invention telle qu'elle est définie dans le règlement d'exécution, elle invite le déposant à payer des taxes additionnelles. L'administration chargée de la recherche internationale établit le rapport de recherche internationale sur les parties de la demande internationale qui ont trait à l'invention mentionnée en premier lieu dans les revendications („invention principale”) et, si les taxes additionnelles requises ont été payées dans le délai prescrit, sur les parties de la demande internationale qui ont trait aux inventions pour lesquelles lesdites taxes ont été payées.

b) La législation nationale de tout Etat désigné peut prévoir que, lorsque l'office national de cet Etat estime justifiée l'invitation, mentionnée au sous-alinéa a), de l'administration chargée de la recherche internationale et lorsque le déposant n'a pas payé toutes les taxes addition-

(e) Before the Assembly makes a decision on the appointment of any national Office or intergovernmental organization, or on the extension of its appointment, or before it allows any such appointment to lapse, the Assembly shall hear the interested Office or organization and seek the advice of the Committee for Technical Cooperation referred to in Article 56 once that Committee has been established.

Article 17

Procedure Before the International Searching Authority

(1) Procedure before the International Searching Authority shall be governed by the provisions of this Treaty, the Regulations, and the agreement which the International Bureau shall conclude, subject to this Treaty and the Regulations, with the said Authority.

(2) (a) If the International Searching Authority considers

- (i) that the international application relates to a subject matter which the International Searching Authority is not required, under the Regulations, to search, and in the particular case decides not to search, or
- (ii) that the description, the claims, or the drawings, fail to comply with the prescribed requirements to such an extent that a meaningful search could not be carried out,

the said Authority shall so declare and shall notify the applicant and the International Bureau that no international search report will be established.

(b) If any of the situations referred to in subparagraph (a) is found to exist in connection with certain claims only, the international search report shall so indicate in respect of such claims, whereas, for the other claims, the said report shall be established as provided in Article 18.

(3) (a) If the International Searching Authority considers that the international application does not comply with the requirement of unity of invention as set forth in the Regulations, it shall invite the applicant to pay additional fees. The International Searching Authority shall establish the international search report on those parts of the international application which relate to the invention first mentioned in the claims ("main invention") and, provided the required additional fees have been paid within the prescribed time limit, on those parts of the international application which relate to inventions in respect of which the said fees were paid.

(b) The national law of any designated State may provide that, where the national Office of that State finds the invitation, referred to in subparagraph (a), of the International Searching Authority justified and where the applicant has not paid all additional fees, those parts of the

nelles, les parties de la demande internationale qui n'ont par conséquent pas fait l'objet d'une recherche sont considérées comme retirées pour ce qui concerne les effets dans cet Etat, à moins qu'une taxe particulière ne soit payée par le déposant à l'office national dudit Etat.

Article 18

Rapport de recherche internationale

- 1) Le rapport de recherche internationale est établi dans le délai prescrit et dans la forme prescrite.
- 2) Le rapport de recherche internationale est, dès qu'il a été établi, transmis par l'administration chargée de la recherche internationale au déposant et au Bureau international.
- 3) Le rapport de recherche internationale ou la déclaration visée à l'article 17. 2) a) est traduit conformément au règlement d'exécution. Les traductions sont préparées par le Bureau international ou sous sa responsabilité.

Article 19

Modification des revendications auprès du Bureau international

- 1) Le déposant, après réception du rapport de recherche internationale, a le droit de modifier une fois les revendications de la demande internationale en déposant des modifications, dans le délai prescrit, auprès du Bureau international. Il peut y joindre une brève déclaration, conformément au règlement d'exécution, expliquant les modifications et précisant les effets que ces dernières peuvent avoir sur la description et sur les dessins.
- 2) Les modifications ne doivent pas aller au-delà de l'exposé de l'invention figurant dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée.
- 3) L'inobservation des dispositions de l'alinéa 2) n'a pas de conséquence dans les Etats désignés dont la législation nationale permet que les modifications aillent au-delà de l'exposé de l'invention.

Article 20

Communication aux offices désignés

- 1) a) La demande internationale, avec le rapport de recherche internationale (y compris toute indication visée à l'article 17.2) b)) ou la déclaration mentionnée à l'article 17.2) a), est communiquée, conformément au règlement d'exécution, à tout office désigné qui n'a pas renoncé, totalement ou partiellement, à cette communication.
- b) La communication comprend la traduction (telle qu'elle est prescrite) dudit rapport ou de ladite déclaration.

international application which consequently have not been searched shall, as far as effects in that State are concerned, be considered withdrawn unless a special fee is paid by the applicant to the national Office of that State.

Article 18

The International Search Report

(1) The international search report shall be established within the prescribed time limit and in the prescribed form.

(2) The international search report shall, as soon as it has been established, be transmitted by the International Searching Authority to the applicant and the International Bureau.

(3) The international search report or the declaration referred to in Article 17 (2) (a) shall be translated as provided in the Regulations. The translations shall be prepared by or under the responsibility of the International Bureau.

Article 19

Amendment of the Claims Before the International Bureau

(1) The applicant shall, after having received the international search report, be entitled to one opportunity to amend the claims of the international application by filing amendments with the International Bureau within the prescribed time limit. He may, at the same time, file a brief statement, as provided in the Regulations, explaining the amendments and indicating any impact that such amendments might have on the description and the drawings.

(2) The amendments shall not go beyond the disclosure in the international application as filed.

(3) If the national law of any designated State permits amendments to go beyond the said disclosure, failure to comply with paragraph (2) shall have no consequence in that State.

Article 20

Communication to Designated Offices

(1) (a) The international application, together with the international search report (including any indication referred to in Article 17 (2) (b)) or the declaration referred to in Article 17 (2) (a), shall be communicated to each designated Office, as provided in the Regulations, unless the designated Office waives such requirement in its entirety or in part.

(b) The communication shall include the translation (as prescribed) of the said report or declaration.

2) Si les revendications ont été modifiées selon l'article 19.1), la communication doit soit comporter le texte intégral des revendications telles qu'elles ont été déposées et telles qu'elles ont été modifiées, soit comporter le texte intégral des revendications telles qu'elles ont été déposées et préciser les modifications apportées; elle doit en outre, le cas échéant, comporter la déclaration visée à l'article 19.1).

3) Sur requête de l'office désigné ou du déposant, l'administration chargée de la recherche internationale leur adresse, conformément au règlement d'exécution, copie des documents cités dans le rapport de recherche internationale.

Article 21

Publication internationale

1) Le Bureau international procède à la publication de demandes internationales.

2) a) Sous réserve des exceptions prévues au sous-alinéa b) et à l'article 64.3), la publication internationale de la demande internationale a lieu à bref délai après l'expiration d'un délai de dix-huit mois à compter de la date de priorité de cette demande.

b) Le déposant peut demander au Bureau international de publier sa demande internationale en tout temps avant l'expiration du délai mentionné au sous-alinéa a). Le Bureau international procède en conséquence, conformément au règlement d'exécution.

3) Le rapport de recherche internationale ou la déclaration visée à l'article 17.2) a) est publié conformément au règlement d'exécution.

4) La langue et la forme de la publication internationale, ainsi que d'autres détails, sont fixés par le règlement d'exécution.

5) Il n'est procédé à aucune publication internationale si la demande internationale est retirée ou considérée comme retirée avant l'achèvement de la préparation technique de la publication.

6) Si le Bureau international estime que la demande internationale contient des expressions ou des dessins contraires aux bonnes moeurs ou à l'ordre public, ou des déclarations dénigrantes au sens du règlement d'exécution, il peut les omettre de ses publications, en indiquant la place et le nombre des mots ou des dessins omis. Il fournit, sur demande, des copies spéciales des passages ainsi omis.

Article 22

Copies, traductions et taxes pour les offices désignés

1) Le déposant remet à chaque office désigné une copie de la demande internationale (sauf si la communication visée à l'article 20 a déjà eu lieu) et une traduction (telle qu'elle est prescrite) de cette demande et lui paie

(2) If the claims have been amended by virtue of Article 19 (1), the communication shall either contain the full text of the claims both as filed and as amended or shall contain the full text of the claims as filed and specify the amendments, and shall include the statement, if any, referred to in Article 19 (1).

(3) At the request of the designated Office or the applicant, the International Searching Authority shall send to the said Office or the applicant, respectively, copies of the documents cited in the international search report, as provided in the Regulations.

Article 21

International Publication

(1) The International Bureau shall publish international applications.

(2) (a) Subject to the exceptions provided for in subparagraph (b) and in Article 64 (3), the international publication of the international application shall be effected promptly after the expiration of 18 months from the priority date of that application.

(b) The applicant may ask the International Bureau to publish his international application any time before the expiration of the time limit referred to in subparagraph (a). The International Bureau shall proceed accordingly, as provided in the Regulations.

(3) The international search report or the declaration referred to in Article 17 (2) (a) shall be published as prescribed in the Regulations.

(4) The language and form of the international publication and other details are governed by the Regulations.

(5) There shall be no international publication if the international application is withdrawn or is considered withdrawn before the technical preparations for publication have been completed.

(6) If the international application contains expressions or drawings which, in the opinion of the International Bureau, are contrary to morality or public order, or if, in its opinion, the international application contains disparaging statements as defined in the Regulations, it may omit such expressions, drawings, and statements, from its publications, indicating the place and number of words or drawings omitted, and furnishing, upon request, individual copies of the passages omitted.

Article 22

Copy, Translation, and Fee, to Designated Offices

(1) The applicant shall furnish a copy of the international application (unless the communication provided for in Article 20 has already taken place) and a translation thereof (as prescribed), and pay the national

(le cas échéant) la taxe nationale au plus tard à l'expiration d'un délai de vingt mois à compter de la date de priorité. Dans le cas où le nom de l'inventeur et les autres renseignements, prescrits par la législation de l'Etat désigné, relatifs à l'inventeur ne sont pas exigés dès le dépôt d'une demande nationale, le déposant doit, s'ils ne figurent pas déjà dans la requête, les communiquer à l'office national de cet Etat ou à l'office agissant pour ce dernier au plus tard à l'expiration d'un délai de vingt mois à compter de la date de priorité.

2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1), lorsque l'administration chargée de la recherche internationale déclare, conformément à l'article 17.2) a), qu'un rapport de recherche internationale ne sera pas établi, le délai pour l'accomplissement des actes mentionnés à l'alinéa 1) du présent article est de deux mois à compter de la date de la notification de ladite déclaration au déposant.

3) La législation de tout Etat contractant peut, pour l'accomplissement des actes visés aux alinéas 1) et 2), fixer des délais expirant après ceux qui figurent auxdits alinéas.

Article 23

Suspension de la procédure nationale

1) Aucun office désigné ne traite ni n'examine la demande internationale avant l'expiration du délai applicable selon l'article 22.

2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1), tout office désigné peut, sur requête expresse du déposant, traiter ou examiner en tout temps la demande internationale.

Article 24

Perte possible des effets dans des Etats désignés

1) Sous réserve de l'article 25 dans le cas visé au point ii) ci-après, les effets de la demande internationale prévus à l'article 11.3) cessent dans tout Etat désigné et cette cessation a les mêmes conséquences que le retrait d'une demande nationale dans cet Etat:

i) si le déposant retire sa demande internationale ou la désignation de cet Etat;

ii) si la demande internationale est considérée comme retirée en raison des articles 12.3), 14.1) b), 14.3) a) ou 14.4), ou si la désignation de cet Etat est considérée comme retirée selon l'article 14.3) b);

iii) si le déposant n'accomplit pas, dans le délai applicable, les actes mentionnés à l'article 22.

2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1), tout office désigné peut maintenir les effets prévus à l'article 11.3) même lorsqu'il n'est pas exigé que de tels effets soient maintenus en raison de l'article 25.2).

fee (if any), to each designated Office not later than at the expiration of 20 months from the priority date. Where the national law of the designated State requires the indication of the name of and other prescribed data concerning the inventor but allows that these indications be furnished at a time later than that of the filing of a national application, the applicant shall, unless they were contained in the request, furnish the said indications to the national Office of or acting for that State not later than at the expiration of 20 months from the priority date.

(2) Notwithstanding the provisions of paragraph (1), where the International Searching Authority makes a declaration, under Article 17 (2) (a), that no international search report will be established, the time limit for performing the acts referred to in paragraph (1) of this Article shall be two months from the date of the notification sent to the applicant of the said declaration.

(3) Any national law may, for performing the acts referred to in paragraphs (1) or (2), fix time limits which expire later than the time limit provided for in those paragraphs.

Article 23

Delaying of National Procedure

(1) No designated Office shall process or examine the international application prior to the expiration of the applicable time limit under Article 22.

(2) Notwithstanding the provisions of paragraph (1), any designated Office may, on the express request of the applicant, process or examine the international application at any time.

Article 24

Possible Loss of Effect in Designated States

(1) Subject, in case (ii) below, to the provisions of Article 25, the effect of the international application provided for in Article 11 (3) shall cease in any designated State with the same consequences as the withdrawal of any national application in that State:

(i) if the applicant withdraws his international application or the designation of that State;

(ii) if the international application is considered withdrawn by virtue of Articles 12 (3), 14 (1), (v), 14 (3) (a), or 14 (4), or if the designation of that State is considered withdrawn by virtue of Article 14 (3) (b);

(iii) if the applicant fails to perform the acts referred to in Article 22 within the applicable time limit.

(2) Notwithstanding the provisions of paragraph (1), any designated Office may maintain the effect provided for in Article 11 (3) even where such effect is not required to be maintained by virtue of Article 25 (2).

Article 25

Revision par des offices désignés

1) a) Lorsque l'office récepteur refuse d'accorder une date de dépôt international ou déclare que la demande internationale est considérée comme retirée, ou lorsque le Bureau international fait une constatation selon l'article 12.3), ce Bureau adresse à bref délai, sur requête du déposant, à tout office désigné indiqué par celui-ci, copie de tout document contenu dans le dossier.

b) Lorsque l'office récepteur déclare que la désignation d'un Etat est considérée comme retirée, le Bureau international, sur requête du requérant, adresse à bref délai à l'office national de cet Etat copie de tout document contenu dans le dossier.

c) Les requêtes fondées sur les sous-alinéas a) ou b) doivent être présentées dans le délai prescrit.

2) a) Sous réserve des dispositions du sous-alinéa b), tout office désigné, si la taxe nationale (le cas échéant) a été payée et si la traduction appropriée (telle qu'elle est prescrite) a été remise dans le délai prescrit, décide si le refus, la déclaration ou la constatation mentionnés à l'alinéa 1) étaient justifiés au sens du présent traité et du règlement d'exécution; s'il constate que le refus ou la déclaration est le résultat d'une erreur ou d'une omission de l'office récepteur, ou que la constatation est le résultat d'une erreur ou d'une omission du Bureau international, il traite la demande internationale, pour ce qui concerne ses effets dans l'Etat de l'office désigné, comme si une telle erreur ou omission ne s'était pas produite.

b) Lorsque l'exemplaire original parvient au Bureau international après l'expiration du délai prescrit à l'article 12.3) en raison d'une erreur ou d'une omission du déposant, le sous-alinéa a) ne s'applique que dans les circonstances mentionnées à l'article 48.2).

Article 26

Occasion de corriger auprès des offices désignés

Aucun office désigné ne peut rejeter une demande internationale pour le motif que cette dernière ne remplit pas les conditions du présent traité et du règlement d'exécution sans donner d'abord au déposant l'occasion de corriger ladite demande dans la mesure et selon la procédure prévues par la législation nationale pour des situations identiques ou comparables se présentant à propos de demandes nationales.

Article 25

Review By Designated Offices

(1) (a) Where the receiving Office has refused to accord an international filing date or has declared that the international application is considered withdrawn, or where the International Bureau has made a finding under Article 12 (3), the International Bureau shall promptly send, at the request of the applicant, copies of any document in the file to any of the designated Offices named by the applicant.

(b) Where the receiving Office has declared that the designation of any given State is considered withdrawn, the International Bureau shall promptly send, at the request of the applicant, copies of any document in the file to the national Office of such State.

(c) The request under subparagraphs (a) or (b) shall be presented within the prescribed time limit.

(2) (a) Subject to the provisions of subparagraph (b), each designated Office shall, provided that the national fee (if any) has been paid and the appropriate translation (as prescribed) has been furnished within the prescribed time limit, decide whether the refusal, declaration, or finding, referred to in paragraph (1) was justified under the provisions of this Treaty and the Regulations, and, if it finds that the refusal or declaration was the result of an error or omission on the part of the receiving Office or that the finding was the result of an error or omission on the part of the International Bureau, it shall, as far as effects in the State of the designated Office are concerned, treat the international application as if such error or omission had not occurred.

(b) Where the record copy has reached the International Bureau after the expiration of the time limit prescribed under Article 12 (3) on account of any error or omission on the part of the applicant, the provisions of subparagraph (a) shall apply only under the circumstances referred to in Article 48 (2).

Article 26

Opportunity to Correct Before Designated Offices

No designated Office shall reject an international application on the grounds of non-compliance with the requirements of this Treaty and the Regulations without first giving the applicant the opportunity to correct the said application to the extent and according to the procedure provided by the national law for the same or comparable situations in respect of national applications.

Article 27

Exigences nationales

1) Aucune législation nationale ne peut exiger que la demande internationale satisfasse, quant à sa forme ou son contenu, à des exigences différentes de celles qui sont prévues dans le présent traité et dans le règlement d'exécution ou à des exigences supplémentaires.

2) Les dispositions de l'alinéa 1) ne sauraient affecter l'application de l'article 7.2) ni empêcher aucune législation nationale d'exiger, une fois que le traitement de la demande internationale a commencé au sein de l'office désigné:

i) lorsque le déposant est une personne morale, l'indication du nom d'un dirigeant de cette dernière autorisé à la représenter;

ii) la remise de documents qui n'appartiennent pas à la demande internationale mais qui constituent la preuve d'allégations ou de déclarations figurant dans cette demande, y compris la confirmation de la demande internationale par signature du déposant lorsque cette demande, telle qu'elle avait été déposée, était signée de son représentant ou de son mandataire.

3) Lorsque le déposant, aux fins de tout Etat désigné, n'a pas qualité selon la législation nationale de cet Etat pour procéder au dépôt d'une demande nationale pour la raison qu'il n'est pas l'inventeur, la demande internationale peut être rejetée par l'office désigné.

4) Lorsque la législation nationale prévoit, pour ce qui concerne la forme ou le contenu des demandes nationales, des exigences qui, du point de vue des déposants, sont plus favorables que celles que prévoient le présent traité et le règlement d'exécution pour les demandes internationales, l'office national, les tribunaux et tous autres organes compétents de l'Etat désigné ou agissant pour ce dernier peuvent appliquer les premières exigences, en lieu et place des dernières, aux demandes internationales, sauf si le déposant requiert que les exigences prévues par le présent traité et par le règlement d'exécution soient appliquées à sa demande internationale.

5) Rien dans le présent traité ni dans le règlement d'exécution ne peut être compris comme pouvant limiter la liberté d'aucun Etat contractant de prescrire toutes conditions matérielles de brevetabilité qu'il désire. En particulier, toute disposition du présent traité et du règlement d'exécution concernant la définition de l'état de la technique doit s'entendre exclusivement aux fins de la procédure internationale; par conséquent, tout Etat contractant est libre d'appliquer, lorsqu'il détermine la brevetabilité d'une invention faisant l'objet d'une demande internationale, les critères de sa législation nationale relatifs à l'état de la technique et d'autres conditions de brevetabilité qui ne constituent pas des exigences relatives à la forme et au contenu des demandes.

Article 27

National Requirements

(1) No national law shall require compliance with requirements relating to the form or contents of the international application different from or additional to those which are provided for in this Treaty and the Regulations.

(2) The provisions of paragraph (1) neither affect the application of the provisions of Article 7 (2) nor preclude any national law from requiring, once the processing of the international application has started in the designated Office, the furnishing:

(i) when the applicant is a legal entity, of the name of an officer entitled to represent such legal entity,

(ii) of documents not part of the international application but which constitute proof of allegations or statements made in that application, including the confirmation of the international application by the signature of the applicant when that application, as filed, was signed by his representative or agent.

(3) Where the applicant, for the purposes of any designated State, is not qualified according to the national law of that State to file a national application because he is not the inventor, the international application may be rejected by the designated Office.

(4) Where the national law provides, in respect of the form or contents of national applications, for requirements which, from the viewpoint of applicants, are more favorable than the requirements provided for by this Treaty and the Regulations in respect of international applications, the national Office, the courts and any other competent organs of or acting for the designated State may apply the former requirements, instead of the latter requirements, to international applications, except where the applicant insists that the requirements provided for by this Treaty and the Regulations be applied to his international application.

(5) Nothing in this Treaty and the Regulations is intended to be construed as prescribing anything that would limit the freedom of each Contracting State to prescribe such substantive conditions of patentability as it desires. In particular, any provision in this Treaty and the Regulations concerning the definition of prior art is exclusively for the purposes of the international procedure and, consequently, any Contracting State is free to apply, when determining the patentability of an invention claimed in an international application, the criteria of its national law in respect of prior art and other conditions of patentability not constituting requirements as to the form and contents of applications.

6) La législation nationale peut exiger du déposant qu'il fournisse des preuves quant à toute condition de droit matériel de brevetabilité qu'elle prescrit.

7) Tout office récepteur, de même que tout office désigné qui a commencé à traiter la demande internationale, peut appliquer toute disposition de sa législation nationale relative à la représentation obligatoire du déposant par un mandataire habilité auprès de cet office et à l'indication obligatoire d'une adresse de service dans l'Etat désigné aux fins de la réception de notifications.

8) Rien dans le présent traité ni dans le règlement d'exécution ne peut être compris comme pouvant limiter la liberté d'aucun Etat contractant d'appliquer les mesures qu'il considère nécessaires en matière de défense nationale ou de limiter, pour protéger ses intérêts économiques, le droit de ses nationaux ou des personnes qui sont domiciliées sur son territoire de déposer des demandes internationales.

Article 28

Modification des revendications, de la description et des dessins auprès des offices désignés

1) Le déposant doit avoir l'occasion de modifier les revendications, la description et les dessins, dans le délai prescrit, auprès de chaque office désigné. Aucun office désigné ne peut délivrer de brevet ni refuser d'en délivrer avant l'expiration de ce délai, sauf accord exprès du déposant.

2) Les modifications ne doivent pas aller au-delà de l'exposé de l'invention qui figure dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée, sauf si la législation nationale de l'Etat désigné le permet expressément.

3) Les modifications doivent être conformes à la législation nationale de l'Etat désigné pour tout ce qui n'est pas fixé par le présent traité ou par le règlement d'exécution.

4) Lorsque l'office désigné exige une traduction de la demande internationale, les modifications doivent être établies dans la langue de la traduction.

Article 29

Effets de la publication internationale

1) Pour ce qui concerne la protection de tout droit du déposant dans un Etat désigné, la publication internationale d'une demande internationale a, dans cet Etat, sous réserve des dispositions des alinéas 2) à 4), les mêmes effets que ceux qui sont attachés par la législation nationale de cet Etat à la publication nationale obligatoire de demandes nationales non examinées comme telles.

(6) The national law may require that the applicant furnish evidence in respect of any substantive condition of patentability prescribed by such law.

(7) Any receiving Office or, once the processing of the international application has started in the designated Office, that Office may apply the national law as far as it relates to any requirement that the applicant be represented by an agent having the right to represent applicants before the said Office and/or that the applicant have an address in the designated State for the purpose of receiving notifications.

(8) Nothing in this Treaty and the Regulations is intended to be construed as limiting the freedom of any Contracting State to apply measures deemed necessary for the preservation of its national security or to limit, for the protection of the general economic interests of that State, the right of its own residents or nationals to file international applications.

Article 28

Amendment of the Claims, the Description, and the Drawings Before Designated Offices

(1) The applicant shall be given the opportunity to amend the claims, the description, and the drawings, before each designated Office within the prescribed time limit. No designated Office shall grant a patent, or refuse the grant of a patent, before such time limit has expired except with the express consent of the applicant.

(2) The amendments shall not go beyond the disclosure in the international application as filed unless the national law of the designated State permits them to go beyond the said disclosure.

(3) The amendments shall be in accordance with the national law of the designated State in all respects not provided for in this Treaty and the Regulations.

(4) Where the designated Office requires a translation of the international application, the amendments shall be in the language of the translation.

Article 29

Effects of the International Publication

(1) As far as the protection of any rights of the applicant in a designated State is concerned, the effects, in that State, of the international publication of an international application shall, subject to the provisions of paragraphs (2) to (4), be the same as those which the national law of the designated State provides for the compulsory national publication of unexamined national applications as such.

2) Si la langue de la publication internationale diffère de celle des publications requises par la législation nationale de l'Etat désigné, ladite législation nationale peut prévoir que les effets prévus à l'alinéa 1) ne se produisent qu'à partir de la date où :

i) une traduction dans cette dernière langue est publiée conformément à la législation nationale; ou

ii) une traduction dans cette dernière langue est mise à la disposition du public pour inspection, conformément à la législation nationale; ou

iii) une traduction dans cette dernière langue est transmise par le déposant à l'utilisateur non autorisé, effectif ou éventuel, de l'invention faisant l'objet de la demande internationale; ou

iv) les deux actes visés aux points i) et iii), ou les deux actes visés aux points ii) et iii), ont été accomplis.

3) La législation nationale de tout Etat désigné peut prévoir que, lorsque la publication internationale a été effectuée, sur requête du déposant, avant l'expiration d'un délai de dix-huit mois à compter de la date de priorité, les effets prévus à l'alinéa 1) ne se produisent qu'à partir de l'expiration d'un délai de dix-huit mois à compter de la date de priorité.

4) La législation nationale de tout Etat désigné peut prévoir que les effets prévus à l'alinéa 1) ne se produisent qu'à partir de la date de réception, par son office national ou par l'office agissant pour cet Etat, d'un exemplaire de la publication, effectuée conformément à l'article 21, de la demande internationale. Cet office publie, dès que possible, la date de réception dans sa gazette.

Article 30

Caractère confidentiel de la demande internationale

1) a) Sous réserve du sous-alinéa b), le Bureau international et les administrations chargées de la recherche internationale ne doivent permettre à aucune personne ou administration d'avoir accès à la demande internationale avant sa publication internationale, sauf requête ou autorisation du déposant.

b) Le sous-alinéa a) ne s'applique pas aux transmissions à l'administration compétente chargée de la recherche internationale, aux transmissions prévues à l'article 13 ni aux communications prévues à l'article 20.

2) a) Aucun office national ne peut permettre à des tiers d'avoir accès à la demande internationale, sauf requête ou autorisation du déposant, avant celle des dates suivantes qui intervient la première :

(2) If the language in which the international publication has been effected is different from the language in which publications under the national law are effected in the designated State, the said national law may provide that the effects provided for in paragraph (1) shall be applicable only from such time as:

(i) a translation into the latter language has been published as provided by the national law, or

(ii) a translation into the latter language has been made available to the public, by laying open for public inspection as provided by the national law, or

(iii) a translation into the latter language has been transmitted by the applicant to the actual or prospective unauthorized user of the invention claimed in the international application, or

(iv) both the acts described in (i) and (iii), or both the acts described in (ii) and (iii), have taken place.

(3) The national law of any designated State may provide that, where the international publication has been effected, on the request of the applicant, before the expiration of 18 months from the priority date, the effects provided for in paragraph (1) shall be applicable only from the expiration of 18 months from the priority date.

(4) The national law of any designated State may provide that the effects provided for in paragraph (1) shall be applicable only from the date on which a copy of the international application as published under Article 21 has been received in the national Office of or acting for such State. The said Office shall publish the date of receipt in its gazette as soon as possible.

Article 30

Confidential Nature of the International Application

(1) (a) Subject to the provisions of subparagraph (b), the International Bureau and the International Searching Authorities shall not allow access by any person or authority to the international application before the international publication of that application, unless requested or authorized by the applicant.

(b) The provisions of subparagraph (a) shall not apply to any transmittal to the competent International Searching Authority, to transmittals provided for under Article 13, and to communications provided for under Article 20.

(2) (a) No national Office shall allow access to the international application by third parties, unless requested or authorized by the applicant, before the earliest of the following dates:

- i) date de la publication internationale de la demande internationale;
 - ii) date de réception de la communication de la demande internationale selon l'article 20;
 - iii) date de réception d'une copie de la demande internationale selon l'article 22.
- b) Le sous-alinéa a) ne saurait empêcher un office national d'informer des tiers qu'il a été désigné, ni de publier ce fait. Une telle information ou publication ne peut toutefois contenir que les indications suivantes: identification de l'office récepteur, nom du déposant, date du dépôt international, numéro de la demande internationale et titre de l'invention.
- c) Le sous-alinéa a) ne saurait empêcher un office désigné de permettre aux autorités judiciaires d'avoir accès à la demande internationale.
- 3) L'alinéa 2) a) s'applique à tout office récepteur, sauf pour les transmissions prévues à l'article 12.1).

4) Au sens du présent article, l'expression „avoir accès” comprend tout moyen par lequel des tiers peuvent prendre connaissance, et comprend donc la communication individuelle et la publication générale; toutefois, aucun office national ne peut publier une demande internationale ou sa traduction avant la publication internationale ou avant l'expiration d'un délai de vingt mois à compter de la date de priorité si la publication internationale n'a pas eu lieu à l'expiration de ce délai.

CHAPITRE II

Examen préliminaire international

Article 31

Demande d'examen préliminaire international

- 1) Sur demande du déposant, la demande internationale fait l'objet d'un examen préliminaire international conformément aux dispositions ci-après et au règlement d'exécution.
- 2) a) Tout déposant qui, au sens du règlement d'exécution, est domicilié dans un Etat contractant lié par le chapitre II ou est le national d'un tel Etat et dont la demande internationale a été déposée auprès de l'office récepteur de cet Etat ou agissant pour le compte de cet Etat, peut présenter une demande d'examen préliminaire international.

(i) date of the international publication of the international application,

(ii) date of the receipt of the communication of the international application under Article 20,

(iii) date of the receipt of a copy of the international application under Article 22.

(b) The provisions of subparagraph (a) shall not prevent any national Office from informing third parties that it has been designated, or from publishing that fact. Such information or publication may, however, contain only the following data: identification of the receiving Office, name of the applicant, international filing date, international application number, and title of the invention.

(c) The provisions of subparagraph (a) shall not prevent any designated Office from allowing access to the international application for the purposes of the judicial authorities.

(3) The provisions of paragraph (2) (a) shall apply to any receiving Office except as far as transmittals provided for under Article 12 (1) are concerned.

(4) For the purposes of this Article, the term "access" covers any means by which third parties may acquire cognizance, including individual communication and general publication, provided, however, that no national Office shall generally publish an international application or its translation before the international publication or, if international publication has not taken place by the expiration of 20 months from the priority date, before the expiration of 20 months from the said priority date.

CHAPTER II

International Preliminary Examination

Article 31

Demand for International Preliminary Examination

(1) On the demand of the applicant, his international application shall be the subject of an international preliminary examination as provided in the following provisions and the Regulations.

(2) (a) Any applicant who is a resident or national, as defined in the Regulations, of a Contracting State bound by Chapter II, and whose international application has been filed with the receiving Office of or acting for such State, may make a demand for international preliminary examination.

b) L'Assemblée peut décider de permettre aux personnes autorisées à déposer des demandes internationales de présenter des demandes d'examen préliminaire international même si elles sont domiciliées dans un Etat non contractant ou non lié par le chapitre II ou ont la nationalité d'un tel Etat.

3) La demande d'examen préliminaire international doit être établie indépendamment de la demande internationale. Elle doit contenir les indications prescrites et être établie dans la langue et dans la forme prescrites.

4) a) La demande d'examen préliminaire international doit indiquer celui ou ceux des Etats contractants où le déposant a l'intention d'utiliser les résultats de l'examen préliminaire international („Etats élus"). Des Etats contractants additionnels peuvent être élus ultérieurement. Les élections ne peuvent porter que sur des Etats contractants déjà désignés conformément à l'article 4.

b) Les déposants visés à l'alinéa 2) a) peuvent élire tout Etat contractant lié par le chapitre II. Les déposants visés à l'alinéa 2) b) ne peuvent élire que les Etats contractants liés par le chapitre II qui se sont déclarés disposés à être élus par de tels déposants.

5) La demande d'examen préliminaire international donne lieu au paiement des taxes prescrites dans le délai prescrit.

6) a) La demande d'examen préliminaire international doit être présentée à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international mentionnée à l'article 32.

b) Toute élection ultérieure doit être soumise au Bureau international.

7) Chaque office élu reçoit notification de son élection.

Article 32

Administration chargée de l'examen préliminaire international

1) L'examen préliminaire international est effectué par l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

2) Pour les demandes d'examen préliminaire international visées à l'article 31.2) a) et à l'article 31.2) b), l'office récepteur ou l'Assemblée, respectivement, précise, conformément aux dispositions de l'accord applicable conclu entre l'administration ou les administrations intéressées chargées de l'examen préliminaire international et le Bureau international, celle ou celles de ces administrations qui seront compétentes pour procéder à l'examen préliminaire.

3) Les dispositions de l'article 16.3) s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux administrations chargées de l'examen préliminaire international.

(b) The Assembly may decide to allow persons entitled to file international applications to make a demand for international preliminary examination even if they are residents or nationals of a State not party to this Treaty or not bound by Chapter II.

(3) The demand for international preliminary examination shall be made separately from the international application. The demand shall contain the prescribed particulars and shall be in the prescribed language and form.

(4) (a) The demand shall indicate the Contracting State or States in which the applicant intends to use the results of the international preliminary examination ("elected States"). Additional Contracting States may be elected later. Election may relate only to Contracting States already designated under Article 4.

(b) Applicants referred to in paragraph (2) (a) may elect any Contracting State bound by Chapter II. Applicants referred to in paragraph (2) (b) may elect only such Contracting States bound by Chapter II as have declared that they are prepared to be elected by such applicants.

(5) The demand shall be subject to the payment of the prescribed fees within the prescribed time limit.

(6) (a) The demand shall be submitted to the competent International Preliminary Examining Authority referred to in Article 32.

(b) Any later election shall be submitted to the International Bureau.

(7) Each elected Office shall be notified of its election.

Article 32

The International Preliminary Examining Authority

(1) International preliminary examination shall be carried out by the International Preliminary Examining Authority.

(2) In the case of demands referred to in Article 31 (2) (a), the receiving Office, and, in the case of demands referred to in Article 31 (2) (b), the Assembly, shall, in accordance with the applicable agreement between the interested International Preliminary Examining Authority or Authorities and the International Bureau, specify the International Preliminary Examining Authority or Authorities competent for the preliminary examination.

(3) The provisions of Article 16(3) shall apply, *mutatis mutandis*, in respect of International Preliminary Examining Authorities.

Article 33

Examen préliminaire international

1) L'examen préliminaire international a pour objet de formuler une opinion préliminaire et sans engagement sur les questions de savoir si l'invention dont la protection est demandée semble être nouvelle, impliquer une activité inventive (n'être pas évidente) et être susceptible d'application industrielle.

2) Aux fins de l'examen préliminaire international, l'invention dont la protection est demandée est considérée comme nouvelle s'il n'est pas trouvé d'antériorité dans l'état de la technique tel qu'il est défini dans le règlement d'exécution.

3) Aux fins de l'examen préliminaire international, l'invention dont la protection est demandée est considérée comme impliquant une activité inventive si, compte tenu de l'état de la technique tel qu'il est défini dans le règlement d'exécution, elle n'est pas, à la date pertinente prescrite, évidente pour un homme du métier.

4) Aux fins de l'examen préliminaire international, l'invention dont la protection est demandée est considérée comme susceptible d'application industrielle si, conformément à sa nature, elle peut être produite ou utilisée (au sens technologique) dans tout genre d'industrie. Le terme „industrie” doit être compris dans son sens le plus large, comme dans la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

5) Les critères qui précèdent ne servent qu'aux fins de l'examen préliminaire international. Tout Etat contractant peut appliquer des critères additionnels ou différents afin de décider si, dans cet Etat, l'invention est brevetable ou non.

6) L'examen préliminaire international doit prendre en considération tous les documents cités dans le rapport de recherche internationale. Il peut prendre en considération tous documents additionnels considérés comme pertinents dans le cas d'espèce.

Article 34

Procédure au sein de l'administration chargée de l'examen préliminaire international

1) La procédure au sein de l'administration chargée de l'examen préliminaire international est déterminée par le présent traité, le règlement d'exécution et l'accord que le Bureau international conclut, conformément au présent traité et au règlement d'exécution, avec cette administration.

Article 33

The International Preliminary Examination

(1) The objective of the international preliminary examination is to formulate a preliminary and non-binding opinion on the questions whether the claimed invention appears to be novel, to involve an inventive step (to be non-obvious), and to be industrially applicable.

(2) For the purposes of the international preliminary examination, a claimed invention shall be considered novel if it is not anticipated by the prior art as defined in the Regulations.

(3) For the purposes of the international preliminary examination, a claimed invention shall be considered to involve an inventive step if, having regard to the prior art as defined in the Regulations, it is not, at the prescribed relevant date, obvious to a person skilled in the art.

(4) For the purposes of the international preliminary examination, a claimed invention shall be considered industrially applicable if, according to its nature, it can be made or used (in the technological sense) in any kind of industry. "Industry" shall be understood in its broadest sense, as in the Paris Convention for the Protection of Industrial Property.

(5) The criteria described above merely serve the purposes of international preliminary examination. Any Contracting State may apply additional or different criteria for the purposes of deciding whether, in that State, the claimed invention is patentable or not.

(6) The international preliminary examination shall take into consideration all the documents cited in the international search report. It may take into consideration any additional documents considered to be relevant in the particular case.

Article 34

Procedure Before the International Preliminary Examining Authority

(1) Procedure before the International Preliminary Examining Authority shall be governed by the provisions of this Treaty, the Regulations, and the agreement which the International Bureau shall conclude, subject to this Treaty and the Regulations, with the said Authority.

2) a) Le déposant a le droit de communiquer, verbalement et par écrit, avec l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

b) Le déposant a le droit de modifier les revendications, la description et les dessins, de la manière prescrite et dans le délai prescrit, avant l'établissement du rapport d'examen préliminaire international. Les modifications ne doivent pas aller au-delà de l'exposé de l'invention figurant dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée.

c) Le déposant reçoit de l'administration chargée de l'examen préliminaire international au moins un avis écrit, sauf si ladite administration estime que toutes les conditions suivantes sont remplies:

i) l'invention répond aux critères figurant à l'article 33.1);

ii) la demande internationale remplit les conditions du présent traité et du règlement d'exécution dans la mesure où elles sont contrôlées par ladite administration;

iii) il n'est pas envisagé de présenter des observations au sens de l'article 35.2), dernière phrase.

d) Le déposant peut répondre à l'avis écrit.

3) a) Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international estime que la demande internationale ne satisfait pas à l'exigence d'unité de l'invention telle qu'elle est définie dans le règlement d'exécution, elle peut inviter le déposant, au choix de ce dernier, soit à limiter les revendications de manière à satisfaire à cette exigence, soit à payer des taxes additionnelles.

b) La législation nationale de tout Etat élu peut prévoir que, lorsque le déposant choisit de limiter les revendications au sens du sous-alinéa a), les parties de la demande internationale qui, en conséquence de la limitation, ne font pas l'objet d'un examen préliminaire international sont, pour ce qui concerne les effets dans cet Etat, considérées comme retirées, à moins qu'une taxe particulière ne soit payée par le déposant à l'office national dudit Etat.

c) Si le déposant ne donne pas suite à l'invitation mentionnée au sous-alinéa a) dans le délai prescrit, l'administration chargée de l'examen préliminaire international établit un rapport d'examen préliminaire international sur les parties de la demande internationale qui ont trait à ce qui semble constituer l'invention principale et donne sur ce point des indications dans le rapport. La législation nationale de tout Etat élu peut prévoir que, lorsque l'office national de cet Etat estime justifiée l'invitation de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, les parties de la demande internationale qui n'ont pas trait à l'invention principale sont, pour ce qui concerne les effets dans cet Etat, considérées comme retirées, à moins qu'une taxe particulière ne soit payée par le déposant à cet office.

(2) (a) The applicant shall have a right to communicate orally and in writing with the International Preliminary Examining Authority.

(b) The applicant shall have a right to amend the claims, the description, and the drawings, in the prescribed manner and within the prescribed time limit, before the international preliminary examination report is established. The amendment shall not go beyond the disclosure in the international application as filed.

(c) The applicant shall receive at least one written opinion from the International Preliminary Examining Authority unless such Authority considers that all of the following conditions are fulfilled:

- (i) the invention satisfies the criteria set forth in Article 33(1),
- (ii) the international application complies with the requirements of this Treaty and the Regulations in so far as checked by that Authority,
- (iii) no observations are intended to be made under Article 34(2), last sentence.

(d) The applicant may respond to the written opinion.

(3) (a) If the International Preliminary Examining Authority considers that the international application does not comply with the requirement of unity of invention as set forth in the Regulations, it may invite the applicant, at his option, to restrict the claims so as to comply with the requirement or to pay additional fees.

(b) The national law of any elected State may provide that, where the applicant chooses to restrict the claims under subparagraph (a), those parts of the international application which, as a consequence of the restriction, are not to be the subject of international preliminary examination shall, as far as effects in that State are concerned, be considered withdrawn unless a special fee is paid by the applicant to the national Office of that State.

(c) If the applicant does not comply with the invitation referred to in subparagraph (a) within the prescribed time limit, the International Preliminary Examining Authority shall establish an international preliminary examination report on those parts of the international application which relate to what appears to be the main invention and shall indicate the relevant facts in the said report. The national law of any elected State may provide that, where its national Office finds the invitation of the International Preliminary Examining Authority justified, those parts of the international application which do not relate to the main invention shall, as far as effects in that State are concerned, be considered withdrawn unless a special fee is paid by the applicant to that Office.

4) a) Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international estime:

- i) que la demande internationale concerne un objet à l'égard duquel elle n'est pas tenue, selon le règlement d'exécution, d'effectuer un examen préliminaire international et décide en l'espèce de ne pas effectuer un tel examen, ou
- ii) que la description, les revendications ou les dessins ne sont pas clairs, ou que les revendications ne se fondent pas de façon adéquate sur la description, de sorte qu'une opinion valable ne peut être formée au sujet de la nouveauté, de l'activité inventive (non-évidence) ou de l'application industrielle de l'invention dont la protection est demandée,

elle n'aborde pas les questions mentionnées à l'article 33.1) et fait connaître au déposant cette opinion et ses motifs.

b) Si l'une des situations mentionnées au sous-alinéa a) n'existe qu'à l'égard de certaines revendications ou en relation avec certaines revendications, les dispositions dudit sous-alinéa a) ne s'appliquent qu'à l'égard de ces revendications.

Article 35

Rapport d'examen préliminaire international

1) Le rapport d'examen préliminaire international est établi dans le délai prescrit et dans la forme prescrite.

2) Le rapport d'examen préliminaire international ne contient aucune déclaration quant à la question de savoir si l'invention dont la protection est demandée est ou semble être brevetable ou non au regard d'une législation nationale quelconque. Il déclare, sous réserve de l'alinéa 3), en relation avec chaque revendication, si cette revendication semble répondre aux critères de nouveauté, d'activité inventive (non-évidence) et d'application industrielle, tels que ces critères sont définis, aux fins de l'examen préliminaire international, à l'article 33.1) à 4). Cette déclaration doit être accompagnée de la citation des documents qui semblent étayer la conclusion déclarée, et de toutes explications qui peuvent s'imposer en l'espèce. A cette déclaration doivent également être jointes les autres observations prévues par le règlement d'exécution.

3) a) Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international estime, lors de l'établissement du rapport d'examen préliminaire international, que l'une quelconque des situations mentionnées à l'article 34.4) a) existe, le rapport en fait état et indique les motifs. Il ne doit contenir aucune déclaration au sens de l'alinéa 2).

(4) (a) If the International Preliminary Examining Authority considers

- (i) that the international application relates to a subject matter on which the International Preliminary Examining Authority is not required, under the Regulations, to carry out an international preliminary examination, and in the particular case decides not to carry out such examination, or
- (ii) that the description, the claims, or the drawings, are so unclear, or the claims are so inadequately supported by the description, that no meaningful opinion can be formed on the novelty, inventive step (non-obviousness), or industrial applicability, of the claimed invention,

the said Authority shall not go into the questions referred to in Article 33(1) and shall inform the applicant of this opinion and the reasons therefor.

(b) If any of the situations referred to in subparagraph (a) is found to exist in, or in connection with, certain claims only, the provisions of that subparagraph shall apply only to the said claims.

Article 35

The International Preliminary Examination Report

(1) The international preliminary examination report shall be established within the prescribed time limit and in the prescribed form.

(2) The international preliminary examination report shall not contain any statement on the question whether the claimed invention is or seems to be patentable or unpatentable according to any national law. It shall state, subject to the provisions of paragraph (3), in relation to each claim, whether the claim appears to satisfy the criteria of novelty, inventive step (non-obviousness), and industrial applicability, as defined for the purposes of the international preliminary examination in Article 33(1) to (4). The statement shall be accompanied by the citation of the documents believed to support the stated conclusion with such explanations as the circumstances of the case may require. The statement shall also be accompanied by such other observations as the Regulations provide for.

(3) (a) If, at the time of establishing the international preliminary examination report, the International Preliminary Examining Authority considers that any of the situations referred to in Article 34(4) (a) exists, that report shall state this opinion and the reasons therefor. It shall not contain any statement as provided in paragraph (2).

b) Si l'une des situations mentionnées à l'article 34.4) b) existe, le rapport d'examen préliminaire international contient, pour les revendications en question, l'indication prévue au sous-alinéa a) et, pour les autres revendications, la déclaration indiquée à l'alinéa 2).

Article 36

Transmission, traduction et communication du rapport d'examen préliminaire international

1) Le rapport d'examen préliminaire international est, avec les annexes prescrites, transmis au déposant et au Bureau international.

2) a) Le rapport d'examen préliminaire international et ses annexes sont traduits dans les langues prescrites.

b) Toute traduction dudit rapport est préparée par le Bureau international ou sous sa responsabilité: toute traduction de ses annexes est préparée par le déposant.

3) a) Le rapport d'examen préliminaire international, avec sa traduction (telle qu'elle est prescrite) et ses annexes (dans la langue d'origine), est communiqué par le Bureau international à chaque office élu.

b) La traduction prescrite des annexes est transmise, dans le délai prescrit, par le déposant aux offices élus.

4) L'article 20.3) s'applique, *mutatis mutandis*, aux copies de tout document qu'est cité dans le rapport d'examen préliminaire international et qui n'a pas été cité dans le rapport de recherche internationale.

Article 37

Retrait de la demande d'examen préliminaire international ou d'élections

1) Le déposant peut retirer tout ou partie des élections.

2) Si l'élection de tous les Etats élus est retirée, la demande d'examen préliminaire international est considérée comme retirée.

3) a) Tout retrait doit être notifié au Bureau international.

b) Le Bureau international le notifie aux offices élus intéressés et à l'administration intéressée chargée de l'examen préliminaire international.

4) a) Sous réserve du sous-alinéa b), le retrait de la demande d'examen préliminaire international ou de l'élection d'un Etat contractant est, si la législation nationale de cet Etat n'en dispose pas autrement, considéré comme un retrait de la demande internationale pour ce qui concerne cet Etat.

(b) If a situation under Article 34(4) (b) is found to exist, the international preliminary examination report shall, in relation to the claims in question, contain the statement as provided in subparagraph (a), whereas, in relation to the other claims, it shall contain the statement as provided in paragraph (2).

Article 36

Transmittal, Translation, and Communication, of the International Preliminary Examination Report

(1) The international preliminary examination report, together with the prescribed annexes, shall be transmitted to the applicant and to the International Bureau.

(2) (a) The international preliminary examination report and its annexes shall be translated into the prescribed languages.

(b) Any translation of the said report shall be prepared by or under the responsibility of the International Bureau, whereas any translation of the said annexes shall be prepared by the applicant.

(3) (a) The international preliminary examination report, together with its translation (as prescribed) and its annexes (in the original language), shall be communicated by the International Bureau to each elected Office.

(b) The prescribed translation of the annexes shall be transmitted within the prescribed time limit by the applicant to the elected Offices.

(4) The provisions of Article 20(3) shall apply, *mutatis mutandis*, to copies of any document which is cited in the international preliminary examination report and which was not cited in the international search report.

Article 37

Withdrawal of Demand or Election

(1) The applicant may withdraw any or all elections.

(2) If the election of all elected States is withdrawn, the demand shall be considered withdrawn.

(3) (a) Any withdrawal shall be notified to the International Bureau.

(b) The elected Offices concerned and the International Preliminary Examining Authority concerned shall be notified accordingly by the International Bureau.

(4) (a) Subject to the provisions of subparagraph (b), withdrawal of the demand or of the election of a Contracting State shall, unless the national law of that State provides otherwise, be considered to be withdrawal of the international application as far as that State is concerned.

b) Le retrait de la demande d'examen préliminaire international ou de l'élection n'est pas considéré comme un retrait de la demande internationale s'il est effectué avant l'expiration du délai applicable selon l'article 22; toutefois, tout Etat contractant peut prévoir dans sa législation nationale, qu'il n'en ira ainsi que si son office national reçoit, dans ce délai, copie de la demande internationale, une traduction (telle qu'elle est prescrite) de ladite demande et la taxe nationale.

Article 38

Caractère confidentiel de l'examen préliminaire international

1) Sauf requête ou autorisation du déposant, le Bureau international et l'administration chargée de l'examen préliminaire international ne peuvent permettre à aucun moment, à aucune personne ou administration – à l'exception des offices élus, après l'établissement du rapport d'examen préliminaire international – d'avoir accès, au sens et aux conditions de l'article 30.4), au dossier de l'examen préliminaire international.

2) Sous réserve de l'alinéa 1) et des articles 36.1) et 3) et 37.3) b), le Bureau international et l'administration chargée de l'examen préliminaire international ne peuvent donner, sauf requête ou autorisation du déposant, aucune information relative à la délivrance ou au refus de délivrance d'un rapport d'examen préliminaire international, ou encore au retrait ou au maintien de la demande d'examen préliminaire international ou d'une élection quelconque.

Article 39

Copies, traductions et taxes pour les offices élus

1) a) Si l'élection d'un Etat contractant a été effectuée avant l'expiration du dix-neuvième mois à compter de la date de priorité, l'article 22 ne s'applique pas à cet Etat; le déposant remet à chaque office élu une copie de la demande internationale (sauf si la communication visée à l'article 20 a déjà eu lieu) et une traduction (telle qu'elle est prescrite) de cette demande et lui paie (le cas échéant) la taxe nationale au plus tard à l'expiration d'un délai de vingt-cinq mois à compter de la date de priorité.

b) Toute législation nationale peut, pour l'accomplissement des actes mentionnés au sous-alinéa a), fixer des délais expirant après celui qui figure audit sous-alinéa.

2) Les effets prévus à l'article 11.3) cessent dans l'Etat élu avec les mêmes conséquences que celles qui découlent du retrait d'une demande nationale dans cet Etat si le déposant n'exécute pas les actes mentionnés à l'alinéa 1) a) dans le délai applicable selon l'alinéa 1) a) ou b).

(b) Withdrawal of the demand or of the election shall not be considered to be withdrawal of the international application if such withdrawal is effected prior to the expiration of the applicable time limit under Article 22; however, any Contracting State may provide in its national law that the aforesaid shall apply only if its national Office has received, within the said time limit, a copy of the international application together with a translation (as prescribed), and the national fee.

Article 38

Confidential Nature of the International Preliminary Examination

(1) Neither the International Bureau nor the International Preliminary Examining Authority shall, unless requested or authorized by the applicant, allow access within the meaning, and with the proviso, of Article 30(4) to the file of the international preliminary examination by any person or authority at any time, except by the elected Offices once the international preliminary examination report has been established.

(2) Subject to the provisions of paragraph (1) and Articles 36(1) and (3) and 37(3) (c), neither the International Bureau nor the International Preliminary Examining Authority shall, unless requested or authorized by the applicant, give information on the issuance or non-issuance of an international preliminary examination report and on the withdrawal or non-withdrawal of the demand or of any election.

Article 39

Copy, Translation, and Fee, to Elected Offices

(1) (a) If the election of any Contracting State has been effected prior to the expiration of the 19th month from the priority date, the provisions of Article 22 shall not apply to such State and the applicant shall furnish a copy of the international application (unless the communication under Article 20 has already taken place) and a translation thereof (as prescribed), and pay the national fee (if any), to each elected Office not later than at the expiration of 25 months from the priority date.

(b) Any national law may, for performing the acts referred to in subparagraph (a), fix time limits which expire later than the time limit provided for in that subparagraph.

(2) The effect provided for in Article 11(3) shall cease in the elected State with the same consequences as the withdrawal of any national application in that State if the applicant fails to perform the acts referred to in paragraph (1) (a) within the time limit applicable under paragraph (1) (a) or (b).

3) Tout office élu peut maintenir les effets prévus à l'article 11.3) même lorsque le déposant ne remplit pas les conditions prévues à l'alinéa 1) a) ou b).

Article 40

Suspension de l'examen national et des autres procédures

1) Si l'élection d'un Etat contractant est effectuée avant l'expiration du dix-neuvième mois à compter de la date de priorité, l'article 23 ne s'applique pas à cet Etat et son office national, ou tout office agissant pour cet Etat, n'effectue pas l'examen et n'engage aucune autre procédure relative à la demande internationale, sous réserve de l'alinéa 2), avant l'expiration du délai applicable selon l'article 39.

2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1), tout office élu peut, sur requête expresse du déposant, en tout temps procéder à l'examen et engager toute autre procédure relative à la demande internationale.

Article 41

Modification des revendications, de la description et des dessins auprès des offices élus

1) Le déposant doit avoir l'occasion de modifier les revendications, la description et les dessins, dans le délai prescrit, auprès de chaque office élu. Aucun office élu ne peut délivrer de brevet ni refuser d'en délivrer avant l'expiration de ce délai, sauf accord exprès du déposant.

2) Les modifications ne doivent pas aller au-delà de l'exposé de l'invention qui figure dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée, sauf si la législation nationale de l'Etat élu le permet expressément.

3) Les modifications doivent être conformes à la législation nationale de l'Etat élu pour tout ce qui n'est pas fixé par le présent traité ou par le règlement d'exécution.

4) Lorsque l'office élu exige une traduction de la demande internationale, les modifications doivent être établies dans la langue de la traduction.

Article 42

Résultat de l'examen national des offices élus

Les offices élus recevant le rapport d'examen préliminaire international ne peuvent exiger du déposant qu'il leur remette des copies de documents liés à l'examen relatif à la même demande internationale dans tout autre office élu, ou qu'il leur remette des informations relatives au contenu de tels documents.

(3) Any elected Office may maintain the effect provided for in Article 11(3) even where the applicant does not comply with the requirements provided for in paragraph (1) (a) or (b).

Article 40

Delaying of National Examination and Other Processing

(1) If the election of any Contracting State has been effected prior to the expiration of the 19th month from the priority date, the provisions of Article 23 shall not apply to such State and the national Office of or acting for that State shall not proceed, subject to the provisions of paragraph (2), to the examination and other processing of the international application prior to the expiration of the applicable time limit under Article 39.

(2) Notwithstanding the provisions of paragraph (1), any elected Office may, on the express request of the applicant, proceed to the examination and other processing of the international application at any time.

Article 41

Amendment of the Claims, the Description, and the Drawings, Before Elected Offices

(1) The applicant shall be given the opportunity to amend the claims, the description, and the drawings, before each elected Office within the prescribed time limit. No elected Office shall grant a patent, or refuse the grant of a patent, before such time limit has expired, except with the express consent of the applicant.

(2) The amendments shall not go beyond the disclosure in the international application as filed, unless the national law of the elected State permits them to go beyond the said disclosure.

(3) The amendments shall be in accordance with the national law of the elected State in all respects not provided for in this Treaty and the Regulations.

(4) Where an elected Office requires a translation of the international application, the amendments shall be in the language of the translation.

Article 42

Results of National Examination in Elected Offices

No elected Office receiving the international preliminary examination report may require that the applicant furnish copies, or information on the contents, of any papers connected with the examination relating to the same international application in any other elected Office.

CHAPITRE III

Dispositions communes

Article 43

Recherche de certains titres de protection

Le déposant peut indiquer, conformément au règlement d'exécution, que sa demande internationale tend à la délivrance d'un certificat d'auteur d'invention, d'un certificat d'utilité ou d'un modèle d'utilité et non à celle d'un brevet, ou à la délivrance d'un brevet ou certificat d'addition, d'un certificat d'auteur d'invention additionnel ou d'un certificat d'utilité additionnel, dans tout Etat désigné ou élu dont la législation prévoit la délivrance de certificats d'auteur d'invention, de certificats d'utilité, de modèles d'utilité, de brevets ou certificats d'addition, de certificats d'auteur d'invention additionnels ou de certificats d'utilité additionnels; les effets découlant de cette indication sont déterminés par le choix effectué par le déposant. Aux fins du présent article et de toute règle y relative, l'article 2.ii) ne s'applique pas.

Article 44

Recherche de deux titres de protection

Pour tout Etat désigné ou élu dont la législation permet qu'une demande tendant à la délivrance d'un brevet ou de l'un des autres titres de protection mentionnés à l'article 43 puisse également viser un autre de ces titres de protection, le déposant peut indiquer, conformément au règlement d'exécution, les deux titres de protection dont il demande la délivrance; les effets qui en découlent sont déterminés par les indications du déposant. Aux fins du présent article, l'article 2.ii) ne s'applique pas.

Article 45

Traité de brevet régional

1) Tout traité prévoyant la délivrance d'un brevet régional („traité de brevet régional") et donnant à toute personne, autorisée par l'article 9 à déposer des demandes internationales, le droit de déposer des demandes tendant à la délivrance de tels brevets peut stipuler que les demandes internationales contenant la désignation ou l'élection d'un Etat partie à la fois au traité de brevet régional et au présent traité peuvent être déposées en vue de la délivrance de brevets régionaux.

2) La législation nationale d'un tel Etat désigné ou élu peut prévoir que toute désignation ou élection dudit Etat dans la demande internationale sera considérée comme l'indication que le déposant désire obtenir un brevet régional conformément au traité de brevet régional.

CHAPTER III

Common Provisions

Article 43

Seeking Certain Kinds of Protection

In respect of any designated or elected State whose law provides for the grant of inventors' certificates, utility certificates, utility models, patents or certificates of addition, inventors' certificates of addition, or utility certificates of addition, the applicant may indicate, as prescribed in the Regulations, that his international application is for the grant, as far as that State is concerned, of an inventor's certificate, a utility certificate, or a utility model, rather than a patent, or that it is for the grant of a patent or certificate of addition, an inventor's certificate of addition, or a utility certificate of addition, and the ensuing effect shall be governed by the applicant's choice. For the purposes of this Article and any Rule thereunder, Article 2 (ii) shall not apply.

Article 44

Seeking Two Kinds of Protection

In respect of any designated or elected State whose law permits an application, while being for the grant of a patent or one of the other kinds of protection referred to in Article 43, to be also for the grant of another of the said kinds of protection, the applicant may indicate, as prescribed in the Regulations, the two kinds of protection he is seeking, and the ensuing effect shall be governed by the applicant's indications. For the purposes of this Article, Article 2 (ii) shall not apply.

Article 45

Regional Patent Treaties

(1) Any treaty providing for the grant of regional patents ("regional patent treaty"), and giving to all persons who, according to Article 9, are entitled to file international applications the right to file applications for such patents, may provide that international applications designating or electing a State party to both the regional patent treaty and the present Treaty may be filed as applications for such patents.

(2) The national law of the said designated or elected State may provide that any designation or election of such State in the international application shall have the effect of an indication of the wish to obtain a regional patent under the regional patent treaty.

Article 46

Traduction incorrecte de la demande internationale

Si, en raison d'une traduction incorrecte de la demande internationale, l'étendue d'un brevet délivré à la suite de cette demande dépasse l'étendue de la demande internationale dans sa langue d'origine, les autorités compétentes de l'Etat contractant considéré peuvent limiter en conséquence et d'une manière rétroactive l'étendue du brevet et déclarer qu'il est nul et non avenu dans la mesure où son étendue dépasse celle de la demande internationale dans sa langue d'origine.

Article 47

Délais

1) Le calcul des délais prévus dans le présent traité est fixé par le règlement d'exécution.

2) a) Tous les délais fixés dans les chapitres I et II du présent traité peuvent, en dehors de toute revision selon l'article 60, être modifiés par décision des Etats contractants.

b) La décision est prise par l'Assemblée ou par vote par correspondance et doit être unanime.

c) Les détails de la procédure sont fixés par le règlement d'exécution.

Article 48

Retards dans l'observation de certains délais

1) Lorsqu'un délai, fixé dans le présent traité ou dans le règlement d'exécution, n'est pas observé pour cause d'interruption des services postaux, de perte ou de retard inévitables du courrier, ce délai est considéré comme observé dans les cas précisés au règlement d'exécution et sous réserve que soient remplies les conditions de preuve et autres conditions prescrites dans ledit règlement.

2) a) Tout Etat contractant doit, pour ce qui le concerne, excuser pour des motifs admis par sa législation nationale tout retard dans l'observation d'un délai.

b) Tout Etat contractant peut, pour ce qui le concerne, excuser pour des motifs autres que ceux qui figurent au sous-alinéa a) tout retard dans l'observation d'un délai.

Article 49

Droit d'exercer auprès d'administrations internationales

Tout avocat, agent de brevets ou autre personne, ayant le droit d'exercer auprès de l'office national auprès duquel la demande internationale a été déposée, a le droit d'exercer, en ce qui concerne cette demande, auprès du Bureau international, de l'administration compétente chargée de la recherche internationale et de l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international.

Article 46

Incorrect Translation of the International Application

If, because of an incorrect translation of the international application, the scope of any patent granted on that application exceeds the scope of the international application in its original language, the competent authorities of the Contracting State concerned may accordingly and retroactively limit the scope of the patent, and declare it null and void to the extent that its scope has exceeded the scope of the international application in its original language.

Article 47

Time Limits

(1) The details for computing time limits referred to in this Treaty are governed by the Regulations.

(2) (a) All time limits fixed in Chapters I and II of this Treaty may, outside any revision under Article 60, be modified by a decision of the Contracting States.

(b) Such decisions shall be made in the Assembly or through voting by correspondence and must be unanimous.

(c) The details of the procedure are governed by the Regulations.

Article 48

Delay in Meeting Certain Time Limits

(1) Where any time limit fixed in this Treaty or the Regulations is not met because of interruption in the mail service or unavoidable loss or delay in the mail, the time limit shall be deemed to be met in the cases and subject to the proof and other conditions prescribed in the Regulations.

(2) (a) Any Contracting State shall, as far as that State is concerned, excuse, for reasons admitted under its national law, any delay in meeting any time limit.

(b) Any Contracting State may, as far as that State is concerned, excuse, for reasons other than those referred to in subparagraph (a), any delay in meeting any time limit.

Article 49

Right to Practice Before International Authorities

Any attorney, patent agent, or other person, having the right to practice before the national Office with which the international application was filed, shall be entitled to practice before the International Bureau and the competent International Searching Authority and competent International Preliminary Examining Authority in respect of that application.

CHAPITRE IV

Services techniques

Article 50

Services d'information sur les brevets

1) Le Bureau international peut fournir des services (dénommés dans le présent article „services d'information”), en donnant des informations techniques ainsi que d'autres informations pertinentes dont il dispose, sur la base de documents publiés, principalement de brevets et de demandes publiées.

2) Le Bureau international peut fournir ces services d'information soit directement, soit par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs administrations chargées de la recherche internationale ou d'autres institutions spécialisées, nationales ou internationales, avec lesquelles il aura pu conclure des accords.

3) Les services d'information fonctionnent de manière à faciliter tout particulièrement l'acquisition, par les Etats contractants qui sont des pays en voie de développement, des connaissances techniques et de la technologie, y compris le „know-how” publié disponible.

4) Les services d'information peuvent être obtenus par les gouvernements des Etats contractants, par leurs nationaux et par les personnes qui sont domiciliées sur leur territoire. L'Assemblée peut décider d'étendre ces services à d'autres intéressés.

5) *a)* Tout service fourni aux gouvernements des Etats contractants doit l'être à son prix de revient; toutefois, pour les gouvernements des Etats contractants qui sont des pays en voie de développement, le service est fourni au-dessous de ce prix si la différence peut être couverte par les bénéfices réalisés sur la prestation de services à des destinataires autres que les gouvernements d'Etats contractants ou par les moyens mentionnés à l'article 51.4).

b) Le prix de revient visé au sous-alinéa *a)* doit être entendu comme consistant dans les frais qui s'ajoutent à ceux que l'office national ou l'administration chargée de la recherche internationale doivent engager de toute façon pour s'acquitter de leurs tâches.

6) Les détails relatifs à l'application du présent article sont réglés par décisions de l'Assemblée et, dans les limites fixées par cette dernière, par les groupes de travail qu'elle pourra instituer à cette fin.

7) Si elle l'estime nécessaire, l'Assemblée recommande d'autres modes de financement pour compléter ceux qui sont prévus à l'alinéa 5).

CHAPTER IV

Technical Services

Article 50

Patent Information Services

(1) The International Bureau may furnish services by providing technical and any other pertinent information available to it on the basis of published documents, primarily patents and published applications (referred to in this Article as "the information services").

(2) The International Bureau may provide these information services either directly or through one or more International Searching Authorities or other national or international specialized institutions, with which the International Bureau may reach agreement.

(3) The information services shall be operated in a way particularly facilitating the acquisition by Contracting States which are developing countries of technical knowledge and technology, including available published know-how.

(4) The information services shall be available to Governments of Contracting States and their nationals and residents. The Assembly may decide to make these services available also to others.

(5) (a) Any service to Governments of Contracting States shall be furnished at cost, provided that, when the Government is that of a Contracting State which is a developing country, the service shall be furnished below cost if the difference can be covered from profit made on services furnished to others than Governments of Contracting States or from the sources referred to in Article 51(4).

(b) The cost referred to in subparagraph (a) is to be understood as cost over and above costs normally incident to the performance of the services of a national Office or the obligations of an International Searching Authority.

(6) The details concerning the implementation of the provisions of this Article shall be governed by decisions of the Assembly and, within the limits to be fixed by the Assembly, such working groups as the Assembly may set up for that purpose.

(7) The Assembly shall, when it considers it necessary, recommend methods of providing financing supplementary to those referred to in paragraph (5).

Article 51

Assistance technique

1) L'Assemblée établit un Comité d'assistance technique (dénommé dans le présent article „le Comité”).

2) a) Les membres du Comité sont élus parmi les Etats contractants de façon à assurer une représentation appropriée des pays en voie de développement.

b) Le Directeur général invite, de sa propre initiative ou sur la requête du Comité, des représentants des organisations intergouvernementales s'occupant d'assistance technique aux pays en voie de développement à prendre part aux travaux du Comité.

3) a) Le Comité a pour tâche l'organisation et la supervision de l'assistance technique accordée aux Etats contractants qui sont des pays en voie de développement, afin de développer leurs systèmes de brevets, soit au niveau national, soit au niveau régional.

b) L'assistance technique comprend notamment la formation de spécialistes, la mise à disposition d'experts et la fourniture d'équipements à des fins de démonstration et de fonctionnement.

4) En vue du financement de projets entrant dans le cadre du présent article, le Bureau international s'efforce de conclure des accords, d'une part avec des organisations internationales de financement et des organisations intergouvernementales, en particulier avec l'Organisation des Nations Unies, les agences des Nations Unies ainsi qu'avec les institutions spécialisées des Nations Unies ayant compétence en matière d'assistance technique, de même que, d'autre part, avec les gouvernements des Etats bénéficiaires de l'assistance technique.

5) Les détails relatifs à l'application du présent article sont réglementés par décisions de l'Assemblée et, dans les limites fixées par cette dernière, par les groupes de travail qu'elle pourra instituer à cette fin.

Article 52

Rapports avec les autres dispositions du traité

Aucune disposition du présent chapitre n'affecte les dispositions financières figurant dans les autres chapitres du présent traité. Ces dispositions ne sont pas applicables au présent chapitre ni à sa mise en oeuvre.

Article 51

Technical Assistance

(1) The Assembly shall establish a Committee for Technical Assistance (referred to in this Article as "the Committee").

(2) (a) The members of the Committee shall be elected among the Contracting States, with due regard to the representation of developing countries.

(b) The Director General shall, on his own initiative or at the request of the Committee, invite representatives of intergovernmental organizations concerned with technical assistance to developing countries to participate in the work of the Committee.

(3) (a) The task of the Committee shall be to organize and supervise technical assistance for Contracting States which are developing countries in developing their patent systems individually or on a regional basis.

(b) The technical assistance shall comprise, among other things, the training of specialists, the loaning of experts, and the supply of equipment both for demonstration and for operational purposes.

(4) The International Bureau shall seek to enter into agreements, on the one hand, with international financing organizations and intergovernmental organizations, particularly the United Nations, the agencies of the United Nations, and the Specialized Agencies connected with the United Nations concerned with technical assistance, and, on the other hand, with the Governments of the States receiving the technical assistance, for the financing of projects pursuant to this Article.

(5) The details concerning the implementation of the provisions of this Article shall be governed by decisions of the Assembly and, within the limits to be fixed by the Assembly, such working groups as the Assembly may set up for that purpose.

Article 52

Relations with Other Provisions of the Treaty

Nothing in this Chapter shall affect the financial provisions contained in any other Chapter of this Treaty. Such provisions are not applicable to the present Chapter or to its implementation.

CHAPITRE V

Dispositions administratives

Article 53

Assemblée

1) a) L'Assemblée est composée des Etats contractants, sous réserve de l'article 57.8).

b) Le gouvernement de chaque Etat contractant est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

2) a) L'Assemblée:

i) traite de toutes les questions concernant le maintien et le développement de l'Union et l'application du présent traité;

ii) s'acquitte des tâches qui lui sont expressément assignées dans d'autres dispositions du présent traité;

iii) donne au Bureau international des directives concernant la préparation des conférences de revision;

iv) examine et approuve les rapports et les activités du Directeur général relatifs à l'Union et lui donne toutes directives utiles concernant les questions de la compétence de l'Union;

v) examine et approuve les rapports et les activités du Comité exécutif établi conformément à l'alinéa 9) et lui donne des directives;

vi) arrête le programme, adopte le budget triennal de l'Union et approuve ses comptes de clôture;

vii) adopte le règlement financier de l'Union;

viii) crée les comités et groupes de travail qu'elle juge utiles à la réalisation des objectifs de l'Union;

ix) décide quels sont les Etats non contractants et, sous réserve de l'alinéa 8), quelles sont les organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales qui peuvent être admis à ses réunions en qualité d'observateurs;

x) entreprend toute autre action appropriée en vue d'atteindre les objectifs de l'Union et s'acquitte de toutes autres fonctions utiles dans le cadre du présent traité.

b) Sur les questions qui intéressent également d'autres unions administrées par l'Organisation, l'Assemblée statue après avoir pris connaissance de l'avis du Comité de coordination de l'Organisation.

CHAPTER V

Administrative Provisions

Article 53

Assembly

(1) (a) The Assembly shall, subject to Article 57(8), consist of the Contracting States.

(b) The Government of each Contracting State shall be represented by one delegate, who may be assisted by alternate delegates, advisors, and experts.

(2) (a) The Assembly shall:

(i) deal with all matters concerning the maintenance and development of the Union and the implementation of this Treaty;

(ii) perform such tasks as are specifically assigned to it under other provisions of this Treaty;

(iii) give directions to the International Bureau concerning the preparation for revision conferences;

(iv) review and approve the reports and activities of the Director General concerning the Union, and give him all necessary instructions concerning matters within the competence of the Union;

(v) review and approve the reports and activities of the Executive Committee established under paragraph (9), and give instructions to such Committee;

(vi) determine the program and adopt the triennial budget of the Union, and approve its final accounts;

(vii) adopt the financial regulations of the Union;

(viii) establish such committees and working groups as it deems appropriate to achieve the objectives of the Union;

(ix) determine which States other than Contracting States and, subject to the provisions of paragraph (8), which intergovernmental and international non-governmental organizations shall be admitted to its meetings as observers;

(x) take any other appropriate action designed to further the objectives of the Union and perform such other functions as are appropriate under this Treaty.

(b) With respect to matters which are of interest also to other Unions administered by the Organization, the Assembly shall make its decisions after having heard the advice of the Co-ordination Committee of the Organization.

3) Un délégué ne peut représenter qu'un seul Etat et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.

4) Chaque Etat contractant dispose d'une voix.

5) a) La moitié des Etats contractants constitue le quorum.

b) Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée peut prendre des décisions; toutefois, ces décisions, à l'exception de celles qui concernent sa procédure, ne deviennent exécutoires que si le quorum et la majorité requis sont atteints par le moyen du vote par correspondance prévu par le règlement d'exécution.

6) a) Sous réserve des articles 47.2) b), 58.2) b), 58.3) et 61.2) b), les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des deux tiers des votes exprimés.

b) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

7) S'il s'agit de questions intéressant exclusivement les Etats liés par le chapitre II, toute référence aux Etats contractants figurant aux alinéas 4), 5) et 6) est considérée comme s'appliquant seulement aux Etats liés par le chapitre II.

8) Toute organisation intergouvernementale nommée en tant qu'administration chargée de la recherche internationale ou en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international est admise en qualité d'observateur aux réunions de l'Assemblée.

9) Lorsque le nombre des Etats contractants dépassera quarante, l'Assemblée établira un Comité exécutif. Toute référence faite au Comité exécutif dans le présent traité ou dans le règlement d'exécution vise l'époque où ce comité aura été établi.

10) Jusqu'à l'établissement du Comité exécutif, l'Assemblée se prononce, dans les limites du programme et du budget triennal, sur les programmes et budgets annuels préparés par le Directeur général.

11) a) Jusqu'à l'établissement du Comité exécutif, l'Assemblée se réunit une fois tous les ans en session ordinaire, sur convocation du Directeur général et, sauf cas exceptionnels, pendant la même période et au même lieu que le Comité de coordination de l'Organisation.

b) Après l'établissement du Comité exécutif, l'Assemblée se réunira une fois tous les trois ans en session ordinaire, sur convocation du Directeur général et, sauf cas exceptionnels, pendant la même période et au même lieu que l'Assemblée générale de l'Organisation.

c) L'Assemblée se réunit en session extraordinaire sur convocation adressée par le Directeur général, à la demande du Comité exécutif ou à la demande d'un quart des Etats contractants.

12) L'Assemblée adopte son règlement intérieur.

- (3) A delegate may represent, and vote in the name of, one State only.
 - (4) Each Contracting State shall have one vote.
 - (5) (a) One-half of the Contracting States shall constitute a quorum.
(b) In the absence of the quorum, the Assembly may make decisions but, with the exception of decisions concerning its own procedure, all such decisions shall take effect only if the quorum and the required majority are attained through voting by correspondence as provided in the Regulations.
 - (6) (a) Subject to the provisions of Articles 47(2) (b), 58(2) (b), 58(3) and 61(2) (b), the decisions of the Assembly shall require two-thirds of the votes cast.
(b) Abstentions shall not be considered as votes.
 - (7) In connection with matters of exclusive interest to States bound by Chapter II, any reference to Contracting States in paragraphs (4), (5), and (6), shall be considered as applying only to States bound by Chapter II.
 - (8) Any intergovernmental organization appointed as International Searching or Preliminary Examining Authority shall be admitted as observer to the Assembly.
 - (9) When the number of Contracting States exceeds forty, the Assembly shall establish an Executive Committee. Any reference to the Executive Committee in this Treaty and the Regulations shall be construed as references to such Committee once it has been established.
 - (10) Until the Executive Committee has been established, the Assembly shall approve, within the limits of the program and triennial budget, the annual programs and budgets prepared by the Director General.
 - (11) (a) Until the Executive Committee has been established, the Assembly shall meet once in every calendar year in ordinary session upon convocation by the Director General and, in the absence of exceptional circumstances, during the same period and at the same place as the Coordination Committee of the Organization.
(b) Once the Executive Committee has been established, the Assembly shall meet once only in every third calendar year in ordinary session upon convocation by the Director General and, in the absence of exceptional circumstances, during the same period and at the same place as the General Assembly of the Organization.
(c) The Assembly shall meet in extraordinary session upon convocation by the Director General, at the request of the Executive Committee, or at the request of one-fourth of the Contracting States.
 - (12) The Assembly shall adopt its own rules of procedure.
-

Article 54

Comité exécutif

1) Lorsque l'Assemblée aura établi un Comité exécutif, il sera soumis aux dispositions suivantes.

2) a) Sous réserve de l'article 57.8), le Comité exécutif est composé des Etats élus par l'Assemblée parmi les Etats membres de celle-ci.

b) Le gouvernement de chaque Etat membre du Comité exécutif est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

3) Le nombre des Etats membres du Comité exécutif correspond au quart du nombre des Etats membres de l'Assemblée. Dans le calcul des sièges à pourvoir, le reste subsistant après la division par quatre n'est pas pris en considération.

4) Lors de l'élection des membres du Comité exécutif, l'Assemblée tient compte d'une répartition géographique équitable.

5) a) Les membres du Comité exécutif restent en fonctions à partir de la clôture de la session de l'Assemblée au cours de laquelle ils ont été élus jusqu'au terme de la session ordinaire suivante de l'Assemblée.

b) Les membres du Comité exécutif sont rééligibles dans la limite maximale des deux tiers d'entre eux.

c) L'Assemblée réglemente les modalités de l'élection et de la réélection éventuelle des membres du Comité exécutif.

6) a) Le Comité exécutif:

i) prépare le projet d'ordre du jour de l'Assemblée;

ii) soumet à l'Assemblée des propositions relatives aux projets de programme et de budget triennal de l'Union préparés par le Directeur général;

iii) se prononce, dans les limites du programme et du budget triennal, sur les programmes et budgets annuels préparés par le Directeur général;

iv) soumet à l'Assemblée, avec les commentaires appropriés, les rapports périodiques du Directeur général et les rapports annuels de vérification des comptes;

v) prend toutes mesures utiles en vue de l'exécution du programme de l'Union par le Directeur général, conformément aux décisions de l'Assemblée et en tenant compte des circonstances survenant entre deux sessions ordinaires de ladite Assemblée;

vi) s'acquitte de toutes autres tâches qui lui sont attribuées dans le cadre du présent traité.

Article 54

Executive Committee

(1) When the Assembly has established an Executive Committee, that Committee shall be subject to the provisions set forth hereinafter.

(2) (a) The Executive Committee shall, subject to Article 57(8), consist of States elected by the Assembly from among States members of the Assembly.

(b) The Government of each State member of the Executive Committee shall be represented by one delegate, who may be assisted by alternate delegates, advisors, and experts.

(3) The number of States members of the Executive Committee shall correspond to one-fourth of the number of States members of the Assembly. In establishing the number of seats to be filled, remainders after division by four shall be disregarded.

(4) In electing the members of the Executive Committee, the Assembly shall have due regard to an equitable geographical distribution.

(5) (a) Each member of the Executive Committee shall serve from the close of the session of the Assembly which elected it to the close of the next ordinary session of the Assembly.

(b) Members of the Executive Committee may be re-elected but only up to a maximum of two-thirds of such members.

(c) The Assembly shall establish the details of the rules governing the election and possible re-election of the members of the Executive Committee.

(6) (a) The Executive Committee shall:

(i) prepare the draft agenda of the Assembly;

(ii) submit proposals to the Assembly in respect of the draft program and triennial budget of the Union prepared by the Director General;

(iii) approve, within the limits of the program and triennial budget, the specific yearly budgets and programs prepared by the Director General;

(iv) submit, with appropriate comments, to the Assembly the periodical reports of the Director General and the yearly audit reports on the accounts;

(v) take all necessary measures to ensure the execution of the program of the Union by the Director General, in accordance with the decisions of the Assembly and having regard to circumstances arising between two ordinary sessions of the Assembly;

(vi) perform such other functions as are allocated to it under this Treaty.

b) Sur les questions qui intéressent également d'autres unions administrées par l'Organisation, le Comité exécutif statue après avoir pris connaissance de l'avis du Comité de coordination de l'Organisation.

7) a) Le Comité exécutif se réunit une fois par an en session ordinaire, sur convocation du Directeur général, autant que possible pendant la même période et au même lieu que le Comité de coordination de l'Organisation.

b) Le Comité exécutif se réunit en session extraordinaire sur convocation adressée par le Directeur général soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande de son président ou d'un quart de ses membres.

8) a) Chaque Etat membre du Comité exécutif dispose d'une voix.

b) La moitié des Etats membres du Comité exécutif constitue le quorum.

c) Les décisions sont prises à la majorité simple des votes exprimés.

d) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

e) Un délégué ne peut représenter qu'un seul Etat et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.

9) Les Etats contractants qui ne sont pas membres du Comité exécutif sont admis à ses réunions en qualité d'observateurs, de même que toute organisation intergouvernementale nommée en tant qu'administration chargée de la recherche internationale ou en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international.

10) Le Comité exécutif adopte son règlement intérieur.

Article 55

Bureau international

1) Les tâches administratives incombant à l'Union sont assurées par le Bureau international.

2) Le Bureau international assure le secrétariat des divers organes de l'Union.

3) Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire de l'Union et la représente.

4) Le Bureau international publie une gazette et les autres publications indiquées par le règlement d'exécution ou l'Assemblée.

(b) With respect to matters which are of interest also to other Unions administered by the Organization, the Executive Committee shall make its decisions after having heard the advice of the Coordination Committee of the Organization.

(7) (a) The Executive Committee shall meet once a year in ordinary session upon convocation by the Director General, preferably during the same period and at the same place as the Coordination Committee of the Organization.

(b) The Executive Committee shall meet in extraordinary session upon convocation by the Director General, either on his own initiative or at the request of its Chairman or one-fourth of its members.

(8) (a) Each State member of the Executive Committee shall have one vote.

(b) One-half of the members of the Executive Committee shall constitute a quorum.

(c) Decisions shall be made by a simple majority of the votes cast.

(d) Abstentions shall not be considered as votes.

(e) A delegate may represent, and vote in the name of, one State only.

(9) Contracting States not members of the Executive Committee shall be admitted to its meetings as observers, as well as any intergovernmental organization appointed as International Searching or Preliminary Examining Authority.

(10) The Executive Committee shall adopt its own rules of procedure.

Article 55

International Bureau

(1) Administrative tasks concerning the Union shall be performed by the International Bureau.

(2) The International Bureau shall provide the secretariat of the various organs of the Union.

(3) The Director General shall be the chief executive of the Union and shall represent the Union.

(4) The International Bureau shall publish a Gazette and other publications provided for by the Regulations or required by the Assembly.

5) Le règlement d'exécution précise les services que les offices nationaux doivent rendre en vue d'assister le Bureau international, les administrations chargées de la recherche internationale et les administrations chargées de l'examen préliminaire international à accomplir les tâches prévues par le présent traité.

6) Le Directeur général et tout membre du personnel désigné par lui prennent part, sans droit de vote, à toutes les réunions de l'Assemblée, du Comité exécutif et de tout autre comité ou groupe de travail établi en application du présent traité ou du règlement d'exécution. Le Directeur général, ou un membre du personnel désigné par lui, est d'office secrétaire de ces organes.

7) a) Le Bureau international prépare les conférences de revision selon les directives de l'Assemblée et en coopération avec le Comité exécutif.

b) Le Bureau international peut consulter des organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales sur la préparation des conférences de revision.

c) Le Directeur général et les personnes désignées par lui prennent part, sans droit de vote, aux délibérations dans les conférences de revision.

8) Le Bureau international exécute toutes autres tâches qui lui sont attribuées.

Article 56

Comité de coopération technique

1) L'Assemblée établit un Comité de coopération technique (dénommé dans le présent article „le Comité”).

2) a) L'Assemblée détermine la composition du Comité et en nomme les membres, compte tenu d'une représentation équitable des pays en voie de développement.

b) Les administrations chargées de la recherche internationale ou de l'examen préliminaire international sont *ex officio* membres du Comité. Lorsqu'une telle administration est l'office national d'un Etat contractant, celui-ci ne peut avoir d'autre représentation au Comité.

c) Si le nombre des Etats contractants le permet, le nombre total des membres du Comité est supérieur au double du nombre des membres *ex officio*.

d) Le Directeur général, de sa propre initiative ou à la requête du Comité, invite des représentants des organisations intéressées à prendre part aux discussions qui les intéressent.

3) Le Comité a pour but de contribuer, par le moyen d'avis et de recommandations:

i) à améliorer constamment les services prévus par le présent traité;

(5) The Regulations shall specify the services that national Offices shall perform in order to assist the International Bureau and the International Searching and Preliminary Examining Authorities in carrying out their tasks under this Treaty.

(6) The Director General and any staff member designated by him shall participate, without the right to vote, in all meetings of the Assembly, the Executive Committee and any other committee or working group established under this Treaty or the Regulations. The Director General, or a staff member designated by him, shall be ex officio secretary of these bodies.

(7) (a) The International Bureau shall, in accordance with the directions of the Assembly and in cooperation with the Executive Committee, make the preparations for the revision conferences.

(b) The International Bureau may consult with intergovernmental and international non-governmental organizations concerning preparations for revision conferences.

(c) The Director General and persons designated by him shall take part, without the right to vote, in the discussions at revision conferences.

(8) The International Bureau shall carry out any other tasks assigned to it.

Article 56

Committee for Technical Cooperation

(1) The Assembly shall establish a Committee for Technical Cooperation (referred to in this Article as "the Committee").

(2) (a) The Assembly shall determine the composition of the Committee and appoint its members, with due regard to an equitable representation of developing countries.

(b) The International Searching and Preliminary Examining Authorities shall be ex officio members of the Committee. In the case where such an Authority is the national Office of a Contracting State, that State shall not be additionally represented on the Committee.

(c) If the number of Contracting States so allows, the total number of members of the Committee shall be more than double the number of ex officio members.

(d) The Director General shall, on his own initiative or at the request of the Committee, invite representatives of interested organizations to participate in discussions of interest to them.

(3) The aim of the Committee shall be to contribute, by advice and recommendations:

(i) to the constant improvement of the services provided for under this Treaty,

ii) à obtenir, tant qu'il y a plusieurs administrations chargées de la recherche internationale et plusieurs administrations chargées de l'examen préliminaire international, que leur documentation et leurs méthodes de travail soient aussi uniformes que possible et que leurs rapports soient uniformément de la plus haute qualité possible;

iii) sur l'invitation de l'Assemblée ou du Comité exécutif, à résoudre les problèmes techniques spécialement posés par l'institution d'une seule administration chargée de la recherche internationale.

4) Tout Etat contractant et toute organisation internationale intéressée peuvent saisir le Comité, par écrit, de questions de sa compétence.

5) Le Comité peut adresser ses avis et ses recommandations au Directeur général ou, par l'intermédiaire de ce dernier, à l'Assemblée, au Comité exécutif, à toutes les administrations chargées de la recherche internationale ou de l'examen préliminaire international ou à certaines d'entre elles et à tous les offices récepteurs ou à certains d'entre eux.

6) a) Le Directeur général remet dans tous les cas au Comité exécutif le texte de tous les avis et recommandations du Comité. Il peut y joindre ses commentaires.

b) Le Comité exécutif peut exprimer ses opinions quant à tout avis ou recommandation ou à toute autre activité du Comité et peut inviter ce dernier à étudier des questions relevant de sa compétence et à faire rapport à leur sujet. Le Comité exécutif peut soumettre à l'Assemblée, avec des commentaires appropriés, les avis, recommandations et rapports du Comité.

7) Jusqu'à l'établissement du Comité exécutif, les références à ce dernier qui figurent à l'alinéa 6) sont considérées comme se rapportant à l'Assemblée.

8) L'Assemblée arrête les détails relatifs à la procédure du Comité.

Article 57

Finances

1) a) L'Union a un budget.

b) Le budget de l'Union comprend les recettes et les dépenses propres à l'Union ainsi que sa contribution au budget des dépenses communes aux unions administrées par l'Organisation.

c) Sont considérées comme dépenses communes aux unions les dépenses qui ne sont pas attribuées exclusivement à l'Union, mais également à une ou plusieurs autres unions administrées par l'Organisation. La part de l'Union dans ces dépenses communes est proportionnelle à l'intérêt que ces dépenses présentent pour elle.

(ii) to the securing, so long as there are several International Searching Authorities and several International Preliminary Examining Authorities, of the maximum degree of uniformity in their documentation and working methods and the maximum degree of uniformly high quality in their reports, and

(iii) on the initiative of the Assembly or the Executive Committee, to the solution of the technical problems specifically involved in the establishment of a single International Searching Authority.

(4) Any Contracting State and any interested international organization may approach the Committee in writing on questions which fall within the competence of the Committee.

(5) The Committee may address its advice and recommendations to the Director General or, through him, to the Assembly, the Executive Committee, all or some of the International Searching and Preliminary Examining Authorities, and all or some of the receiving Offices.

(6) (a) In any case, the Director General shall transmit to the Executive Committee the texts of all the advice and recommendations of the Committee. He may comment on such texts.

(b) The Executive Committee may express its views on any advice, recommendation, or other activity of the Committee, and may invite the Committee to study and report on questions falling within its competence. The Executive Committee may submit to the Assembly, with appropriate comments, the advice, recommendations and report of the Committee.

(7) Until the Executive Committee has been established, references in paragraph (6) to the Executive Committee shall be construed as references to the Assembly.

(8) The details of the procedure of the Committee shall be governed by the decisions of the Assembly.

Article 57

Finances

(1) (a) The Union shall have a budget.

(b) The budget of the Union shall include the income and expenses proper to the Union and its contribution to the budget of expenses common to the Unions administered by the Organization.

(c) Expenses not attributable exclusively to the Union but also to one or more other Unions administered by the Organization shall be considered as expenses common to the Unions. The share of the Union in such common expenses shall be in proportion to the interest the Union has in them.

2) Le budget de l'Union est arrêté compte tenu des exigences de coordination avec les budgets des autres unions administrées par l'Organisation.

3) Sous réserve de l'alinéa 5), le budget de l'Union est financé par les ressources suivantes:

i) les taxes et sommes dues pour les services rendus par le Bureau international au titre de l'Union;

ii) le produit de la vente des publications du Bureau international concernant l'Union et les droits afférents à ces publications;

iii) les dons, legs et subventions;

iv) les loyers, intérêts et autres revenus divers.

4) Le montant des taxes et sommes dues au Bureau international ainsi que le prix de vente de ses publications sont fixés de manière à couvrir normalement toutes les dépenses occasionnées au Bureau international par l'administration du présent traité.

5) a) Si un exercice budgétaire se clôt avec un déficit, les Etats membres, sous réserve des sous-alinéas b) et c), versent des contributions afin de couvrir ce déficit.

b) L'Assemblée arrête la contribution de chaque Etat contractant, en tenant dûment compte du nombre des demandes internationales qui sont parvenues de chacun d'eux au cours de l'année considérée.

c) Si le déficit peut être couvert provisoirement en tout ou en partie par d'autres moyens, l'Assemblée peut, dans cette mesure, décider de le reporter et de ne pas demander de contributions aux Etats contractants.

d) Si la situation financière de l'Union le permet, l'Assemblée peut décider que toutes contributions versées conformément au sous-alinéa a) seront remboursées aux Etats contractants qui les ont versées.

e) Si un Etat contractant n'a pas versé sa contribution selon le sous-alinéa b) dans un délai de deux années à compter de la date à laquelle elle était exigible selon la décision de l'Assemblée, il ne peut exercer son droit de vote dans aucun des organes de l'Union. Cependant, tout organe de l'Union peut autoriser un tel Etat à conserver l'exercice de son droit de vote au sein dudit organe aussi longtemps que ce dernier estime que le retard résulte de circonstances exceptionnelles et inévitables.

6) Dans le cas où le budget n'est pas adopté avant le début d'un nouvel exercice, le budget de l'année précédente est reconduit selon les modalités prévues par le règlement financier.

7) a) L'Union possède un fonds de roulement constitué par un versement unique effectué par chaque Etat contractant. Si le fonds devient insuffisant, l'Assemblée prend les mesures nécessaires à son augmentation. Si une partie de ce fonds n'est plus nécessaire, elle est remboursée aux Etats contractants.

(2) The budget of the Union shall be established with due regard to the requirements of coordination with the budgets of the other Unions administered by the Organization.

(3) Subject to the provisions of paragraph (5), the budget of the Union shall be financed from the following sources:

(i) fees and charges due for services rendered by the International Bureau in relation to the Union;

(ii) sale of, or royalties on, the publications of the International Bureau concerning the Union;

(iii) gifts, bequests, and subventions;

(iv) rents, interests, and other miscellaneous income.

(4) The amounts of fees and charges due to the International Bureau and the prices of its publications shall be so fixed that they should, under normal circumstances, be sufficient to cover all the expenses of the International Bureau connected with the administration of this Treaty.

(5) (a) Should any financial year close with a deficit, the Contracting States shall, subject to the provisions of subparagraphs (b) and (c), pay contributions to cover such deficit.

(b) The amount of the contribution of each Contracting State shall be decided by the Assembly with due regard to the number of international applications which has emanated from each of them in the relevant year.

(c) If other means of provisionally covering any deficit or any part thereof are secured, the Assembly may decide that such deficit be carried forward and that the Contracting States should not be asked to pay contributions.

(d) If the financial situation of the Union so permits, the Assembly may decide that any contributions paid under subparagraph (a) be reimbursed to the Contracting States which have paid them.

(e) A Contracting State which has not paid, within two years of the due date as established by the Assembly, its contribution under subparagraph (b) may not exercise its right to vote in any of the organs of the Union. However, any organ of the Union may allow such a State to continue to exercise its right to vote in that organ so long as it is satisfied that the delay in payment is due to exceptional and unavoidable circumstances.

(6) If the budget is not adopted before the beginning of a new financial period, it shall be at the same level as the budget of the previous year, as provided in the financial regulations.

(7) (a) The Union shall have a working capital fund which shall be constituted by a single payment made by each Contracting State. If the fund becomes insufficient, the Assembly shall arrange to increase it. If part of the fund is no longer needed, it shall be reimbursed.

b) Le montant du versement initial de chaque Etat contractant au fonds précité ou de sa participation à l'augmentation de celui-ci est fixé par l'Assemblée sur la base de principes semblables à ceux qui sont prévus à l'alinéa 5) b).

c) Les modalités de versement sont arrêtées par l'Assemblée sur proposition du Directeur général et après avis du Comité de coordination de l'Organisation.

d) Tout remboursement est proportionnel aux montants versés par chaque Etat contractant, compte tenu des dates de ces versements.

8) a) L'accord de siège conclu avec l'Etat sur le territoire duquel l'Organisation a son siège prévoit que, si le fonds de roulement est insuffisant, cet Etat accorde des avances. Le montant de ces avances et les conditions dans lesquelles elles sont accordées font l'objet, dans chaque cas, d'accords séparés entre l'Etat en cause et l'Organisation. Aussi longtemps qu'il est tenu d'accorder des avances, cet Etat dispose *ex officio* d'un siège à l'Assemblée et au Comité exécutif.

b) L'Etat visé au sous-alinéa a) et l'Organisation ont chacun le droit de dénoncer l'engagement d'accorder des avances moyennant notification par écrit. La dénonciation prend effet trois ans après la fin de l'année au cours de laquelle elle a été notifiée.

9) La vérification des comptes est assurée, selon les modalités prévues par le règlement financier, par un ou plusieurs Etats contractants ou par des contrôleurs extérieurs. Ils sont, avec leur consentement, désignés par l'Assemblée.

Article 58

Règlement d'exécution

1) Le règlement d'exécution annexé au présent traité contient des règles relatives :

i) aux questions au sujet desquelles le présent traité renvoie expressément au règlement d'exécution ou prévoit expressément qu'elles sont ou seront l'objet de prescriptions ;

ii) à toutes conditions, questions ou procédures d'ordre administratif ;

iii) à tous détails utiles en vue de l'exécution des dispositions du présent traité.

2) a) L'Assemblée peut modifier le règlement d'exécution.

b) Sous réserve de l'alinéa 3), les modifications exigent la majorité des trois quarts des votes exprimés.

(b) The amount of the initial payment of each Contracting State to the said fund or of its participation in the increase thereof shall be decided by the Assembly on the basis of principles similar to those provided for under paragraph (5) (b).

(c) The terms of payment shall be fixed by the Assembly on the proposal of the Director General and after it has heard the advice of the Coordination Committee of the Organization.

(d) Any reimbursement shall be proportionate to the amounts paid by each Contracting State, taking into account the dates at which they were paid.

(8) (a) In the headquarters agreement concluded with the State on the territory of which the Organization has its headquarters, it shall be provided that, whenever the working capital fund is insufficient, such State shall grant advances. The amount of these advances and the conditions on which they are granted shall be the subject of separate agreements, in each case, between such State and the Organization. As long as it remains under the obligation to grant advances, such State shall have an ex officio seat in the Assembly and on the Executive Committee.

(b) The State referred to in subparagraph (a) and the Organization shall each have the right to denounce the obligation to grant advances, by written notification. Denunciation shall take effect three years after the end of the year in which it has been notified.

(9) The auditing of the accounts shall be effected by one or more of the Contracting States or by external auditors, as provided in the financial regulations. They shall be designated, with their agreement, by the Assembly.

Article 58

Regulations

(1) The Regulations annexed to this Treaty provide Rules:

(i) concerning matters in respect of which this Treaty expressly refers to the Regulations or expressly provides that they are or shall be prescribed,

(ii) concerning any administrative requirements, matters, or procedures,

(iii) concerning any details useful in the implementation of the provisions of this Treaty.

(2) (a) The Assembly may amend the Regulations.

(b) Subject to the provisions of paragraph (3), amendments shall require three-fourths of the votes cast.

3) a) Le règlement d'exécution précise les règles qui ne peuvent être modifiées que:

i) par décision unanime, ou
ii) à la condition qu'un désaccord ne soit manifesté ni par un des Etats contractants dont l'office national fonctionne en tant qu'administration chargée de la recherche internationale ou de l'examen préliminaire international, ni, lorsqu'une telle administration est une organisation intergouvernementale, par l'Etat contractant membre de cette organisation mandaté à cet effet par les autres Etats membres réunis au sein de l'organisme compétent de cette organisation.

b) Pour que l'une quelconque de ces règles puisse, à l'avenir, être soustraite aux exigences indiquées, il faut que les conditions mentionnées au sous-alinéa a) i) ou a) ii), selon le cas, soient remplies.

c) Pour qu'une règle quelconque puisse être, à l'avenir, incluse dans l'une ou l'autre des catégories mentionnées au sous-alinéa a), un consentement unanime est nécessaire.

4) Le règlement d'exécution prévoit que le Directeur général établit des instructions administratives sous le contrôle de l'Assemblée.

5) En cas de divergence entre le texte du traité et celui du règlement d'exécution, le premier fait foi.

CHAPITRE VI

Différends

Article 59

Différends

Sous réserve de l'article 64.5), tout différend entre deux ou plusieurs Etats contractants concernant l'interprétation ou l'application du présent traité et du règlement d'exécution qui ne sera pas réglé par voie de négociation peut être porté par l'un quelconque des Etats en cause devant la Cour internationale de Justice par voie de requête conforme au Statut de la Cour, à moins que les Etats en cause ne conviennent d'un autre mode de règlement. Le Bureau international sera informé par l'Etat contractant requérant du différend soumis à la Cour et en donnera connaissance aux autres Etats contractants.

CHAPITRE VII

Revision et modifications

Article 60

Revision du traité

1) Le présent traité peut être soumis à des revisions périodiques, par le moyen de conférences spéciales des Etats contractants.

- (3) (a) The Regulations specify the Rules which may be amended
- (i) only by unanimous consent, or
 - (ii) only if none of the Contracting States whose national Office acts as an International Searching or Preliminary Examining Authority dissents and, where such Authority is an intergovernmental organization, if the Contracting State member of that organization authorized for that purpose by the other member States within the competent body of such organization does not dissent.
- (b) Exclusion, for the future, of any such Rules from the applicable requirement shall require the fulfillment of the conditions referred to in subparagraph (a) (i) or (a) (ii), respectively.
- (c) Inclusion, for the future, of any Rule in one or the other of the requirements referred to in subparagraph (a) shall require unanimous consent.
- (4) The Regulations provide for the establishment, under the control of the Assembly, of Administrative Instructions by the Director General.
- (5) In the case of conflict between the provisions of the Treaty and those of the Regulations, the provisions of the Treaty shall prevail.

CHAPTER VI

Disputes

Article 59

Disputes

Subject to Article 64(5), any dispute between two or more Contracting States concerning the interpretation or application of this Treaty or the Regulations, not settled by negotiation, may, by any one of the States concerned, be brought before the International Court of Justice by application in conformity with the Statute of the Court, unless the States concerned agree on some other method of settlement. The Contracting State bringing the dispute before the Court shall inform the International Bureau; the International Bureau shall bring the matter to the attention of the other Contracting States.

CHAPTER VII

Revision and Amendment

Article 60

Revision of the Treaty

- (1) This Treaty may be revised from time to time by a special conference of the Contracting States.
-

2) La convocation d'une conférence de revision est décidée par l'Assemblée.

3) Toute organisation intergouvernementale nommée en tant qu'administration chargée de la recherche internationale ou en tant qu'administration chargée de l'examen préliminaire international est admise en qualité d'observateur à toute conférence de revision.

4) Les articles 53.5), 9) et 11), 54, 55.4) à 8), 56 et 57 peuvent être modifiés soit par une conférence de revision, soit d'après les dispositions de l'article 61.

Article 61

Modification de certaines dispositions du traité

1) a) Des propositions de modification des articles 53.5), 9) et 11), 54, 55.4) à 8), 56 et 57 peuvent être présentées par tout Etat membre de l'Assemblée, par le Comité exécutif ou par le Directeur général.

b) Ces propositions sont communiquées par le Directeur général aux Etats contractants six mois au moins avant d'être soumises à l'examen de l'Assemblée.

2) a) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) est adoptée par l'Assemblée.

b) L'adoption requiert les trois quarts des votes exprimés.

3) a) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1) entre en vigueur un mois après la réception par le Directeur général des notifications écrites d'acceptation, effectuée en conformité avec leurs règles constitutionnelles respectives, de la part de trois quarts des Etats qui étaient membres de l'Assemblée au moment où la modification a été adoptée.

b) Toute modification de ces articles ainsi acceptée lie tous les Etats qui sont membres de l'Assemblée au moment où la modification entre en vigueur, étant entendu que toute modification qui augmente les obligations financières des Etats contractants ne lie que ceux d'entre eux qui ont notifié leur acceptation de ladite modification.

c) Toute modification acceptée conformément au sous-alinéa a) lie tous les Etats qui deviennent membres de l'Assemblée après la date à laquelle la modification est entrée en vigueur conformément au sous-alinéa a).

CHAPITRE VIII

Clauses finales

Article 62

Modalités selon lesquelles les Etats peuvent devenir parties au traité

1) Tout Etat membre de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle peut devenir partie au présent traité par:

(2) The convocation of any revision conference shall be decided by the Assembly.

(3) Any intergovernmental organization appointed as International Searching or Preliminary Examining Authority shall be admitted as observer to any revision conference.

(4) Articles 53(5), (9) and (11), 54, 55(4) to (8), 56, and 57, may be amended either by a revision conference or according to the provisions of Article 61.

Article 61

Amendment of Certain Provisions of the Treaty

(1) (a) Proposals for the amendment of Articles 53(5), (9) and (11), 54, 55(4) to (8), 56, and 57, may be initiated by any State member of the Assembly, by the Executive Committee, or by the Director General.

(b) Such proposals shall be communicated by the Director General to the Contracting States at least six months in advance of their consideration by the Assembly.

(2) (a) Amendments to the Articles referred to in paragraph (1) shall be adopted by the Assembly.

(b) Adoption shall require three-fourths of the votes cast.

(3) (a) Any amendment to the Articles referred to in paragraph (1) shall enter into force one month after written notifications of acceptance, effected in accordance with their respective constitutional processes, have been received by the Director General from three-fourths of the States members of the Assembly at the time it adopted the amendment.

(b) Any amendment to the said Articles thus accepted shall bind all the States which are members of the Assembly at the time the amendment enters into force, provided that any amendment increasing the financial obligations of the Contracting States shall bind only those States which have notified their acceptance of such amendment.

(c) Any amendment accepted in accordance with the provisions of subparagraph (a) shall bind all States which become members of the Assembly after the date on which the amendment entered into force in accordance with the provisions of subparagraph (a).

CHAPTER VIII

Final Provisions

Article 62

Becoming Party to the Treaty

(1) Any State member of the International Union for the Protection of Industrial Property may become party to this Treaty by:

- i) sa signature suivie du dépôt d'un instrument de ratification, ou
 - ii) le dépôt d'un instrument d'adhésion.
- 2) Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général.
- 3) Les dispositions de l'article 24 de l'Acte de Stockholm de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle s'appliquent au présent traité.
- 4) L'alinéa 3) ne saurait en aucun cas être interprété comme impliquant la reconnaissance ou l'acceptation tacite par l'un quelconque des Etats contractants de la situation de fait de tout territoire auquel le présent traité est rendu applicable par un autre Etat contractant en vertu dudit alinéa.

Article 63

Entrée en vigueur du traité

- 1) a) Sous réserve des dispositions de l'alinéa 3), le présent traité entre en vigueur trois mois après que huit Etats ont déposé leurs instruments de ratification ou d'adhésion, à condition que quatre au moins de ces Etats remplissent l'une des conditions suivantes:
- i) le nombre des demandes déposées dans l'Etat en cause est supérieur à quarante mille selon les statistiques annuelles les plus récentes publiées par le Bureau international;
 - ii) les nationaux de l'Etat en cause ou les personnes qui y sont domiciliées ont, selon les statistiques annuelles les plus récentes publiées par le Bureau international, déposé dans un pays étranger au moins mille demandes;
 - iii) l'office national de l'Etat en cause a reçu de nationaux de pays étrangers ou de personnes domiciliées dans de tels pays, selon les statistiques annuelles les plus récentes publiées par le Bureau international, au moins dix mille demandes.
- b) Aux fins du présent alinéa, l'expression „demandes” n'englobe pas les demandes de modèles d'utilité.
- 2) Sous réserve de l'alinéa 3), tout Etat qui ne devient pas partie au présent traité au moment de l'entrée en vigueur selon l'alinéa 1) est lié par le présent traité trois mois après la date à laquelle il a déposé son instrument de ratification ou d'adhésion.
- 3) Les dispositions du chapitre II et les règles correspondantes du règlement d'exécution annexé au présent traité ne sont toutefois applicables qu'à la date à laquelle trois Etats remplissant l'une au moins des conditions énumérées à l'alinéa 1) sont devenus parties au présent traité

- (i) signature followed by the deposit of an instrument of ratification, or
- (ii) deposit of an instrument of accession.

(2) Instruments of ratification or accession shall be deposited with the Director General.

(3) The provisions of Article 24 of the Stockholm Act of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property shall apply to this Treaty.

(4) Paragraph (3) shall in no way be understood as implying the recognition or tacit acceptance by a Contracting State of the factual situation concerning a territory to which this Treaty is made applicable by another Contracting State by virtue of the said paragraph.

Article 63

Entry into Force of the Treaty

(1) (a) Subject to the provisions of paragraph (3), this Treaty shall enter into force three months after eight States have deposited their instruments of ratification or accession, provided that at least four of those States each fulfill any of the following conditions:

- (i) the number of applications filed in the State has exceeded 40,000 according to the most recent annual statistics published by the International Bureau,

- (ii) the nationals or residents of the State have filed at least 1,000 applications in one foreign country according to the most recent annual statistics published by the International Bureau,

- (iii) the national Office of the State has received at least 10,000 applications from nationals or residents of foreign countries according to the most recent annual statistics published by the International Bureau.

(b) For the purposes of this paragraph, the term "applications" does not include applications for utility models.

(2) Subject to the provisions of paragraph (3), any State which does not become party to this Treaty upon entry into force under paragraph (1) shall become bound by this Treaty three months after the date on which such State has deposited its instrument of ratification or accession.

(3) The provisions of Chapter II and the corresponding provisions of the Regulations annexed to this Treaty shall become applicable, however, only on the date on which three States each of which fulfill at least one of the three requirements specified in paragraph (1) have become party to

sans déclarer, selon l'article 64.1), qu'ils n'entendent pas être liés par les dispositions du chapitre II. Cette date ne peut toutefois être antérieure à celle de l'entrée en vigueur initiale selon l'alinéa 1).

Article 64

Réserves

1) a) Tout Etat peut déclarer qu'il n'est pas lié par les dispositions du chapitre II.

b) Les Etats faisant une déclaration selon le sous-alinéa a) ne sont pas liés par les dispositions du chapitre II et par les dispositions correspondantes du règlement d'exécution.

2) a) Tout Etat qui n'a pas fait une déclaration selon l'alinéa 1) a) peut déclarer que:

i) il n'est pas lié par les dispositions de l'article 39.1) concernant la remise d'une copie de la demande internationale et d'une traduction (telle qu'elle est exigée) de cette dernière;

ii) l'obligation de suspendre le traitement national, figurant à l'article 40, n'empêche pas la publication, par son office national ou par l'intermédiaire de ce dernier, de la demande internationale ou d'une traduction de cette dernière, étant toutefois entendu que cet Etat n'est pas dispensé des obligations prévues aux articles 30 et 38.

b) Les Etats procédant à une telle déclaration ne sont liés qu'en conséquence.

3) a) Tout Etat peut déclarer que, pour ce qui le concerne, la publication internationale de demandes internationales n'est pas exigée.

b) Lorsque, à l'expiration d'un délai de dix-huit mois à compter de la date de priorité, la demande internationale ne comporte que la désignation d'Etats ayant fait des déclarations selon le sous-alinéa a), la demande internationale n'est pas publiée conformément à l'article 21.2).

c) En cas d'application des dispositions du sous-alinéa b), la demande internationale est cependant publiée par le Bureau international:

i) sur requête du déposant: conformément au règlement d'exécution;

ii) lorsqu'une demande nationale ou un brevet basés sur la demande internationale sont publiés par l'office national de tout Etat désigné qui a fait une déclaration selon le sous-alinéa a) ou pour le compte d'un tel office: à bref délai après cette publication mais au plus tôt dix-huit mois après la date de priorité.

4) a) Tout Etat dont la législation nationale reconnaît à ses brevets un effet sur l'état de la technique à compter d'une date antérieure à celle de la publication mais n'assimile pas, aux fins de l'état de la technique, la date de priorité revendiquée selon la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle à la date du dépôt effectif dans

this Treaty without declaring, as provided in Article 64(1), that they do not intend to be bound by the provisions of Chapter II. That date shall not, however, be prior to that of the initial entry into force under paragraph (1).

Article 64

Reservations

(1) (a) Any State may declare that it shall not be bound by the provisions of Chapter II.

(b) States making a declaration under subparagraph (a) shall not be bound by the provisions of Chapter II and the corresponding provisions of the Regulations.

(2) (a) Any State not having made a declaration under paragraph (1) (a) may declare that:

(i) it shall not be bound by the provisions of Article 39(1) with respect to the furnishing of a copy of the international application and a translation thereof (as prescribed),

(ii) the obligation to delay national processing, as provided for under Article 40, shall not prevent publication, by or through its national Office, of the international application or a translation thereof, it being understood, however, that it is not exempted from the limitations provided for in Articles 30 and 38.

(b) States making such a declaration shall be bound accordingly.

(3) (a) Any State may declare that, as far as it is concerned, international publication of international applications is not required.

(b) Where, at the expiration of 18 months from the priority date, the international application contains the designation only of such States as have made declarations under subparagraph (a), the international application shall not be published by virtue of Article 21(2).

(c) Where the provisions of subparagraph (b) apply, the international application shall nevertheless be published by the International Bureau:

(i) at the request of the applicant, as provided in the Regulations,

(ii) when a national application or a patent based on the international application is published by or on behalf of the national Office of any designated State having made a declaration under subparagraph (a), promptly after such publication but not before the expiration of 18 months from the priority date.

(4) (a) Any State whose national law provides for prior art effect of its patents as from a date before publication, but does not equate for prior art purposes the priority date claimed under the Paris Convention for the Protection of Industrial Property to the actual filing date in that State, may declare that the filing outside that State of an international applica-

cet Etat peut déclarer que le dépôt hors de son territoire d'une demande internationale le désignant n'est pas assimilé à un dépôt effectif sur son territoire aux fins de l'état de la technique.

b) Tout Etat faisant la déclaration mentionnée au sous-alinéa a) ne sera pas, dans cette mesure, lié par l'article 11.3).

c) Tout Etat faisant la déclaration mentionnée au sous-alinéa a) doit, en même temps, déclarer par écrit la date à partir de laquelle et les conditions auxquelles l'effet sur l'état de la technique de toute demande internationale le désignant se produit sur son territoire. Cette déclaration peut être modifiée en tout temps par notification adressée au Directeur général.

5) Tout Etat peut déclarer qu'il ne se considère pas lié par l'article 59. En ce qui concerne tout différend entre un Etat contractant qui a fait une telle déclaration et tout autre Etat contractant, les dispositions de l'article 59 ne sont pas applicables.

6) a) Toute déclaration faite selon le présent article doit l'être par écrit. Elle peut l'être lors de la signature du présent traité, lors du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion, ou, sauf dans le cas visé à l'alinéa 5), ultérieurement en tout temps par notification adressée au Directeur général. Dans le cas de ladite notification, la déclaration produit effet six mois après la date de réception de la notification par le Directeur général et n'affecte pas les demandes internationales déposées avant l'expiration de cette période de six mois.

b) Toute déclaration faite selon le présent article peut être retirée en tout temps par notification adressée au Directeur général. Un tel retrait devient effectif trois mois après la date de réception de la notification par le Directeur général et, lorsqu'il s'agit du retrait d'une déclaration selon l'alinéa 3), n'affecte pas les demandes internationales déposées avant l'expiration de cette période de trois mois.

7) Aucune réserve autre que celles qui sont autorisées aux alinéas 1) à 5) n'est admise au présent traité.

Article 65

Application progressive

1) Si l'accord conclu avec une administration chargée de la recherche internationale ou de l'examen préliminaire international prévoit, à titre transitoire, une limitation du nombre ou du type des demandes internationales que cette administration s'engage à traiter, l'Assemblée prend les mesures nécessaires à l'application progressive du présent traité et du règlement d'exécution à des catégories déterminées de demandes internationales. Cette disposition est aussi applicable aux demandes de recherche de type international selon l'article 15.5).

tion designating that State is not equated to an actual filing in that State for prior art purposes.

(b) Any State making a declaration under subparagraph (a) shall to that extent not be bound by the provisions of Article 11(3).

(c) Any State making a declaration under subparagraph (a) shall, at the same time, state in writing the date from which, and the conditions under which, the prior art effect of any international application designating that State becomes effective in that State. This statement may be modified at any time by notification addressed to the Director General.

(5) Each State may declare that it does not consider itself bound by Article 59. With regard to any dispute between any Contracting State having made such a declaration and any other Contracting State, the provisions of Article 59 shall not apply.

(6) (a) Any declaration made under this Article shall be made in writing. It may be made at the time of signing this Treaty, at the time of depositing the instrument of ratification or accession, or, except in the case referred to in paragraph (5), at any later time by notification addressed to the Director General. In the case of the said notification, the declaration shall take effect six months after the day on which the Director General has received the notification, and shall not affect international applications filed prior to the expiration of the said six-month period.

(b) Any declaration made under this Article may be withdrawn at any time by notification addressed to the Director General. Such withdrawal shall take effect three months after the day on which the Director General has received the notification and, in the case of the withdrawal of a declaration made under paragraph (3), shall not affect international applications filed prior to the expiration of the said three-month period.

(7) No reservations to this Treaty other than the reservations under paragraphs (1) to (5) are permitted.

Article 65

Gradual Application

(1) If the agreement with any International Searching or Preliminary Examining Authority provides, transitionally, for limits on the number or kind of international applications that such Authority undertakes to process, the Assembly shall adopt the measures necessary for the gradual application of this Treaty and the Regulations in respect of given categories of international applications. This provision shall also apply to requests for an international-type search under Article 15(5).

2) L'Assemblée fixe les dates à partir desquelles, sous réserve de l'alinéa 1), les demandes internationales peuvent être déposées et les demandes d'examen préliminaire international peuvent être présentées. Ces dates ne peuvent être postérieures au sixième mois suivant, selon le cas, l'entrée en vigueur du présent traité conformément aux dispositions de l'article 63.1) ou l'application du chapitre II conformément à l'article 63.3).

Article 66

Dénonciation

1) Tout Etat contractant peut dénoncer le présent traité par notification adressée au Directeur général.

2) La dénonciation prend effet six mois après la date de réception de la notification par le Directeur général. Cette dénonciation n'altère pas les effets de la demande internationale dans l'Etat qui procède à la dénonciation si c'est avant l'expiration de cette période de six mois que la demande a été déposée et que, si l'Etat en cause a été élu, l'élection a été effectuée.

Article 67

Signature et langues

1) a) Le présent traité est signé en un seul exemplaire original en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

b) Des textes officiels sont établis par le Directeur général, après consultation des gouvernements intéressés, dans les langues allemande, espagnole, japonaise, portugaise et russe, et dans les autres langues que l'Assemblée peut indiquer.

2) Le présent traité reste ouvert à la signature, à Washington, jusqu'au 31 décembre 1970.

Article 68

Fonctions du dépositaire

1) L'exemplaire original du présent traité, lorsqu'il n'est plus ouvert à la signature, est déposé auprès du Directeur général.

2) Le Directeur général certifie et transmet deux copies du présent traité et du règlement d'exécution qui y est annexé aux gouvernements de tous les Etats parties à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et, sur demande, au gouvernement de tout autre Etat.

3) Le Directeur général fait enregistrer le présent traité auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

4) Le Directeur général certifie et transmet deux copies de toute modification du présent traité et du règlement d'exécution aux gouvernements de tous les Etats contractants et, sur demande, au gouvernement de tout autre Etat.

(2) The Assembly shall fix the dates from which, subject to the provision of paragraph (1), international applications may be filed and demands for international preliminary examination may be submitted. Such dates shall not be later than six months after this Treaty has entered into force according to the provisions of Article 63(1), or after Chapter II has become applicable under Article 63(3), respectively.

Article 66

Denunciation

(1) Any Contracting State may denounce this Treaty by notification addressed to the Director General.

(2) Denunciation shall take effect six months after receipt of the said notification by the Director General. It shall not affect the effects of the international application in the denouncing State if the international application was filed, and, where the denouncing State has been elected, the election was made, prior to the expiration of the said six-month period.

Article 67

Signature and Languages

(1) (a) This Treaty shall be signed in a single original in the English and French languages, both texts being equally authentic.

(b) Official texts shall be established by the Director General, after consultation with the interested Governments, in the German, Japanese, Portuguese, Russian and Spanish languages, and such other languages as the Assembly may designate.

(2) This Treaty shall remain open for signature at Washington until December 31, 1970.

Article 68

Depositary Functions

(1) The original of this Treaty, when no longer open for signature, shall be deposited with the Director General.

(2) The Director General shall transmit two copies, certified by him, of this Treaty and the Regulations annexed hereto to the Governments of all States party to the Paris Convention for the Protection of Industrial Property and, on request, to the Government of any other State.

(3) The Director General shall register this Treaty with the Secretariat of the United Nations.

(4) The Director General shall transmit two copies, certified by him, of any amendment to this Treaty and the Regulations to the Governments of all Contracting States and, on request, to the Government of any other State.

Article 69

Notifications

Le Directeur général notifie aux gouvernements de tous les Etats parties à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle:

- i) les signatures apposées selon l'article 62;
- ii) le dépôt d'instruments de ratification ou d'adhésion selon l'article 62;
- iii) la date d'entrée en vigueur du présent traité et la date à partir de laquelle le chapitre II est applicable selon l'article 63.3);
- iv) les déclarations faites en vertu de l'article 64.1) à 5);
- v) les retraits de toutes déclarations effectués en vertu de l'article 64.6) b);
- vi) les dénonciations reçues en application de l'article 66;
- vii) les déclarations faites en vertu de l'article 31.4).

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent traité.

FAIT à Washington le dix-neuf juin mil neuf cent soixante-dix*.

Pour l'Algérie:

For Algeria:

(s.) A. DAHMOUCHE

Pour l'Argentine:

For Argentina:

(s.) PEDRO E. REAL

December 21st, 1970

Pour l'Australie:

For Australia:

* *Note*

Toutes les signatures ont été apposées le 19 juin 1970, sauf si une autre date est indiquée.

Article 69

Notifications

The Director General shall notify the Governments of all States party to the Paris Convention for the Protection of Industrial Property of:

- (i) signatures under Article 62,
- (ii) deposits of instruments of ratification or accession under Article 62,
- (iii) the date of entry into force of this Treaty and the date from which Chapter II is applicable in accordance with Article 63(3),
- (iv) any declarations made under Article 64(1) to (5),
- (v) withdrawals of any declarations made under Article 64(6)(b),
- (vi) denunciations received under Article 66, and
- (vii) any declarations made under Article 31 (4).

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Treaty.

DONE at Washington, on June 19, 1970*.

Pour l'Autriche:

For Austria:

(s.) HANS GEORG RUDOLFSKY
Dec. 22nd, 1970

Pour la Belgique:

For Belgium:

(s.) WALTER LORIDAN
30 décembre 1970

Pour le Brésil:

For Brazil:

(s.) MIGUEL A.O. DE ALMEIDA

* *Note*

All the signatures were affixed on June 19, 1970, unless otherwise indicated.

Pour la Bulgarie:
For Bulgaria:

Pour le Cameroun:
For Cameroon:

Pour le Canada:
For Canada:

(s.) A. M. LAIDLAW

Pour la République Centrafricaine:
For the Central African Republic:

Pour Ceylan:
For Ceylon:

Pour le Tchad:
For Chad:

Pour le Congo (Brazzaville):
For the Congo (Brazzaville):

Pour Cuba:
For Cuba:

Pour Chypre:
For Cyprus:

Pour la Tchécoslovaquie:
For Czechoslovakia:

Pour le Dahomey:
For Dahomey:

Pour le Danemark:
For Denmark:
(s.) E. TUXEN

Pour la République Dominicaine:
For the Dominican Republic:

Pour la République Fédérale d'Allemagne:
For the Federal Republic of Germany:
(s.) RUPPRECHT v. KELLER
(s.) KURT HAERTEL

Pour la Finlande:
For Finland:
(s.) ERKKI TUULI

Pour la France:
For France:
(s.) CHARLES LUCET
31 Décembre 1970

Pour le Gabon:
For Gabon:

Pour la Grèce:
For Greece:

Pour Haïti:
For Haiti:

Pour le Saint-Siège:
For the Holy See:
(s.) MARIO PERESSIN

Pour la Hongrie:
For Hungary:
Under reservation of Art. 59
(s.) E. TASNÁDI

Pour l'Islande:
For Iceland:

Pour l'Indonésie:
For Indonesia:

Pour l'Iran:
For Iran:
(s.) Dr. A. ASLAN AFSHAR
July 7th, 1970

Pour l'Irlande:

For Ireland:

(s.) M. J. QUINN

Pour Israël:

For Israel:

(s.) Z. SHER

(s.) MAYER GABAY

Pour l'Italie:

For Italy:

(s.) GIORGIO RANZI

Pour la Côte d'Ivoire:

For the Ivory Coast:

(s.) T. AHOUA

December 3rd 1970

Pour le Japon:

For Japan:

Subject to ratification

(s.) B. YOSHINO

(s.) Y. ARATAMA

Pour le Kenya:

For Kenya:

Pour le Liban:

For Lebanon:

Pour le Liechtenstein:

For Liechtenstein:

Pour le Luxembourg:
For Luxembourg:

(s.) JEAN WAGNER
December 30th, 1970

Pour Madagascar:
For Madagascar:

(s.) JULES A. RAZAFIMBAHINY
December 10, 1970

Pour le Malawi:
For Malawi:

Pour Malte:
For Malta:

Pour la Mauritanie:
For Mauritania:

Pour le Mexique:
For Mexico:

Pour Monaco:
For Monaco:

(s.) Professor Dr. CHARLES SCHERTENLEIB
le 31 Décembre 1970

Pour le Maroc:
For Morocco:

Pour le Royaume des Pays-Bas:
For the Kingdom of the Netherlands:

(s.) R. B. van LYNDEN
31st December 1970

Pour la Nouvelle-Zélande:
For New Zealand:

Pour le Niger:
For Niger:

Pour le Nigéria:
For Nigeria:

Pour la Norvège:
For Norway:
(s.) LEIF NORDSTRAND

Pour les Philippines:
For the Philippines:
(s.) SUAREZ

Pour la Pologne:
For Poland:

Pour le Portugal:
For Portugal:

Pour la Roumanie:
For Romania:

(s.) CORNELIU BOGDAN
Dec. 28, 1970 *

Pour Saint-Marin:
For San Marino:

Pour le Sénégal:
For Senegal:

(s.) Cheikh I FALL
Dec. 29, 1970

Pour l'Afrique du Sud:
For South Africa:

Pour l'Espagne:
For Spain:

Pour la Suède:
For Sweden:

(s.) GÖRAN BORGGÅRD

Pour la Suisse:
For Switzerland:

(s.) Dr. WALTER STAMM

Pour la Syrie:
For Syria:

(s.) GEORGE J. TOMEH
December 29th, 1970

* Bij de ondertekening heeft Roemenië het volgende voorbehoud gemaakt:
„it does not consider itself bound by the provisions of Article 59”.

Pour la Tanzanie:

For Tanzania:

Pour le Togo:

For Togo:

(s.) Dr. OHIN

12.23.70

Pour la Trinité et Tobago:

For Trinidad and Tobago:

Pour la Tunisie:

For Tunisia:

Pour la Turquie:

For Turkey:

Pour l'Ouganda:

For Uganda:

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

For the Union of Soviet Socialist Republics:

(s.) A. DOBRYNIN

23/XII 70 *

Pour la République Arabe Unie:

For the United Arab Republic:

(s.) MOH. ABDEL SALAM

* Bij de ondertekening heeft de Sowjet-Unie het volgende voorbehoud gemaakt: „it does not consider itself bound by the provisions of Article 59”.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

(s.) EDWARD ARMITAGE

(s.) JAMES DAVID FERGUSON

Pour les États-Unis d'Amérique:
For the United States of America:

(s.) EUGENE M. BRADERMAN

(s.) WILLIAM E. SCHUYLER, Jr.

Pour la Haute Volta:
For Upper Volta:

Pour l'Uruguay:
For Uruguay:

Pour la République du Viet-Nam:
For the Republic of Viet-Nam:

Pour la Yougoslavie:
For Yugoslavia:

(s.) Prof. Dr. STOJAN PRETNAR

Pour la Zambie:
For Zambia:

Règlement d'exécution
du Traité de coopération en matière de brevets

PARTIE A

Règles introductives

Règle 1

Expressions abrégées

1.1 Sens des expressions abrégées

a) Au sens du présent règlement d'exécution, il faut entendre par „traité” le Traité de coopération en matière de brevets.

b) Au sens du présent règlement d'exécution, les mots „chapitre” et „article” se réfèrent au chapitre ou à l'article indiqué du traité.

Règle 2

Interprétation de certains mots

2.1 „Déposant”

Le terme „déposant” doit être compris comme signifiant également le mandataire ou un autre représentant du déposant, sauf si le contraire découle clairement du libellé ou de la nature de la disposition, ou du contexte dans lequel ce mot est utilisé, comme c'est le cas, en particulier, lorsque la disposition se réfère au domicile ou à la nationalité du déposant.

2.2 „Mandataire”

Le terme „mandataire” doit être compris comme signifiant toute personne autorisée à exercer, auprès des administrations internationales, de la manière définie à l'article 49; sauf si le contraire découle clairement du libellé ou de la nature de la disposition, ou du contexte dans lequel ce mot est utilisé, il doit être compris comme signifiant également le représentant commun mentionné à la règle 4.8.

2.3 „Signature”

Si la législation nationale appliquée par l'office récepteur ou par l'administration compétente chargée de la recherche internationale ou de l'examen préliminaire international requiert l'utilisation d'un sceau au lieu d'une signature, le terme „signature” signifie „sceau” pour cet office ou cette administration.

PARTIE B

Règles relatives au chapitre I du traité

Règle 3

Requête (forme)

3.1 Formulaire imprimé

La requête doit être établie sur un formulaire imprimé.

**Regulations
under the Patent Cooperation Treaty**

**PART A
Introductory Rules**

Rule 1

Abbreviated Expressions

1.1 *Meaning of Abbreviated Expressions*

(a) In these Regulations, the word “Treaty” means the Patent Cooperation Treaty.

(b) In these Regulations, the words “Chapter” and “Article” refer to the specified Chapter or Article of the Treaty.

Rule 2

Interpretation of Certain Words

2.1 “Applicant”

Whenever the word “applicant” is used, it shall be construed as meaning also the agent or other representative of the applicant, except where the contrary clearly follows from the wording or the nature of the provision, or the context in which the word is used, such as, in particular, where the provision refers to the residence or nationality of the applicant.

2.2 “Agent”

Whenever the word “agent” is used, it shall be construed as meaning any person who has the right to practice before international authorities as defined in Article 49 and, unless the contrary clearly follows from the wording or the nature of the provision, or the context in which the word is used, also the common representative referred to in Rule 4.8.

2.3 “Signature”

Whenever the word “signature” is used, it shall be understood that, if the national law applied by the receiving Office or the competent International Searching or Preliminary Examining Authority requires the use of a seal instead of a signature, the word, for the purposes of that Office or Authority, shall mean seal.

**PART B
Rules Concerning Chapter I of the Treaty**

Rule 3

The Request (Form)

3.1 *Printed Form*

The request shall be made on a printed form.

3.2 Possibilité d'obtenir des formulaires

Des exemplaires du formulaire imprimé sont délivrés gratuitement aux déposants par l'office récepteur ou, si ce dernier le désire, par le Bureau international.

3.3 Bordereau

a) Le formulaire imprimé contient un bordereau qui, une fois rempli, indiquera:

i) le nombre total des feuilles de la demande internationale et le nombre des feuilles de chaque élément de cette demande (requête, description, revendications, dessins, abrégé);

ii) si à la demande internationale telle que déposée sont ou non joints un pouvoir (c'est-à-dire un document désignant un mandataire ou un représentant commun) un document de priorité, un reçu pour les taxes payées ou un chèque destiné au paiement des taxes, un rapport de recherche internationale ou un rapport de recherche de type international, un document ayant pour objet de prouver que le déposant est l'ayant cause de l'inventeur, ainsi que tout autre document (à préciser dans le bordereau);

iii) le numéro de la figure des dessins que le déposant propose de faire publier avec l'abrégé lors de la publication de ce dernier sur la page de couverture de la brochure et dans la gazette; dans des cas exceptionnels, le déposant peut proposer plus d'une figure.

b) Le bordereau doit être rempli par le déposant, faute de quoi l'office récepteur le remplira lui-même et y portera les mentions nécessaires; toutefois, l'office récepteur n'inscrira pas le numéro mentionné à l'alinéa a) iii).

3.4 Détails

Sous réserve de la règle 3.3, des détails relatifs au formulaire imprimé sont prescrits dans les instructions administratives.

Règle 4

Requête (contenu)

4.1 Contenu obligatoire et contenu facultatif; signature

a) La requête doit comporter:

i) une pétition;

ii) le titre de l'invention;

iii) des indications concernant le déposant et, le cas échéant, le mandataire;

iv) la désignation d'Etats;

3.2 *Availability of Forms*

Copies of the printed form shall be furnished free of charge to the applicants by the receiving Office, or, if the receiving Office so desires, by the International Bureau.

3.3 *Check List*

(a) The printed form shall contain a list which, when filled in, will show:

(i) the total number of sheets constituting the international application and the number of the sheets of each element of the international application (request, description, claims, drawings, abstract);

(ii) whether or not the international application as filed is accompanied by a power of attorney (i.e., a document appointing an agent or a common representative), a priority document, a receipt for the fees paid or a check for the payment of the fees, an international or an international-type search report, a document in evidence of the fact that the applicant is the successor in title of the inventor, and any other document (to be specified in the check list);

(iii) the number of that figure of the drawings which the applicant suggests should accompany the abstract when the abstract is published on the front page of the pamphlet and in the Gazette; in exceptional cases, the applicant may suggest more than one figure.

(b) The list shall be filled in by the applicant, failing which the receiving Office shall fill it in and make the necessary annotations, except that the number referred to in paragraph (a) (iii) shall not be filled in by the receiving Office.

3.4 *Particulars*

Subject to Rule 3.3, particulars of the printed form shall be prescribed by the Administrative Instructions.

Rule 4

The Request (Contents)

4.1 *Mandatory and Optional Contents; Signature*

(a) The request shall contain:

(i) a petition,

(ii) the title of the invention,

(iii) indications concerning the applicant and the agent, if there is an agent,

(iv) the designation of States,

v) des indications relatives à l'inventeur, lorsque la législation nationale d'un Etat désigné au moins exige la communication du nom de l'inventeur lors du dépôt d'une demande nationale.

b) La requête doit comporter, le cas échéant:

- i) une revendication de priorité;
- ii) une référence à une recherche internationale antérieure ou à une recherche antérieure de type international;
- iii) le choix de certains titres de protection;
- iv) l'indication que le déposant désire obtenir un brevet régional et le nom des Etats désignés pour lesquels il désire obtenir un tel brevet;

v) une référence à une demande principale ou à un brevet principal.

c) La requête peut comporter des indications relatives à l'inventeur lorsque la législation nationale d'aucun Etat désigné n'exige la communication du nom de l'inventeur lors du dépôt d'une demande nationale.

d) La requête doit être signée.

4.2 *Pétition*

La pétition doit tendre à l'effet qui suit et être rédigée de préférence comme suit: „Le soussigné requiert que la présente demande internationale soit traitée conformément au Traité de coopération en matière de brevets”.

4.3 *Titre de l'invention*

Le titre de l'invention doit être bref (de préférence de deux à sept mots lorsqu'il est établi ou traduit en anglais) et précis.

4.4 *Noms et adresses*

a) Les personnes physiques doivent être nommées par leurs patronymes et prénoms, les patronymes précédant les prénoms.

b) Les personnes morales doivent être nommées par leurs désignations officielles complètes.

c) Les adresses doivent être indiquées selon les exigences usuelles en vue d'une distribution postale rapide à l'adresse indiquée et, en tout cas, doivent comprendre toutes les unités administratives pertinentes jusques et y compris le numéro de la maison, s'il y en a un. Lorsque la législation nationale de l'Etat désigné n'exige pas l'indication du numéro de la maison, le fait de ne pas indiquer ce numéro n'a pas d'effet dans cet Etat. Il est recommandé de mentionner l'adresse télégraphique et de télétype et le numéro de téléphone éventuels.

d) Une seule adresse peut être indiquée pour chaque déposant, inventeur ou mandataire.

(v) indications concerning the inventor where the national law of at least one of the designated States requires that the name of the inventor be furnished at the time of filing a national application.

(b) The request shall, where applicable, contain:

(i) a priority claim,

(ii) a reference to any earlier international search or to any earlier international-type search,

(iii) choices of certain kinds of protection,

(iv) an indication that the applicant wishes to obtain a regional patent and the names of the designated States for which he wishes to obtain such a patent,

(v) a reference to a parent application or parent patent.

(c) The request may contain indications concerning the inventor where the national law of none of the designated States requires that the name of the inventor be furnished at the time of filing a national application.

(d) The request shall be signed.

4.2 *The Petition*

The petition shall be to the following effect and shall preferably be worded as follows: "The undersigned requests that the present international application be processed according to the Patent Cooperation Treaty."

4.3 *Title of the Invention*

The title of the invention shall be short (preferably from two to seven words when in English or translated into English) and precise.

4.4 *Names and Addresses*

(a) Names of natural persons shall be indicated by the person's family name and given name(s), the family name being indicated before the given name(s).

(b) Names of legal entities shall be indicated by their full, official designations.

(c) Addresses shall be indicated in such a way as to satisfy the customary requirements for prompt postal delivery at the indicated address and, in any case, shall consist of all relevant administrative units up to, and including, the house number, if any. Where the national law of the designated State does not require the indication of the house number, failure to indicate such number shall have no effect in that State. It is recommended to indicate any telegraphic and teletype address and telephone number.

(d) For each applicant, inventor, or agent, only one address may be indicated.

4.5 *Déposant*

a) La requête doit indiquer le nom, l'adresse, la nationalité et le domicile du déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, de chacun d'eux.

b) La nationalité du déposant doit être indiquée par le nom de l'Etat dont il est le national.

c) Le domicile du déposant doit être indiqué par le nom de l'Etat où il a son domicile.

4.6 *Inventeur*

a) La requête doit, en cas d'application de la règle 4.1 a) v), indiquer le nom et l'adresse de l'inventeur ou, s'il y a plusieurs inventeurs, de chacun d'eux.

b) Si le déposant est l'inventeur, la requête doit, au lieu de l'indication mentionnée à l'alinéa a), contenir une déclaration à cet effet ou répéter le nom du déposant dans l'espace réservé à l'indication de l'inventeur.

c) Lorsque les exigences, en la matière, des législations nationales des Etats désignés diffèrent, la requête peut, pour des Etats désignés différents, indiquer différentes personnes en tant qu'inventeurs. Dans un tel cas, la requête doit contenir une déclaration distincte pour chaque Etat désigné ou pour chaque groupe d'Etats désignés où une ou plusieurs personnes données, ou la ou les mêmes personnes, doivent être considérées comme l'inventeur ou les inventeurs.

4.7 *Mandataire*

S'il y a constitution de mandataires, la requête doit le déclarer et indiquer leurs noms et adresses.

4.8 *Représentation de plusieurs déposants n'ayant pas de mandataire commun*

a) S'il y a plusieurs déposants et si la requête n'indique pas de mandataire représentant tous les déposants („mandataire commun”), elle doit désigner comme représentant commun l'un des déposants autorisés à déposer une demande internationale conformément à l'article 9.

b) S'il y a plusieurs déposants et si la requête n'indique pas de mandataire commun ni de représentant commun conformément à l'alinéa a), le déposant nommé en premier lieu dans la requête qui est autorisé à déposer une demande internationale conformément à l'article 9 est considéré comme représentant commun.

4.5 *The Applicant*

(a) The request shall indicate the name, address, nationality and residence of the applicant or, if there are several applicants, of each of them.

(b) The applicant's nationality shall be indicated by the name of the State of which he is a national.

(c) The applicant's residence shall be indicated by the name of the State of which he is a resident.

4.6 *The Inventor*

(a) Where Rule 4.1 (a) (v) applies, the request shall indicate the name and address of the inventor or, if there are several inventors, of each of them.

(b) If the applicant is the inventor, the request, in lieu of the indication under paragraph (a), shall contain a statement to that effect or shall repeat the applicant's name in the space reserved for indicating the inventor.

(c) The request may, for different designated States, indicate different persons as inventors where, in this respect, the requirements of the national laws of the designated States are not the same. In such a case, the request shall contain a separate statement for each designated State or group of States in which a particular person, or the same person, is to be considered the inventor, or in which particular persons, or the same persons, are to be considered the inventors.

4.7 *The Agent*

If agents are designated, the request shall so indicate, and shall state their names and addresses.

4.8 *Representation of Several Applicants Not Having a Common Agent*

(a) If there is more than one applicant and the request does not refer to an agent representing all the applicants ("a common agent"), the request shall designate one of the applicants who is entitled to file an international application according to Article 9 as their common representative.

(b) If there is more than one applicant and the request does not refer to an agent representing all the applicants and it does not comply with the requirement of designating one of the applicants as provided in paragraph (a), the applicant first named in the request who is entitled to file an international application according to Article 9 shall be considered the common representative.

4.9 Désignation d'Etats

Les Etats contractants doivent être désignés, dans la requête, par leurs noms.

4.10 Revendication de priorité

a) La déclaration visée à l'article 8.1) doit figurer dans la requête; elle consiste en une déclaration de revendication de la priorité d'une demande antérieure et elle doit indiquer:

i) lorsque la demande antérieure n'est pas une demande régionale ou internationale, le nom du pays où elle a été déposée; lorsque la demande antérieure est une demande régionale ou internationale, le nom du ou des pays pour lesquels elle a été déposée;

ii) la date du dépôt;

iii) le numéro du dépôt;

iv) lorsque la demande antérieure est une demande régionale ou internationale, l'office national ou l'organisation intergouvernementale où elle a été déposée.

b) Si la requête n'indique pas à la fois:

i) le nom du pays où la demande antérieure a été déposée, lorsque cette dernière n'est pas une demande régionale ou internationale, ou le nom d'au moins un pays pour lequel elle a été déposée lorsqu'elle est une demande régionale ou internationale, et

ii) la date du dépôt,

la revendication de priorité est, aux fins de la procédure selon le traité, considérée comme n'ayant pas été présentée.

c) Si le numéro de la demande antérieure n'est pas indiqué dans la requête mais est communiqué par le déposant au Bureau international avant l'expiration du seizième mois à compter de la date de priorité, ce numéro est considéré par tous les Etats désignés comme ayant été communiqué à temps. S'il est communiqué après l'expiration de ce délai, le Bureau international informe le déposant et les offices désignés de la date à laquelle il a été communiqué. Le Bureau international indique cette date dans la publication internationale de la demande internationale ou, si ce numéro ne lui a pas été communiqué à la date de cette publication, indique ce fait dans la publication internationale.

d) Si la date du dépôt de la demande antérieure, telle qu'elle est indiquée dans la requête, est antérieure de plus d'une année à la date du dépôt international, l'office récepteur ou, à défaut, le Bureau international invite le déposant soit à annuler la déclaration présentée selon l'article 8.1), soit, si la date de la demande antérieure a été indiquée d'une façon erronée, à corriger la date ainsi indiquée. Si le déposant n'agit pas en conséquence dans un délai d'un mois à compter de cette invitation, la déclaration visée à l'article 8.1) est annulée d'office. L'of-

4.9 *Designation of States*

Contracting States shall be designated in the request by their names.

4.10 *Priority Claim*

(a) The declaration referred to in Article 8 (1) shall be made in the request; it shall consist of a statement to the effect that the priority of an earlier application is claimed and shall indicate:

(i) when the earlier application is not a regional or an international application, the country in which it was filed; when the earlier application is a regional or an international application, the country or countries for which it was filed,

(ii) the date on which it was filed,

(iii) the number under which it was filed, and

(iv) when the earlier application is a regional or an international application, the national Office or intergovernmental organization with which it was filed.

(b) If the request does not indicate both

(i) when the earlier application is not a regional or an international application, the country in which it was filed; when the earlier application is a regional or an international application, at least one country for which it was filed, and

(ii) the date on which it was filed,

the priority claim shall, for the purposes of the procedure under the Treaty, be considered not to have been made.

(c) If the application number of the earlier application is not indicated in the request but is furnished by the applicant to the International Bureau prior to the expiration of the 16th month from the priority date, it shall be considered by all designated States to have been furnished in time. If it is furnished after the expiration of that time limit, the International Bureau shall inform the applicant and the designated Offices of the date on which the said number was furnished to it. The International Bureau shall indicate that date in the international publication of the international application, or, if, at the time of the international publication, the said number has not been furnished to it, shall indicate that fact in the international publication.

(d) If the filing date of the earlier application as indicated in the request precedes the international filing date by more than one year, the receiving Office, or, if the receiving Office has failed to do so, the International Bureau, shall invite the applicant to ask either for the cancellation of the declaration made under Article 8 (1) or, if the date of the earlier application was indicated erroneously, for the correction of the date so indicated. If the applicant fails to act accordingly within 1 month from the date of the invitation, the declaration made under Article 8 (1)

fice récepteur effectuant la correction ou l'annulation la notifie au déposant; si des exemplaires ou des copies de la demande internationale ont déjà été adressés au Bureau international et à l'administration chargée de la recherche internationale, cette notification est également faite audit Bureau et à ladite administration. Si la correction ou l'annulation est effectuée par le Bureau international, ce dernier notifie ce fait au déposant et à l'administration chargée de la recherche internationale.

e) Lorsque les priorités de plusieurs demandes antérieures sont revendiquées, les alinéas a) à d) s'appliquent à chacune d'elles.

4.11 *Référence à une recherche internationale antérieure ou à une recherche antérieure de type international*

Si une recherche internationale ou une recherche de type international a été demandée sur la base d'une demande, conformément à l'article 15.5), la requête peut indiquer ce fait et identifier la demande (ou sa traduction, selon le cas) en indiquant son pays, sa date et son numéro, et identifier la demande de recherche en indiquant sa date et, s'il est disponible, son numéro.

4.12 *Choix de certains titres de protection*

a) Si le déposant désire voir sa demande internationale traitée, dans tout Etat désigné, non comme une demande de brevet mais comme une demande tendant à la délivrance de l'un des titres de protection mentionnés à l'article 43, il doit le déclarer dans la requête. Aux fins du présent alinéa, l'article 2. ii) ne s'applique pas.

b) Dans le cas prévu à l'article 44, le déposant doit indiquer les deux titres de protection demandés et doit spécifier, s'il y a lieu, le titre de protection demandé à titre principal et celui demandé à titre subsidiaire.

4.13 *Identification de la demande principale ou du brevet principal*

Si le déposant désire voir sa demande internationale traitée, dans tout Etat désigné, comme une demande de brevet ou certificat d'addition, de certificat d'auteur d'invention additionnel ou de certificat d'utilité additionnel, il doit identifier la demande principale, le brevet principal, le certificat d'auteur d'invention principal ou le certificat d'utilité principal auquel se référera, s'il est accordé, le brevet ou certificat d'addition, le certificat d'auteur d'invention additionnel ou le certificat d'utilité additionnel. Aux fins du présent alinéa, l'article 2. ii) ne s'applique pas.

4.14 *„Continuation” ou „Continuation in part”*

Si le déposant désire voir sa demande internationale traitée, dans tout Etat désigné, comme une demande de „continuation” ou de „continuation in part” d'une demande antérieure, il doit le déclarer dans la requête et identifier la demande principale en cause.

shall be cancelled ex officio. The receiving Office effecting the correction or cancellation shall notify the applicant accordingly and, if copies of the international application have already been sent to the International Bureau and the International Searching Authority, that Bureau and that Authority. If the correction or cancellation is effected by the International Bureau, the latter shall notify the applicant and the International Searching Authority accordingly.

(e) Where the priorities of several earlier applications are claimed, the provisions of paragraphs (a) to (d) shall apply to each of them.

4.11 *Reference to Earlier International or International-Type Search*

If an international or international-type search has been requested on an application under Article 15 (5), the request may state that fact and identify the application (or its translation, as the case may be) by country, date and number, and the request for the said search by date and, if available, number.

4.12 *Choice of Certain Kinds of Protection*

(a) If the applicant wishes his international application to be treated, in any designated State, as an application not for a patent but for the grant of any of the other kinds of protection specified in Article 43, he shall so indicate in the request. For the purposes of this paragraph, Article 2 (ii) shall not apply.

(b) In the case provided for in Article 44, the applicant shall indicate the two kinds of protection sought, or, if one of two kinds of protection is primarily sought, he shall indicate which kind is sought primarily and which kind is sought subsidiarily.

4.13 *Identification of Parent Application or Parent Grant*

If the applicant wishes his international application to be treated, in any designated State, as an application for a patent or certificate of addition, inventor's certificate of addition, or utility certificate of addition, he shall identify the parent application or the parent patent, parent inventor's certificate, or parent utility certificate to which the patent or certificate of addition, inventor's certificate of addition, or utility certificate of addition, if granted, relates. For the purposes of this paragraph, Article 2 (ii) shall not apply.

4.14 *Continuation or Continuation in Part*

If the applicant wishes his international application to be treated, in any designated State, as an application for a continuation or a continuation-in-part of an earlier application, he shall so indicate in the request and shall identify the parent application involved.

4.15 *Signature*

La requête doit être signée par le déposant.

4.16 *Translittération et traduction de certains mots*

a) Lorsqu'un nom ou une adresse ne sont pas écrits en caractères latins, ils doivent également être reproduits en caractères latins, soit par translittération, soit par traduction anglaise. Il appartient au déposant de décider quels mots seront simplement translittérés et quels mots seront traduits.

b) Lorsque le nom d'un pays n'est pas écrit en caractères latins, il doit être également indiqué en anglais.

4.17 *Exclusion d'indications additionnelles*

a) La requête ne doit contenir aucune indication autre que celles qui sont mentionnées aux règles 4.1 à 4.16.

b) Si la requête contient des indications autres que celles qui sont mentionnées aux règles 4.1 à 4.16, l'office récepteur biffe d'office les indications additionnelles.

Règle 5

Description

5.1 *Manière de rédiger la description*

a) La description doit commencer par indiquer le titre de l'invention tel qu'il figure dans la requête et doit :

i) préciser le domaine technique auquel se rapporte l'invention;

ii) indiquer la technique antérieure qui, dans la mesure où le déposant la connaît, peut être considérée comme utile pour l'intelligence, la recherche et l'examen de l'invention, et doit, de préférence, citer les documents reflétant ladite technique;

iii) exposer l'invention dont la protection est demandée en des termes permettant la compréhension du problème technique (même s'il n'est pas expressément désigné comme tel) et de sa solution, et exposer les effets avantageux, s'il y en a, de l'invention en se référant à la technique antérieure;

iv) décrire brièvement les figures contenues dans les dessins, s'il y en a;

v) indiquer au moins la meilleure manière envisagée par le déposant de réaliser l'invention dont la protection est demandée; cette indication doit se faire en utilisant des exemples, lorsque cela est adéquat, et des références aux dessins, s'il y en a; lorsque la législation nationale de l'Etat désigné n'exige pas de description de la meilleure manière de réaliser l'invention, mais se contente de la description d'une manière quelconque de la réaliser (que cette manière soit ou non la meilleure que le déposant ait pu envisager), le fait de ne pas décrire la meilleure manière envisagée n'a pas d'effet dans cet Etat;

4.15 *Signature*

The request shall be signed by the applicant.

4.16 *Transliteration or Translation of Certain Words*

(a) Where any name or address is written in characters other than those of the Latin alphabet, the same shall also be indicated in characters of the Latin alphabet either as a mere transliteration or through translation into English. The applicant shall decide which words will be merely transliterated and which words will be so translated.

(b) The name of any country written in characters other than those of the Latin alphabet shall also be indicated in English.

4.17 *No Additional Matter*

(a) The request shall contain no matter other than that specified in Rules 4.1 to 4.16.

(b) If the request contains matter other than that specified in Rules 4.1 to 4.16, the receiving Office shall ex officio delete the additional matter.

Rule 5

The Description

5.1 *Manner of the Description*

(a) The description shall first state the title of the invention as appearing in the request and shall:

- (i) specify the technical field to which the invention relates;
- (ii) indicate the background art which, as far as known to the applicant, can be regarded as useful for the understanding, searching and examination of the invention, and, preferably, cite the documents reflecting such art;
- (iii) disclose the invention, as claimed, in such terms that the technical problem (even if not expressly stated as such) and its solution can be understood, and state the advantageous effects, if any, of the invention with reference to the background art;
- (iv) briefly describe the figures in the drawings, if any;
- (v) set forth at least the best mode contemplated by the applicant for carrying out the invention claimed; this shall be done in terms of examples, where appropriate, and with reference to the drawings, if any; where the national law of the designated State does not require the description of the best mode but is satisfied with the description of any mode (whether it is the best contemplated or not), failure to describe the best mode contemplated shall have no effect in that State;

vi) indiquer, d'une façon explicite, dans le cas où cela ne résulte pas à l'évidence de la description ou de la nature de l'invention, la manière dont l'objet de l'invention est susceptible d'exploitation dans l'industrie et la manière dont il peut être produit et utilisé, ou, s'il peut être seulement utilisé, la manière dont il peut être utilisé; le terme „industrie” doit être entendu dans son sens le plus large, comme dans la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

b) Il y a lieu de suivre la manière et l'ordre indiqués à l'alinéa a) sauf lorsqu'en raison de la nature de l'invention, une manière différente ou un ordre différent entraînerait une meilleure intelligence et une présentation plus économique.

c) Sous réserve de l'alinéa b), chaque élément énuméré à l'alinéa a) doit de préférence être précédé d'un titre approprié, conformément aux recommandations figurant dans les instructions administratives.

Règle 6

Revendications

6.1 *Nombre et numérotation des revendications*

a) Le nombre des revendications doit être raisonnable, compte tenu de la nature de l'invention dont la protection est demandée.

b) S'il y a plusieurs revendications, elles doivent être numérotées de façon continue, en chiffres arabes.

c) Le système de numérotation, en cas de modification des revendications, est fixé dans les instructions administratives.

6.2 *Références à d'autres parties de la demande internationale*

a) Les revendications ne doivent pas, sauf lorsque cela est absolument nécessaire, se fonder, pour ce qui concerne les caractéristiques techniques de l'invention, sur des références à la description ou aux dessins. En particulier, elles ne doivent pas se fonder sur des références telles que „comme décrit dans la partie ... de la description” ou „comme illustré dans la figure ... des dessins”.

b) Lorsque la demande internationale contient des dessins, les caractéristiques techniques mentionnées dans les revendications doivent de préférence être suivies de signes de référence relatifs à ces caractéristiques. Lorsqu'ils sont utilisés, les signes de référence doivent, de préférence, être placés entre parenthèses. Si l'inclusion de signes de référence ne facilite pas particulièrement une compréhension plus rapide d'une revendication, elle ne doit pas être faite. Des signes de référence peuvent être retirés par un office désigné, aux fins de publication par cet office.

6.3 *Manière de rédiger les revendications*

a) La définition de l'objet pour lequel la protection est demandée doit être faite en termes de caractéristiques techniques de l'invention.

(vi) indicate explicitly, when it is not obvious from the description or nature of the invention, the way in which the invention is capable of exploitation in industry and the way in which it can be made and used, or, if it can only be used, the way in which it can be used; the term "industry" is to be understood in its broadest sense as in the Paris Convention for the Protection of Industrial Property.

(b) The manner and order specified in paragraph (a) shall be followed except when, because of the nature of the invention, a different manner or a different order would result in a better understanding and a more economic presentation.

(c) Subject to the provisions of paragraph (b), each of the parts referred to in paragraph (a) shall preferably be preceded by an appropriate heading as suggested in the Administrative Instructions.

Rule 6

The Claims

6.1 *Number and Numbering of Claims*

(a) The number of the claims shall be reasonable in consideration of the nature of the invention claimed.

(b) If there are several claims, they shall be numbered consecutively in arabic numerals.

(c) The method of numbering in the case of the amendment of claims shall be governed by the Administrative Instructions.

6.2 *References to Other Parts of the International Application*

(a) Claims shall not, except where absolutely necessary, rely, in respect of the technical features of the invention, on references to the description or drawings. In particular, they shall not rely on such references as: "as described in part . . . of the description," or "as illustrated in figure . . . of the drawings."

(b) Where the international application contains drawings, the technical features mentioned in the claims shall preferably be followed by the reference signs relating to such features. When used, the reference signs shall preferably be placed between parentheses. If inclusion of reference signs does not particularly facilitate quicker understanding of a claim, it should not be made. Reference signs may be removed by a designated Office for the purposes of publication by such Office.

6.3 *Manner of Claiming*

(a) The definition of the matter for which protection is sought shall be in terms of the technical features of the invention.

b) Chaque fois que cela est approprié, les revendications doivent contenir:

i) un préambule indiquant les caractéristiques techniques de l'invention qui sont nécessaires à la définition de l'objet revendiqué mais qui, en étant combinées, font partie de l'état de la technique;

ii) une partie caractérisante – précédée des mots „caractérisé en”, „caractérisé par”, „où l'amélioration comprend”, ou tous autres mots tendant au même effet – exposant d'une manière concise les caractéristiques techniques que, conjointement avec les caractéristiques techniques mentionnées au point i), l'on désire protéger.

c) Lorsque la législation nationale de l'Etat désigné n'exige pas que les revendications soient rédigées de la manière prévue à l'alinéa b), le fait de ne pas rédiger les revendications de cette manière n'a pas d'effet dans cet Etat si les revendications ont été rédigées d'une manière conforme à la législation nationale de cet Etat.

6.4 *Revendications dépendantes*

a) Toute revendication qui comprend toutes les caractéristiques d'une ou de plusieurs autres revendications (revendications de forme dépendante, ci-après appelées „revendications dépendantes”) doit le faire par une référence, si possible au commencement, à cette ou à ces autres revendications, et doit préciser les caractéristiques additionnelles revendiquées. Toute revendication dépendante qui se réfère à plus d'une autre revendication („revendication dépendante multiple”) ne doit se référer à ces autres revendications que dans le cadre d'une alternative. Les revendications dépendantes multiples ne doivent servir de base à aucune autre revendication dépendante multiple.

b) Toute revendication dépendante doit être conçue de manière à inclure toutes les limitations contenues dans la revendication à laquelle elle se réfère ou, si elle est une revendication dépendante multiple, à inclure toutes les limitations figurant dans celle des revendications avec laquelle elle est prise en considération.

c) Toutes les revendications dépendantes se référant à une revendication antérieure unique et toutes les revendications dépendantes se référant à plusieurs revendications antérieures doivent être groupées autant que possible et de la manière la plus pratique possible.

6.5 *Modèles d'utilité*

Au lieu et place des règles 6.1. à 6.4, tout Etat désigné dans lequel un modèle d'utilité est demandé sur la base d'une demande internationale peut appliquer, après que le traitement de la demande internationale a commencé dans cet Etat, les dispositions en la matière de sa législation nationale; dans ce cas, le déposant dispose, pour adapter sa demande internationale aux exigences desdites dispositions de la législation nationale, d'un délai de deux mois au moins à compter de l'expiration du délai applicable selon l'article 22.

(b) Whenever appropriate, claims shall contain:

(i) a statement indicating those technical features of the invention which are necessary for the definition of the claimed subject matter but which, in combination, are part of the prior art,

(ii) a characterizing portion – preceded by the words “characterized in that,” “characterized by,” “wherein the improvement comprises,” or any other words to the same effect – stating concisely the technical features which, in combination with the features stated under (i), it is desired to protect.

(c) Where the national law of the designated State does not require the manner of claiming provided for in paragraph (b), failure to use that manner of claiming shall have no effect in that State provided the manner of claiming actually used satisfies the national law of that State.

6.4 *Dependent Claims*

(a) Any claim which includes all the features of one or more other claims (claim in dependent form, hereinafter referred to as “dependent claim”) shall do so by a reference, if possible at the beginning, to the other claim or claims and shall then state the additional features claimed. Any dependent claim which refers to more than one other claim (“multiple dependent claim”) shall refer to such claims in the alternative only. Multiple dependent claims shall not serve as a basis for any other multiple dependent claim.

(b) Any dependent claim shall be construed as including all the limitations contained in the claim to which it refers or, if the dependent claim is a multiple dependent claim, all the limitations contained in the particular claim in relation to which it is considered.

(c) All dependent claims referring back to a single previous claim, and all dependent claims referring back to several previous claims, shall be grouped together to the extent and in the most practical way possible.

6.5 *Utility Models*

Any designated State in which the grant of a utility model is sought on the basis of an international application may, instead of Rules 6.1 to 6.4, apply in respect of the matters regulated in those Rules the provisions of its national law concerning utility models once the processing of the international application has started in that State, provided that the applicant shall be allowed at least 2 months from the expiration of the time limit applicable under Article 22 to adapt his application to the requirements of the said provisions of the national law.

Règle 7

Dessins

7.1 *Schémas d'étapes de processus et diagrammes*

Les schémas d'étapes de processus et les diagrammes sont considérés comme des dessins.

7.2 *Délai*

Le délai mentionné à l'article 7.2) ii) doit être raisonnable, compte tenu du cas d'espèce, et ne doit en tout cas pas être inférieur à deux mois à compter de la date de l'invitation écrite à procéder au dépôt de dessins ou de dessins additionnels conformément à ladite disposition.

Règle 8

Abrégé

8.1 *Contenu et forme de l'abrégé*

a) L'abrégé doit comprendre:

i) un résumé de ce qui est exposé dans la description, les revendications et tous dessins; le résumé doit indiquer le domaine technique auquel appartient l'invention et doit être rédigé de manière à permettre une claire compréhension du problème technique, de l'essence de la solution de ce problème par le moyen de l'invention et de l'usage principal ou des usages principaux de l'invention;

ii) le cas échéant, la formule chimique qui, parmi toutes les formules figurant dans la demande internationale, caractérise le mieux l'invention.

b) L'abrégé doit être aussi concis que l'exposé le permet (de préférence de cinquante à cent cinquante mots lorsqu'il est établi ou traduit en anglais).

c) L'abrégé ne doit pas contenir de déclarations relatives aux mérites ou à la valeur allégués de l'invention dont la protection est demandée ni à ses applications supputées.

d) Chacune des principales caractéristiques techniques mentionnées dans l'abrégé et illustrées par un dessin figurant dans la demande internationale doit être suivie d'un signe de référence figurant entre parenthèses.

8.2 *Absence d'indication de la figure à publier avec l'abrégé*

Si le déposant ne fournit pas l'indication mentionnée à la règle 3.3 a) iii) ou si l'administration chargée de la recherche internationale considère qu'une ou des figures autres que celles qui sont proposées par le déposant pourraient, parmi toutes les figures de tous les dessins, caractériser mieux l'invention, elle indique la ou les figures en question. Les publications effectuées par le Bureau international utiliseront la ou

Rule 7

The Drawings

7.1 *Flow Sheets and Diagrams*

Flow sheets and diagrams are considered drawings.

7.2 *Time Limit*

The time limit referred to in Article 7 (2) (ii) shall be reasonable under the circumstances of the case and shall, in no case, be shorter than 2 months from the date of the written invitation requiring the filing of drawings or additional drawings under the said provision.

Rule 8

The Abstract

8.1 *Contents and Form of the Abstract*

(a) The abstract shall consist of the following:

(i) a summary of the disclosure as contained in the description, the claims, and any drawings; the summary shall indicate the technical field to which the invention pertains and shall be drafted in a way which allows the clear understanding of the technical problem, the gist of the solution of that problem through the invention, and the principal use or uses of the invention;

(ii) where applicable, the chemical formula which, among all the formulae contained in the international application, best characterizes the invention.

(b) The abstract shall be as concise as the disclosure permits (preferably 50 to 150 words if it is in English or when translated into English).

(c) The abstract shall not contain statements on the alleged merits or value of the claimed invention or on its speculative application.

(d) Each main technical feature mentioned in the abstract and illustrated by a drawing in the international application shall be followed by a reference sign, placed between parentheses.

8.2 *Failure to Suggest a Figure to be Published with the Abstract*

If the applicant fails to make the indication referred to in Rule 3.3 (a) (iii), or if the International Searching Authority finds that a figure or figures other than that figure or those figures suggested by the applicant would among all the figures of all the drawings, better characterize the invention, it shall indicate the figure or figures which it so considers. Publications by the International Bureau shall then use the figure or

les figures ainsi indiquées par l'administration chargée de la recherche internationale. Sinon, la ou les figures proposées par le déposant seront utilisées pour ces publications.

8.3 *Principes de rédaction*

L'abrégé doit être rédigé de manière à pouvoir servir efficacement d'instrument de sélection aux fins de la recherche dans le domaine technique particulier, spécialement en aidant le scientifique, l'ingénieur ou le chercheur quant à la question de savoir s'il y a lieu de consulter la demande internationale elle-même.

Règle 9

Expressions, etc., à ne pas utiliser

9.1 *Définition*

La demande internationale ne doit pas contenir:

- i) d'expressions ou de dessins contraires aux bonnes moeurs;
- ii) d'expressions ou de dessins contraires à l'ordre public;
- iii) de déclarations dénigrantes quant à des produits ou procédés d'un tiers ou quant aux mérites ou à la validité de demandes ou de brevets d'un tiers (de simples comparaisons avec l'état de la technique ne sont pas considérées comme dénigrantes en soi);
- iv) de déclarations ou d'autres éléments manifestement non pertinents ou superflus en l'espèce.

9.2 *Observation quant aux irrégularités*

L'office récepteur et l'administration chargée de la recherche internationale peuvent faire observer que la demande internationale ne répond pas aux prescriptions de la règle 9.1 et proposer au déposant de la corriger volontairement en conséquence. Si l'observation a été faite par l'office récepteur, ce dernier en informe l'administration compétente chargée de la recherche internationale et le Bureau international. Si l'observation a été faite par l'administration chargée de la recherche internationale, cette dernière en informe l'office récepteur et le Bureau international.

9.3. *Référence à l'article 21.6)*

Les „déclarations dénigrantes” mentionnées à l'article 21.6) ont le sens précisé à la règle 9.1 iii).

Règle 10

Terminologie et signes

10.1 *Terminologie et signes*

- a) Les unités de poids et de mesures doivent être exprimées selon le système métrique ou exprimées également selon ce système si elles sont d'abord exprimées selon un autre système.

figures so indicated by the International Searching Authority. Otherwise, the figure or figures suggested by the applicant shall be used in the said publications.

8.3 *Guiding Principles in Drafting*

The abstract shall be so drafted that it can efficiently serve as a scanning tool for purposes of searching in the particular art, especially by assisting the scientist, engineer or researcher in formulating an opinion on whether there is a need for consulting the international application itself.

Rule 9

Expressions, Etc., Not To Be Used

9.1 *Definition*

The international application shall not contain:

- (i) expressions or drawings contrary to morality;
- (ii) expressions or drawings contrary to public order;
- (iii) statements disparaging the products or processes of any particular person other than the applicant, or the merits or validity of applications or patents of any such person (mere comparisons with the prior art shall not be considered disparaging *per se*);
- (iv) any statement or other matter obviously irrelevant or unnecessary under the circumstances.

9.2 *Noting of Lack of Compliance*

The receiving Office and the International Searching Authority may note lack of compliance with the prescriptions of Rule 9.1 and may suggest to the applicant that he voluntarily correct his international application accordingly. If the lack of compliance was noted by the receiving Office, that Office shall inform the competent International Searching Authority and the International Bureau; if the lack of compliance was noted by the International Searching Authority, that Authority shall inform the receiving Office and the International Bureau.

9.3 *Reference to Article 21(6)*

"Disparaging statements," referred to in Article 21(6), shall have the meaning as defined in Rule 9.1 (iii).

Rule 10

Terminology and Signs

10.1 *Terminology and Signs*

- (a) Units of weights and measures shall be expressed in terms of the metric system, or also expressed in such terms if first expressed in terms of a different system.

b) Les températures doivent être exprimées en degrés centigrades ou exprimées également en degrés centigrades si elles sont d'abord exprimées selon un autre système.

c) La densité doit être exprimée en unités métriques.

d) Pour les indications de chaleur, d'énergie, de lumière, de son et de magnétisme, ainsi que pour les formules mathématiques et les unités électriques, les prescriptions de la pratique internationale doivent être observées; pour les formules chimiques, il faut utiliser les symboles, poids atomiques et formules moléculaires généralement en usage.

e) En règle générale, il convient de n'utiliser que des termes, signes et symboles techniques généralement acceptés dans la branche.

f) Lorsque la demande internationale est établie ou traduite en anglais ou en japonais, les décimales doivent être indiquées par un point; lorsque la demande internationale est établie ou traduite dans une langue autre que l'anglais ou le japonais, les décimales doivent être indiquées par une virgule.

10.2 *Constance*

La terminologie et les signes de la demande internationale doivent être constants.

Règle 11

Conditions matérielles de la demande internationale

11.1 *Nombre d'exemplaires*

a) Sous réserve de l'alinéa b), la demande internationale et chacun des documents mentionnés dans le bordereau (règle 3.3 a) ii)) doivent être déposés en un seul exemplaire.

b) Tout office récepteur peut exiger que la demande internationale et chacun des documents mentionnés dans le bordereau (règle 3.3 a) ii)), à l'exclusion du reçu pour les taxes payées ou du chèque destiné au paiement des taxes, soient déposés en deux ou trois exemplaires. Dans ce cas, l'office récepteur a la responsabilité de vérifier que chaque copie est identique à l'exemplaire original.

11.2 *Possibilité de reproduction*

a) Tous les éléments de la demande internationale (à savoir: la requête, la description, les revendications, les dessins et l'abrégé) doivent être présentés de manière à pouvoir être reproduits directement par le moyen de la photographie, de procédés électrostatiques, de l'offset et du microfilm, en un nombre indéterminé d'exemplaires.

b) Aucune feuille ne doit être froissée ni déchirée; aucune feuille ne doit être pliée.

c) Un côté seulement de chaque feuille doit être utilisé.

(b) Temperatures shall be expressed in degrees centigrade, or also expressed in degrees centigrade if first expressed in a different manner.

(c) Density shall be expressed in metric units.

(d) For indications of heat, energy, light, sound, and magnetism, as well as for mathematical formulae and electrical units, the rules of international practice shall be observed; for chemical formulae, the symbols, atomic weights, and molecular formulae, in general use, shall be employed.

(e) In general, only such technical terms, signs and symbols should be used as are generally accepted in the art.

(f) When the international application or its translation is in English or Japanese, the beginning of any decimal fraction shall be marked by a period, whereas, when the international application or its translation is in a language other than English or Japanese, it shall be marked by a comma.

10.2 Consistency

The terminology and the signs shall be consistent throughout the international application.

Rule 11

Physical Requirements of the International Application

11.1 Number of Copies

(a) Subject to the provisions of paragraph (b), the international application and each of the documents referred to in the check list (Rule 3.3 (a) (ii)) shall be filed in one copy.

(b) Any receiving Office may require that the international application and any of the documents referred to in the check list (Rule 3.3 (a) (ii)), except the receipt for the fees paid or the check for the payment of the fees, be filed in two or three copies. In that case, the receiving Office shall be responsible for verifying the identity of the second and the third copies with the record copy.

11.2 Fitness for Reproduction

(a) All elements of the international application (i. e., the request, the description, the claims, the drawings, and the abstract) shall be so presented as to admit of direct reproduction by photography, electrostatic processes, photo offset, and microfilming, in any number of copies.

(b) All sheets shall be free from creases and cracks; they shall not be folded.

(c) Only one side of each sheet shall be used.

d) Sous réserve de la règle 11.13 j), chaque feuille doit être utilisée dans le sens vertical (c'est-à-dire que ses petits côtés doivent être en haut et en bas).

11.3 *Matière à utiliser*

Tous les éléments de la demande internationale doivent figurer sur du papier flexible, fort, lisse, non brillant et durable.

11.4 *Feuilles séparées, etc.*

a) Chaque élément (requête, description, revendications, dessins, abrégé) de la demande internationale doit commencer sur une nouvelle feuille.

b) Toutes les feuilles de la demande internationale doivent être réunies de manière à pouvoir être facilement tournées lors de leur consultation et de manière à pouvoir facilement être séparées et réunies de nouveau lorsqu'il y a lieu de les séparer à des fins de reproduction.

11.5 *Format des feuilles*

Les feuilles doivent être de format A4 (29,7 cm. × 21 cm.). Cependant, tout office récepteur peut accepter des demandes internationales présentées sur des feuilles d'un autre format, à condition que l'exemplaire original, tel qu'il est transmis au Bureau international, ainsi que, si l'administration compétente chargée de la recherche internationale le désire, la copie de recherche, soient de format A4.

11.6 *Marges*

a) Les marges minimales des feuilles contenant la requête, la description, les revendications et l'abrégé doivent être les suivantes:

- marge du haut de la première feuille, sauf celle de la requête: 8 cm.
- marge du haut des autres feuilles: 2 cm.
- marge de gauche: 2,5 cm.
- marge de droite: 2 cm.
- marge du bas: 2 cm.

b) Le maximum recommandé, pour les marges visées à l'alinéa a), est le suivant:

- marge du haut de la première feuille, sauf celle de la requête: 9 cm.
- marge du haut des autres feuilles: 4 cm.
- marge de gauche: 4 cm.
- marge de droite: 3 cm.
- marge du bas: 3 cm.

c) Sur les feuilles contenant des dessins, la surface utilisable ne doit pas excéder 26,2 cm. × 17,0 cm. Ces feuilles ne doivent pas contenir de cadre entourant la surface utilisable ou utilisée. Les marges minimales doivent être les suivantes:

- marge du haut: 2,5 cm.
- marge de gauche: 2,5 cm.
- marge de droite: 1,5 cm.
- marge du bas: 1,0 cm.

(d) Subject to Rule 11.13 (j), each sheet shall be used in an upright position (i.e., the short sides at the top and bottom).

11.3 *Material to be Used*

All elements of the international application shall be on paper which shall be flexible, strong, white, smooth, non-shiny, and durable.

11.4 *Separate Sheets, Etc.*

(a) Each element (request, description, claims, drawings, abstract) of the international application shall commence on a new sheet.

(b) All sheets of the international application shall be so connected that they can be easily turned when consulted, and easily separated and joined again if they have been separated for reproduction purposes.

11.5 *Size of Sheets*

The size of the sheets shall be A4 (29.7 cm × 21 cm). However, any receiving Office may accept international applications on sheets of other sizes provided that the record copy, as transmitted to the International Bureau, and, if the competent International Searching Authority so desires, the search copy, shall be of A4 size.

11.6 *Margins*

(a) The minimum margins of the sheets containing the request, the description, the claims, and the abstract, shall be as follows:

- top of first sheet, except that of the request: 8 cm
- top of other sheets: 2 cm
- left side: 2.5 cm
- right side: 2 cm
- bottom: 2 cm

(b) The recommended maximum, for the margins provided for in paragraph (a), is as follows:

- top of first sheet, except that of the request: 9 cm
- top of other sheets: 4 cm
- left side: 4 cm
- right side: 3 cm
- bottom: 3 cm

(c) On sheets containing drawings, the surface usable shall not exceed 26.2 cm × 17.0 cm. The sheets shall not contain frames around the usable or used surface. The minimum margins shall be as follows:

- top: 2.5 cm
 - left side: 2.5 cm
 - right side: 1.5 cm
 - bottom: 1.0 cm
-

d) Les marges visées aux alinéas a) à c) sont prévues pour des feuilles de format A4; il en résulte que, même si l'office récepteur accepte d'autres formats, l'exemplaire original de format A4 et, lorsqu'elle est exigée, la copie de recherche de format A4 doivent avoir les marges ci-dessus.

e) Les marges de la demande internationale, lors de son dépôt, doivent être totalement vierges.

11.7 *Numérotation des feuilles*

a) Toutes les feuilles contenues dans la demande internationale doivent être numérotées consécutivement, en chiffres arabes.

b) Les numéros doivent être inscrits au haut des feuilles au milieu, mais non dans la marge du haut.

11.8 *Numérotation des lignes*

a) Il est vivement recommandé de numérotter chaque feuille de la description et chaque feuille de revendications de cinq en cinq lignes.

b) Les numéros devraient apparaître sur le côté gauche, à droite de la marge.

11.9 *Modes d'écriture des textes*

a) La requête, la description, les revendications et l'abrégé doivent être dactylographiés ou imprimés.

b) Seuls, les symboles et caractères graphiques, les formules chimiques ou mathématiques et certains caractères en graphie japonaise peuvent, lorsque cela est nécessaire, être manuscrits ou dessinés.

c) Pour les documents dactylographiés, l'interligne doit être de 1 ½.

d) Tous les textes doivent être établis en caractères dont les majuscules ont au moins 0,21 cm. de haut et doivent être reproduits en une couleur noire et indélébile et être conformes aux conditions figurant à la règle 11.2.

e) Pour ce qui concerne l'interligne à utiliser en dactylographie et la taille des caractères, les alinéas c) et d) ne s'appliquent pas aux textes établis en langue japonaise.

11.10 *Dessins, formules et tableaux dans les textes*

a) La requête, la description, les revendications et l'abrégé ne doivent pas contenir de dessins.

b) La description, les revendications et l'abrégé peuvent contenir des formules chimiques ou mathématiques.

c) La description et l'abrégé peuvent contenir des tableaux; les revendications ne peuvent contenir de tableaux que si leur objet en rend l'utilisation souhaitable.

(d) The margins referred to in paragraphs (a) to (c) apply to A4-size sheets, so that, even if the receiving Office accepts other sizes, the A4-size record copy and, when so required, the A4-size search copy shall leave the aforesaid margins.

(e) The margins of the international application, when submitted, must be completely blank.

11.7 *Numbering of Sheets*

(a) All the sheets contained in the international application shall be numbered in consecutive arabic numerals.

(b) The numbers shall be placed at the top of the sheet, in the middle, but not in the margin.

11.8 *Numbering of Lines*

(a) It is strongly recommended to number every fifth line of each sheet of the description, and of each sheet of claims.

(b) The numbers should appear on the left side, to the right of the margin.

11.9 *Writing of Text Matter*

(a) The request, the description, the claims and the abstract shall be typed or printed.

(b) Only graphic symbols and characters, chemical or mathematical formulae, and certain characters in the Japanese language may, when necessary, be written by hand or drawn.

(c) The typing shall be 1 ½-spaced.

(d) All text matter shall be in characters the capital letters of which are not less than 0.21 cm high, and shall be in a dark, indelible color, satisfying the requirements specified in Rule 11.2.

(e) As far as the spacing of the typing and the size of the characters are concerned, paragraphs (c) and (d) shall not apply to texts in the Japanese language.

11.10 *Drawings, Formulae, and Tables, in Text Matter*

(a) The request, the description, the claims and the abstract shall not contain drawings.

(b) The description, the claims and the abstract may contain chemical or mathematical formulae.

(c) The description and the abstract may contain tables; any claim may contain tables only if the subject matter of the claim makes the use of tables desirable.

11.11 *Textes dans les dessins*

a) Les dessins ne doivent pas contenir de textes, à l'exception d'un mot ou de mots isolés – lorsque cela est absolument nécessaire – tels que „eau”, „vapeur”, „ouvert”, „fermé”, „coupe suivant AB” et, pour les schémas de circuits électriques, les diagrammes d'installations schématiques et les diagrammes schématisant les étapes d'un processus, de quelques mots-clés indispensables à leur intelligence.

b) Chaque mot utilisé doit être placé de manière que, s'il est traduit, sa traduction puisse être collée sur lui sans cacher une seule ligne des dessins.

11.12 *Corrections, etc.*

Aucune feuille ne doit être gommée plus qu'il n'est raisonnable ni contenir de corrections, de surcharges ni d'interlinéations. Des dérogations à cette règle peuvent être autorisées, dans des cas exceptionnels, si l'authenticité du contenu n'est pas en cause et si elles ne nuisent pas aux conditions nécessaires à une bonne reproduction.

11.13 *Conditions spéciales pour les dessins*

a) Les dessins doivent être exécutés en lignes et traits durables, noirs ou bleus, suffisamment denses et foncés, uniformément épais et bien délimités, sans couleurs ni lavis.

b) Les coupes doivent être indiquées par des hachures obliques qui ne doivent pas empêcher de lire facilement les signes de référence et les lignes directrices.

c) L'échelle des dessins et la clarté de leur exécution graphique doivent être telles qu'une reproduction photographique effectuée avec réduction linéaire aux deux tiers permette d'en distinguer sans peine tous les détails.

d) Lorsque, dans des cas exceptionnels, l'échelle figure sur un dessin, elle doit être représentée graphiquement.

e) Tous les chiffres, lettres et lignes de références figurant dans les dessins doivent être simples et clairs. On ne doit utiliser, en association avec des chiffres ou des lettres, ni parenthèses, ni cercles, ni guillemets.

f) Toutes les lignes des dessins doivent normalement être tracées à l'aide d'instruments de dessin technique.

g) Chaque élément de chaque figure doit être en proportion de chacun des autres éléments de la figure, sauf lorsque l'utilisation d'une proportion différente est indispensable pour la clarté de la figure.

h) La hauteur des chiffres et lettres ne doit pas être inférieure à 0,32 cm. L'alphabet latin doit être utilisé pour les dessins; lorsque cela est usuel, l'alphabet grec peut être également utilisé.

11.11 *Words in Drawings*

(a) The drawings shall not contain text matter, except a single word or words, when absolutely indispensable, such as "water", "steam", "open", "closed", "section on AB", and, in the case of electric circuits and block schematic or flow sheet diagrams, a few short catch words indispensable for understanding.

(b) Any words used shall be so placed that, if translated, they may be pasted over without interfering with any lines of the drawings.

11.12 *Alterations, Etc.*

Each sheet shall be reasonably free from erasures and shall be free from alterations, overwritings, and interlineations. Non-compliance with this Rule may be authorized, in exceptional cases, if the authenticity of the content is not in question and the requirements for good reproduction are not in jeopardy.

11.13 *Special Requirements for Drawings*

(a) Drawings shall be executed in durable, black or blue, sufficiently dense and dark, uniformly thick and well-defined, lines and strokes without colorings.

(b) Cross-sections shall be indicated by oblique hatching which should not impede the clear reading of the reference signs and leading lines.

(c) The scale of the drawings and the distinctness of their graphical execution shall be such that a photographic reproduction with a linear reduction in size to two-thirds would enable all details to be distinguished without difficulty.

(d) When, in exceptional cases, the scale is given on a drawing, it shall be represented graphically.

(e) All numbers, letters and reference lines, appearing on the drawings, shall be simple and clear. Brackets, circles or inverted commas shall not be used in association with numbers and letters.

(f) All lines in the drawings shall, ordinarily, be drawn with the aid of drafting instruments.

(g) Each element of each figure shall be in proper proportion to each of the other elements in the figure, except where the use of a different proportion is indispensable for the clarity of the figure.

(h) The height of the numbers and letters shall not be less than 0.32 cm. For the lettering of drawings, the Latin and, where customary, the Greek alphabet shall be used.

i) Une même feuille de dessins peut contenir plusieurs figures. Lorsque des figures apparaissant sur deux feuilles ou plus constituent une seule figure complète, elles doivent être présentées de telle sorte que l'on puisse assembler la figure complète sans cacher aucune partie d'aucune desdites figures.

j) Les différentes figures doivent être disposées sur une ou plusieurs feuilles, de préférence verticalement, chacune étant clairement séparée des autres mais sans place perdue.

k) Indépendamment de la numérotation des feuilles, les différentes figures doivent être numérotées consécutivement, en chiffres arabes.

l) Des signes de référence non mentionnés dans la description ne doivent pas apparaître dans les dessins, et vice versa.

m) Les signes de référence des mêmes éléments doivent être identiques dans toute la demande internationale.

n) Si les dessins contiennent un grand nombre de signes de référence, il est vivement recommandé de joindre à la demande internationale une feuille distincte qui énumère tous les signes de référence et tous les éléments qui les portent.

11.14 Documents ultérieurs

Les règles 10 et 11.1 à 11.13 s'appliquent également à tous documents – par exemple: pages corrigées, revendications modifiées – présentés après le dépôt de la demande internationale.

11.15 Traductions

Aucun office désigné ne peut exiger que la traduction d'une demande internationale déposée auprès de lui remplisse des conditions autres que celles qui sont prescrites pour la demande internationale telle que déposée.

Règle 12

Langue de la demande internationale

12.1 Demande internationale

Toute demande internationale doit être déposée dans la langue ou dans l'une des langues mentionnées dans l'accord conclu entre le Bureau international et l'administration chargée de la recherche internationale qui est compétente à l'égard de cette demande, étant entendu que si cet accord mentionne plusieurs langues, l'office récepteur peut prescrire celle des langues ainsi mentionnées dans laquelle ou celles de ces langues dans l'une desquelles la demande internationale doit être déposée.

12.2 Changements apportés à la demande internationale

Tous les changements apportés à la demande internationale, tels que modifications et corrections, doivent être établis dans la langue de cette demande (cf. règle 66.5).

(i) The same sheet of drawings may contain several figures. Where figures on two more sheets form in effect a single complete figure, the figures on the several sheets shall be so arranged that the complete figure can be assembled without concealing any part of any of the figures appearing on the various sheets.

(j) The different figures shall be arranged on a sheet or sheets without wasting space, preferably in an upright position, clearly separated from one another.

(k) The different figures shall be numbered in arabic numerals consecutively and independently of the numbering of the sheets.

(l) Reference signs not mentioned in the description shall not appear in the drawings, and vice versa.

(m) The same features, when denoted by reference signs, shall, throughout the international application, be denoted by the same signs.

(n) If the drawings contain a large number of reference signs, it is strongly recommended to attach a separate sheet listing all reference signs and the features denoted by them.

11.14 *Later Documents*

Rules 10, and 11,1 to 11,13, also apply to any document – for example, corrected pages, amended claims – submitted after the filing of the international application.

11.15 *Translations*

No designated Office shall require that the translation of an international application filed with it comply with requirements other than those prescribed for the international application as filed.

Rule 12

Language of the International Application

12.1 *The International Application*

Any international application shall be filed in the language, or one of the languages, specified in the agreement concluded between the International Bureau and the International Searching Authority competent for the international searching of that application, provided that, if the agreement specifies several languages, the receiving Office may prescribe among the specified languages that language in which or those languages in one of which the international application must be filed.

12.2 *Changes in the International Application*

Any changes in the international application, such as amendments and corrections, shall be in the same language as the said application (cf. Rule 66.5).

Règle 13

*Unité de l'invention*13.1 *Exigence*

La demande internationale ne peut porter que sur une invention ou sur une pluralité d'inventions liées entre elles de telle sorte qu'elles ne forment qu'un seul concept inventif général („exigence d'unité de l'invention”).

13.2 *Revendications de catégories différentes*

La règle 13.1 doit être comprise comme permettant en particulier l'une ou l'autre des deux possibilités suivantes:

i) outre une revendication indépendante pour un produit donné, l'inclusion dans la même demande internationale d'une revendication indépendante pour un procédé spécialement conçu pour la fabrication dudit produit et l'inclusion dans la même demande internationale d'une revendication indépendante pour une utilisation dudit produit, ou

ii) outre une revendication indépendante pour un procédé donné, l'inclusion dans la même demande internationale d'une revendication indépendante pour un appareil ou moyen spécialement conçu pour la mise en oeuvre dudit procédé.

13.3 *Revendications d'une seule et même catégorie*

Sous réserve de la règle 13.1, il est permis d'inclure dans la même demande internationale deux revendications indépendantes de la même catégorie ou plus (à savoir: produit, procédé, appareil ou utilisation) qui ne peuvent pas facilement être couvertes par une seule revendication générique.

13.4 *Revendications dépendantes*

Sous réserve de la règle 13.1, il est permis d'inclure dans la même demande internationale un nombre raisonnable de revendications dépendantes, concernant des formes spécifiques de l'invention objet d'une revendication indépendante, même lorsque les caractéristiques d'une ou de plusieurs revendications dépendantes peuvent être considérées comme constituant en elles-mêmes une invention.

13.5 *Modèles d'utilité*

Au lieu et place des règles 13.1 à 13.4, tout Etat désigné dans lequel un modèle d'utilité est demandé sur la base d'une demande internationale peut appliquer, après que le traitement de la demande internationale a commencé dans cet Etat, les dispositions en la matière de sa législation nationale; dans ce cas, le déposant dispose, pour adapter sa demande internationale aux exigences desdites dispositions de la législation nationale, d'un délai de deux mois au moins à compter de l'expiration du délai applicable selon l'article 22.

Rule 13

Unity of Invention

13.1 *Requirement*

The international application shall relate to one invention only or to a group of inventions so linked as to form a single general inventive concept ("requirement of unity of invention").

13.2 *Claims of Different Categories*

Rule 13.1 shall be construed as permitting in particular, either of the following two possibilities:

(i) in addition to an independent claim for a given product, the inclusion in the same international application of one independent claim for one process specially adapted for the manufacture of the said product, and the inclusion in the same international application of one independent claim for one use of the said product, or

(ii) in addition to an independent claim for a given process, the inclusion in the same international application of one independent claim for one apparatus or means specifically designed for carrying out the said process.

13.3 *Claims of One and the Same Category*

Subject to Rule 13.1, it shall be permitted to include in the same international application two or more independent claims of the same category (i. e., product, process, apparatus, or use) which cannot readily be covered by a single generic claim.

13.4 *Dependent Claims*

Subject to Rule 13.1, it shall be permitted to include in the same international application a reasonable number of dependent claims, claiming specific forms of the invention claimed in an independent claim, even where the features of any dependent claim could be considered as constituting in themselves an invention.

13.5 *Utility Models*

Any designated State in which the grant of a utility model is sought on the basis of an international application may, instead of Rules 13.1 to 13.4, apply in respect of the matters regulated in those Rules the provisions of its national law concerning utility models once the processing of the international application has started in that State, provided that the applicant shall be allowed at least 2 months from the expiration of the time limit applicable under Article 22 to adapt his application to the requirements of the said provisions of the national law.

Règle 14

*Taxe de transmission*14.1 *Taxe de transmission*

a) Tout office récepteur peut exiger du déposant le paiement, à son profit, d'une taxe pour la réception de la demande internationale, la transmission de copies au Bureau international et à l'administration compétente chargée de la recherche internationale, et l'accomplissement de toutes les autres tâches dont est chargé cet office en relation avec la demande internationale en sa qualité d'office récepteur („taxe de transmission”).

b) Le montant de la taxe de transmission, s'il y en a une, et la date à laquelle elle est due sont fixés par l'office récepteur.

Règle 15

*Taxe internationale*15.1 *Taxe de base et taxes de désignation*

Toute demande internationale est soumise au paiement d'une taxe au profit du Bureau international („taxe internationale”) comprenant:

- i) une „taxe de base” et
- ii) autant de „taxes de désignation” que la demande internationale comporte d'Etats désignés; toutefois, lorsqu'un brevet régional est demandé pour certains Etats désignés, une seule taxe de désignation est due pour l'ensemble de ces Etats.

15.2 *Montants*

- a) Le montant de la taxe de base est de:
 - i) si la demande internationale ne comporte pas plus de trente feuilles: 45 dollars des Etats-Unis ou 194 francs suisses;
 - ii) si la demande internationale comporte plus de trente feuilles: 45 dollars des Etats-Unis ou 194 francs suisses plus un dollar des Etats-Unis ou 4,30 francs suisses par feuille à compter de la trente et unième.
- b) Le montant de la taxe de désignation est de:
 - i) pour chaque Etat désigné ou chaque groupe d'Etats désignés pour lesquels le même brevet régional est demandé, qui ne demande pas la transmission d'une copie selon l'article 13: 12 dollars des Etats-Unis ou 52 francs suisses;
 - ii) pour chaque Etat désigné ou chaque groupe d'Etats désignés pour lesquels le même brevet régional est demandé, qui demande la transmission d'une copie selon l'article 13: 14 dollars des Etats-Unis ou 60 francs suisses.

Rule 14

*The Transmittal Fee*14.1 *The Transmittal Fee*

(a) Any receiving Office may require that the applicant pay a fee to it, for its own benefit, for receiving the international application, transmitting copies to the International Bureau and the competent International Searching Authority, and performing all the other tasks which it must perform in connection with the international application in its capacity of receiving Office "transmittal fee").

(b) The amount and the due date of the transmittal fee, if any, shall be fixed by the receiving Office.

Rule 15

*The International Fee*15.1 *Basic Fee and Designation Fee*

Each international application shall be subject to the payment of a fee for the benefit of the International Bureau ("international fee") consisting of

- (i) a "basic fee", and
- (ii) as many "designation fees" as there are States designated in the international application, provided that, where a regional patent is sought for certain designated States, only one designation fee shall be due for those States.

15.2 *Amounts*

(a) The amount of the basic fee shall be:

- (i) if the international application contains not more than 30 sheets: US \$ 45.00 or 194 Swiss francs,
- (ii) if the international application contains more than 30 sheets: US \$ 45.00 or 194 Swiss francs plus US \$ 1.00 or 4.30 Swiss francs per sheet in excess of 30 sheets.

(b) The amount of the designation fee shall be:

- (i) for each designated State or each group of designated States for which the same regional patent is sought which does not require the furnishing of a copy under Article 13: US \$ 12.00 or 52 Swiss francs,
 - (ii) for each designated State or each group of designated States for which the same regional patent is sought which requires the furnishing of a copy under Article 13: US \$ 14.00 or 60 Swiss francs.
-

15.3 *Mode de paiement*

a) La taxe internationale est perçue par l'office récepteur.

b) La taxe internationale doit être payée dans la monnaie prescrite par l'office récepteur, étant entendu que, lors de son transfert par cet office au Bureau international, elle doit être librement convertible en monnaie suisse.

15.4 *Date du paiement*

a) La taxe de base est due à la date de réception de la demande internationale. Toutefois, tout office récepteur peut, à sa discrétion, notifier au déposant qu'il n'a pas reçu cette taxe ou que le montant reçu est insuffisant, et l'autoriser à la payer plus tard, sans perte de la date du dépôt international, à condition que:

i) l'autorisation ne soit pas donnée d'effectuer un paiement après l'expiration d'un mois à compter de la date de réception de la demande internationale;

ii) l'autorisation ne soit pas assujettie à une surtaxe.

b) La taxe de désignation peut être payée à la date de réception de la demande internationale ou à toute autre date ultérieure, mais elle doit être payée au plus tard avant l'expiration d'une année à compter de la date de priorité.

15.5 *Paiement partiel*

a) Si le déposant précise ceux des Etats pour lesquels il désire que toute somme versée par lui soit considérée comme taxe de désignation, cette somme est ventilée en conséquence, dans l'ordre indiqué par le déposant, entre ceux des Etats dont la taxe de désignation est couverte par le montant versé.

b) Si le déposant ne fournit pas une telle précision et si la somme reçue par l'office récepteur est supérieure à la taxe de base et à une taxe de désignation, mais inférieure au montant qui serait dû suivant le nombre des Etats désignés, le montant excédant le total de la taxe de base et d'une taxe de désignation est considéré comme taxe de désignation pour les Etats suivant l'Etat nommé en premier lieu dans la requête et dans l'ordre de désignation de ces Etats dans la requête, jusques et y compris celui des Etats désignés pour lequel le montant intégral de la taxe de désignation est encore couvert par la somme versée.

c) Tous les Etats d'un groupe d'Etats désignés pour lesquels le même brevet régional est demandé sont considérés comme couverts par la taxe de désignation afférente à celui de ces Etats qui est mentionné en premier lieu, si cet Etat est précisé au sens de l'alinéa a) ou si le montant de la taxe est couvert pour cet Etat au sens de l'alinéa b).

15.3 *Mode of Payment*

- (a) The international fee shall be collected by the receiving Office.
- (b) The international fee shall be payable in the currency prescribed by the receiving Office, it being understood that, when transferred by the receiving Office to the International Bureau, it shall be freely convertible into Swiss currency.

15.4 *Time of Payment*

- (a) The basic fee shall be due on the date of receipt of the international application. However, any receiving Office may, at its discretion, notify the applicant of any lack of receipt or insufficiency of any amount received, and permit applicants to pay the basic fee later, without loss of the international filing date, provided that:
 - (i) permission shall not be given to pay later than 1 month after the date of receipt of the international application;
 - (ii) permission may not be subject to any extra charge.
- (b) The designation fee may be paid on the date of receipt of the international application or on any later date but, at the latest, it must be paid before the expiration of one year from the priority date.

15.5 *Partial Payment*

- (a) If the applicant specifies the States to which he wishes any amount paid to be applied as designation fee, the amount shall be applied accordingly to the number of States which are covered by the amount in the order specified by the applicant.
 - (b) If the applicant does not specify any such wish and if the amount or amounts received by the receiving Office are higher than the basic fee and one designation fee but lower than what is due according to the number of the designated States, any amount in excess of the basic fee and one designation fee shall be treated as designation fees for the states following the State first named in the request and in the order in which the States are designated in the request up to and including that designated State for which the total amount of the designation fee is covered by the amount or amounts received.
 - (c) The designation fee for the first mentioned State belonging to a group of States for which the same regional patent is sought and which is specified under paragraph (a) or which is reached under paragraph (b) shall, for the purposes of the said paragraphs, be considered as covering also the other States of the said group.
-

15.6 *Remboursement*

- a) La taxe internationale est remboursée au déposant si la constatation mentionnée à l'article 11.1) est négative.
- b) La taxe internationale n'est remboursée en aucun autre cas.

Règle 16

Taxe de recherche

16.1 *Droit de demander une taxe*

a) Toute administration chargée de la recherche internationale peut exiger du déposant le paiement, à son profit, d'une taxe pour l'exécution de la recherche internationale et pour l'accomplissement de toutes les autres tâches confiées aux administrations chargées de la recherche internationale par le traité et par le présent règlement d'exécution („taxe de recherche”).

b) La taxe de recherche est perçue par l'office récepteur. Elle doit être payée dans la monnaie prescrite par cet office; toutefois, si cette monnaie n'est pas celle de l'Etat où l'administration chargée de la recherche internationale a son siège, la taxe de recherche doit, lors de son transfert par l'office récepteur à cette administration, être librement convertible en la monnaie de cet Etat. La règle 15.4 a) s'applique pour le délai de paiement de la taxe de recherche.

16.2 *Remboursement*

La taxe de recherche est remboursée au déposant si la constatation mentionnée à l'article 11.1) est négative.

16.3 *Remboursement partiel*

Lorsque la demande internationale revendique la priorité d'une demande internationale antérieure pour laquelle une recherche internationale a été effectuée par la même administration chargée de la recherche internationale, et lorsque le rapport de recherche internationale relatif à la demande internationale postérieure peut se baser, en tout ou en partie, sur les résultats de la recherche internationale antérieure, ladite administration rembourse la taxe de recherche qui a été payée en relation avec la demande internationale postérieure, dans la mesure et aux conditions établies dans l'accord mentionné à l'article 16.3) b).

Règle 17

Document de priorité

17.1 *Obligation de présenter une copie d'une demande nationale antérieure*

a) Si la demande internationale revendique selon l'article 8 la priorité d'une demande nationale antérieure, une copie de cette demande nationale, certifiée conforme par l'administration auprès de laquelle elle

15.6 *Refund*

- (a) The international fee shall be refunded to the applicant if the determination under Article 11(1) is negative.
- (b) In no other case shall the international fee be refunded.

Rule 16

The Search Fee

16.1 *Right to Ask for a Fee*

(a) Each International Searching Authority may require that the applicant pay a fee ("search fee") for its own benefit for carrying out the international search and for performing all other tasks entrusted to International Searching Authorities by the Treaty and these Regulations.

(b) The search fee shall be collected by the receiving Office. It shall be payable in the currency prescribed by that Office, it being understood that, if that currency is not the same as the currency of the State in which the International Searching Authority is located, the search fee, when transferred by the receiving Office to that Authority, shall be freely convertible into the currency of the said State. As to the time of payment of the search fee, Rule 15.4 (a) shall apply.

16.2 *Refund*

The search fee shall be refunded to the applicant if the determination under Article 11(1) is negative.

16.3 *Partial Refund*

Where the international application claims the priority of an earlier international application which has been the subject of an international search by the same International Searching Authority, that Authority shall refund the search fee paid in connection with the later international application to the extent and under the conditions provided for in the agreement under Article 16(3) (b), if the international search report on the later international application could wholly or partly be based on the results of the international search effected on the earlier international application.

Rule 17

The Priority Document

17.1 *Obligation to Submit Copy of Earlier National Application*

(a) Where the priority of an earlier national application is claimed under Article 8 in the international application, a copy of the said national application, certified by the authority with which it was filed

a été déposée („document de priorité”), doit, si elle n’a pas déjà été déposée auprès de l’office récepteur avec la demande internationale, être présentée par le déposant au Bureau international au plus tard à l’expiration d’un délai de seize mois à compter de la date de priorité ou, dans le cas mentionné à l’article 23.2), au plus tard à la date où il est demandé qu’il soit procédé au traitement ou à l’examen de la demande.

b) Si le déposant ne se conforme pas à la prescription de l’alinéa a), tout Etat désigné peut ne pas tenir compte de la revendication de priorité.

c) Le Bureau international inscrit la date de réception du document de priorité et la notifie au déposant et aux offices désignés.

17.2 *Obtention de copies*

a) Le Bureau international, sur demande expresse de l’office désigné, adresse, dès que possible après l’expiration du délai fixé dans la règle 17.1 a), une copie du document de priorité à cet office. Aucun office désigné ne doit demander de copie au déposant, sauf lorsqu’il demande la remise d’une copie du document de priorité avec une traduction certifiée conforme de ce document. Le déposant n’a pas l’obligation de remettre une traduction certifiée conforme à l’office désigné avant l’expiration du délai applicable selon l’article 22.

b) Le Bureau international ne met pas à la disposition du public des copies du document de priorité avant la publication internationale de la demande internationale.

c) Les alinéas a) et b) s’appliquent également à toute demande internationale antérieure dont la priorité est revendiquée dans la demande internationale postérieure.

Règle 18

Déposant

18.1 *Domicile*

a) Sous réserve de l’alinéa b), la détermination du domicile du déposant dépend de la législation nationale de l’Etat contractant où il prétend être domicilié et est tranchée par l’office récepteur.

b) De toute façon, la possession d’un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux dans un Etat contractant est considérée comme constituant domicile dans cet Etat.

18.2 *Nationalité*

a) Sous réserve de l’alinéa b), la détermination de la nationalité du déposant dépend de la législation nationale de l’Etat contractant dont il prétend être le national et est tranchée par l’office récepteur.

("the priority document"), shall, unless already filed with the receiving Office, together with the international application, be submitted by the applicant to the International Bureau not later than 16 months after the priority date or, in the case referred to in Article 23(2), not later than at the time the processing or examination is requested.

(b) If the applicant fails to comply with the requirement under paragraph (a), any designated State may disregard the priority claim.

(c) The International Bureau shall record the date on which it received the priority document and shall notify the applicant and the designated Offices accordingly.

17.2 *Availability of Copies*

(a) The International Bureau shall, at the specific request of the designated Office, promptly but not before the expiration of the time limit fixed in Rule 17.1(a), furnish a copy of the priority document to that Office. No such Office shall ask the applicant himself to furnish it with a copy, except where it requires the furnishing of a copy of the priority document together with a certified translation thereof. The applicant shall not be required to furnish a certified translation to the designated Office before the expiration of the applicable time limit under Article 22.

(b) The International Bureau shall not make copies of the priority document available to the public prior to the international publication of the international application.

(c) Paragraphs (a) and (b) shall apply also to any earlier international application whose priority is claimed in the subsequent international application.

Rule 18

The Applicant

18.1 *Residence*

(a) Subject to the provisions of paragraph (b), the question whether an applicant is a resident of the Contracting State of which he claims to be a resident shall depend on the national law of that State and shall be decided by the receiving Office.

(b) In any case, possession of a real and effective industrial or commercial establishment in a Contracting State shall be considered residence in that State.

18.2 *Nationality*

(a) Subject to the provisions of paragraph (b), the question whether an applicant is a national of the Contracting State of which he claims to be a national shall depend on the national law of that State and shall be decided by the receiving Office.

b) De toute façon, une personne morale constituée conformément à la législation d'un Etat contractant est considérée comme ayant la nationalité de cet Etat.

18.3 *Plusieurs déposants: les mêmes pour tous les Etats désignés*

S'il y a plusieurs déposants et s'ils sont tous déposants pour tous les Etats désignés, le droit de déposer une demande internationale existe si l'un au moins d'entre eux est habilité à déposer une demande internationale conformément à l'article 9.

18.4 *Plusieurs déposants: différents pour différents Etats désignés*

a) La demande internationale peut indiquer différents déposants pour différents Etats désignés si, pour chaque Etat désigné, l'un au moins des déposants indiqués pour cet Etat est habilité à déposer une demande internationale conformément à l'article 9.

b) Si la condition figurant à l'alinéa a) n'est pas remplie à l'égard d'un Etat désigné, la désignation de cet Etat est considérée comme n'ayant pas été faite.

c) Le Bureau international publie de temps à autre des informations relatives aux diverses législations nationales, précisant qui, aux termes de ces législations, a qualité (inventeur, ayant cause de l'inventeur, titulaire de l'invention, etc.) pour déposer une demande nationale; il joint à ces informations l'avertissement que les effets de la demande internationale dans un Etat désigné peuvent dépendre de la question de savoir si la personne indiquée dans la demande internationale en tant que déposant aux fins de cet Etat est habilitée, selon la législation nationale de cet Etat, à déposer une demande nationale.

18.5 *Changement quant à la personne ou au nom du déposant*

Tout changement quant à la personne ou au nom du déposant est, sur requête du déposant ou de l'office récepteur, enregistré par le Bureau international, qui le notifie à l'administration intéressée chargée de la recherche internationale et aux offices désignés.

Règle 19

Office récepteur compétent

19.1 *Où déposer*

a) Sous réserve de l'alinéa b), la demande internationale est déposée, au choix du déposant, soit auprès de l'office national de l'Etat contractant où il est domicilié ou de l'office agissant pour ce dernier, soit auprès de l'office national de l'Etat contractant dont il est le national ou de l'office agissant pour cet Etat.

(b) In any case, a legal entity constituted according to the national law of a Contracting State shall be considered a national of that State.

18.3 *Several Applicants: Same for All Designated States*

If all the applicants are applicants for the purposes of all designated States, the right to file an international application shall exist if at least one of them is entitled to file an international application according to Article 9.

18.4 *Several Applicants: Different for Different Designated States*

(a) The international application may indicate different applicants for the purposes of different designated States, provided that, in respect of each designated State, at least one of the applicants indicated for the purposes of that State is entitled to file an international application according to Article 9.

(b) If the condition referred to in paragraph (a) is not fulfilled in respect of any designated State, the designation of that State shall be considered not to have been made.

(c) The International Bureau shall, from time to time, publish information on the various national laws in respect of the question who is qualified (inventor, successor in title of the inventor, owner of the invention, or other) to file a national application and shall accompany such information by a warning that the effect of the international application in any designated State may depend on whether the person designated in the international application as applicant for the purposes of that State is a person who, under the national law of that State, is qualified to file a national application.

18.5 *Change in the Person or Name of the Applicant*

Any change in the person or name of the applicant shall, on the request of the applicant or the receiving Office, be recorded by the International Bureau, which shall notify the interested International Searching Authority and the designated Offices accordingly.

Rule 19

The Competent Receiving Office

19.1 *Where to File*

(a) Subject to the provisions of paragraph (b), the international application shall be filed, at the option of the applicant, with the national Office of or acting for the Contracting State of which the applicant is a resident or with the national Office of or acting for the Contracting State of which the applicant is a national.

b) Tout Etat contractant peut convenir avec un autre Etat contractant ou avec toute organisation intergouvernementale que l'office national de ce dernier Etat ou cette organisation intergouvernementale peut, à toutes les fins ou à certaines d'entre elles, agir, à la place de l'office national du premier Etat, en tant qu'office récepteur pour les déposants qui sont domiciliés dans ce premier Etat ou en sont les nationaux. Nonobstant cet accord, l'office national du premier Etat est considéré comme étant l'office récepteur compétent pour l'application de l'article 15.5).

c) En relation avec toute décision selon l'article 9.2), l'Assemblée désigne l'office national ou l'organisation intergouvernementale qui agira en tant qu'office récepteur pour les demandes déposées par des personnes domiciliées dans les Etats déterminés par l'Assemblée ou par des nationaux de ces Etats. Cette désignation exige l'accord préalable de cet office national ou de cette organisation intergouvernementale.

19.2 *Plusieurs déposants*

a) S'il y a plusieurs déposants qui n'ont pas de mandataire commun, leur représentant commun au sens de la règle 4.8 est, aux fins de l'application de la règle 19.1, considéré comme le déposant.

b) S'il y a plusieurs déposants qui ont un mandataire commun, le déposant nommé en premier lieu dans la requête qui est habilité à déposer une demande internationale conformément à l'article 9 est, aux fins de l'application de la règle 19.1, considéré comme le déposant.

19.3 *Publication du fait de la délégation des tâches de l'office récepteur*

a) Tout accord visé à la règle 19.1b) est notifié à bref délai au Bureau international par l'Etat contractant qui délègue les tâches d'office récepteur à l'office national d'un autre Etat contractant ou à l'office agissant pour ce dernier, ou encore à une organisation intergouvernementale.

b) Le Bureau international publie à bref délai la notification dans la gazette.

Règle 20

Réception de la demande internationale

20.1 *Date et numéro*

a) A la réception des documents constituant prétendument une demande internationale, l'office récepteur appose, d'une manière indélébile, dans l'espace prévu à cet effet dans le formulaire de requête de chaque exemplaire reçu et de chaque copie reçue, la date de réception effective et, sur chaque feuille de chaque exemplaire reçu et de chaque copie reçue, l'un des numéros assignés par le Bureau international à cet office.

(b) Any Contracting State may agree with another Contracting State or any intergovernmental organization that the national Office of the latter State or the intergovernmental organization shall, for all or some purposes, act instead of the national Office of the former State as receiving Office for applicants who are residents or nationals of that former State. Notwithstanding such agreement, the national Office of the former State shall be considered the competent receiving Office for the purposes of Article 15(5).

(c) In connection with any decision made under Article 9(2), the Assembly shall appoint the national Office or the intergovernmental organization which will act as receiving Office for applications of residents or nationals of States specified by the Assembly. Such appointment shall require the previous consent of the said national Office or intergovernmental organization.

19.2 *Several Applicants*

(a) If there are several applicants and they have no common agent, their common representative within the meaning of Rule 4.8 shall, for the purposes of the application of Rule 19.1, be considered the applicant.

(b) If there are several applicants and they have a common agent, the applicant first named in the request who is entitled to file an international application according to Article 9 shall, for the purposes of the application of Rule 19.1, be considered the applicant.

19.3 *Publication of Fact of Delegation of Duties of Receiving Office*

(a) Any agreement referred to in Rule 19.1(b) shall be promptly notified to the International Bureau by the Contracting State which delegates the duties of the receiving Office to the national Office of or acting for another Contracting State or an intergovernmental organization.

(b) The International Bureau shall, promptly upon receipt, publish the notification in the Gazette.

Rule 20

Receipt of the International Application

20.1 *Date and Number*

(a) Upon receipt of papers purporting to be an international application, the receiving Office shall indelibly mark the date of actual receipt in the space provided for that purpose in the request form of each copy received and one of the numbers assigned by the International Bureau to that Office on each sheet of each copy received.

b) La place où, sur chaque feuille, la date ou le numéro doivent être apposés, ainsi que d'autres détails, sont spécifiés dans les instructions administratives.

20.2 Réception à des jours différents

a) Dans les cas où toutes les feuilles appartenant à une même prétendue demande internationale ne sont pas reçues le même jour par l'office récepteur, ce dernier corrige la date apposée sur la requête (en laissant toutefois lisibles la ou les dates antérieures déjà apposées) en indiquant la date de réception des documents complétant la demande internationale, à condition que:

i) lorsqu'aucune invitation à corriger selon l'article 11.2) a) n'a été envoyée au déposant, lesdits documents soient reçus dans les trente jours à compter de la date à laquelle des feuilles ont été reçues pour la première fois;

ii) lorsqu'une invitation à corriger selon l'article 11.2) a) a été envoyée au déposant, lesdits documents soient reçus dans le délai applicable selon la règle 20.6;

iii) dans le cas de l'article 14.2), les dessins manquants soient reçus dans les trente jours à compter de la date à laquelle les documents incomplets ont été déposés;

iv) le fait qu'une feuille contenant l'abrégé ou une partie de l'abrégé manque, ou qu'elle est reçue en retard, n'exige pas la correction de la date indiquée sur la requête.

b) L'office récepteur appose, sur toute feuille reçue à une date postérieure à celle où des feuilles ont été reçues pour la première fois, la date de la réception de ladite feuille.

20.3 Demande internationale corrigée

Dans le cas visé à l'article 11.2) b), l'office récepteur corrige la date apposée sur la requête (en laissant toutefois lisibles la ou les dates antérieures déjà apposées) en indiquant la date de réception de la dernière correction exigée.

20.4 Constatation au sens de l'article 11.1)

a) A bref délai après réception des documents constituant préten-
dument une demande internationale, l'office récepteur constate si ces documents remplissent les conditions de l'article 11.1).

b) Aux fins de l'article 11.1) iii) c), il suffit d'indiquer le nom du déposant de manière à permettre d'en établir l'identité, même si ce nom est mal orthographié, si les prénoms ne sont pas complets ou, dans le cas d'une personne morale, si l'indication du nom est abrégée ou incomplète.

(b) The place on each sheet where the date or number shall be marked, and other details, shall be specified in the Administrative Instructions.

20.2 *Receipt on Different Days*

(a) In cases where all the sheets pertaining to the same purported international application are not received on the same day by the receiving Office, that Office shall correct the date marked on the request (still leaving legible, however, the earlier date or dates already marked) so that it indicates the day on which the papers completing the international application were received, provided that

(i) where no invitation under Article 11(2) (a) to correct was sent to the applicant, the said papers are received within 30 days from the date on which sheets were first received;

(ii) where an invitation under Article 11 (2) (a) to correct was sent to the applicant, the said papers are received within the applicable time limit under Rule 20.6;

(iii) in the case of Article 14(2), the missing drawings are received within 30 days from the date on which the incomplete papers were filed;

(iv) the absence or later receipt of any sheet containing the abstract or part thereof shall not, in itself, require any correction of the date marked on the request.

(b) Any sheet received on a date later than the date on which sheets were first received shall be marked by the receiving Office with the date on which it was received.

20.3 *Corrected International Application*

In the case referred to in Article 11(2)(b), the receiving Office shall correct the date marked on the request (still leaving legible, however, the earlier date or dates already marked) so that it indicates the day on which the last required correction was received.

20.4 *Determination under Article 11(1)*

(a) Promptly after receipt of the papers purporting to be an international application, the receiving Office shall determine whether the papers comply with the requirements of Article 11(1).

(b) For the purposes of Article 11(1) (iii) (c), it shall be sufficient to indicate the name of the applicant in a way which allows his identity to be established even if the name is misspelled, the given names are not fully indicated, or in the case of legal entities, the indication of the name is abbreviated or incomplete.

20.5 *Constataction positive*

a) Si la constatation au sens de l'article 11.1) est positive. l'office récepteur appose, dans l'espace prévu à cet effet dans le formulaire de requête, son timbre et les mots „Demande internationale PCT” ou „PCT International Application”. Si la langue officielle de l'office récepteur n'est ni le français ni l'anglais, les mots „Demande internationale” ou „International Application” peuvent être accompagnés de leur traduction dans la langue officielle de cet office.

b) L'exemplaire sur la requête duquel ce timbre a été apposé constitue l'exemplaire original de la demande internationale.

c) L'office récepteur notifie à bref délai au déposant le numéro de la demande internationale et la date du dépôt international.

20.6 *Invitation à corriger*

a) L'invitation à corriger selon l'article 11.2) doit préciser quelle condition figurant à l'article 11.1) n'a pas, de l'avis de l'office récepteur, été remplie.

b) L'office récepteur adresse à bref délai l'invitation au déposant et fixe un délai, raisonnable en l'espèce, pour le dépôt de la correction. Ce délai ne doit pas être inférieur à dix jours, ni supérieur à un mois, à compter de la date de l'invitation. Si ce délai expire après l'expiration d'une année à compter de la date du dépôt de toute demande dont la priorité est revendiquée, l'office récepteur peut porter cette circonstance à l'attention du déposant.

20.7 *Constataction négative*

Si l'office récepteur ne reçoit pas, dans le délai prescrit, de réponse à son invitation à corriger, ou si la correction présentée par le déposant ne remplit toujours pas les conditions figurant à l'article 11.1):

i) il notifie à bref délai au déposant que sa demande n'est pas et ne sera pas traitée comme une demande internationale et indique les motifs de cette décision;

ii) il notifie au Bureau international que le numéro qu'il a apposé sur les documents ne sera pas utilisé en tant que numéro de demande internationale;

iii) il conserve les documents constituant la prétendue demande internationale et toute correspondance y relative conformément à la règle 93.1;

iv) il adresse une copie desdits documents au Bureau international si, en raison d'une requête du déposant selon l'article 25.1), ce Bureau a besoin d'une telle copie et en demande expressément une.

20.5 *Positive Determination*

(a) If the determination under Article 11(1) is positive, the receiving Office shall stamp in the space provided for that purpose in the request form the name of the receiving Office and the words "PCT International Application," or "Demande internationale PCT." If the official language of the receiving Office is neither English nor French, the words "International Application" or "Demande internationale" may be accompanied by a translation of these words in the official language of the receiving Office.

(b) The copy whose request sheet has been so stamped shall be the record copy of the international application.

(c) The receiving Office shall promptly notify the applicant of the international application number and the international filing date.

20.6 *Invitation to Correct*

(a) The invitation to correct under Article 11(2) shall specify the requirement provided for under Article 11(1) which, in the opinion of the receiving Office, has not been fulfilled.

(b) The receiving Office shall promptly mail the invitation to the applicant and shall fix a time limit, reasonable under the circumstances of the case, for filing the correction. The time limit shall not be less than 10 days, and shall not exceed 1 month, from the date of the invitation. If such time limit expires after the expiration of 1 year from the filing date of any application whose priority is claimed, the receiving Office may call this circumstance to the attention of the applicant.

20.7 *Negative Determination*

If the receiving Office does not, within the prescribed time limit, receive a reply to its invitation to correct, or if the correction offered by the applicant still does not fulfill the requirements provided for under Article 11(1), it shall:

(i) promptly notify the applicant that his application is not and will not be treated as an international application and shall indicate the reasons therefor,

(ii) notify the International Bureau that the number it has marked on the papers will not be used as an international application number,

(iii) keep the papers constituting the purported international application and any correspondence relating thereto as provided in Rule 93.1, and

(iv) send a copy of the said papers to the International Bureau where, pursuant to a request by the applicant under Article 25(1), the International Bureau needs such a copy and specially asks for it.

20.8 *Erreur de l'office récepteur*

Si, ultérieurement, l'office récepteur découvre, ou constate sur la base de la réponse du déposant, qu'il a commis une erreur en adressant une invitation à corriger, puisque les conditions figurant à l'article 11.1) étaient remplies lors de la réception des documents, il procède de la manière prévue à la règle 20.5.

20.9 *Copie certifiée conforme pour le déposant*

Contre paiement d'une taxe, l'office récepteur fournit au déposant, sur demande, des copies certifiées conformes de la demande internationale, telle qu'elle a été déposée, ainsi que de toutes corrections y relatives.

Règle 21

Préparation de copies

21.1 *Responsabilité de l'office récepteur*

a) Lorsqu'il est exigé que la demande internationale soit déposée en un seul exemplaire, l'office récepteur a la responsabilité de la préparation de sa propre copie et de la copie de recherche requises selon l'article 12.1).

b) Lorsqu'il est exigé que la demande internationale soit déposée en deux exemplaires, l'office récepteur a la responsabilité de la préparation de sa propre copie.

c) Si la demande internationale est déposée en un nombre d'exemplaires inférieur à celui prévu à la règle 11.1b), l'office récepteur a la responsabilité de la prompte préparation du nombre requis de copies; il a le droit de fixer une taxe pour l'exécution de cette tâche et de percevoir cette taxe du déposant.

Règle 22

Transmission de l'exemplaire original

22.1 *Procédure*

a) Si la constatation prévue à l'article 11.1) est positive et si les prescriptions relatives à la défense nationale n'empêchent pas la demande internationale d'être traitée comme telle, l'office récepteur transmet l'exemplaire original au Bureau international. Une telle transmission doit se faire à bref délai après réception de la demande internationale ou, si un contrôle doit être effectué du point de vue de la défense nationale, dès que l'autorisation nécessaire a été obtenue. En tout cas, l'office récepteur doit transmettre l'exemplaire original suffisamment à temps pour qu'il parvienne au Bureau international à l'expiration du treizième mois à compter de la date de priorité. Si la transmission se fait par voie postale, l'office récepteur doit procéder à l'expédition de l'exemplaire original cinq jours au plus tard avant l'expiration du treizième mois à compter de la date de priorité.

20.8 *Error by the Receiving Office*

If the receiving Office later discovers, or on the basis of the applicant's reply realizes, that it has erred in issuing an invitation to correct since the requirements provided for under Article 11(1) were fulfilled when the papers were received, it shall proceed as provided in Rule 20.5.

20.9 *Certified Copy for the Applicant*

Against payment of a fee, the receiving Office shall furnish to the applicant, on request, certified copies of the international application as filed and of any corrections thereto.

Rule 21

Preparation of Copies

21.1 *Responsibility of the Receiving Office*

(a) Where the international application is required to be filed in one copy, the receiving Office shall be responsible for preparing the home copy and the search copy required under Article 12(1).

(b) Where the international application is required to be filed in two copies, the receiving Office shall be responsible for preparing the home copy.

(c) If the international application is filed in less than the number of copies required under Rule 11.1(b), the receiving Office shall be responsible for the prompt preparation of the number of copies required, and shall have the right to fix a fee for performing that task and to collect such fee from the applicant.

Rule 22

Transmittal of the Record Copy

22.1 *Procedure*

(a) If the determination under Article 11(1) is positive, and unless prescriptions concerning national security prevent the international application from being treated as such, the receiving Office shall transmit the record copy to the International Bureau. Such transmittal shall be effected promptly after receipt of the international application or, if a check to preserve national security must be performed, as soon as the necessary clearance has been obtained. In any case, the receiving Office shall transmit the record copy in time for it to reach the International Bureau by the expiration of the 13th month from the priority date. If the transmittal is effected by mail, the receiving Office shall mail the record copy not later than 5 days prior to the expiration of the 13th month from the priority date.

b) Si le déposant n'est pas en possession, à l'expiration de treize mois et dix jours à compter de la date de priorité, de la notification de réception adressée par le Bureau international selon la règle 24.2a), il a le droit de demander à l'office récepteur qu'il lui remette l'exemplaire original ou une copie certifiée conforme de l'exemplaire en question établie sur la base de la copie pour l'office récepteur si celui-ci prétend avoir déjà transmis l'exemplaire original au Bureau international.

c) Le déposant peut transmettre au Bureau international la copie qu'il a reçue conformément à l'alinéa b). Si l'exemplaire original transmis par l'office récepteur n'a pas été reçu par le Bureau international avant la réception, par ce Bureau, de la copie transmise par le déposant, cette dernière est considérée comme constituant l'exemplaire original.

22.2 *Procédure alternative*

a) Nonobstant les dispositions de la règle 22.1, tout office récepteur peut prévoir que l'exemplaire original de toute demande internationale déposée auprès de lui est transmis, au choix du déposant, par l'office récepteur ou par le déposant. L'office récepteur informe le Bureau international de l'existence d'une telle disposition.

b) Le déposant exerce son choix par le moyen d'une notice écrite qu'il dépose avec la demande internationale. S'il n'exerce pas ce choix, il est considéré comme ayant choisi la transmission par l'office récepteur.

c) Lorsque le déposant choisit la transmission par l'office récepteur, la procédure est la même que celle qui est prévue à la règle 22.1.

d) Lorsque le déposant choisit de procéder lui-même à la transmission, il indique dans la notice mentionnée à l'alinéa b) s'il désire retirer l'exemplaire original auprès de l'office récepteur ou s'il désire que ce dernier lui envoie ledit exemplaire original par voie postale. Si le déposant choisit de retirer l'exemplaire original, l'office récepteur tient cet exemplaire à sa disposition dès que l'autorisation mentionnée à la règle 22.1a) a été obtenue et, dans tous les cas, y compris le cas où un contrôle en vue de cette autorisation doit être effectué, dix jours au plus tard avant l'expiration du treizième mois à compter de la date de priorité. Si le délai de réception de l'exemplaire original par le Bureau international expire sans que le déposant ait retiré cet exemplaire, l'office récepteur le notifie au Bureau international. Si le déposant désire que l'office récepteur lui envoie l'exemplaire original par voie postale ou s'il n'exprime pas le désir de retirer ledit exemplaire original, l'office récepteur lui envoie cet exemplaire par voie postale dès que l'autorisation mentionnée à la règle 22.1a) a été obtenue et, dans tous les cas, y compris le cas où un contrôle en vue de cette autorisation doit être effectué, quinze jours au plus tard avant l'expiration du treizième mois à compter de la date de priorité.

(b) If the applicant is not in possession of the notification of receipt sent by the International Bureau under Rule 24.2(a) by the expiration of 13 months and 10 days from the priority date, he shall have the right to ask the receiving Office to give him the record copy or, should the receiving Office allege that it has transmitted the record copy to the International Bureau, a certified copy based on the home copy.

(c) The applicant may transmit the copy he has received under paragraph (b) to the International Bureau. Unless the record copy transmitted by the receiving Office has been received by the International Bureau before the receipt by that Bureau of the copy transmitted by the applicant, the latter copy shall be considered the record copy.

22.2 *Alternative Procedure*

(a) Notwithstanding the provisions of Rule 22.1, any receiving Office may provide that the record copy of any international application filed with it shall be transmitted, at the option of the applicant, by the receiving Office or through the applicant. The receiving Office shall inform the International Bureau of the existence of any such provision.

(b) The applicant shall exercise the option through a written notice, which he shall file together with the international application. If he fails to exercise the said option, the applicant shall be considered to have opted for transmittal by the receiving Office.

(c) Where the applicant opts for transmittal by the receiving Office, the procedure shall be the same as that provided for in Rule 22.1.

(d) Where the applicant opts for transmittal through him, he shall indicate in the notice referred to in paragraph (b) whether he wishes to collect the record copy at the receiving Office or wishes the receiving Office to mail the record copy to him. If the applicant expresses the wish to collect the record copy, the receiving Office shall hold that copy at the disposal of the applicant as soon as the clearance referred to in Rule 22.1(a) has been obtained and, in any case, including the case where a check for such clearance must be performed, not later than 10 days before the expiration of 13 months from the priority date. If, by the expiration of the time limit for receipt of the record copy by the International Bureau, the applicant has not collected that copy, the receiving Office shall notify the International Bureau accordingly. If the applicant expresses the wish that the receiving Office mail the record copy to him or fails to express the wish to collect the record copy, the receiving Office shall mail that copy to the applicant as soon as the clearance referred to in Rule 22.1(a) has been obtained and, in any case, including the case where a check for such clearance must be performed, not later than 15 days before the expiration of 13 months from the priority date.

e) Lorsque l'office récepteur ne tient pas l'exemplaire original à la disposition du déposant à la date indiquée à l'alinéa d) ou lorsque le déposant, ayant demandé que l'exemplaire original lui soit adressé par voie postale, ne l'a pas reçu dix jours au moins avant l'expiration du treizième mois à compter de la date de priorité, le déposant peut transmettre une copie de sa demande internationale au Bureau international. Cette copie („exemplaire original provisoire”) est remplacée par l'exemplaire original ou, si ce dernier est perdu, par une copie de l'exemplaire original établie sur la base de la copie pour l'office récepteur et certifiée conforme par cet office, dès que cela est possible et, en tout cas, avant l'expiration du quatorzième mois à compter de la date de priorité.

22.3 *Délai prévu à l'article 12.3)*

a) Le délai prévu à l'article 12.3) est:

i) en cas d'application de la procédure prévue aux règles 22.1 ou 22.2c), de quatorze mois à compter de la date de priorité;

ii) en cas d'application de la procédure prévue à la règle 22.2d), de treize mois à compter de la date de priorité, étant toutefois entendu que, en cas de dépôt d'un exemplaire original provisoire selon la règle 22.2e), ce délai est de treize mois à compter de la date de priorité pour le dépôt de l'exemplaire original provisoire et de quatorze mois à compter de la date de priorité pour le dépôt de l'exemplaire original.

b) L'article 48.1) et la règle 82 ne s'appliquent pas à la transmission de l'exemplaire original. Les dispositions de l'article 48.2) demeurent applicables.

22.4 *Statistiques relatives à l'inobservation des règles 22.1 et 22.2*

Le nombre des cas dans lesquels, à la connaissance du Bureau international, un office récepteur ne s'est pas conformé aux exigences des règles 22.1 et 22.2 est indiqué, une fois par an, dans la gazette.

22.5 *Documents déposés avec la demande internationale*

Aux fins de la présente règle, l'expression „exemplaire original” s'applique également à tout document déposé avec la demande internationale et visé à la règle 3.3a) ii). Si l'un des documents visés à la règle 3.3a) ii) qui, selon le bordereau, devrait accompagner la demande internationale n'est pas déposé au plus tard au moment où l'exemplaire original est transmis au Bureau international par l'office récepteur, ce dernier le note sur le bordereau, qui est considéré ne pas faire mention dudit document.

(e) Where the receiving Office does not hold the record copy at the disposal of the applicant by the date fixed in paragraph (d), or where, after having asked for the record copy to be mailed to him, the applicant has not received that copy at least 10 days before the expiration of 13 months from the priority date, the applicant may transmit a copy of his international application to the International Bureau. This copy ("provisional record copy") shall be replaced by the record copy or, if the record copy has been lost, by a substitute record copy certified by the receiving Office on the basis of the home copy, as soon as practicable and, in any case, before the expiration of 14 months from the priority date.

22.3 *Time Limit under Article 12(3)*

(a) The time limit referred to in Article 12(3) shall be:

(i) where the procedure under Rule 22.1 or Rule 22.2(c) applies, 14 months from the priority date;

(ii) where the procedure under Rule 22.2(d) applies, 13 months from the priority date, except that, where a provisional record copy is filed under Rule 22.2 (e), it shall be 13 months from the priority date for the filing of the provisional record copy, and 14 months from the priority date for the filing of the record copy.

(b) Article 48(1) and Rule 82 shall not apply to the transmittal of the record copy. Article 48(2) remains applicable.

22.4 *Statistics Concerning Non-Compliance with Rules 22.1 and 22.2*

The number of instances in which, according to the knowledge of the International Bureau, any receiving Office has not complied with the requirements of Rules 22.1 and/or 22.2 shall be indicated, once a year, in the Gazette.

22.5 *Documents Filed with the International Application*

For the purposes of the present Rule, the term "record copy" shall include also any document filed with the international application referred to in Rule 3.3(a)(ii). If any document referred to in Rule 3.3(a)(ii) which is indicated in the check list as accompanying the international application is not, in fact, filed at the latest by the time the record copy leaves the receiving Office, that Office shall so note on the check list and the said indication shall be considered as if it had not been made.

Règle 23

*Transmission de la copie de recherche*23.1 *Procédure*

a) La copie de recherche est transmise par l'office récepteur à l'administration chargée de la recherche internationale au plus tard le jour où l'exemplaire original est transmis au Bureau international ou, conformément à la règle 22.2d), au déposant.

b) Si le Bureau international n'a pas reçu de l'administration chargée de la recherche internationale, dans les dix jours suivant la réception de l'exemplaire original, l'information que cette administration est en possession de la copie de recherche, il transmet à bref délai une copie de la demande internationale à cette administration. Si cette administration ne s'est pas trompée en affirmant qu'elle n'était pas en possession de la copie de recherche à l'expiration du treizième mois à compter de la date de priorité, le coût de l'établissement d'une copie pour cette administration est remboursé par l'office récepteur au Bureau international.

c) Le nombre des cas dans lesquels, à la connaissance du Bureau international, un office récepteur ne s'est pas conformé à l'exigence de la règle 23.1a) est indiqué, une fois par an, dans la gazette.

Règle 24

*Réception de l'exemplaire original par le Bureau international*24.1 *Inscription de la date de réception de l'exemplaire original*

A la réception de l'exemplaire original, le Bureau international appose la date de réception sur la requête et son timbre sur chaque feuille de la demande internationale.

24.2 *Notification de la réception de l'exemplaire original*

a) Sous réserve de l'alinéa b), le Bureau international notifie à bref délai au déposant, à l'office récepteur, à l'administration chargée de la recherche internationale et à tous les offices désignés, la réception de l'exemplaire original et la date de cette réception. La notification doit identifier la demande internationale par son numéro, par la date du dépôt international, par le nom du déposant et par le nom de l'office récepteur et doit indiquer la date du dépôt de toute demande antérieure dont la priorité est revendiquée. La notification adressée au déposant doit également contenir la liste des offices désignés auxquels a été adressée la notification visée au présent alinéa et doit indiquer, pour chaque office désigné, tout délai applicable selon l'article 22.3).

b) Si le Bureau international reçoit l'exemplaire original après l'expiration du délai fixé à la règle 22.3, il le notifie à bref délai au déposant, à l'office récepteur et à l'administration chargée de la recherche internationale.

Rule 23

*Transmittal of the Search Copy*23.1 *Procedure*

(a) The search copy shall be transmitted by the receiving Office to the International Searching Authority at the latest on the same day as the record copy is transmitted to the International Bureau or, under Rule 22.2(d), to the applicant.

(b) If the International Bureau has not received, within 10 days from the receipt of the record copy, information from the International Searching Authority that that Authority is in possession of the search copy, the International Bureau shall promptly transmit a copy of the international application to the International Searching Authority. Unless the International Searching Authority has erred in alleging that it was not in possession of the search copy by the expiration of the 13th month from the priority date, the cost of making a copy for that Authority shall be reimbursed by the receiving Office to the International Bureau.

(c) The number of instances in which, according to the knowledge of the International Bureau, any receiving Office has not complied with the requirement of Rule 23.1(a) shall be indicated, once a year, in the Gazette.

Rule 24

*Receipt of the Record Copy by the International Bureau*24.1 *Recording of Date of Receipt of the Record Copy*

The International Bureau shall, upon receipt of the record copy, mark on the request sheet the date of receipt and on all sheets of the international application the stamp of the International Bureau.

24.2 *Notification of Receipt of the Record Copy*

(a) Subject to the provisions of paragraph (b), the International Bureau shall promptly notify the applicant, the receiving Office, the International Searching Authority, and all designated Offices, of the fact and the date of receipt of the record copy. The notification shall identify the international application by its number, the international filing date, the name of the applicant, and the name of the receiving Office, and shall indicate the filing date of any earlier application whose priority is claimed. The notification sent to the applicant shall also contain the list of the designated Offices which have been notified under this paragraph, and shall, in respect of each designated Office, indicate any applicable time limit under Article 22(3).

(b) If the record copy is received after the expiration of the time limit fixed in Rule 22.3, the International Bureau shall promptly notify the applicant, the receiving Office, and the International Searching Authority, accordingly.

Règle 25

Réception de la copie de recherche par l'administration chargée de la recherche internationale

25.1 *Notification de la réception de la copie de recherche*

L'administration chargée de la recherche internationale notifie à bref délai au Bureau international, au déposant et – sauf si cette administration est l'office récepteur – à l'office récepteur la réception de la copie de recherche et la date de cette réception.

Règle 26

Contrôle et correction de certains éléments de la demande internationale

26.1 *Délai pour le contrôle*

a) L'office récepteur adresse l'invitation à corriger, prévue à l'article 14.1) b), dès que possible et de préférence dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande internationale.

b) Si l'office récepteur adresse une invitation à corriger l'irrégularité visée à l'article 14.1) a) iii) ou iv) (titre manquant ou abrégé manquant), il le notifie à l'administration chargée de la recherche internationale.

26.2 *Délai pour la correction*

Le délai prévu à l'article 14.1) b) doit être raisonnable, compte tenu des circonstances du cas d'espèce, et est fixé, dans chaque cas, par l'office récepteur. Il est d'un mois au moins et, normalement, de deux mois au plus à compter de la date de l'invitation à corriger.

26.3 *Contrôle des conditions matérielles au sens de l'article 14.1) a) v)*

Les conditions matérielles mentionnées à la règle 11 sont contrôlées dans la mesure où elles doivent être remplies aux fins d'une publication internationale raisonnablement uniforme.

26.4 *Procédure*

a) Toute correction soumise à l'office récepteur peut figurer dans une lettre adressée à cet office si elle est de nature à pouvoir être reportée sur l'exemplaire original sans porter atteinte à la clarté et à la possibilité de reproduction directe de la feuille sur laquelle la correction doit être reportée. Si tel n'est pas le cas, le déposant doit soumettre une feuille de remplacement comprenant la correction; la lettre d'accompagnement devra attirer l'attention sur les différences entre la feuille remplacée et la feuille de remplacement.

b) L'office récepteur appose sur chaque feuille de remplacement son timbre, le numéro de la demande internationale et la date de réception de ladite feuille. Il garde dans ses dossiers une copie de la lettre contenant la correction ou, lorsque cette dernière figure sur une feuille de remplacement, la feuille remplacée, une copie de la feuille de remplacement et la lettre d'accompagnement.

Rule 25

*Receipt of the Search Copy by the International
Searching Authority*25.1 *Notification of Receipt of the Search Copy*

The International Searching Authority shall promptly notify the International Bureau, the applicant, and — unless the International Searching Authority is the same as the receiving Office — the receiving Office, of the fact and the date of receipt of the search copy.

Rule 26

*Checking and Correcting Certain Elements of the International Application*26.1 *Time Limit for Check*

(a) The receiving Office shall issue the invitation to correct provided for in Article 14(1)(b) as soon as possible, preferably within 1 month from the receipt of the international application.

(b) If the receiving Office issues an invitation to correct the defect referred to in Article 14(1)(a)(iii) or (iv) (missing title or missing abstract), it shall notify the International Searching Authority accordingly.

26.2 *Time Limit for Correction*

The time limit referred to in Article 14(1)(b) shall be reasonable under the circumstances of the particular case and shall be fixed in each case by the receiving Office. It shall not be less than 1 month and normally not more than 2 months from the date of the invitation to correct.

26.3 *Checking of Physical Requirements under Article 14(1) (a) (v)*

The physical requirements referred to in Rule 11 shall be checked to the extent that compliance therewith is necessary for the purpose of reasonably uniform international publication.

26.4 *Procedure*

(a) Any correction offered to the receiving Office may be stated in a letter addressed to that Office if the correction is of such a nature that it can be transferred from the letter to the record copy without adversely affecting the clarity and the direct reproducibility of the sheet on to which the correction is to be transferred; otherwise, the applicant shall be required to submit a replacement sheet embodying the correction and the letter accompanying the replacement sheet shall draw attention to the differences between the replaced sheet and the replacement sheet.

(b) The receiving Office shall mark on each replacement sheet the international application number, the date on which it was received, and the stamp identifying the Office. It shall keep in its files a copy of the letter containing the correction or, when the correction is contained in a replacement sheet, the replaced sheet, the letter accompanying the replacement sheet, and a copy of the replacement sheet.

c) L'office récepteur transmet à bref délai la lettre de correction et toute feuille de remplacement au Bureau international. Le Bureau international reporte dans l'exemplaire original les corrections demandées par lettre, avec l'indication de la date de réception de cette dernière par l'office récepteur, et y insère toute feuille de remplacement. La lettre de correction et toute feuille remplacée sont conservées dans les dossiers du Bureau international.

d) L'office récepteur transmet à bref délai à l'administration chargée de la recherche internationale une copie de la lettre de correction et de chaque feuille de remplacement.

26.5 *Correction de certains éléments*

a) L'office récepteur décide si le déposant a présenté la correction dans le délai prescrit. Si la correction a été présentée dans le délai prescrit, il décide si la demande internationale ainsi corrigée doit ou non être considérée comme retirée.

b) L'office récepteur appose sur les documents contenant la correction la date de leur réception.

26.6 *Dessins manquants*

a) Si, conformément à l'article 14.2), la demande internationale se réfère à des dessins qui ne sont pas effectivement compris dans la demande, l'office récepteur indique ce fait dans ladite demande.

b) La date de réception, par le déposant, de la notification prévue à l'article 14.2) n'a pas d'effet sur le délai fixé à la règle 20.2 a) iii).

Règle 27

Défaut de paiement de taxes

27.1 *Taxes*

a) Aux fins de l'article 14.3) a), on entend par „taxes prescrites par l'article 3.4) iv)” la taxe de transmission (règle 14), la partie de la taxe internationale constituant la taxe de base (règle 15.1 i)) et la taxe de recherche (règle 16).

b) Aux fins de l'article 14.3) a) et b), on entend par „taxe prescrite par l'article 4.2)” la partie de la taxe internationale constituant la taxe de désignation (règle 15.1 ii)).

Règle 28

Irrégularités relevées par le Bureau international ou par l'administration chargée de la recherche internationale

28.1 *Note relative à certaines irrégularités*

a) Si le Bureau international ou l'administration chargée de la recherche internationale est d'avis que la demande internationale ne répond

(c) The receiving Office shall promptly transmit the letter and any replacement sheet to the International Bureau. The International Bureau shall transfer to the record copy the corrections requested in a letter, together with the indication of the date of its receipt by the receiving Office, and shall insert any replacement sheet in the record copy. The letter and any replaced sheet shall be kept in the files of the International Bureau.

(d) The receiving Office shall promptly transmit a copy of the letter and any replacement sheet to the International Searching Authority.

26.5 *Correction of Certain Elements*

(a) The receiving Office shall decide whether the applicant has submitted the correction within the prescribed time limit. If the correction has been submitted within the prescribed time limit, the receiving Office shall decide whether the international application so corrected is or is not to be considered withdrawn.

(b) The receiving Office shall mark on the papers containing the correction the date on which it received such papers.

26.6 *Missing Drawings*

(a) If, as provided in Article 14(2), the international application refers to drawings which in fact are not included in that application, the receiving Office shall so indicate in the said application.

(b) The date on which the applicant receives the notification provided for in Article 14(2) shall have no effect on the time limit fixed under Rule 20.2 (a) (iii).

Rule 27

Lack of Payment of Fees

27.1 *Fees*

(a) For the purposes of Article 14(3) (a), “fees prescribed under Article 3(4) (iv)” means: the transmittal fee (Rule 14), the basic fee part of the international fee (Rule 15.1 (i)), and the search fee (Rule 16).

(b) For the purposes of Article 14(3) (a) and (b), “the fee prescribed under Article 4(2)” means the designation fee part of the international fee (Rule 15.1 (ii)).

Rule 28

Defects Noted by the International Bureau or the International Searching Authority

28.1 *Note on Certain Defects*

(a) If, in the opinion of the International Bureau or of the International Searching Authority, the international application contains any of

pas à l'une des prescriptions de l'article 14.1) a) i), ii) ou v), ce Bureau ou cette administration, selon le cas, en informe l'office récepteur.

b) L'office récepteur, sauf s'il ne partage pas cet avis, procède de la manière prévue à l'article 14.1) b) et à la règle 26.

Règle 29

Demandes internationales ou désignations considérées comme retirées au sens de l'article 14.1), 3) ou 4)

29.1 Constatations de l'office récepteur

a) Si l'office récepteur déclare, selon l'article 14.1) b) et la règle 26.5 (défaut de correction de certaines irrégularités), ou conformément à l'article 14.3) a) (défaut de paiement des taxes prescrites par la règle 27.1 a)), ou encore conformément à l'article 14.4) (constatation ultérieure que les conditions énumérées aux points i) à iii) de l'article 11.1) ne sont pas remplies), que la demande internationale est considérée comme retirée:

i) il transmet au Bureau international l'exemplaire original (si cela n'a pas déjà été fait) et toute correction présentée par le déposant;

ii) il notifie à bref délai cette déclaration au déposant et au Bureau international, et ce dernier la notifie aux offices désignés intéressés;

iii) il ne transmet pas la copie de recherche de la manière prescrite à la règle 23 ou, si une telle copie a déjà été transmise, il notifie cette déclaration à l'administration chargée de la recherche internationale;

iv) le Bureau international n'a pas l'obligation de notifier au déposant la réception de l'exemplaire original.

b) Si l'office récepteur déclare, selon l'article 14.3) b) (défaut de paiement de la taxe de désignation prescrite par la règle 27.1 b)), que la désignation d'un Etat donné est considérée comme retirée, l'office récepteur le notifie à bref délai au déposant et au Bureau international. Ce dernier le notifie à son tour à l'office national intéressé.

29.2 Constatation de l'office récepteur

Lorsque les effets de la demande internationale cessent dans un Etat désigné en raison de l'article 24.1) iii) ou y subsistent en raison de l'article 24.2), l'office désigné compétent le notifie à bref délai au Bureau international.

29.3 Indication de certains faits à l'office récepteur

Lorsque le Bureau international ou l'administration chargée de la recherche internationale estime que l'office récepteur devrait faire une constatation au sens de l'article 14.4), il indique à ce dernier les faits pertinents.

the defects referred to in Article 14(1) (a) (i), (ii), or (v), the International Bureau or the International Searching Authority, respectively, shall bring such defects to the attention of the receiving Office.

(b) The receiving Office shall, unless it disagrees with the said opinion, proceed as provided in Article 14(1) (b) and Rule 26.

Rule 29

International Applications or Designations Considered Withdrawn under Article 14(1), (3) or (4)

29.1 Finding by Receiving Office

(a) If the receiving Office declares, under Article 14(1) (b) and Rule 26.5 (failure to correct certain defects), or under Article 14(3) (a) (failure to pay the prescribed fees under Rule 27.1 (a)), or under Article 14(4) (later finding of non-compliance with the requirements listed in items (i) to (iii) of Article 11(1)), that the international application is considered withdrawn:

(i) the receiving Office shall transmit the record copy (unless already transmitted), and any correction offered by the applicant, to the International Bureau;

(ii) the receiving Office shall promptly notify both the applicant and the International Bureau of the said declaration, and the International Bureau shall in turn notify the interested designated Offices;

(iii) the receiving Office shall not transmit the search copy as provided in Rule 23, or, if such copy has already been transmitted, it shall notify the International Searching Authority of the said declaration;

(iv) the International Bureau shall not be required to notify the applicant of the receipt of the record copy.

(b) If the receiving Office declares under Article 14(3) (b) (failure to pay the prescribed designation fee under Rule 27.1 (b)) that the designation of any given State is considered withdrawn, the receiving Office shall promptly notify both the applicant and the International Bureau of the said declaration. The International Bureau shall in turn notify the interested national Office.

29.2 Finding by Designated Office

Where the effect of the international application ceases in any designated State by virtue of Article 24(1) (iii), or where such effect is maintained in any designated State by virtue of Article 24(2), the competent designated Office shall promptly notify the International Bureau accordingly.

29.3 Calling Certain Facts to the Attention of the Receiving Office

If the International Bureau or the International Searching Authority considers that the receiving Office should make a finding under Article 14(4), it shall call the relevant facts to the attention of the receiving Office.

29.4 *Notification de l'intention de faire une déclaration selon l'article 14.4)*

Avant de faire une déclaration selon l'article 14.4), l'office récepteur notifie au déposant son intention et ses motifs. Le déposant peut, s'il n'est pas d'accord avec la constatation provisoire de l'office récepteur, présenter ses observations dans un délai d'un mois à compter de la notification.

Règle 30

Délai selon l'article 14.4)

30.1 *Délai*

Le délai mentionné à l'article 14.4) est de six mois à compter de la date du dépôt international.

Règle 31

Copies visées à l'article 13

31.1 *Demande de copies*

a) Les demandes de copies selon l'article 13.1) peuvent viser toutes les demandes internationales, certains types de demandes internationales, ou des demandes internationales déterminées, qui désignent l'office national qui présente cette demande de copies. De telles demandes de copies doivent être renouvelées pour chaque année par notification adressée avant le 30 novembre de l'année précédente au Bureau international par ledit office.

b) Les demandes de remise de copies selon l'article 13.2) b) sont sujettes au paiement d'une taxe couvrant les frais de préparation et d'expédition des copies.

31.2 *Préparation de copies*

Le Bureau international est responsable de la préparation des copies visées à l'article 13.

Règle 32

Retrait de la demande internationale ou de désignations

32.1 *Retraits*

a) Le déposant peut retirer la demande internationale avant l'expiration d'un délai de vingt mois à compter de la date de priorité, sauf pour tout Etat désigné où le traitement ou l'examen national a déjà commencé. Il peut retirer la désignation de tout Etat désigné avant la date à laquelle le traitement ou l'examen peut commencer dans cet Etat.

b) Le retrait de la désignation de tous les Etats désignés est traité comme un retrait de la demande internationale.

29.4 *Notification of Intent to Make Declaration under Article 14(4)*

Before the receiving Office issues any declaration under Article 14 (4), it shall notify the applicant of its intent to issue such declaration and the reasons therefor. The applicant may, if he disagrees with the tentative finding of the receiving Office, submit arguments to that effect within 1 month from the notification.

Rule 30

Time Limit under Article 14(4)

30.1 *Time Limit*

The time limit referred to in Article 14(4) shall be 6 months from the international filing date.

Rule 31

Copies Required under Article 13

31.1 *Request for Copies*

(a) Requests under Article 13(1) may relate to all, some kinds of, or individual international applications in which the national Office making the request is designated. Requests for all or some kinds of such international applications must be renewed for each year by means of a notification addressed by that Office before November 30 of the preceding year to the International Bureau.

(b) Requests under Article 13(2) (b) shall be subject to the payment of a fee covering the cost of preparing and mailing the copy.

31.2 *Preparation of Copies*

The preparation of copies required under Article 13 shall be the responsibility of the International Bureau.

Rule 32

Withdrawal of the International Application or of Designations

32.1 *Withdrawals*

(a) The applicant may withdraw the international application prior to the expiration of 20 months from the priority date except as to any designated State in which national processing or examination has already started. He may withdraw the designation of any designated State prior to the date on which processing or examination may start in that State.

(b) Withdrawal of the designation of all designated States shall be treated as withdrawal of the international application.

c) Le retrait doit être effectué par le moyen d'une notice signée, adressée par le déposant au Bureau international, ou à l'office récepteur si l'exemplaire original n'a pas encore été adressé audit Bureau. Dans le cas de la règle 4.8 b), la notice de retrait doit être signée par tous les déposants.

d) Lorsque l'exemplaire original a déjà été adressé au Bureau international, le retrait et la date de réception de ce retrait sont enregistrés par le Bureau international, qui les notifie à bref délai à l'office récepteur, au déposant et aux offices désignés affectés par le retrait; si la demande internationale est retirée et si le rapport de recherche internationale ou la déclaration mentionnée à l'article 17.2) a) n'a pas encore été établi, la notification est également faite à l'administration chargée de la recherche internationale.

Règle 33

Etat de la technique pertinent aux fins de la recherche internationale

33.1 Etat de la technique pertinent aux fins de la recherche internationale

a) Aux fins de l'article 15.2), l'état de la technique pertinent comprend tout ce qui a été rendu accessible au public en tous lieux du monde par une divulgation écrite (y compris des dessins et autres illustrations) et qui est susceptible d'aider à déterminer si l'invention dont la protection est demandée est nouvelle ou non et si elle implique ou non une activité inventive (c'est-à-dire si elle est évidente ou non), à condition que la mise à la disposition du public ait eu lieu avant la date du dépôt international.

b) Lorsqu'une divulgation écrite se réfère à une divulgation orale, à un usage, à une exposition, ou à tous autres moyens par lesquels le contenu de la divulgation écrite a été rendu accessible au public, et lorsque cette mise à la disposition du public a eu lieu à une date antérieure à celle du dépôt international, le rapport de recherche internationale mentionne séparément ce fait et la date à laquelle il a eu lieu, si la mise à la disposition du public de la divulgation écrite a eu lieu à une date postérieure à celle du dépôt international.

c) Toute demande publiée ainsi que tout brevet dont la date de publication est postérieure, mais dont la date de dépôt – ou, le cas échéant, la date de la priorité revendiquée – est antérieure à la date du dépôt international de la demande internationale faisant l'objet de la recherche, et qui feraient partie de l'état de la technique pertinent aux fins de l'article 15.2) s'ils avaient été publiés avant la date du dépôt international, sont spécialement mentionnés dans le rapport de recherche internationale.

(c) Withdrawal shall be effected by a signed notice from the applicant to the International Bureau or, if the record copy has not yet been sent to the International Bureau, to the receiving Office. In the case of Rule 4.8 (b), the notice shall require the signature of all the applicants.

(d) Where the record copy has already been sent to the International Bureau, the fact of withdrawal, together with the date of receipt of the notice effecting withdrawal, shall be recorded by the International Bureau and promptly notified by it to the receiving Office, the applicant, the designated Offices affected by the withdrawal, and, where the withdrawal concerns the international application and where the international search report or the declaration referred to in Article 17(2) (a) has not yet issued, the International Searching Authority.

Rule 33

Relevant Prior Art for the International Search

33.1 Relevant Prior Art for the International Search

(a) For the purposes of Article 15(2), relevant prior art shall consist of everything which has been made available to the public anywhere in the world by means of written disclosure (including drawings and other illustrations) and which is capable of being of assistance in determining that the claimed invention is or is not new and that it does or does not involve an inventive step (i.e., that it is or is not obvious), provided that the making available to the public occurred prior to the international filing date.

(b) When any written disclosure refers to an oral disclosure, use, exhibition, or other means whereby the contents of the written disclosure were made available to the public, and such making available to the public occurred on a date prior to the international filing date, the international search report shall separately mention that fact and the date on which it occurred if the making available to the public of the written disclosure occurred on a date posterior to the international filing date.

(c) Any published application or any patent whose publication date is later but whose filing date, or, where applicable, claimed priority date, is earlier than the international filing date of the international application searched, and which would constitute relevant prior art for the purposes of Article 15(2) had it been published prior to the international filing date, shall be specially mentioned in the international search report.

33.2 *Domaines que la recherche internationale doit couvrir*

a) La recherche internationale doit couvrir tous les domaines techniques qui peuvent contenir des éléments pertinents vis-à-vis de l'objet de l'invention et doit être effectuée dans toutes les classes de la documentation qui peuvent contenir de tels éléments.

b) Par conséquent, la recherche ne doit pas porter seulement sur le domaine de la technique dans lequel l'invention peut être classée mais également sur des domaines analogues, sans tenir compte de leur classement.

c) La détermination des domaines de la technique qui doivent, dans un cas donné, être considérés comme analogues, doit être étudiée à la lumière de ce qui semble constituer la fonction ou l'utilisation nécessaires essentielles de l'invention, et non pas en tenant seulement compte des fonctions spécifiques expressément indiquées dans la demande internationale.

d) La recherche internationale doit embrasser tous les éléments que l'on considère généralement comme équivalant aux éléments de l'invention dont la protection est demandée pour toutes ou certaines de ses caractéristiques, même si, dans ses détails, l'invention telle que décrite dans la demande internationale est différente.

33.3 *Orientation de la recherche internationale*

a) La recherche internationale s'effectue sur la base des revendications, en tenant dûment compte de la description et des dessins (s'il y en a) et en insistant plus particulièrement sur le concept inventif qu'impliquent les revendications.

b) Dans toute la mesure où cela est possible et raisonnable, la recherche internationale doit couvrir la totalité des éléments qu'impliquent les revendications ou dont on peut raisonnablement s'attendre qu'ils seront impliqués une fois lesdites revendications modifiées.

Règle 34

Documentation minimale

34.1 *Définition*

a) Les définitions figurant à l'article 2) i) et ii) ne s'appliquent pas aux fins de la présente règle.

b) La documentation mentionnée à l'article 15.4) („documentation minimale”) consiste en:

i) les „documents nationaux de brevets” définis à l'alinéa c);

ii) les demandes internationales (PCT) publiées, les demandes régionales publiées de brevets et de certificats d'auteur d'invention ainsi que les brevets et certificats d'auteur d'invention régionaux publiés;

33.2 *Fields to be Covered by the International Search*

(a) The international search shall cover all those technical fields, and shall be carried out on the basis of all those search files, which may contain material pertinent to the invention.

(b) Consequently, not only shall the art in which the invention is classifiable be searched but also analogous arts regardless of where classified.

(c) The question what arts are, in any given case, to be regarded as analogous shall be considered in the light of what appears to be the necessary essential function or use of the invention and not only the specific functions expressly indicated in the international application.

(d) The international search shall embrace all subject matter that is generally recognized as equivalent to the subject matter of the claimed invention for all or certain of its features, even though, in its specifics, the invention as described in the international application is different.

33.3 *Orientation of the International Search*

(a) International search shall be made on the basis of the claims, with due regard to the description and the drawings (if any) and with particular emphasis on the inventive concept towards which the claims are directed.

(b) In so far as possible and reasonable, the international search shall cover the entire subject matter to which the claims are directed or to which they might reasonably be expected to be directed after they have been amended.

Rule 34

Minimum Documentation

34.1 *Definition*

(a) The definitions contained in Article 2 (i) and (ii) shall not apply for the purposes of this Rule.

(b) The documentation referred to in Article 15(4) ("minimum documentation") shall consist of:

- (i) the "national patent documents" as specified in paragraph (c),
- (ii) the published international (PCT) applications, the published regional applications for patents and inventors' certificates, and the published regional patents and inventors' certificates,

iii) tous autres éléments, constituant la littérature autre que celle des brevets, convenus entre les administrations chargées de la recherche internationale et dont la liste est publiée par le Bureau international après le premier accord à leur sujet et après chaque modification.

c) Sous réserve des alinéas d) et e), sont considérés comme „documents nationaux de brevets”:

i) les brevets délivrés à partir de 1920 par l'ancien *Reichspatentamt* allemand, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Japon, le Royaume-Uni, la Suisse (en langues allemande et française seulement) et l'Union soviétique;

ii) les brevets délivrés par la République fédérale d'Allemagne;

iii) les demandes de brevets, s'il y en a, publiées à partir de 1920 dans les pays mentionnés aux points i) et ii);

iv) les certificats d'auteur d'invention délivrés par l'Union soviétique;

v) les certificats d'utilité délivrés par la France ainsi que les demandes publiées de tels certificats;

vi) les brevets délivrés après 1920 par tout autre pays, s'ils sont rédigés en allemand, en anglais ou en français et s'ils ne contiennent aucune revendication de priorité, ainsi que les demandes de tels brevets publiées après 1920, à condition que l'office national du pays en cause trie ces brevets et ces demandes et les mette à la disposition de chaque administration chargée de la recherche internationale.

d) Lorsqu'une demande est publiée à nouveau (par exemple, publication d'une *Offenlegungsschrift* en tant qu'*Auslegeschrift*) une ou plusieurs fois, aucune administration chargée de la recherche internationale n'a l'obligation d'en conserver toutes les versions dans sa documentation; par conséquent, chaque administration chargée de la recherche internationale est autorisée à n'en conserver qu'une version. Par ailleurs, lorsqu'une demande est acceptée et aboutit à la délivrance d'un brevet ou d'un certificat d'utilité (France), aucune administration chargée de la recherche internationale n'a l'obligation de conserver dans sa documentation à la fois la demande et le brevet ou le certificat d'utilité (France); par conséquent, chaque administration chargée de la recherche internationale est autorisée à garder dans ses dossiers soit la demande, soit le brevet ou le certificat d'utilité (France).

e) Chaque administration chargée de la recherche internationale dont la langue officielle ou l'une des langues officielles n'est pas le japonais ou le russe est autorisée à ne pas faire figurer dans sa documentation les éléments de la documentation de brevets du Japon et de l'Union soviétique, respectivement, pour lesquels des abrégés anglais ne sont pas généralement disponibles. Si des abrégés anglais deviennent généralement disponibles après la date d'entrée en vigueur du présent règlement d'exécution, les éléments que ces abrégés concernent seront insérés

(iii) such other published items of non-patent literature as the International Searching Authorities shall agree upon and which shall be published in a list by the International Bureau when agreed upon for the first time and whenever changed.

(c) Subject to paragraphs (d) and (e), the "national patent documents" shall be the following:

(i) the patents issued in and after 1920 by France, the former *Reichspatentamt* of Germany, Japan, the Soviet Union, Switzerland (in French and German languages only), the United Kingdom, and the United States of America,

(ii) the patents issued by the Federal Republic of Germany,

(iii) the patent applications, if any, published in and after 1920 in the countries referred to in items (i) and (ii),

(iv) the inventors' certificates issued by the Soviet Union,

(v) the utility certificates issued by, and the published applications for utility certificates of, France,

(vi) such patents issued by, and such patent applications published in, any other country after 1920 as are in the English, French, or German language and in which no priority is claimed, provided that the national Office of the interested country sorts out these documents and places them at the disposal of each International Searching Authority.

(d) Where an application is republished once (for example, an *Offenlegungsschrift* as an *Auslegeschrift*) or more than once, no International Searching Authority shall be obliged to keep all versions in its documentation; consequently, each such Authority shall be entitled not to keep more than one version. Furthermore, where an application is granted and is issued in the form of a patent or a utility certificate (France), no International Searching Authority shall be obliged to keep both the application and the patent or utility certificate (France) in its documentation; consequently, each such Authority shall be entitled to keep either the application only or the patent or utility certificate (France) only.

(e) Any International Searching Authority whose official language, or one of whose official languages, is not Japanese or Russian is entitled not to include in its documentation those patent documents of Japan and the Soviet Union, respectively, for which no abstracts in the English language are generally available. English abstracts becoming generally available after the date of entry into force of these Regulations shall require the inclusion of the patent documents to which the abstracts refer no later than 6 months after such abstracts become generally avail-

dans la documentation dans les six mois suivant la date à laquelle ces abrégés deviennent généralement disponibles. En cas d'interruption de services d'abrégés anglais dans les domaines techniques où des abrégés anglais étaient généralement disponibles, l'Assemblée prend les mesures appropriées en vue de rétablir promptement de tels services dans ces domaines techniques.

f) Aux fins de la présente règle, les demandes qui ont seulement été mises à la disposition du public pour inspection ne sont pas considérées comme des demandes publiées.

Règle 35

Administration compétente chargée de la recherche internationale

15.1 Lorsqu'une seule administration chargée de la recherche internationale est compétente

Chaque office récepteur indique au Bureau international, conformément aux termes de l'accord applicable mentionné à l'article 16.3) b), quelle est l'administration chargée de la recherche internationale qui est compétente pour procéder à la recherche à l'égard des demandes internationales déposées auprès dudit office; le Bureau international publie cette information à bref délai.

35.2 Lorsque plusieurs administrations chargées de la recherche internationale sont compétentes

a) Tout office récepteur peut, conformément aux termes de l'accord applicable mentionné à l'article 16.3) b), désigner plusieurs administrations chargées de la recherche internationale:

i) en déclarant toutes ces administrations compétentes pour toute demande internationale déposée auprès de lui et en laissant le choix entre ces administrations au déposant, ou

ii) en déclarant une ou plusieurs de ces administrations compétentes pour certains types de demandes internationales déposées auprès de lui et en déclarant une ou plusieurs autres administrations compétentes pour d'autres types de demandes internationales déposées auprès de lui, étant entendu que, pour les types de demandes internationales pour lesquelles plusieurs administrations chargées de la recherche internationale sont déclarées compétentes, le choix appartiendra au déposant.

b) Tout office récepteur faisant usage de la faculté indiquée à l'alinéa a) en informe à bref délai le Bureau international et ce dernier publie cette information à bref délai.

able. In case of the interruption of abstracting services in English in technical fields in which English abstracts were formerly generally available, the Assembly shall take appropriate measures to provide for the prompt restoration of such services in the said fields.

(f) For the purposes of this Rule, applications which have only been laid open for public inspection are not considered published applications.

Rule 35

The Competent International Searching Authority

35.1 When Only One International Searching Authority is Competent

Each receiving Office shall, in accordance with the terms of the applicable agreement referred to in Article 16(3) (b), inform the International Bureau which International Searching Authority is competent for the searching of the international applications filed with it, and the International Bureau shall promptly publish such information.

35.2 When Several International Searching Authorities are Competent

(a) Any receiving Office may, in accordance with the terms of the applicable agreement referred to in Article 16(3) (b), specify several International Searching Authorities:

(i) by declaring all of them competent for any international application filed with it, and leaving the choice to the applicant, or

(ii) by declaring one or more competent for certain kinds of international applications filed with it, and declaring one or more others competent for other kinds of international applications filed with it, provided that, for those kinds of international applications for which several International Searching Authorities are declared to be competent, the choice shall be left to the applicant.

(b) Any receiving Office availing itself of the faculty provided in paragraph (a) shall promptly inform the International Bureau, and the International Bureau shall promptly publish such information.

Règle 36

Exigences minimales pour les administrations chargées de la recherche internationale

36.1 *Définition des exigences minimales*

Les exigences minimales mentionnées à l'article 16.3) c) sont les suivantes:

- i) l'office national ou l'organisation intergouvernementale doit avoir au moins cent employés à plein temps possédant des qualifications techniques suffisantes pour procéder aux recherches;
- ii) cet office ou cette organisation doit avoir en sa possession au moins la documentation minimale de la règle 34 disposée d'une manière adéquate aux fins de la recherche;
- iii) cet office ou cette organisation doit disposer d'un personnel capable de procéder à la recherche dans les domaines techniques sur lesquels la recherche doit porter et possédant les connaissances linguistiques nécessaires à la compréhension au moins des langues dans lesquelles la documentation minimale de la règle 34 est rédigée ou traduite.

Règle 37

Titre manquant ou défectueux

37.1 *Titre manquant*

Lorsque la demande internationale ne contient pas de titre et que l'office récepteur a notifié à l'administration chargée de la recherche internationale que le déposant a été invité à réparer cette omission, cette administration procède à la recherche internationale, à moins qu'elle ne reçoive notification que ladite demande internationale doit être considérée comme retirée.

37.2 *Etablissement du titre*

Lorsque la demande internationale ne contient pas de titre et que l'administration chargée de la recherche internationale n'a pas reçu de l'office récepteur une notification l'avisant que le déposant a été invité à fournir un titre, ou si ladite administration constate que le titre n'est pas conforme aux dispositions de la règle 4.3, cette administration établit elle-même un titre.

Règle 38

Abrégé manquant ou défectueux

38.1 *Abrégé manquant*

Lorsque la demande internationale ne contient pas d'abrégé et que l'office récepteur a notifié à l'administration chargée de la recherche internationale qu'il a invité le déposant à réparer cette omission, cette administration procède à la recherche internationale, à moins qu'elle ne reçoive notification que la demande internationale doit être considérée comme retirée.

Rule 36

*Minimum Requirements for International Searching Authorities*36.1 *Definition of Minimum Requirements*

The minimum requirements referred to in Article 16(3) (c) shall be the following:

(i) the national Office or intergovernmental organization must have at least 100 full-time employees with sufficient technical qualifications to carry out searches;

(ii) that Office or organization must have in its possession at least the minimum documentation referred to in Rule 34, properly arranged for search purposes;

(iii) that Office or organization must have a staff which is capable of searching the required technical fields and which has the language facilities to understand at least those languages in which the minimum documentation referred to in Rule 34 is written or is translated.

Rule 37

*Missing or Defective Title*37.1 *Lack of Title*

If the international application does not contain a title and the receiving Office has notified the International Searching Authority that it has invited the applicant to correct such defect, the International Searching Authority shall proceed with the international search unless and until it receives notification that the said application is considered withdrawn.

37.2 *Establishment of Title*

If the international application does not contain a title and the International Searching Authority has not received a notification from the receiving Office to the effect that the applicant has been invited to furnish a title, or if the said Authority finds that the title does not comply with Rule 4.3, it shall itself establish a title.

Rule 38

*Missing Abstract*38.1 *Lack of Abstract*

If the international application does not contain an abstract and the receiving Office has notified the International Searching Authority that it has invited the applicant to correct such defect, the International Searching Authority shall proceed with the international search unless and until it receives notification that the said application is considered withdrawn.

38.2 *Etablissement de l'abrégé*

a) Lorsque la demande internationale ne contient pas d'abrégé et que l'administration chargée de la recherche internationale n'a pas reçu de l'office récepteur une notification l'avisant que le déposant a été invité à fournir un abrégé, ou si ladite administration constate que l'abrégé n'est pas conforme aux dispositions de la règle 8, elle établit elle-même un abrégé (dans la langue de publication de la demande internationale). Dans ce dernier cas, elle invite le déposant à présenter ses commentaires au sujet de l'abrégé qu'elle a établi dans un délai d'un mois à compter de la date de cette invitation.

b) Le contenu définitif de l'abrégé est déterminé par l'administration chargée de la recherche internationale.

Règle 39

Objet selon l'article 17.2 a) i)

39.1 *Définition*

Aucune administration chargée de la recherche internationale n'a l'obligation de procéder à la recherche à l'égard d'une demande internationale dont l'objet, et dans la mesure où l'objet, est l'un des suivants :

- i) théories scientifiques et mathématiques;
- ii) variétés végétales, races animales, procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux, autres que procédés microbiologiques et produits obtenus par ces procédés;
- iii) plans, principes ou méthodes en vue de faire des affaires, de réaliser des actions purement intellectuelles ou de jouer;
- iv) méthodes de traitement du corps humain ou animal par la chirurgie ou la thérapie, ainsi que méthodes de diagnostic;
- v) simples présentations d'informations;
- vi) programmes d'ordinateurs dans la mesure où l'administration chargée de la recherche internationale n'est pas outillée pour procéder à la recherche de l'état de la technique au sujet de tels programmes.

Règle 40

Absence d'unité de l'invention (recherche internationale)

40.1 *Invitation à payer*

L'invitation à payer prévue à l'article 17.3) a) indique le montant des taxes additionnelles à payer et précise les raisons pour lesquelles il est considéré que la demande internationale ne satisfait pas à l'exigence applicable d'unité de l'invention.

38.2 *Establishment of Abstract*

(a) If the international application does not contain an abstract and the International Searching Authority has not received a notification from the receiving Office to the effect that the applicant has been invited to furnish an abstract, or if the said Authority finds that the abstract does not comply with Rule 8, it shall itself establish an abstract (in the language in which the international application is published). In the latter case, it shall invite the applicant to comment on the abstract established by it within 1 month from the date of the invitation.

(b) The definitive contents of the abstract shall be determined by the International Searching Authority.

Rule 39

Subject Matter under Article 17(2) (a) (i)

39.1 *Definition*

No International Searching Authority shall be required to search an international application if, and to the extent to which, its subject matter is any of the following:

- (i) scientific and mathematical theories,
- (ii) plant or animal varieties or essentially biological processes for the production of plants and animals, other than microbiological processes and the products of such processes,
- (iii) schemes, rules or methods of doing business, performing purely mental acts or playing games,
- (iv) methods for treatment of the human or animal body by surgery or therapy, as well as diagnostic methods,
- (v) mere presentations of information,
- (vi) computer programs to the extent that the International Searching Authority is not equipped to search prior art concerning such programs.

Rule 40

Lack of Unity of Invention (International Search)

40.1 *Invitation to Pay*

The invitation to pay additional fees provided for in Article 17(3) (a) shall specify the reasons for which the international application is not considered as complying with the requirement of unity of invention and shall indicate the amount to be paid.

40.2 *Taxes additionnelles*

a) Le montant des taxes additionnelles pour la recherche, prévues à l'article 17.3) a), est fixé par l'administration compétente chargée de la recherche internationale.

b) Les taxes additionnelles pour la recherche, prévues à l'article 17.3) a), doivent être payées directement à l'administration chargée de la recherche internationale.

c) Tout déposant peut payer les taxes additionnelles sous réserve, c'est-à-dire en y joignant une déclaration motivée tendant à démontrer que la demande internationale remplit la condition d'unité de l'invention ou que le montant des taxes additionnelles demandées est excessif. Un comité de trois membres – ou toute autre instance spéciale – de l'administration chargée de la recherche internationale, ou toute autorité supérieure compétente, examine la réserve et, dans la mesure où il estime que la réserve est justifiée, ordonne le remboursement, total ou partiel, des taxes additionnelles au déposant. Sur requête du déposant, le texte de sa réserve et celui de la décision sont notifiés aux offices désignés, avec le rapport de recherche internationale. Le déposant doit remettre la traduction de sa réserve avec celle de la demande internationale exigée à l'article 22.

d) Le comité de trois membres, l'instance spéciale ou l'autorité supérieure mentionné à l'alinéa c) ne doit pas comprendre le fonctionnaire qui a pris la décision qui fait l'objet de la réserve.

40.3 *Délai*

Le délai prévu à l'article 17.3) a) est fixé, dans chaque cas et compte tenu des circonstances du cas d'espèce, par l'administration chargée de la recherche internationale; il ne peut être inférieur à quinze ou trente jours, respectivement, selon que le déposant est domicilié ou non dans le pays de l'administration chargée de la recherche internationale, ni supérieur à quarante-cinq jours à compter de la date de l'invitation.

Règle 41

Recherche de type international

41.1 *Obligation d'utiliser les résultats; remboursement de la taxe*

Si, dans la requête, il a été fait référence, dans la forme prévue à la règle 4.11, à une recherche de type international effectuée dans les conditions figurant à l'article 15.5), l'administration chargée de la recherche internationale utilise, dans la mesure du possible, les résultats de cette recherche pour l'établissement du rapport de recherche internationale relatif à la demande internationale. Cette administration rem-

40.2 *Additional Fees*

(a) The amount of the additional fee due for searching under Article 17(3) (a) shall be determined by the competent International Searching Authority.

(b) The additional fee due for searching under Article 17(3) (a) shall be payable direct to the International Searching Authority.

(c) Any applicant may pay the additional fee under protest, that is, accompanied by a reasoned statement to the effect that the international application complies with the requirement of unity of invention or that the amount of the required additional fee is excessive. Such protest shall be examined by a three-member board or other special instance of the International Searching Authority or any competent higher authority, which, to the extent that it finds the protest justified, shall order the total or partial reimbursement to the applicant of the additional fee. On the request of the applicant, the text of both the protest and the decision thereon shall be notified to the designated Offices together with the international search report. The applicant shall submit any translation thereof with the furnishing of the translation of the international application required under Article 22.

(d) The three-member board, special instance or competent higher authority, referred to in paragraph (c), shall not comprise any person who made the decision which is the subject of the protest.

40.3 *Time Limit*

The time limit provided for in Article 17(3) (a) shall be fixed, in each case, according to the circumstances of the case, by the International Searching Authority; it shall not be shorter than 15 or 30 days, respectively, depending on whether the applicant's address is in the same country as or in a different country from that in which the International Searching Authority is located, and it shall not be longer than 45 days, from the date of the invitation.

Rule 41

The International-Type Search

41.1 *Obligation to Use Results; Refund of Fee*

If reference has been made in the request, in the form provided for in Rule 4.11, to an international-type search carried out under the conditions set out in Article 15(5), the International Searching Authority shall, to the extent possible, use the results of the said search in establishing the international search report on the international application. The International Searching Authority shall refund the search fee, to the

bourse la taxe de recherche, dans la mesure et aux conditions prévues dans l'accord visé à l'article 16.3) b), si le rapport de recherche internationale peut se baser, en tout ou en partie, sur les résultats de la recherche de type international.

Règle 42

Délai pour la recherche internationale

42.1 *Délai pour la recherche internationale*

Tous les accords conclus avec les administrations chargées de la recherche internationale doivent prévoir le même délai pour l'établissement du rapport de recherche internationale ou de la déclaration mentionnée à l'article 17.2) a). Ce délai ne doit pas excéder celle des deux périodes suivantes qui expirera en dernier lieu: trois mois à compter de la réception de la copie de recherche par l'administration chargée de la recherche internationale, ou neuf mois à compter de la date de priorité. Pendant une période transitoire de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du traité, les délais qui figurent dans les accords conclus avec les administrations chargées de la recherche internationale peuvent être négociés individuellement, mais ne peuvent toutefois pas excéder de plus de deux mois ceux qui sont visés à la phrase qui précède et ne peuvent en tout cas pas aller au-delà du dix-huitième mois suivant la date de priorité.

Règle 43

Rapport de recherche internationale

43.1 *Identifications*

Le rapport de recherche internationale identifie d'une part l'administration chargée de la recherche internationale qui l'a établi en indiquant le nom de cette administration, et d'autre part la demande internationale par le numéro de cette demande, le nom du déposant, le nom de l'office récepteur et la date du dépôt international.

43.2 *Dates*

Le rapport de recherche internationale est daté et indique la date à laquelle la recherche internationale a été effectivement achevée. Il doit également indiquer la date du dépôt de toute demande antérieure dont la priorité est revendiquée.

43.3 *Classification*

a) Le rapport de recherche internationale indique la classe dans laquelle entre l'invention, au minimum selon la Classification internationale des brevets.

b) Ce classement est effectué par l'administration chargée de la recherche internationale.

extent and under the conditions provided for in the agreement under Article 16(3) (b), if the international search report could wholly or partly be based on the results of the international-type search.

Rule 42

Time Limit for International Search

42.1 *Time Limit for International Search*

All agreements concluded with International Searching Authorities shall provide for the same time limit for establishing the international search report or the declaration referred to in Article 17(2) (a). This time limit shall not exceed 3 months from the receipt of the search copy by the International Searching Authority, or 9 months from the priority date, whichever time limit expires later. For a transitional period of 3 years from the entry into force of the Treaty, time limits for the agreement with any International Searching Authority may be individually negotiated, provided that such time limits shall not extend by more than 2 months the time limits referred to in the preceding sentence and in any case shall not go beyond the expiration of the 18th month after the priority date.

Rule 43

The International Search Report

43.1 *Identifications*

The international search report shall identify the International Searching Authority which established it by indicating the name of such Authority, and the international application by indicating the international application number, the name of the applicant, the name of the receiving Office, and the international filing date.

43.2 *Dates*

The international search report shall be dated and shall indicate the date on which the international search was actually completed. It shall also indicate the filing date of any earlier application whose priority is claimed.

43.3 *Classification*

(a) The international search report shall contain the classification of the subject matter at least according to the International Patent Classification.

(b) Such classification shall be effected by the International Searching Authority.

43.4 *Langue*

Tout rapport de recherche internationale et toute déclaration faite selon l'article 17.2) a) sont établis dans la langue de publication de la demande internationale à laquelle ils se rapportent.

43.5 *Citations*

a) Le rapport de recherche internationale cite les documents considérés comme pertinents.

b) La méthode d'identification de chaque document cité est fixée dans les instructions administratives.

c) Les citations particulièrement pertinentes sont indiquées spécialement.

d) Si des citations ne sont pas pertinentes à l'égard de toutes les revendications, elles sont indiquées en relation avec celle ou celles des revendications qu'elles concernent.

e) Si certains passages seulement du document cité sont pertinents ou particulièrement pertinents, ces passages sont identifiés – par exemple en indiquant la page, la colonne ou les lignes où figure le passage considéré.

43.6 *Domaines sur lesquels la recherche a porté*

a) Le rapport de recherche internationale contient l'identification par symboles de classification des domaines sur lesquels la recherche a porté. Si cette identification est effectuée sur la base d'une classification autre que la Classification internationale des brevets, l'administration chargée de la recherche internationale publie la classification utilisée.

b) Si la recherche internationale a porté sur des brevets, des certificats d'auteur d'invention, des certificats d'utilité, des modèles d'utilité, des brevets ou certificats d'addition, des certificats d'auteur d'invention additionnels, des certificats d'utilité additionnels ou des demandes publiées pour l'un des titres de protection qui précèdent, relatifs à des Etats, des époques ou des langues qui ne sont pas compris dans la documentation minimale telle que définie dans la règle 34, le rapport de recherche internationale identifie, lorsque cela est possible, les types de documents, les Etats, les époques et les langues sur lesquels elle a porté. Aux fins du présent alinéa, l'article 2.ii) ne s'applique pas.

43.7 *Remarques concernant l'unité de l'invention*

Si le déposant a payé des taxes additionnelles pour la recherche internationale, le rapport de recherche internationale en fait mention. En outre, lorsque la recherche internationale a été faite sur l'invention principale seulement (article 17.3 a)), le rapport de recherche internationale précise les parties de la demande internationale sur lesquelles la recherche a porté.

43.4 *Language*

Every international search report and any declaration made under Article 17(2) (a) shall be in the language in which the international application to which it relates is published.

43.5 *Citations*

(a) The international search report shall contain the citations of the documents considered to be relevant.

(b) The method of identifying any cited document shall be regulated by the Administrative Instructions.

(c) Citations of particular relevance shall be specially indicated.

(d) Citations which are not relevant to all the claims shall be cited in relation to the claim or claims to which they are relevant.

(e) If only certain passages of the cited document are relevant or particularly relevant, they shall be identified, for example, by indicating the page, the column, or the lines, where the passage appears.

43.6 *Fields Searched*

(a) The international search report shall list the classification identification of the fields searched. If that identification is effected on the basis of a classification other than the International Patent Classification, the International Searching Authority shall publish the classification used.

(b) If the international search extended to patents, inventors' certificates, utility certificates, utility models, patents or certificates of addition, inventors' certificates of addition, utility certificates of addition, or published applications for any of those kinds of protection, of States, periods, or languages, not included in the minimum documentation as defined in Rule 34, the international search report shall, when practicable, identify the kinds of documents, the States, the periods, and the languages to which it extended. For the purposes of this paragraph, Article 2 (ii) shall not apply.

43.7 *Remarks Concerning Unity of Invention*

If the applicant paid additional fees for the international search, the international search report shall so indicate. Furthermore, where the international search was made on the main invention only (Article 17(3) (a)), the international search report shall indicate what parts of the international application were and what parts were not searched.

43.8 *Signature*

Le rapport de recherche internationale est signé par un fonctionnaire autorisé de l'administration chargé de la recherche internationale.

43.9 *Limitation du contenu*

Le rapport de recherche internationale ne contient pas d'autres éléments que ceux qui sont énumérés aux règles 33.1*b*) et *c*), 43.1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 et 44.2*a*) et *b*), ou l'indication mentionnée à l'article 17.2*b*). En particulier, il ne contient aucune manifestation d'opinion, ni raisonnement, argument, ou explication.

43.10 *Forme*

Les conditions matérielles de forme du rapport de recherche internationale sont fixées dans les instructions administratives.

Règle 44.

Transmission du rapport de recherche internationale, etc.

44.1 *Copies du rapport ou de la déclaration*

L'administration chargée de la recherche internationale transmet, le même jour, au Bureau international et au déposant une copie du rapport de recherche internationale ou de la déclaration visée à l'article 17.2) *a*).

44.2 *Titre ou abrégé*

a) Sous réserve des alinéas *b*) et *c*), ou bien le rapport de recherche internationale indique que l'administration chargée de la recherche internationale approuve le titre et l'abrégé soumis par le déposant, ou bien il est accompagné du titre et de l'abrégé que cette dernière a établis selon les règles 37 et 38.

b) Si, lorsque la recherche internationale est achevée, le délai accordé au déposant pour commenter toute suggestion, relative à l'abrégé, de l'administration chargée de la recherche internationale n'est pas expiré, le rapport de recherche internationale indique qu'il est incomplet pour ce qui concerne l'abrégé.

c) Dès l'expiration du délai visé à l'alinéa *b*), l'administration chargée de la recherche internationale notifie au Bureau international et au déposant l'abrégé approuvé ou établi par elle.

44.3 *Copies de documents cités*

a) La requête visée à l'article 20.3) peut être formée en tout temps pendant sept années à compter de la date du dépôt international de la demande internationale à laquelle le rapport de recherche internationale a trait.

43.8 *Signature*

The international search report shall be signed by an authorized officer of the International Searching Authority.

43.9 *No Other Matter*

The international search report shall contain no matter other than that enumerated in Rules 33.1 (b) and (c), 43.1, 2, 3, 5, 6, 7 and 8, and 44.2 (a) and (b), and the indication referred to in Article 17(2) (b). In particular, it shall contain no expressions of opinion, reasoning, arguments, or explanations.

43.10 *Form*

The physical requirements as to the form of the international search report shall be prescribed by the Administrative Instructions.

Rule 44

Transmittal of the International Search Report, Etc.

44.1 *Copies of Report or Declaration*

The International Searching Authority shall, on the same day, transmit one copy of the international search report or the declaration referred to in Article 17(2) (a) to the International Bureau and one copy to the applicant.

44.2 *Title or Abstract*

(a) Subject to paragraphs (b) and (c), the international search report shall either state that the International Searching Authority approves the title and the abstract as submitted by the applicant or be accompanied by the text of the title and/or abstract as established by the International Searching Authority under Rules 37 and 38.

(b) If, at the time the international search is completed, the time limit allowed for the applicant to comment on any suggestion of the International Searching Authority in respect of the abstract has not expired, the international search report shall indicate that it is incomplete as far as the abstract is concerned.

(c) As soon as the time limit referred to in paragraph (b) has expired, the International Searching Authority shall notify the abstract approved or established by it to the International Bureau and to the applicant.

44.3 *Copies of Cited Documents*

(a) The request referred to in Article 20(3) may be presented any time during 7 years from the international filing date of the international application to which the international search report relates.

b) L'administration chargée de la recherche internationale peut exiger du déposant ou de l'office désigné qui lui a adressé la requête le paiement du coût de la préparation et de l'expédition des copies. Le montant de ce coût sera établi dans les accords visés à l'article 16.3) b), conclus entre les administrations chargées de la recherche internationale et le Bureau international.

c) Toute administration chargée de la recherche internationale qui ne désire pas adresser les copies directement à un office désigné envoie une copie au Bureau international, qui procédera conformément aux alinéas a) et b).

d) Toute administration chargée de la recherche internationale peut confier la tâche visée aux alinéas a) à c) à un autre organisme qui sera responsable devant elle.

Règle 45

Traduction du rapport de recherche internationale

45.1 Langues

Les rapports de recherche internationale et les déclarations visées à l'article 17.2) a) qui ne sont pas établis en anglais sont traduits en cette langue.

Règle 46

Modification des revendications auprès du Bureau international

46.1 Délai

Le délai mentionné à l'article 19 est de deux mois à compter de la date de transmission du rapport de recherche internationale au Bureau international et au déposant par l'administration chargée de la recherche internationale; lorsque cette transmission est effectuée avant l'expiration du quatorzième mois à compter de la date de priorité, ce délai est de trois mois à compter de la date de transmission.

46.2 Date des modifications

La date de réception de toute modification est enregistrée par le Bureau international et indiquée par ce dernier dans toute publication ou copie qu'il établit.

46.3 Langue des modifications

Si la demande internationale a été déposée dans une langue autre que celle de sa publication par le Bureau international, toute modification selon l'article 19 doit être effectuée dans la langue du dépôt et dans la langue de la publication.

(b) The International Searching Authority may require that the party (applicant or designated Office) presenting the request pay to it the cost of preparing and mailing the copies. The level of the cost of preparing copies shall be provided for in the agreements referred to in Article 16(3) (b) between the International Searching Authorities and the International Bureau.

(c) Any International Searching Authority not wishing to send copies direct to any designated Office shall send a copy to the International Bureau and the International Bureau shall then proceed as provided in paragraphs (a) and (b).

(d) Any International Searching Authority may perform the obligations referred to in (a) to (c) through another agency responsible to it.

Rule 45

Translation of the International Search Report

45.1 *Languages*

International search reports and declarations referred to in Article 17(2) (a) shall, when not in English, be translated into English.

Rule 46

Amendment of Claims Before the International Bureau

46.1 *Time Limit*

The time limit referred to in Article 19 shall be 2 months from the date of transmittal of the international search report to the International Bureau and to the applicant by the International Searching Authority or, when such transmittal takes place before the expiration of 14 months from the priority date, 3 months from the date of such transmittal.

46.2 *Dating of Amendments*

The date of receipt of any amendment shall be recorded by the International Bureau and shall be indicated by it in any publication or copy issued by it.

46.3 *Language of Amendments*

If the international application has been filed in a language other than the language in which it is published by the International Bureau, any amendment made under Article 19 shall be both in the language in which the international application has been filed and in that in which it is published.

46.4 *Déclaration*

a) La déclaration mentionnée à l'article 19.1) doit être établie dans la langue de publication de la demande internationale et ne doit pas excéder cinq cents mots si elle est établie ou traduite en anglais.

b) La déclaration ne doit contenir aucun commentaire relatif au rapport de recherche internationale ou à la pertinence des citations que ce dernier contient. La déclaration ne peut se référer à une citation contenue dans le rapport de recherche internationale qu'afin d'indiquer qu'une modification déterminée des revendications a pour objet d'écarter le document cité.

46.5 *Forme des modifications*

a) Le déposant doit soumettre une feuille de remplacement pour chaque feuille de revendications qui, en raison de modifications effectuées conformément à l'article 19, diffère de la feuille primitivement déposée. La lettre d'accompagnement des feuilles de remplacement doit attirer l'attention sur les différences existant entre les feuilles remplacées et les feuilles de remplacement. Dans la mesure où une modification entraîne la suppression d'une feuille entière, la modification doit être communiquée par lettre.

b) Le Bureau international appose sur chaque feuille de remplacement son timbre, le numéro de la demande internationale et la date de réception de ladite feuille. Il garde dans ses dossiers chaque feuille remplacée, la lettre d'accompagnement de la feuille ou des feuilles de remplacement et toute lettre visée à la dernière phrase de l'alinéa a).

c) Le Bureau international insère dans l'exemplaire original chaque feuille de remplacement et, dans le cas visé à la dernière phrase de l'alinéa a), indique les suppressions dans l'exemplaire original.

Règle 47

Communication aux offices désignés

47.1 *Procédure*

a) La communication prévue à l'article 20 est effectuée par le Bureau international.

b) Cette communication est effectuée à bref délai après que le Bureau international a reçu du déposant des modifications ou la déclaration qu'il ne désire pas présenter de modifications au Bureau international, et au plus tard à l'expiration du délai prévue à la règle 46.1. Lorsque, conformément à l'article 17.2) a), l'administration chargée de la recherche internationale a déclaré qu'un rapport de recherche internationale ne sera pas établi, la communication prévue à l'article 20 est effectuée, sauf retrait de la demande internationale, dans un délai d'un mois à compter de la réception par le Bureau international de la noti-

46.4 *Statement*

(a) The statement referred to in Article 19(1) shall be in the language in which the international application is published and shall not exceed 500 words if in the English language or if translated into that language.

(b) The statement shall contain no comments on the international search report or the relevance of the citations contained in that report. The statement may refer to a citation contained in the international search report only in order to indicate that a specific amendment of the claims is intended to avoid the document cited.

46.5 *Form of Amendments*

(a) The applicant shall be required to submit a replacement sheet for every sheet of the claims which, on account of an amendment or amendments under Article 19, differs from the sheet originally filed. The letter accompanying the replacement sheets shall draw attention to the differences between the replaced sheets and the replacement sheets. To the extent that any amendment results in the cancellation of an entire sheet, that amendment shall be communicated in a letter.

(b) The International Bureau shall mark on each replacement sheet the international application number, the date on which it was received, and the stamp identifying the International Bureau. It shall keep in its files any replaced sheet, the letter accompanying the replacement sheet or sheets, and any letter referred to in the last sentence of paragraph (a).

(c) The International Bureau shall insert any replacement sheet in the record copy and, in the case referred to in the last sentence of paragraph (a), shall indicate the cancellations in the record copy.

Rule 47

Communication to Designated Offices

47.1 *Procedure*

(a) The communication provided for in Article 20 shall be effected by the International Bureau.

(b) Such communication shall be effected promptly after the International Bureau has received amendments from the applicant, or a declaration that the applicant does not wish to make amendments before the International Bureau, or, in any case, when the time limit provided for in Rule 46.1 has expired. Where, under Article 17(2) (a), the International Searching Authority has made a declaration that no international search report will be established, the communication provided for in Article 20 shall be effected, unless the international application is withdrawn, within 1 month from the date on which the International

fication relative à cette déclaration; cette communication doit comporter la date de la notification adressée au déposant conformément à l'article 17.2) a).

c) Le Bureau international adresse au déposant une notice indiquant les offices désignés auxquels la communication a été effectuée et la date de cette communication. Cette notice est envoyée le même jour que la communication.

d) Chaque office désigné reçoit, sur sa demande, les rapports de recherche internationale et les déclarations visées à l'article 17.2) a) également dans leur traduction selon la règle 45.1.

e) Si un office désigné a renoncé à l'exigence de l'article 20, les copies de documents qui devraient normalement lui être adressées sont, sur requête dudit office ou du déposant, adressées à ce dernier en même temps que la notice visée à l'alinéa c).

47.2 *Copies*

a) Les copies requises pour les communications sont préparées par le Bureau international

b) Ces copies sont de format A4.

47.3 *Langues*

La demande internationale communiquée selon l'article 20 doit l'être dans sa langue de publication; si cette langue n'est pas celle dans laquelle la demande a été déposée, cette dernière sera, sur requête de l'office désigné, communiquée dans l'une ou l'autre de ces langues, ou dans les deux.

Règle 48

Publication internationale

48.1 *Forme*

a) La demande internationale est publiée sous forme de brochure.

b) Les détails relatifs à la forme de la brochure et à son mode de reproduction sont fixés dans les instructions administratives.

48.2 *Contenu*

a) La brochure contient:

- i) une page normalisée de couverture;
- ii) la description;
- iii) les revendications;
- iv) les dessins, s'il y en a;

Bureau has been notified of the said declaration by the International Searching Authority; such communication shall be accompanied by an indication of the date of the notification sent to the applicant under Article 17(2) (a).

(c) The International Bureau shall send a notice to the applicant indicating the designated Offices, to which communication has been effected and the date of such communication. Such notice shall be sent on the same day as the communication.

(d) Each designated Office shall, when it so requires, receive the international search reports and the declarations referred to in Article 17(2) (a) also in the translation referred to in Rule 45.1.

(e) Where any designated Office has waived the requirement provided under Article 20, the copies of the documents which otherwise would have been sent to that Office shall, at the request of that Office or the applicant, be sent to the applicant at the time of the notice referred to in paragraph (c).

47.2 *Copies*

(a) The copies required for communication shall be prepared by the International Bureau.

(b) They shall be on sheets of A4 size.

47.3 *Languages*

The international application communicated under Article 20 shall be in the language in which it is published provided that if that language is different from the language in which it was filed it shall, on the request of the designated Office, be communicated in either or both of these languages.

Rule 48

International Publication

48.1 *Form*

(a) The international application shall be published in the form of a pamphlet.

(b) The particulars regarding the form of the pamphlet and the method of reproduction shall be governed by the Administrative Instructions.

48.2 *Contents*

(a) The pamphlet shall contain:

- (i) a standardized front page,
- (ii) the description,
- (iii) the claims,
- (iv) the drawings, if any,

v) sous réserve de l'alinéa g), le rapport de recherche internationale ou la déclaration mentionnée à l'article 17.2) a);

vi) toute déclaration déposée selon l'article 19.1), sauf si le Bureau international considère que la déclaration n'est pas conforme aux dispositions de la règle 46.4.

b) Sous réserve de l'alinéa c), la page de couverture comprend:

i) des indications reprises de la requête et toutes autres indications déterminées par les instructions administratives;

ii) une ou plusieurs figures lorsque la demande internationale comporte des dessins;

iii) l'abrégé; si l'abrégé est établi en anglais et dans une autre langue, le texte anglais doit apparaître en premier.

c) Lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2) a) a été faite, la page de couverture le spécifie et ne comporte ni dessin ni abrégé.

d) La ou les figures mentionnées à l'alinéa b) ii) sont choisies de la manière prévue à la règle 8.2. La reproduction de cette figure ou de ces figures sur la page de couverture peut être une reproduction en format réduit.

e) Si l'abrégé mentionné à l'alinéa b) iii) ne peut tenir sur la page de couverture, il doit être inséré au verso de cette page. Il en va de même pour la traduction de l'abrégé, lorsqu'il y a lieu d'en publier une conformément à la règle 48.3 c).

f) Si les revendications ont été modifiées conformément à l'article 19, la publication contient soit le texte intégral des revendications telles que déposées et telles que modifiées soit le texte intégral des revendications, telles que déposées, avec l'indication des modifications. Toute déclaration visée à l'article 19.1) est également incluse, à moins que le Bureau international n'estime que la déclaration n'est pas conforme aux dispositions de la règle 46.4. La date de réception par le Bureau international des revendications modifiées doit être indiquée.

g) Si, à la date prévue pour la publication, le rapport de recherche internationale n'est pas encore disponible (par exemple pour motif de publication sur demande du déposant selon les articles 21.2)b) et 64.3)c)i)), la brochure contient, à la place du rapport de recherche internationale, l'indication que ce rapport n'est pas encore disponible et que la brochure (comprenant alors le rapport de recherche internationale) sera publiée à nouveau ou que le rapport de recherche internationale (lorsqu'il sera disponible) sera publié séparément.

h) Si, à la date prévue pour la publication, le délai de modification des revendications prévu à l'article 19 n'est pas expiré, la brochure indique ce fait et précise que, si les revendications devaient être modifiées selon l'article 19, il y aurait, à bref délai après ces modifications, soit une

(v) subject to paragraph (g), the international search report or the declaration under Article 17(2) (a),

(vi) any statement filed under Article 19(1), unless the International Bureau finds that the statement does not comply with the provisions of Rule 46.4.

(b) Subject to paragraph (c), the front page shall include:

(i) data taken from the request sheet and such other data as are prescribed by the Administrative Instructions,

(ii) a figure or figures where the international application contains drawings,

(iii) the abstract; if the abstract is both in English and in another language, the English text shall appear first.

(c) Where a declaration under Article 17(2) (a) has been issued, the front page shall conspicuously refer to that fact and need include neither a drawing nor an abstract.

(d) The figure or figures referred to in paragraph (b) (ii) shall be selected as provided in Rule 8.2 Reproduction of such figure or figures on the front page may be in a reduced form.

(e) If there is not enough room on the front page for the totality of the abstract referred to in paragraph (b) iii), the said abstract shall appear on the back of the front page. The same shall apply to the translation of the abstract when such translation is required to be published under Rule 48.3 (c).

(f) If the claims have been amended under Article 19, the publication shall contain either the full text of the claims both as filed and as amended or the full text of the claims as filed and specify the amendments. Any statement referred to in Article 19(1) shall be included as well, unless the International Bureau finds that the statement does not comply with the provisions of Rule 46.4. The date of receipt of the amended claims by the International Bureau shall be indicated.

(g) If, at the time when publication is due, the international search report is not yet available (for example, because of publication on the request of the applicant as provided in Articles 21(2) (b) and 64(3) (c) (i)), the pamphlet shall contain, in place of the international search report, an indication to the effect that that report was not available and that either the pamphlet (then also including the international search report) will be republished or the international search report (when it becomes available) will be separately published.

(h) If, at the time when publication is due, the time limit for amending the claims under Article 19 has not expired, the pamphlet shall refer to that fact and indicate that, should the claims be amended under Article 19, then, promptly after such amendments, either the pamphlet (con-

nouvelle publication de la brochure (avec les revendications telles que modifiées), soit la publication d'une déclaration indiquant toutes les modifications. Dans ce dernier cas, il y aura une nouvelle publication d'au moins la page de couverture et des revendications et, en cas de dépôt d'une déclaration selon l'article 19.1), publication de cette déclaration, à moins que le Bureau international n'estime que la déclaration n'est pas conforme aux dispositions de la règle 46.4.

i) Les instructions administratives déterminent les cas où les diverses variantes mentionnées aux alinéas g) et h) seront appliquées. Cette détermination dépend du volume et de la complexité des modifications et du volume de la demande internationale ainsi que des frais y relatifs.

48.3 *Langues*

a) Si la demande internationale est déposée en allemand, en anglais, en français, en japonais ou en russe, elle est publiée dans la langue dans laquelle elle a été déposée.

b) Si la demande internationale est déposée dans une langue autre que l'allemand, l'anglais, le français, le japonais, ou le russe, elle est publiée en traduction anglaise. La traduction est préparée sous la responsabilité de l'administration chargée de la recherche internationale, qui doit la tenir prête suffisamment à temps pour que la communication prévue à l'article 20 ou, si la publication internationale doit être effectuée à une date antérieure à ladite communication, pour que la publication internationale puisse être effectuée à la date prévue. Nonobstant les dispositions de la règle 16.1 a), l'administration chargée de la recherche internationale peut percevoir une taxe du déposant pour la traduction. L'administration chargée de la recherche internationale doit donner au déposant la possibilité de commenter le projet de traduction. Cette administration doit fixer un délai, raisonnable en l'espèce, pour ce commentaire. Si le temps manque pour prendre en considération le commentaire avant la communication de la traduction ou si le déposant et ladite administration sont en désaccord au sujet de la traduction correcte, le déposant peut adresser une copie de son commentaire ou de ce qu'il en reste au Bureau international et à chacun des offices désignés auxquels la traduction a été adressée. Le Bureau international publie l'essentiel du commentaire avec la traduction de l'administration chargée de la recherche internationale ou après la publication de cette traduction.

c) Si la demande internationale est publiée dans une langue autre que l'anglais, le rapport de recherche internationale, ou la déclaration visée à l'article 17.2) a), et l'abrégé sont publiés dans cette autre langue et en anglais. Les traductions sont préparées sous la responsabilité du Bureau international.

taining the claims as amended) will be republished or a statement reflecting all the amendments will be published. In the latter case, at least the front page and the claims shall be republished and, if a statement under Article 19(1) has been filed, that statement shall be published as well, unless the International Bureau finds that the statement does not comply with the provisions of Rule 46.4.

(i) The Administrative Instructions shall determine the cases in which the various alternatives referred to in paragraphs (g) and (h) shall apply. Such determination shall depend on the volume and complexity of the amendments and/or the volume of the international application and the cost factors.

48.3 *Language*

(a) If the international application is filed in English, French, German, Japanese, or Russian, that application shall be published in the language in which it was filed.

(b) If the international application is filed in a language other than English, French, German, Japanese, or Russian, that application shall be published in English translation. The translation shall be prepared under the responsibility of the International Searching Authority, which shall be obliged to have it ready in time to permit the communication under Article 20 by the prescribed date, or, if the international publication is due at an earlier date than the said communication, to permit international publication by the prescribed date. Notwithstanding Rule 16.1 (a), the International Searching Authority may charge a fee for the translation to the applicant. The International Searching Authority shall give the applicant an opportunity to comment on the draft translation. The International Searching Authority shall fix a time limit reasonable under the circumstances of the case for such comments. If there is no time to take the comments of the applicant into account before translation is communicated or if there is a difference of opinion between the applicant and the said Authority as to the correct translation, the applicant may send a copy of his comments, or what remains of them, to the International Bureau and each designated Office to which the translation was communicated. The International Bureau shall publish the essence of the comments together with the translation of the International Searching Authority or subsequently to the publication of such translation.

(c) If the international application is published in a language other than English, the international search report, or the declaration referred to in Article 17(2) (a), and the abstract shall be published both in that language and in English. The translations shall be prepared under the responsibility of the International Bureau.

48.4 *Publication anticipée à la demande du déposant*

a) Lorsque le déposant demande la publication selon les articles 21.2) b) et 64.3) c) i) et lorsque le rapport de recherche internationale ou la déclaration visée à l'article 17.2) a) n'est pas encore disponible pour la publication avec la demande internationale, le Bureau international perçoit une taxe spéciale de publication, dont le montant est fixé dans les instructions administratives.

b) La publication selon les articles 21.2) b) et 64.3) c) i) est effectuée par le Bureau international à bref délai après que le déposant a demandé cette publication et, lorsqu'une taxe spéciale est due selon l'alinéa a), après réception de cette taxe.

48.5 *Notification de la publication nationale*

Lorsque la publication de la demande internationale par le Bureau international est réglementée par l'article 64.3) c) ii), l'office national, à bref délai après avoir effectué la publication nationale mentionnée dans cette disposition, le notifie au Bureau international.

48.6 *Publication de certains faits*

a) Si une notification selon la règle 29.1 a) ii) parvient au Bureau international à une date où ce dernier ne peut plus suspendre la publication internationale de la demande internationale, le Bureau international publie à bref délai dans la gazette une notice reproduisant l'essentiel de la notification.

b) L'essentiel d'une notification selon les règles 29.2 ou 51.4 est publié dans la gazette; si la notification parvient au Bureau international avant l'achèvement des préparatifs de publication de la brochure, l'essentiel de la notification est également publié dans la brochure.

c) Si la demande internationale est retirée après sa publication internationale, ce fait est publié dans la gazette.

Règle 49

Langues des traductions et montants des taxes selon l'article 22.1) et 2)

49.1 *Notification*

a) Tout Etat contractant exigeant la remise d'une traduction ou le paiement d'une taxe nationale, ou les deux, selon l'article 22, doit notifier au Bureau international:

i) les langues pour lesquelles il exige une traduction et la langue de cette dernière;

ii) le montant de la taxe nationale.

48.4 *Earlier Publication on the Applicant's Request*

(a) Where the applicant asks for publication under Articles 21(2) (b) and 64(3) (c) (i) and the international search report, or the declaration referred to in Article 17(2) (a), is not yet available for publication together with the international application, the International Bureau shall collect a special publication fee whose amount shall be fixed in the Administrative Instructions.

(b) Publication under Articles 21(2) (b) and 64(3) (c) (i) shall be effected by the International Bureau promptly after the applicant has asked for it and, where a special fee is due under paragraph (a), after receipt of such fee.

48.5 *Notification of National Publication*

Where the publication of the international application by the International Bureau is governed by Article 64(3) (c) (ii), the national Office concerned shall, promptly after effecting the national publication referred to in the said provision, notify the International Bureau of the fact of such national publication.

48.6 *Announcing of Certain Facts*

(a) If any notification under Rule 29.1 (a) (ii) reaches the International Bureau at a time later than that at which it was able to prevent the international publication of the international application, the International Bureau shall promptly publish a notice in the Gazette reproducing the essence of such notification.

(b) The essence of any notification under Rule 29.2 or 51.4 shall be published in the Gazette and, if the notification reaches the International Bureau before preparations for the publication of the pamphlet have been completed, also in the pamphlet.

(c) If the international application is withdrawn after its international publication, this fact shall be published in the Gazette.

Rule 49

Languages of Translations and Amounts of Fees under Article 22(1) and (2)

49.1 *Notification*

(a) Any Contracting State requiring the furnishing of a translation or the payment of a national fee, or both, under Article 22, shall notify the International Bureau of:

(i) the languages from which and the language into which it requires translation,

(ii) the amount of the national fee.

b) Toute notification reçue par le Bureau international selon l'alinéa a) est publiée à bref délai par ce Bureau dans la gazette.

c) Si les exigences visées à l'alinéa a) sont ultérieurement modifiées, ces modifications doivent être notifiées par l'Etat contractant au Bureau international, qui publie à bref délai la notification dans la gazette. Si cette modification a pour effet qu'une traduction est exigée dans une langue qui n'était pas prévue auparavant, ce changement n'a d'effet qu'à l'égard des demandes internationales déposées plus de deux mois après la publication de la notification dans la gazette. Sinon, la date d'application de tout changement est déterminée par l'Etat contractant.

49.2 Langues

La langue dans laquelle une traduction peut être exigée doit être une langue officielle de l'office désigné. S'il y a plusieurs langues officielles, aucune traduction ne peut être exigée si la demande internationale est rédigée dans l'une de ces langues. S'il y a plusieurs langues officielles et si une traduction doit être fournie, le déposant peut choisir l'une quelconque de ces langues. Nonobstant les dispositions du présent alinéa qui précèdent, s'il y a plusieurs langues officielles mais si la législation nationale prescrit l'utilisation de l'une de ces langues par les étrangers, une traduction dans cette langue peut être exigée.

49.3 Déclaration selon l'article 19

Aux fins de l'article 22 et de la présente règle, toute déclaration faite selon l'article 19.1) est considérée comme faisant partie de la demande internationale.

Règle 50

Faculté selon l'article 22.3)

50.1 Exercice de la faculté

a) Tout Etat contractant accordant des délais expirant après ceux qui sont prévus à l'article 22.1) ou 2) doit notifier au Bureau international les délais ainsi fixés.

b) Toute notification reçue par le Bureau international selon l'alinéa a) est publiée à bref délai dans la gazette.

c) Les notifications relatives à la réduction d'un délai précédemment fixé ont effet pour les demandes internationales qui sont déposées plus de trois mois après la date de publication de la notification.

d) Les notifications relatives à la prolongation d'un délai précédemment fixé ont effet dès leur publication dans la gazette pour les demandes internationales pendantes à la date de cette publication ou déposées après cette date ou, si l'Etat contractant procédant à la notification fixe une date ultérieure, à cette date ultérieure.

(b) Any notification received by the International Bureau under paragraph (a) shall be promptly published by the International Bureau in the Gazette.

(c) If the requirements under paragraph (a) change later, such changes shall be notified by the Contracting State to the International Bureau and that Bureau shall promptly publish the notification in the Gazette. If the change means that translation is required into a language which, before the change, was not required, such change shall be effective only with respect to international applications filed later than 2 months after the publication of the notification in the Gazette. Otherwise, the effective date of any change shall be determined by the Contracting State.

49.2 *Languages*

The language into which translation may be required must be an official language of the designated Office. If there are several of such languages, no translation may be required if the international application is in one of them. If there are several official languages and a translation must be furnished, the applicant may choose any of those languages. Notwithstanding the foregoing provisions of this paragraph, if there are several official languages but the national law prescribes the use of one such language for foreigners, a translation into that language may be required.

49.3 *Statements under Article 19*

For the purposes of Article 22 and the present Rule, any statement made under Article 19(1) shall be considered part of the international application.

Rule 50

Faculty under Article 22(3)

50.1 *Exercise of Faculty*

(a) Any Contracting State allowing a time limit expiring later than the time limits provided for in Article 22(1) or (2) shall notify the International Bureau of the time limits so fixed.

(b) Any notification received by the International Bureau under paragraph (a) shall be promptly published by the International Bureau in the Gazette.

(c) Notifications concerning the shortening of the previously fixed time limit shall be effective in relation to international applications filed after the expiration of 3 months computed from the date on which the notification was published by the International Bureau.

(d) Notifications concerning the lengthening of the previously fixed time limit shall become effective upon publication by the International Bureau in the Gazette in respect of international applications pending at the time or filed after the date of such publication, or, if the Contracting State effecting the notification fixes some later date, as from the latter date.

Règle 51

Revision par des offices désignés

51.1 Délai pour présenter la requête d'envoi de copies

Le délai visé à l'article 25.1) c) est de deux mois à compter de la date de la notification adressée au déposant conformément aux règles 20.7i), 24.2b), 29.1a)ii) ou 29.1b).

51.2 Copie de la notification

Lorsque le déposant, après réception d'une notification de constatation négative selon l'article 11.1), demande au Bureau international, conformément à l'article 25.1), d'adresser des copies du dossier de la prétendue demande internationale à un office indiqué par lui qui était désigné dans cette dernière, il doit joindre à cette demande copie de la notification visée à la règle 20.7i).

51.3 Délai pour payer la taxe nationale et pour remettre une traduction

Le délai visé à l'article 25.2) a) expire en même temps que le délai fixé à la règle 51.1.

51.4 Notification au Bureau international

Lorsque, conformément à l'article 25.2), l'office désigné compétent décide que le refus, la déclaration ou la constatation visé à l'article 25.1) n'était pas justifié, il notifie à bref délai au Bureau international qu'il traitera la demande internationale comme s'il n'y avait pas eu l'erreur ou l'omission visée à l'article 25.2).

Règle 52

Modification des revendications, de la description et des dessins auprès des offices désignés

52.1 Délai

a) Dans tout Etat désigné où le traitement ou l'examen de la demande internationale commence sans requête spéciale, le déposant doit, s'il désire exercer le droit accordé par l'article 28, le faire dans un délai d'un mois à compter de l'accomplissement des actes visés à l'article 22; toutefois, si la communication visée à la règle 47.1 n'a pas été effectuée à l'expiration du délai applicable selon l'article 22, il doit exercer ce droit au plus tard quatre mois après la date de cette expiration. Dans les deux cas, le déposant peut exercer ce droit à toute date ultérieure si la législation nationale de cet Etat le permet.

b) Dans tout Etat désigné dont la législation nationale prévoit que l'examen ne commence que sur requête spéciale, le délai pendant lequel ou le moment auquel le déposant peut exercer le droit accordé par l'article 28 est le même que celui qui est prévu par la législation nationale

Rule 51

Review by Designated Offices

51.1 *Time Limit for Presenting the Request to Send Copies*

The time limit referred to in Article 25(1)(c) shall be 2 months computed from the date of the notification sent to the applicant under Rules 20.7(i), 24.2(b), 29.1(a)(ii), or 29.1(b).

51.2 *Copy of the Notice*

Where the applicant, after having received a negative determination under Article 11(1), requests the International Bureau, under Article 25(1), to send copies of the file of the purported international application to any of the named Offices he has attempted to designate, he shall attach to his request a copy of the notice referred to in Rule 20.7(i).

51.3 *Time Limit for Paying National Fee and Furnishing Translation*

The time limit referred to in Article 25(2)(a) shall expire at the same time as the time limit prescribed in Rule 51.1.

51.4 *Notification to the International Bureau*

Where, under Article 25(2), the competent designated Office decides that the refusal, declaration or finding referred to in Article 25(1) was not justified, it shall promptly notify the International Bureau that it will treat the international application as if the error or omission referred to in Article 25(2) had not occurred.

Rule 52

Amendment of the Claims, the Description, and the Drawings, Before Designated Offices

52.1 *Time Limit*

(a) In any designated State in which processing or examination starts without special request, the applicant shall, if he so wishes, exercise the right under Article 28 within one month from the fulfillment of the requirements under Article 22, provided that, if the communication under Rule 47.1 has not been effected by the expiration of the time limit applicable under Article 22, he shall exercise the said right not later than 4 months after such expiration date. In either case, the applicant may exercise the said right at any other time if so permitted by the national law of the said State.

(b) In any designated State in which the national law provides that examination starts only on special request, the time limit within or the time at which the applicant may exercise the right under Article 28 shall be the same as that provided by the national law for the filing of amend-

pour le dépôt de modifications en cas d'examen, sur requête spéciale, de demandes nationales, pour autant que ce délai n'expire pas avant l'expiration du délai applicable selon l'alinéa a) ou que ce moment n'arrive pas avant l'expiration du même délai.

PARTIE C

Règles relatives au chapitre II du traité

Règle 53

Demande d'examen préliminaire international

53.1 *Forme*

- a) La demande d'examen préliminaire international doit être établie sur un formulaire imprimé.
- b) Des exemplaires du formulaire imprimé sont délivrés gratuitement aux déposants par les offices récepteurs.
- c) Les détails relatifs au formulaire imprimé sont prescrits dans les instructions administratives.
- d) La demande d'examen préliminaire international doit être présentée en deux exemplaires identiques.

53.2 *Contenu*

- a) La demande d'examen préliminaire international doit comporter:
 - i) une pétition;
 - ii) des indications concernant le déposant et, le cas échéant, le mandataire;
 - iii) des indications concernant la demande internationale à laquelle elle a trait;
 - iv) l'élection d'Etats.
- b) La demande d'examen préliminaire international doit être signée.

53.3 *Pétition*

La pétition doit tendre à l'effet qui suit et être rédigée de préférence comme suit: „Demande d'examen préliminaire international selon l'article 31 du Traité de coopération en matière de brevets — Le soussigné requiert que la demande internationale spécifiée ci-après fasse l'objet d'un examen préliminaire international conformément au Traité de coopération en matière de brevets”.

53.4 *Déposant*

Pour ce qui concerne les indications relatives au déposant, les règles 4.4 et 4.16 s'appliquent et la règle 4.5 s'applique *mutatis mutandis*.

ments in the case of the examination, on special request, of national applications, provided that such time limit shall not expire prior to, or such time shall not come before, the expiration of the time limit applicable under paragraph (a).

PART C

Rules Concerning Chapter II of the Treaty

Rule 53

The Demand

53.1 *Form*

- (a) The demand shall be made on a printed form.
- (b) Copies of printed forms shall be furnished free of charge by the receiving Offices to the applicants.
- (c) The particulars of the forms shall be prescribed by the Administrative Instructions.
- (d) The demand shall be submitted in two identical copies.

53.2 *Contents*

- (a) The demand shall contain:
 - (i) a petition,
 - (ii) indications concerning the applicant and the agent if there is an agent,
 - (iii) indications concerning the international application to which it relates,
 - (iv) election of States.
- (b) The demand shall be signed.

53.3 *The Petition*

The petition shall be to the following effect and shall preferably be worded as follows: "Demand under Article 31 of the Patent Cooperation Treaty: The undersigned requests that the international application specified below be the subject of international preliminary examination according to the Patent Cooperation Treaty."

53.4 *The Applicant*

As to the indications concerning the applicant, Rules 4.4 and 4.16 shall apply, and Rule 4.5 shall apply *mutatis mutandis*.

53.5 *Mandataire*

S'il y a constitution de mandataire, les règles 4.4, 4.7 et 4.16 s'appliquent et la règle 4.8 s'applique *mutatis mutandis*.

53.6 *Identification de la demande internationale*

La demande internationale doit être identifiée par le nom de l'office récepteur auprès duquel elle a été déposée, par le nom et l'adresse du déposant, par le titre de l'invention et, lorsque le déposant les connaît, par la date du dépôt international et par le numéro de la demande internationale.

53.7 *Election d'Etats*

Dans la demande d'examen préliminaire international, au moins un Etat contractant lié par le chapitre II du traité doit, parmi les Etats désignés, être mentionné en tant qu'Etat élu.

53.8 *Signature*

La demande d'examen préliminaire international doit être signée par le déposant.

Règle 54

Déposant autorisé à présenter une demande d'examen préliminaire international

54.1 *Domicile et nationalité*

Le domicile et la nationalité du déposant sont, aux fins de l'article 31.2), déterminés conformément aux règles 18.1 et 18.2.

54.2 *Plusieurs déposants: les mêmes pour tous les Etats élus*

S'il y a plusieurs déposants et s'ils sont tous déposants pour tous les Etats élus, le droit de présenter une demande d'examen préliminaire international selon l'article 31.2) existe si l'un au moins d'entre eux est:

i) domicilié dans un Etat contractant lié par le chapitre II ou est le national d'un tel Etat, et si la demande internationale a été déposée conformément à l'article 31.2) a); ou

ii) une personne autorisée à déposer une demande d'examen préliminaire international selon l'article 31.2) b), et si la demande internationale a été déposée conformément à la décision de l'Assemblée.

54.3 *Plusieurs déposants: pour différents Etats élus*

a) Différents déposants peuvent être indiqués pour différents Etats élus si, pour chaque Etat élu, l'un au moins des déposants indiqués pour cet Etat est:

i) domicilié dans un Etat contractant lié par le chapitre II, ou est le national d'un tel Etat, et si la demande internationale a été déposée conformément à l'article 31.2) a); ou

53.5 *The Agent*

If an agent is designated, Rules 4.4 ,4.7, and 4.16 shall apply, and Rule 4.8 shall apply *mutatis mutandis*

53.6 *Identification of the International Application*

The international application shall be identified by the name of the receiving Office with which the international application was filed, the name and address of the applicant, the title of the invention, and where the international filing date and the international application number are known to the applicant, that date and that number.

53.7 *Election of States*

The demand shall name, among the designated States, at least one Contracting State bound by Chapter II of the Treaty as elected State.

53.8 *Signature*

The demand shall be signed by the applicant.

Rule 54

The Applicant Entitled to Make a Demand

54.1 *Residence and Nationality*

The residence or nationality of the applicant shall, for the purposes of Article 31(2), be determined according to Rules 18.1 and 18.2.

54.2 *Several Applicants: Same for All Elected States*

If all the applicants are applicants for the purposes of all elected States, the right to make a demand under Article 31(2) shall exist if at least one of them is

(i) a resident or national of a Contracting State bound by Chapter II and the international application has been filed as provided in Article 31 (2) (a), or

(ii) a person entitled to make a demand under Article 31(2)(b) and the international application has been filed as provided in the decision of the Assembly.

54.3 *Several Applicants: Different for Different Elected States*

(a) For the purposes of different elected States, different applicants may be indicated, provided that, in respect of each elected State, at least one of the applicants indicated for the purposes of that State is

(i) a resident or national of a Contracting State bound by Chapter II and the international application has been filed as provided in Article 31(2) (a), or

ii) une personne autorisée à déposer une demande d'examen préliminaire international selon l'article 31.2) b), et si la demande internationale a été déposée conformément à la décision de l'Assemblée.

b) Si la condition figurant à l'alinéa a) n'est pas remplie à l'égard d'un Etat élu, l'élection de cet Etat est considérée comme n'ayant pas été faite.

54.4 *Changement quant à la personne ou au nom du déposant*

Tout changement quant à la personne ou au nom du déposant est, sur requête du déposant ou de l'office récepteur, enregistré par le Bureau international, qui le notifie à l'administration intéressée chargée de l'examen préliminaire international et aux offices élus.

Règle 55

Langues (examen préliminaire international)

55.1 *Demande d'examen préliminaire international*

La demande d'examen préliminaire international doit être présentée dans la langue de la demande internationale ou, lorsqu'une traduction est exigée dans une autre langue selon la règle 55.2, dans cette langue.

55.2 *Demande internationale*

a) Si l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international ne fait pas partie de l'office national ou de l'organisation intergouvernementale auquel appartient l'administration compétente chargée de la recherche internationale, et si la demande internationale est déposée dans une langue autre que la langue ou l'une des langues mentionnées dans l'accord conclu entre le Bureau international et l'administration chargée de l'examen préliminaire international qui est compétente pour procéder à l'examen préliminaire international, cette dernière peut exiger que le déposant lui soumette une traduction de la demande internationale.

b) La traduction doit être fournie au plus tard à la plus tardive des deux dates suivantes:

i) date d'expiration du délai selon la règle 46.1;

ii) date de présentation de la demande d'examen préliminaire international.

c) La traduction doit contenir une déclaration du déposant certifiant qu'à sa connaissance, elle est complète et fidèle. Cette déclaration doit être signée par le déposant.

d) S'il n'est pas donné suite aux dispositions des alinéas b) et c), l'administration chargée de l'examen préliminaire international invite le déposant à y donner suite dans un délai d'un mois à compter de la date de l'invitation. Si le déposant n'y donne pas suite, la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée; l'administration chargée de l'examen préliminaire international notifie ce fait au déposant et au Bureau international.

(ii) a person entitled to make a demand under Article 31(2) (b) and the international application has been filed as provided in the decision of the Assembly.

(b) If the requirement under paragraph (a) is not fulfilled in respect of any elected State, the election of that State shall be considered not to have been made.

54.4 *Change in the Person or Name of the Applicant*

Any change in the person or name of the applicant shall, on the request of the applicant or the receiving Office, be recorded by the International Bureau, which shall notify the interested International Preliminary Examining Authority and the elected Offices accordingly.

Rule 55

Languages (International Preliminary Examination)

55.1 *The Demand*

The demand shall be in the language of the international application or, when a translation is required under Rule 55.2, in the language of that translation.

55.2 *The International Application*

(a) If the competent International Preliminary Examining Authority is not part of the same national Office or intergovernmental organization as the competent International Searching Authority, and if the international application is in a language other than the language, or one of the languages, specified in the agreement concluded between the International Bureau and the International Preliminary Examining Authority competent for the international preliminary examination, the latter may require that the applicant submit a translation of that application.

(b) The translation shall be submitted not later than the later of the following two dates:

- (i) the date on which the time limit under Rule 46.1 expires,
- (ii) the date on which the demand is submitted.

(c) The translation shall contain a statement that, to the best of the applicant's knowledge, it is complete and faithful. This statement shall be signed by the applicant.

(d) If the provisions of paragraphs (b) and (c) are not complied with, the International Preliminary Examining Authority shall invite the applicant to comply with them within 1 month from the date of the invitation. If the applicant fails to do so, the demand shall be considered as if it had not been submitted and the International Preliminary Examining Authority shall notify the applicant and the International Bureau accordingly.

Règle 56

*Elections ultérieures**56.1 Elections présentées après la demande d'examen préliminaire international*

L'élection d'Etats non mentionnés dans la demande d'examen préliminaire international doit être effectuée par le déposant au moyen d'une notice signée identifiant la demande internationale et la demande d'examen préliminaire international.

56.2 Identification de la demande internationale

La demande internationale doit être identifiée de la manière prévue à la règle 53.6.

56.3 Identification de la demande d'examen préliminaire international

La demande d'examen préliminaire international doit être identifiée par la date à laquelle elle a été présentée et par le nom de l'administration chargée de l'examen préliminaire international à laquelle elle a été présentée.

56.4 Forme des élections ultérieures

L'élection ultérieure doit, de préférence, figurer sur un formulaire imprimé remis gratuitement aux déposants. Si elle ne figure pas sur un tel formulaire, elle doit de préférence être rédigée comme suit: „En relation avec la demande internationale déposée auprès de . . . le . . . sous No . . . par . . . (déposant) (et en relation avec la demande d'examen préliminaire international présentée le . . . à . . .), le soussigné élit l'Etat (les Etats) additionnel(s) suivant(s) au sens de l'article 31 du Traité de coopération en matière de brevets: . . . ”.

56.5 Langue de l'élection ultérieure

L'élection ultérieure doit se faire dans la langue de la demande d'examen préliminaire international.

Règle 57

*Taxe de traitement**57.1 Obligation de payer*

Toute demande d'examen préliminaire international est soumise au paiement d'une taxe au profit du Bureau international („taxe de traitement”).

57.2 Montan³

a) Le montant de la taxe de traitement est de 14 dollars des Etats-Unis ou 60 francs suisses, augmentés d'autant de fois ce montant qu'il y a de langues dans lesquelles le rapport d'examen préliminaire international doit, en application de l'article 36.2), être traduit par le Bureau international.

Rule 56

Later Elections

56.1 *Elections Submitted Later Than the Demand*

The election of States not named in the demand shall be effected by a notice signed and submitted by the applicant, and shall identify the international application and the demand.

56.2 *Identification of the International Application*

The international application shall be identified as provided in Rule 53.6.

56.3 *Identification of the Demand*

The demand shall be identified by the date on which it was submitted and by the name of the International Preliminary Examining Authority to which it was submitted.

56.4 *Form of Later Elections*

The later election shall preferably be made on a printed form furnished free of charge to applicants. If it is not made on such a form, it shall preferably be worded as follows: "In relation to the international application filed with . . . on . . . under No. . . . by . . . (applicant) (and the demand for international preliminary examination submitted on . . . to . . .), the undersigned elects the following additional State(s) under Article 31 of the Patent Cooperation Treaty: . . ."

56.5 *Language of Later Elections*

The later election shall be in the language of the demand.

Rule 57

The Handling Fee

57.1 *Requirement to Pay*

Each demand for international preliminary examination shall be subject to the payment of a fee for the benefit of the International Bureau ("handling fee").

57.2 *Amount*

(a) The amount of the handling fee shall be US \$ 14.00 or 60 Swiss francs augmented by as many times the same amount as the number of languages into which the international preliminary examination report must, in application of Article 36(2), be translated by the International Bureau.

b) Lorsque, en raison d'une élection ultérieure ou d'élections ultérieures, le rapport d'examen préliminaire international doit, en application de l'article 36.2), être traduit par le Bureau international en une ou plusieurs langues additionnelles, un supplément à la taxe de traitement, d'un montant de 14 dollars des Etats-Unis ou 60 francs suisses par langue additionnelle, doit être payé.

57.3 *Mode et date de paiement*

a) Sous réserve de l'alinéa b), la taxe de traitement est perçue par l'administration chargée de l'examen préliminaire international à laquelle la demande d'examen préliminaire international est présentée et est due à la date de présentation de cette demande.

b) Tout supplément à la taxe de traitement selon la règle 57.2b) est perçu par le Bureau international et est dû à la date de présentation de l'élection ultérieure.

c) La taxe de traitement doit être payée dans la monnaie prescrite par l'administration chargée de l'examen préliminaire international à laquelle la demande d'examen préliminaire international est présentée, étant entendu que, lors de son transfert par cette administration au Bureau international, elle doit être librement convertible en monnaie suisse.

d) Tout supplément à la taxe de traitement doit être payé en monnaie suisse.

57.4 *Défaut de paiement (taxe de traitement)*

a) Lorsque la taxe de traitement n'est payée conformément aux règles 57.2a) et 57.3a) et c), l'administration chargée de l'examen préliminaire international invite le déposant à payer la taxe dans un délai d'un mois à compter de la date de cette invitation.

b) Si le déposant donne suite à cette invitation dans le délai prescrit, la demande d'examen préliminaire international est considérée avoir été reçue à la date de réception de la taxe par l'administration chargée de l'examen préliminaire international, sauf si une date ultérieure est applicable selon la règle 60.1b).

c) Si le déposant ne donne pas suite à l'invitation dans le délai prescrit, la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée.

57.5 *Défaut de paiement (supplément à la taxe de traitement)*

a) Lorsque le supplément à la taxe de traitement n'est pas payé conformément aux règles 57.2b) et 57.3b) et d), le Bureau international invite le déposant à payer le supplément dans un délai d'un mois à compter de la date de cette invitation.

b) Si le déposant donne suite à cette invitation dans le délai prescrit, l'élection ultérieure est considérée avoir été reçue à la date de réception du supplément par le Bureau international, sauf si une date ultérieure est applicable selon la règle 60.2b).

(b) Where, because of a later election or elections, the international preliminary examination report must, in application of Article 36(2), be translated by the International Bureau into one or more additional languages, a supplement to the handling fee shall be payable and shall amount to US \$ 14.00 or 60 Swiss francs for each additional language.

57.3 *Mode and Time of Payment*

(a) Subject to paragraph (b), the handling fee shall be collected by the International Preliminary Examining Authority to which the demand is submitted and shall be due at the time the demand is submitted.

(b) Any supplement to the handling fee under Rule 57.2 (b) shall be collected by the International Bureau and shall be due at the time the later election is submitted.

(c) The handling fee shall be payable in the currency prescribed by the International Preliminary Examining Authority to which the demand is submitted, it being understood that, when transferred by that Authority to the International Bureau, it shall be freely convertible into Swiss currency.

(d) Any supplement to the handling fee shall be payable in Swiss currency.

57.4 *Failure to Pay (Handling Fee)*

(a) Where the handling fee is not paid as required by Rules 57.2(a) and 57.3(a) and (c), the International Preliminary Examining Authority shall invite the applicant to pay the fee within 1 month from the date of the invitation.

(b) If the applicant complies with the invitation within the prescribed time limit, the demand shall be considered as if it had been received on the date on which the International Preliminary Examining Authority receives the fee, unless under Rule 60.1(b), a later date is applicable.

(c) If the applicant does not comply with the invitation within the prescribed time limit, the demand shall be considered as if it had not been submitted.

57.5 *Failure to Pay (Supplement to the Handling Fee)*

(a) Where the supplement to the handling fee is not paid as required by Rules 57.2(b) and 57.3(b) and (d), the International Bureau shall invite the applicant to pay the supplement within 1 month from the invitation.

(b) If the applicant complies with the invitation within the prescribed time limit, the later election shall be considered as if it had been received on the date on which the International Bureau receives the supplement, unless, under Rule 60.2(b), a later date is applicable.

c) Si le déposant ne donne pas suite à l'invitation dans le délai prescrit, l'élection ultérieure est considérée comme n'ayant pas été faite.

57.6 Remboursement

La taxe de traitement et tout supplément à cette taxe ne sont remboursés en aucun cas.

Règle 58

Taxe d'examen préliminaire

58.1 *Droit de demander une taxe*

a) Chaque administration chargée de l'examen préliminaire international peut exiger du déposant le paiement, à son profit, d'une taxe („taxe d'examen préliminaire”) pour l'exécution de l'examen préliminaire international et pour l'accomplissement de toutes les autres tâches confiées aux administrations chargées de l'examen préliminaire international par le traité et par le présent règlement d'exécution.

b) Le montant de la taxe d'examen préliminaire et la date à laquelle elle est due sont fixés, s'il y a lieu, par l'administration chargée de l'examen préliminaire international; cette date ne sera pas antérieure à celle à laquelle la taxe de traitement est due.

c) La taxe d'examen préliminaire doit être payée directement à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Lorsque cette administration est un office national, la taxe doit être payée dans la monnaie prescrite par cet office; lorsque cette administration est une organisation intergouvernementale, elle doit être payée dans la monnaie de l'Etat où ladite organisation a son siège ou dans toute autre monnaie librement convertible en la monnaie de cet Etat.

Règle 59

Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international

59.1 *Demandes d'examen préliminaire international visées à l'article 31.2) a)*

En ce qui concerne les demandes d'examen préliminaire international visées à l'article 31.2) a), chaque Etat contractant lié par les dispositions du chapitre II fait connaître au Bureau international, conformément aux dispositions de l'accord applicable mentionné à l'article 32.2 et 3), la ou les administrations chargées de l'examen préliminaire international compétentes pour procéder à l'examen préliminaire international des demandes internationales déposées auprès de son office national ou, dans le cas visé à la règle 19.1b), auprès de l'office national d'un autre Etat ou de l'organisation intergouvernementale agissant pour son propre office national; le Bureau international publie cette information à bref délai. Si plusieurs administrations chargées de l'examen préliminaire international sont compétentes, la règle 35.2 s'applique *mutatis mutandis*.

(c) If the applicant does not comply with the invitation within the prescribed time limit, the later election shall be considered as if it had not been submitted.

57.6 *Refund*

In no case shall the handling fee, including any supplement thereto, be refunded.

Rule 58

The Preliminary Fee

58.1 *Right to Ask for a Fee*

(a) Each International Preliminary Examining Authority may require that the applicant pay a fee ("preliminary examination fee") for its own benefit for carrying out the international preliminary examination and for performing all other tasks entrusted to International Preliminary Examining Authorities under the Treaty and these Regulations.

(b) The amount and the due date of the preliminary examination fee, if any, shall be fixed by the International Preliminary Examining Authority, provided that the said due date shall not be earlier than the due date of the handling fee.

(c) The preliminary examination fee shall be payable directly to the International Preliminary Examining Authority. Where that Authority is a national Office, it shall be payable in the currency prescribed by that Office, and where the Authority is an intergovernmental organization, it shall be payable in the currency of the State in which the intergovernmental organization is located or in any other currency which is freely convertible into the currency of the said State.

Rule 59

The Competent International Preliminary Examining Authority

59.1 *Demands under Article 31(2)(a)*

For demands made under Article 31(2)(a), each Contracting State bound by the provisions of Chapter II shall, in accordance with the terms of the applicable agreement referred to in Article 32(2) and (3), inform the International Bureau which International Preliminary Examining Authority is or which International Preliminary Examining Authorities are competent for the international preliminary examination of international applications filed with its national Office, or, in the case provided for in Rule 19.1(b), with the national Office of another State or an intergovernmental organization acting for the former Office, and the International Bureau shall promptly publish such information. Where several International Preliminary Examining Authorities are competent, the provisions of Rule 35.2 shall apply *mutatis mutandis*.

59.2 Demandes d'examen préliminaire international visées à l'article 31.2) b)

En ce qui concerne les demandes d'examen préliminaire international visées à l'article 31.2) b), l'Assemblée, en spécifiant l'administration chargée de l'examen préliminaire international compétente pour les demandes internationales déposées auprès d'un office national qui est lui-même une administration chargée de l'examen préliminaire international, doit donner la préférence à cette administration; si l'office national n'est pas une administration chargée de l'examen préliminaire international, l'Assemblée donne la préférence à l'administration recommandée par cet office.

Règle 60

Irrégularités dans la demande d'examen préliminaire international ou dans les élections

60.1 Irrégularités dans la demande d'examen préliminaire international

a) Si la demande d'examen préliminaire international ne remplit pas les conditions spécifiées aux règles 53 et 55, l'administration chargée de l'examen préliminaire international invite le déposant à corriger les irrégularités dans un délai d'un mois à compter de la date de cette invitation.

b) Si le déposant donne suite à l'invitation dans le délai prescrit, la demande d'examen préliminaire international est considérée comme ayant été reçue à la date de réception de la correction par l'administration chargée de l'examen préliminaire international ou, lorsque la taxe de traitement est reçue conformément à la règle 57.4b) à une date ultérieure, à cette date.

c) Si le déposant ne donne pas suite à l'invitation dans le délai prescrit, la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée.

d) Si l'irrégularité est constatée par le Bureau international, ce dernier attire l'attention de l'administration chargée de l'examen préliminaire international sur cette irrégularité; cette administration procède alors de la manière prévue aux alinéas a) à c).

60.2 Irrégularités dans des élections ultérieures

a) Si l'élection ultérieure ne remplit pas les conditions spécifiées à la règle 56, le Bureau international invite le déposant à corriger les irrégularités dans un délai d'un mois à compter de la date de cette invitation.

b) Si le déposant donne suite à l'invitation dans le délai prescrit, l'élection ultérieure est considérée comme ayant été reçue à la date de réception par le Bureau international de la correction ou, lorsque le supplément à la taxe de traitement est reçu conformément à la règle 57.5b) à une date ultérieure, à cette date.

59.2 *Demands under Article 31(2)(b)*

As to demands made under Article 31(2)(b), the Assembly, in specifying the International Preliminary Examining Authority competent for international applications filed with a national Office which is an International Preliminary Examining Authority, shall give preference to that Authority; if the national Office is not an International Preliminary Examining Authority, the Assembly shall give preference to the International Preliminary Examining Authority recommended by that Office.

Rule 60

Certain Defects in the Demand or Elections

60.1 *Defects in the Demand*

(a) If the demand does not comply with the requirements specified in Rules 53 and 55, the International Preliminary Examining Authority shall invite the applicant to correct the defects within 1 month from the date of the invitation.

(b) If the applicant complies with the invitation within the prescribed time limit, the demand shall be considered as if it had been received on the date on which the International Preliminary Examining Authority receives the correction, or, when the handling fee is received under Rule 57.4(b) at a later date, on that date.

(c) If the applicant does not comply with the invitation within the prescribed time limit, the demand shall be considered as if it had not been submitted.

(d) If the defect is noticed by the International Bureau, it shall bring the defect to the attention of the International Preliminary Examining Authority, which shall then proceed as provided in paragraphs (a) to (c).

60.2 *Defects in Later Elections*

(a) If the later election does not comply with the requirements of Rule 56, the International Bureau shall invite the applicant to correct the defects within 1 month from the date of the invitation.

(b) If the applicant complies with the invitation within the prescribed time limit, the later election shall be considered as if it had been received on the date on which the International Bureau receives the correction, or, where the supplement to the handling fee is received under Rule 57.5(b) at a later date, on that date.

c) Si le déposant ne donne pas suite à l'invitation dans le délai prescrit, l'élection ultérieure est considérée comme n'ayant pas été présentée.

60.3 Tentatives d'élections

Si le déposant a élu un Etat qui n'est pas un Etat désigné ou un Etat qui n'est pas lié par le chapitre II, l'élection est considérée comme n'ayant pas été faite, et le Bureau international le notifie au déposant.

Règle 61

Notification de la demande d'examen préliminaire international et des élections

61.1 *Notifications au Bureau international, au déposant et à l'administration chargée de l'examen préliminaire international*

a) L'administration chargée de l'examen préliminaire international indique, sur les deux exemplaires de la demande d'examen préliminaire international, la date de réception ou, si la règle 60.1b) est applicable, la date mentionnée dans cette disposition. Elle adresse à bref délai l'exemplaire original au Bureau international. Elle conserve l'autre exemplaire dans ses dossiers.

b) L'administration chargée de l'examen préliminaire international informe par écrit, à bref délai, le déposant de la date de réception de la demande d'examen préliminaire international. Lorsque cette demande est considérée, conformément aux règles 57.4c) ou 60.1c), n'avoir pas été présentée, cette administration le notifie au déposant.

c) Le Bureau international notifie à bref délai à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et au déposant la réception de toute élection ultérieure et sa date. Cette date doit être la date effective de réception par le Bureau international ou, si la règle 60.2b) est applicable, la date mentionnée dans cette disposition. Lorsque l'élection ultérieure est considérée, conformément aux règles 57.5c) ou 60.2c), n'avoir pas été présentée, le Bureau international le notifie au déposant.

61.2 *Notifications aux offices élus*

a) La notification prévue à l'article 31.7) est effectuée par le Bureau international.

b) Cette notification doit indiquer le numéro et la date du dépôt de la demande internationale, le nom du déposant, le nom de l'office récepteur, la date du dépôt de la demande dont la priorité est revendiquée (lorsqu'il y a revendication de priorité), la date de réception de la demande d'examen préliminaire international par l'administration chargée de l'examen préliminaire international, et — en cas d'élection ultérieure — la date de réception de l'élection ultérieure par le Bureau international.

(c) If the applicant does not comply with the invitation within the prescribed time limit, the later election shall be considered as if it had not been submitted.

60.3 *Attempted Elections*

If the applicant has attempted to elect a State which is not a designated State or which is not bound by Chapter II, the attempted election shall be considered not to have been made, and the International Bureau shall notify the applicant accordingly.

Rule 61

Notification of the Demand and Elections

61.1 *Notifications to the International Bureau, the Applicant, and the International Preliminary Examining Authority*

(a) The International Preliminary Examining Authority shall indicate on both copies of the demand the date of receipt or, where applicable, the date referred to in Rule 60.1(b). The International Preliminary Examining Authority shall promptly send the original copy to the International Bureau. It shall keep the other copy in its files.

(b) The International Preliminary Examining Authority shall promptly inform the applicant in writing of the date of receipt of the demand. Where the demand has been considered under Rules 57.4(c) or 60.1(c) as if it had not been submitted, the International Preliminary Examining Authority shall notify the applicant accordingly.

(c) The International Bureau shall promptly notify the International Preliminary Examining Authority and the applicant of the receipt, and the date of receipt, of any later election. That date shall be the actual date of receipt by the International Bureau or, where applicable, the date referred to in Rule 60.2(b). Where the later election has been considered under Rules 57.5(c) or 60.2(c) as if it had not been submitted, the International Bureau shall notify the applicant accordingly.

61.2 *Notifications to the Elected Offices*

(a) The notification provided for in Article 31(7) shall be effected by the International Bureau.

(b) The notification shall indicate the number and filing date of the international application, the name of the applicant, the name of the receiving Office, the filing date of the application whose priority is claimed (where priority is claimed), the date of receipt by the International Preliminary Examining Authority of the demand, and — in the case of later elections — the date of receipt by the International Bureau of the later election.

c) La notification doit être adressée à l'office élu à bref délai après l'expiration du dix-huitième mois à compter de la date de priorité ou, si le rapport d'examen préliminaire international est communiqué plus tôt, lors de la communication de ce rapport. Les élections effectuées après une telle notification sont notifiées à bref délai après leur présentation.

61.3 *Information du déposant*

Le Bureau international informe le déposant par écrit qu'il a effectué la notification visée à la règle 61.2. Il lui indique en même temps tout délai fixé par chaque Etat élu conformément à l'article 39.1) b).

Règle 62

Copie pour l'administration chargée de l'examen préliminaire international

62.1 *Demande internationale*

a) Si l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international fait partie de l'office national ou de l'organisation intergouvernementale auquel appartient l'administration compétente chargée de la recherche internationale, le même dossier sert aux fins de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international.

b) Si l'administration compétente chargée de la recherche internationale ne fait pas partie de l'office national ou de l'organisation intergouvernementale auquel appartient l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international, le Bureau international, à bref délai après réception du rapport de recherche internationale ou, si la demande d'examen préliminaire international a été reçue après ce rapport, à bref délai après réception de la demande d'examen préliminaire international, adresse une copie de la demande internationale et du rapport de recherche internationale à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Lorsqu'une déclaration selon l'article 17.2) a) est établie au lieu du rapport de recherche internationale, les références au rapport de recherche internationale figurant dans la phrase qui précède doivent être considérées comme des références à une telle déclaration.

62.2 *Modifications*

a) Toute modification déposée selon l'article 19 est transmise à bref délai par le Bureau international à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Si, au moment du dépôt de telles modifications, une demande d'examen préliminaire international a déjà été présentée, le déposant doit, lors du dépôt des modifications auprès du Bureau international, déposer également une copie de ces modifications auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

(c) The notification shall be sent to the elected Office promptly after the expiration of the 18th month from the priority date, or, if the international preliminary examination report is communicated earlier, then, at the same time as the communication of that report. Elections effected after such notification shall be notified promptly after they have been effected.

61.3 *Information for the Applicant*

The International Bureau shall inform the applicant in writing that it has effected the notification referred to in Rule 61.2. At the same time, it shall indicate to him, in respect of each elected State, any applicable time limit under Article 39(1)(b).

Rule 62

Copy for the International Preliminary Examining Authority

62.1 *The International Application*

(a) Where the competent International Preliminary Examining Authority is part of the same national Office or intergovernmental organization as the competent International Searching Authority, the same file shall serve the purposes of international search and international preliminary examination.

(b) Where the competent International Searching Authority is not part of the same national Office or intergovernmental organization as the competent International Preliminary Examining Authority, the International Bureau shall, promptly upon receipt of the international search report or, if the demand was received after the international search report, promptly upon receipt of the demand, send a copy of the international application and the international search report to the said Preliminary Examining Authority. In cases where, instead of the international search report, a declaration under Article 17(2) (a) has been issued, references in the preceding sentence to the international search report shall be considered references to the said declaration.

62.2 *Amendments*

(a) Any amendment filed under Article 19 shall be promptly transmitted by the International Bureau to the International Preliminary Examining Authority. If, at the time of filing such amendments, a demand for international preliminary examination has already been submitted, the applicant shall, at the same time as he files the amendments with the International Bureau, also file a copy of such amendments with the International Preliminary Examining Authority.

b) Si le délai prévu pour le dépôt des modifications selon l'article 19 (voir règle 46.1) est expiré et si le déposant n'a pas déposé de modifications en vertu de cet article, ou s'il a déclaré qu'il ne désirait pas déposer de modifications en vertu de ce même article, le Bureau international le notifie à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

Règle 63

Exigences minimales pour les administrations chargées de l'examen préliminaire international

63.1 *Définition des exigences minimales*

Les exigences minimales mentionnées à l'article 32.3) sont les suivantes:

- i) l'office national ou l'organisation intergouvernementale doit avoir au moins cent employés à plein temps possédant des qualifications techniques suffisantes pour procéder aux examens;
- ii) cet office ou cette organisation doit avoir en sa possession au moins la documentation minimale de la règle 34 disposée d'une manière adéquate aux fins de l'examen;
- iii) cet office ou cette organisation doit disposer d'un personnel capable de procéder à l'examen dans les domaines techniques sur lesquels l'examen doit porter et possédant les connaissances linguistiques nécessaires à la compréhension au moins des langues dans lesquelles la documentation minimale de la règle 34 est rédigée ou traduite.

Règle 64

Etat de la technique aux fins de l'examen préliminaire international

64.1 *Etat de la technique*

a) Aux fins de l'article 33.2) et 3), est considéré comme faisant partie de l'état de la technique tout ce qui a été rendu accessible au public en tous lieux du monde par une divulgation écrite (y compris des dessins et autres illustrations), pour autant que cette mise à la disposition du public ait eu lieu avant la date pertinente.

b) Aux fins de l'alinéa a), la date pertinente est:

- i) sous réserve du sous-alinéa ii), la date du dépôt international de la demande internationale faisant l'objet de l'examen préliminaire international;
- ii) lorsque la demande internationale faisant l'objet de l'examen préliminaire international revendique valablement la priorité d'une demande antérieure, la date du dépôt de cette demande antérieure.

(b) If the time limit for filing amendments under Article 19 (see Rule 46.1) has expired without the applicant's having filed amendments under that Article, or if the applicant has declared that he does not wish to make amendments under that Article, the International Bureau shall notify the International Preliminary Examining Authority accordingly.

Rule 63

Minimum Requirements for International Preliminary Examining Authorities

63.1 *Definition of Minimum Requirements*

The minimum requirements referred to in Article 32(3) shall be the following:

- (i) the national Office or intergovernmental organization must have at least 100 full-time employees with sufficient technical qualifications to carry out examinations;
- (ii) that Office or organization must have at its ready disposal at least the minimum documentation referred to in Rule 34, properly arranged for examination purposes;
- (iii) that Office or organization must have a staff which is capable of examining in the required technical fields and which has the language facilities to understand at least those languages in which the minimum documentation referred to in Rule 34 is written or is translated.

Rule 64

Prior Art for International Preliminary Examination

64.1 *Prior Art*

(a) For the purposes of Article 33(2) and (3), everything made available to the public anywhere in the world by means of written disclosure (including drawings and other illustrations) shall be considered prior art provided that such making available occurred prior to the relevant date.

(b) For the purposes of paragraph (a), the relevant date will be:

- (i) subject to item (ii), the international filing date of the international application under international preliminary examination;
 - (ii) where the international application under international preliminary examination validly claims the priority of an earlier application, the filing date of such earlier application.
-

64.2 *Divulgations non écrites*

Dans les cas où la mise à la disposition du public a eu lieu par le moyen d'une divulgation orale, d'une utilisation ou d'une exposition, ou par d'autres moyens non écrits („divulgation non écrite”) avant la date pertinente telle que définie à la règle 64.1 *b*), et où la date de cette divulgation non écrite est indiquée dans une divulgation écrite qui a été rendue accessible au public après la date pertinente, la divulgation non écrite n'est pas considérée comme faisant partie de l'état de la technique aux fins de l'article 33.2) et 3). Toutefois, le rapport d'examen préliminaire international doit mentionner une telle divulgation non écrite de la manière prévue à la règle 70.9.

64.3 *Certains documents publiés*

Lorsqu'une demande ou un brevet, qui ferait partie de l'état de la technique aux fins de l'article 33.2) et 3) s'il avait été publié avant la date pertinente mentionnée à la règle 64.1, a été publié, en tant que tel, après la date pertinente mais a été déposé avant la date pertinente ou revendique la priorité d'une demande antérieure déposée avant la date pertinente, cette demande publiée ou ce brevet publié n'est pas considéré comme faisant partie de l'état de la technique aux fins de l'article 33.2) et 3). Toutefois, le rapport d'examen préliminaire international doit mentionner une telle demande ou un tel brevet de la manière prévue à la règle 70.10.

Règle 65

Activité inventive ou non-évidence

65.1 *Relation avec l'état de la technique*

Aux fins de l'article 33.3), l'examen préliminaire international doit prendre en considération la relation existant entre une revendication déterminée et l'état de la technique dans son ensemble. Il doit prendre en considération non seulement la relation existant entre la revendication et les documents individuels ou les parties de ces documents considérées individuellement, mais également la relation existant entre la revendication et les combinaisons de tels documents ou parties de documents, lorsque de telles combinaisons sont évidentes pour un homme du métier.

65.2 *Date pertinente*

Aux fins de l'article 33.3), la date pertinente pour l'appréciation de l'activité inventive (non-évidence) est la date prescrite à la règle 64.1.

64.2 *Non-Written Disclosures*

In cases where the making available to the public occurred by means of an oral disclosure, use, exhibition or other non-written means ("non-written disclosure") before the relevant date as defined in Rule 64.1 (b) and the date of such non-written disclosure is indicated in a written disclosure which has been made available to the public after the relevant date, the non-written disclosure shall not be considered part of the prior art for the purposes of Article 33(2) and (3). Nevertheless, the international preliminary examination report shall call attention to such non-written disclosure in the manner provided for in Rule 70.9

64.3 *Certain Published Documents*

In cases where any application or any patent which would constitute prior art for the purposes of Article 33(2) and (3) had it been published prior to the relevant date referred to in Rule 64.1 was published, as such, after the relevant date but was filed earlier than the relevant date or claimed the priority of an earlier application which had been filed prior to the relevant date, such published application or patent shall not be considered part of the prior art for the purposes of Article 33(2) and (3). Nevertheless, the international preliminary examination report shall call attention to such application or patent in the manner provided for in Rule 70.10.

Rule 65

Inventive Step or Non-Obviousness

65.1 *Approach to Prior Art*

For the purposes of Article 33(3), the international preliminary examination shall take into consideration the relation of any particular claim to the prior art as a whole. It shall take into consideration the claim's relation not only to individual documents or parts thereof taken separately but also its relation to combinations of such documents or parts of documents, where such combinations are obvious to a person skilled in the art.

65.2 *Relevant Date*

For the purposes of Article 33(3), the relevant date for the consideration of inventive step (non-obviousness) is the date prescribed in Rule 64.1.

Règle 66

*Procédure au sein de l'administration chargée de l'examen préliminaire international*66.1 *Base de l'examen préliminaire international*

Le déposant peut effectuer des modifications conformément à l'article 34.2) b) avant le commencement de l'examen préliminaire international; cet examen porte initialement sur les revendications, la description et les dessins tels qu'ils sont contenus dans la demande internationale au moment où il commence.

66.2 *Première opinion écrite de l'administration chargée de l'examen préliminaire international*

- a) Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international:
- i) considère que la demande internationale tombe sous le coup de l'article 34.4),
 - ii) considère que le rapport d'examen préliminaire international devrait être négatif à l'égard de l'une quelconque des revendications pour le motif que l'invention qui en fait l'objet ne semble pas être nouvelle, ne semble pas impliquer une activité inventive (ne semble pas être non évidente), ou ne semble pas être susceptible d'application industrielle,
 - iii) constate que la demande internationale est incorrecte quant à sa forme ou à son contenu, selon le traité ou le présent règlement d'exécution,
 - iv) considère qu'une modification va au-delà de l'exposé de l'invention figurant dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée, ou
 - v) désire joindre au rapport d'examen préliminaire international des observations relatives à la clarté des revendications, de la description ou des dessins, ou à la question de savoir si les revendications se basent entièrement sur la description,

ladite administration le notifie par écrit au déposant.

b) Dans la notification, l'administration chargée de l'examen préliminaire international expose en détail les motifs de son opinion.

c) La notification doit inviter le déposant à présenter une réponse écrite accompagnée, le cas échéant, de modifications ou de corrections.

d) La notification doit fixer un délai de réponse. Ce délai doit être raisonnable, compte tenu des circonstances. Il doit être normalement de deux mois à compter de la date de la notification. Il ne doit en aucun cas être inférieur à un mois à compter de cette date. Il doit être d'au moins deux mois à compter de cette date lorsque le rapport de recherche internationale est transmis en même temps que la notification. Il ne doit en aucun cas être supérieur à trois mois à compter de ladite date.

Rule 66

*Procedure Before the International Preliminary
Examining Authority***66.1 Basis of the International Preliminary Examination**

Before the international preliminary examination starts, the applicant may make amendments according to Article 34(2) (b) and the international preliminary examination shall initially be directed to the claims, the description, and the drawings, as contained in the international application at the time international preliminary examination starts.

66.2 First Written Opinion of the International Preliminary Examining Authority

- (a) If the International Preliminary Examining Authority
 - (i) considers that the international application has any of the defects described in Article 34(4),
 - (ii) considers that the international preliminary examination report should be negative in respect of any of the claims because the invention claimed therein does not appear to be novel, does not appear to involve an inventive step (does not appear to be non-obvious), or does not appear to be industrially applicable,
 - (iii) notices that there is some defect in the form or contents of the international application under the Treaty or these Regulations,
 - (iv) considers that any amendment goes beyond the disclosure in the international application as filed, or
 - (v) wishes to accompany the international preliminary examination report by observations on the clarity of the claims, the description, and the drawings, or the question whether the claims are fully supported by the description,

the said Authority shall notify the applicant accordingly in writing.

(b) The notification shall fully state the reasons for the opinion of the International Preliminary Examining Authority.

(c) The notification shall invite the applicant to submit a written reply together, where appropriate, with amendments or corrections.

(d) The notification shall fix a time limit for the reply. The time limit shall be reasonable under the circumstances. It shall normally be 2 months after the date of notification. In no case shall it be shorter than 1 month after the said date. It shall be at least 2 months after the said date where the international search report is transmitted at the same time as the notification. In no case shall it be more than 3 months after the said date.

66.3 *Réponse formelle à l'administration chargée de l'examen préliminaire international*

a) Le déposant peut répondre à l'invitation, mentionnée à la règle 66.2 c), de l'administration chargée de l'examen préliminaire international par le moyen de modifications ou de corrections ou – s'il n'est pas d'accord avec l'opinion de cette administration – en présentant des arguments, selon le cas, ou par ces deux moyens.

b) Toute réponse doit être présentée directement à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

66.4 *Possibilité additionnelle de modifier ou de corriger*

a) L'administration chargée de l'examen préliminaire international peut émettre un ou plusieurs avis écrits additionnels; les règles 66.2 et 66.3 s'appliquent.

b) Sur requête du déposant, l'administration chargée de l'examen préliminaire international peut lui donner une ou plusieurs possibilités additionnelles de présenter des modifications ou des corrections.

66.5 *Modifications*

Tout changement – autre qu'une rectification d'erreurs évidentes de transcription – apporté aux revendications, à la description ou aux dessins, y compris toute suppression de revendications, de passages de la description ou de dessins, est considéré comme une modification.

66.6 *Communications officielles avec le déposant*

L'administration chargée de l'examen préliminaire international peut, en tout temps, communiquer officiellement avec le déposant par téléphone, par écrit ou par le moyen d'entrevues. Elle décide à sa discrétion si elle désire accorder plus d'une entrevue lorsque le déposant le demande, ou si elle désire répondre à une communication écrite officielle du déposant.

66.7 *Document de priorité*

a) Si une copie de la demande dont la priorité est revendiquée dans la demande internationale est nécessaire à l'administration chargée de l'examen préliminaire international, le Bureau international la lui communique à bref délai, sur requête; lorsque la requête est présentée avant que le Bureau international n'ait reçu le document de priorité selon la règle 17.1 a), le déposant doit remettre ladite copie au Bureau international et, directement, à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

b) Si la demande dont la priorité est revendiquée est rédigée dans une langue autre que la ou les langues de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, le déposant communique à cette administration, s'il y est invité, une traduction dans ladite langue ou dans l'une desdites langues.

66.3 *Formal Response to the International Preliminary Examining Authority*

(a) The applicant may respond to the invitation referred to in Rule 66.2 (c) of the International Preliminary Examining Authority by making amendments or corrections or – if he disagrees with the opinion of that Authority – by submitting arguments, as the case may be, or do both.

(b) Any response shall be submitted directly to the International Preliminary Examining Authority.

66.4 *Additional Opportunity for Amendment or Correction*

(a) If the International Preliminary Examining Authority wishes to issue one or more additional written opinions, it may do so, and Rules 66.2 and 66.3 shall apply.

(b) On the request of the applicant, the International Preliminary Examining Authority may give him one or more additional opportunities to submit amendments or corrections.

66.5 *Amendment*

Any change, other than the rectification of obvious errors of transcription, in the claims, the description, or the drawings, including cancellation of claims, omission of passages in the description, or omission of certain drawings, shall be considered an amendment.

66.6 *Informal Communications with the Applicant*

The International Preliminary Examining Authority may, at any time, communicate informally, over the telephone, in writing, or through personal interviews, with the applicant. The said Authority shall, at its discretion, decide whether it wishes to grant more than one personal interview if so requested by the applicant, or whether it wishes to reply to any informal written communication from the applicant.

66.7 *Priority Document*

(a) If the International Preliminary Examining Authority needs a copy of the application whose priority is claimed in the international application, the International Bureau shall, on request, promptly furnish such copy, provided that, where the request is made before the International Bureau has received the priority document under Rule 17.1 (a), the applicant shall furnish such copy to the International Bureau and directly to the International Preliminary Examining Authority.

(b) If the application whose priority is claimed is in a language other than the language or one of the languages of the International Preliminary Examining Authority, the applicant shall furnish, on invitation, a translation in the said language or one of the said languages.

c) La copie que le déposant doit remettre selon l'alinéa a) et la traduction visée à l'alinéa b) doivent être communiquées au plus tard à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la date de la requête ou de l'invitation. Si elles ne sont pas communiquées dans ce délai, le rapport d'examen préliminaire international est établi comme si la priorité n'avait pas été revendiquée.

66.8 *Forme des corrections et des modifications*

a) Le déposant doit soumettre une feuille de remplacement pour chaque feuille de la demande internationale qui, en raison d'une modification ou d'une correction, diffère de la feuille primitivement déposée. La lettre d'accompagnement des feuilles de remplacement doit attirer l'attention sur les différences existant entre les feuilles remplacées et les feuilles de remplacement. Dans la mesure où une modification entraîne la suppression d'une feuille entière, la modification doit être communiquée par lettre.

b) L'administration chargée de l'examen préliminaire international appose sur chaque feuille de remplacement son timbre, le numéro de la demande internationale et la date de réception de ladite feuille. Elle garde dans ses dossiers chaque feuille remplacée, la lettre d'accompagnement de la feuille ou des feuilles de remplacement et toute lettre visée à la dernière phrase de l'alinéa a).

Règle 67

Objet selon l'article 34.4 a) i)

67.1 *Définition*

Aucune administration chargée de l'examen préliminaire international n'a l'obligation de procéder à l'examen préliminaire international à l'égard d'une demande internationale dont l'objet, et dans la mesure où l'objet, est l'un des suivants:

- i) théories scientifiques et mathématiques;
- ii) variétés végétales, races animales, procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux, autres que procédés microbiologiques et produits obtenus par ces procédés;
- iii) plans, principes ou méthodes en vue de faire des affaires, de réaliser des actions purement intellectuelles ou de jouer;
- iv) méthodes de traitement du corps humain ou animal par la chirurgie ou la thérapie, ainsi que méthodes de diagnostic;
- v) simples présentations d'informations;
- vi) programmes d'ordinateurs dans la mesure où l'administration chargée de l'examen préliminaire international n'est pas outillée pour procéder à un examen préliminaire international au sujet de tels programmes.

(c) The copy to be furnished by the applicant under paragraph (a) and the translation referred to in paragraph (b) shall be furnished not later than by the expiration of 2 months from the date of the request or invitation. If they are not furnished within that time limit, the international preliminary examination report shall be established as if the priority had not been claimed.

66.8 *Form of Corrections and Amendments*

(a) The applicant shall be required to submit a replacement sheet for every sheet of the international application which, on account of a correction or amendment, differs from the sheet originally filed. The letter accompanying the replacement sheets shall draw attention to the differences between the replaced sheets and the replacement sheets. To the extent that any amendment results in the cancellation of an entire sheet, that amendment shall be communicated in a letter.

(b) The International Preliminary Examining Authority shall mark on each replacement sheet the international application number, the date on which it was received, and the stamp identifying the said Authority. It shall keep in its files any replaced sheet, the letter accompanying the replacement sheet or sheets, and any letter referred to in the last sentence of paragraph (a).

Rule 67

Subject Matter under Article 34(4) (a) (i)

67.1 *Definition*

No International Preliminary Examining Authority shall be required to carry out an international preliminary examination on an international application if, and to the extent to which, its subject matter is any of the following:

- (i) scientific and mathematical theories,
 - (ii) plant or animal varieties or essentially biological processes for the production of plants and animals, other than microbiological processes and the products of such processes,
 - (iii) schemes, rules or methods of doing business, performing purely mental acts or playing games,
 - (iv) methods for treatment of the human or animal body by surgery or therapy, as well as diagnostic methods,
 - (v) mere presentations of information,
 - (vi) computer programs to the extent that the International Preliminary Examining Authority is not equipped to carry out an international preliminary examination concerning such programs.
-

Règle 68

*Absence d'unité de l'invention (examen préliminaire international)*68.1 *Pas d'invitation à limiter ou à payer*

Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international estime qu'il n'est pas satisfait à l'exigence d'unité de l'invention et décide de ne pas inviter le déposant à limiter les revendications ou à payer des taxes additionnelles, elle établit le rapport d'examen préliminaire international, sous réserve de l'article 34.4) b), pour la demande internationale entière, mais elle indique dans ce rapport que, selon son opinion, il n'est pas satisfait à l'exigence d'unité de l'invention et elle spécifie les motifs pour lesquels elle considère que cette exigence n'est pas satisfaite.

68.2 *Invitation à limiter ou à payer*

Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international estime qu'il n'est pas satisfait à l'exigence d'unité de l'invention et décide d'inviter le déposant, au choix de ce dernier, à limiter les revendications ou à payer des taxes additionnelles, elle indique au moins une possibilité de limitation qui, à son avis, satisfait à cette exigence; elle précise le montant des taxes additionnelles et spécifie les motifs pour lesquels elle considère que l'exigence d'unité de l'invention n'est pas satisfaite. Elle fixe en même temps un délai, qui tient compte des circonstances du cas d'espèce, pour donner suite à l'invitation; ce délai ne peut être inférieur à un mois ni supérieur à deux mois à compter de la date de l'invitation.

68.3 *Taxes additionnelles*

a) Le montant des taxes additionnelles pour l'examen préliminaire international, prévues à l'article 34.3) a), est fixé par l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international.

b) Les taxes additionnelles pour l'examen préliminaire international, prévues à l'article 34.3) a), doivent être payées directement à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

c) Tout déposant peut payer les taxes additionnelles sous réserve, c'est-à-dire en y joignant une déclaration motivée tendant à démontrer que la demande internationale remplit la condition d'unité de l'invention ou que le montant des taxes additionnelles demandées est excessif. Un comité de trois membres – ou toute autre instance spéciale – de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, ou toute autorité supérieure compétente, examine la réserve et, dans la mesure où il estime que la réserve est justifiée, ordonne le remboursement, total ou partiel, des taxes additionnelles au déposant. Sur requête du déposant, le texte de sa réserve et celui de la décision sont annexés au rapport d'examen préliminaire international et notifiés aux offices élus.

Rule 68

Lack of Unity of Invention
(*International Preliminary Examination*)

68.1 *No Invitation to Restrict or Pay*

Where the International Preliminary Examining Authority finds that the requirement of unity of invention is not complied with and chooses not to invite the applicant to restrict the claims or to pay additional fees, it shall establish the international preliminary examination report, subject to Article 34(4) (b), in respect of the entire international application, but shall indicate, in the said report, that, in its opinion, the requirement of unity of invention is not fulfilled and shall specify the reasons for which the international application is not considered as complying with the requirement of unity of invention.

68.2 *Invitation to Restrict or Pay*

Where the International Preliminary Examining Authority finds that the requirement of unity of invention is not complied with and chooses to invite the applicant, at his option, to restrict the claims or to pay additional fees, it shall specify at least one possibility of restriction which, in the opinion of the International Preliminary Examining Authority, would be in compliance with the applicable requirement, and shall specify the amount of the additional fees and the reasons for which the international application is not considered as complying with the requirement of unity of invention. It shall, at the same time, fix a time limit, with regard to the circumstances of the case, for complying with the invitation; such time limit shall not be shorter than 1 month, and it shall not be longer than 2 months, from the date of the invitation.

68.3 *Additional Fees*

(a) The amount of the additional fee due for international preliminary examination under Article 34(3) (a) shall be determined by the competent International Preliminary Examining Authority.

(b) The additional fee due for international preliminary examination under Article 34(3) (a) shall be payable direct to the International Preliminary Examining Authority.

(c) Any applicant may pay the additional fee under protest, that is, accompanied by a reasoned statement to the effect that the international application complies with the requirement of unity of invention or that the amount of the required additional fee is excessive. Such protest shall be examined by a three-member board or other special instance of the International Preliminary Examining Authority, or any competent higher authority, which, to the extent that it finds the protest justified, shall order the total or partial reimbursement to the applicant of the additional fee. On the request of the applicant, the text of both the protest and the decision thereon shall be notified to the elected Offices as an annex to the international preliminary examination report.

d) Le Comité de trois membres, l'instance spéciale ou l'autorité supérieure mentionné à l'alinéa c) ne doit pas comprendre le fonctionnaire qui a pris la décision faisant l'objet de la réserve.

68.4 *Procédure en cas de limitation insuffisante des revendications*

Si le déposant limite les revendications d'une manière qui ne suffit pas pour satisfaire à l'exigence d'unité de l'invention, l'administration chargée de l'examen préliminaire international procède conformément à l'article 34.3) c).

68.5 *Invention principale*

En cas de doute sur la question de savoir quelle est l'invention principale aux fins de l'article 34.3) c), l'invention mentionnée en premier lieu dans les revendications est considérée comme l'invention principale.

Règle 69

Délai pour l'examen préliminaire international

69.1 *Délai pour l'examen préliminaire international*

a) Tous les accords conclus avec des administrations chargées de l'examen préliminaire international doivent prévoir le même délai pour l'établissement du rapport d'examen préliminaire international. Ce délai ne doit pas excéder:

i) six mois à partir du début de l'examen préliminaire international;

ii) huit mois à partir du début de l'examen préliminaire international lorsque l'administration chargée de l'examen préliminaire international a adressé une invitation à limiter les revendications ou à payer des taxes additionnelles (article 34.3)).

b) L'examen préliminaire international débute dès réception par l'administration chargée de l'examen préliminaire international:

i) des revendications telles que modifiées selon l'article 19, transmises en application de la règle 62.2 a); ou

ii) d'une notification du Bureau international en application de la règle 62.2 b) indiquant qu'aucune modification selon l'article 19 n'a été déposée dans le délai prescrit ou que le déposant a déclaré qu'il ne désirait pas déposer de telles modifications; ou

iii) d'une notification, quand le rapport de recherche internationale est en la possession de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, du déposant exprimant le vœu que l'examen préliminaire international débute et porte sur les revendications telles que spécifiées dans cette notification; ou

iv) d'une notification de la déclaration de l'administration chargée de la recherche internationale qu'un rapport de recherche internationale ne sera pas établi (article 17.2) a)).

(d) The three-member board, special instance or competent higher authority, referred to in paragraph (c), shall not comprise any person who made the decision which is the subject of the protest.

68.4 *Procedure in the Case of Insufficient Restriction of the Claims*

If the applicant restricts the claims but not sufficiently to comply with the requirement of unity of invention, the International Preliminary Examining Authority shall proceed as provided in Article 34(3) (c).

68.5 *Main Invention*

In case of doubt which invention is the main invention for the purposes of Article 34(3) (c), the invention first mentioned in the claims shall be considered the main invention.

Rule 69

Time Limit for International Preliminary Examination

69.1 *Time Limit for International Preliminary Examination*

(a) All agreements concluded with International Preliminary Examining Authorities shall provide for the same time limit for the establishment of the international preliminary examination report. This time limit shall not exceed:

(i) 6 months after the start of the international preliminary examination,

(ii) in cases where the International Preliminary Examining Authority issues an invitation to restrict the claims or pay additional fees (Article 34(3)), 8 months after the start of the international preliminary examination.

(b) International preliminary examination shall start upon receipt, by the International Preliminary Examining Authority:

(i) under Rule 62.2 (a), of the claims as amended under Article 19, or

(ii) under Rule 62.2 (b), of a notice from the International Bureau that no amendments under Article 19 have been filed within the prescribed time limit or that the applicant has declared that he does not wish to make such amendments, or

(iii) of a notice, after the international search report is in the possession of the International Preliminary Examining Authority, from the applicant expressing the wish that the international preliminary examination should start and be directed to the claims as specified in such notice, or

(iv) of a notice of the declaration by the International Searching Authority that no international search report will be established (Article 17(2) (a)).

c) Si l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international fait partie de l'office national ou de l'organisation intergouvernementale auquel appartient l'administration compétente chargée de la recherche internationale, cette administration peut entreprendre l'examen préliminaire international en même temps que la recherche internationale. Dans ce cas, le rapport d'examen préliminaire international doit être établi, nonobstant l'alinéa a), au plus tard six mois après l'expiration du délai accordé, selon l'article 19, pour la modification des revendications.

Règle 70

Rapport d'examen préliminaire international

70.1 Définition

Au sens de la présente règle, il faut entendre par „rapport” le rapport d'examen préliminaire international.

70.2 Base du rapport

a) Si les revendications ont été modifiées, le rapport est établi sur la base des revendications telles que modifiées.

b) Si, conformément à la règle 66.7 c), le rapport est établi comme si la priorité n'avait pas été revendiquée, le rapport doit le préciser.

c) Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international considère qu'une modification va au-delà de l'exposé de l'invention figurant dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée, le rapport est établi comme si cette modification n'avait pas été faite, et le rapport l'indique. Il indique également les raisons pour lesquelles ladite administration considère que la modification va au-delà dudit exposé.

70.3 Identifications

Le rapport identifie d'une part l'administration chargée de l'examen préliminaire international qui l'a établi, en indiquant le nom de cette administration, et d'autre part la demande internationale par le numéro de cette demande, le nom du déposant, le nom de l'office récepteur et la date du dépôt international.

70.4 Dates

Le rapport indique:

i) la date à laquelle la demande d'examen préliminaire international a été présentée;

ii) la date du rapport; cette date est celle de l'achèvement du rapport.

70.5 Classification

a) Le rapport répète le classement indiqué selon la règle 43.3 si l'administration chargée de l'examen préliminaire international maintient ce classement.

(c) If the competent International Preliminary Examining Authority is part of the same national Office or intergovernmental organization as the competent International Searching Authority, the international preliminary examination may, if the International Preliminary Examining Authority so wishes, start at the same time as the international search. In such a case, the international preliminary examination report shall be established, notwithstanding the provisions of paragraph (a), no later than 6 months after the expiration of the time limit allowed under Article 19 for amending the claims.

Rule 70

The International Preliminary Examination Report

70.1 *Definition*

For the purposes of this Rule, "report" shall mean international preliminary examination report.

70.2 *Basis of the Report*

(a) If the claims have been amended, the report shall issue on the claims as amended.

(b) If, pursuant to Rule 66.7 (c), the report is established as if the priority had not been claimed, the report shall so indicate.

(c) If the International Preliminary Examining Authority considers that any amendment goes beyond the disclosure in the international application as filed, the report shall be established as if such amendment had not been made, and the report shall so indicate. It shall also indicate the reasons why it considers that the amendment goes beyond the said disclosure.

70.3 *Identifications*

The report shall identify the International Preliminary Examining Authority which established it by indicating the name of such Authority, and the international application, by indicating the international application number, the name of the applicant, the name of the receiving Office, and the international filing date.

70.4 *Dates*

The report shall indicate:

- (i) the date on which the demand was submitted, and
- (ii) the date of the report; that date shall be the date on which the report is completed.

70.5 *Classification*

(a) The report shall repeat the classification given under Rule 43.3 if the International Preliminary Examining Authority agrees with such classification.

b) Sinon, l'administration chargée de l'examen préliminaire international indique le classement qu'elle considère comme correct, au minimum selon la Classification internationale des brevets.

70.6 *Déclaration selon l'article 35.2)*

a) La déclaration mentionnée à l'article 35.2) consiste en „OUI” ou „NON”, ou l'équivalent de ces mots dans la langue du rapport, ou un signe approprié spécifié dans les instructions administratives, et est, le cas échéant, accompagnée des citations, explications et observations mentionnées à la dernière phrase de l'article 35.2).

b) S'il n'est pas satisfait à l'un quelconque des trois critères mentionnés à l'article 35.2) (à savoir la nouveauté, l'activité inventive (non-évidence) et l'application industrielle), la déclaration est négative. Si, dans un tel cas, il est satisfait à l'un ou à deux de ces critères pris séparément, le rapport précise celui ou ceux auxquels il est ainsi satisfait.

70.7 *Citations selon l'article 35.2)*

a) Le rapport cite les documents considérés comme pertinents pour étayer les déclarations faites selon l'article 35.2).

b) Les dispositions de la règle 43.5 b) et e) s'appliquent également au rapport.

70.8 *Explications selon l'article 35.2)*

Les instructions administratives contiennent des principes directeurs pour les cas où les explications mentionnées à l'article 35.2) devraient ou ne devraient pas être données, ainsi que pour la forme de ces explications. Ces principes directeurs doivent se baser sur les principes suivants:

i) des explications doivent être données chaque fois que la déclaration est négative à l'égard d'une revendication quelconque;

ii) des explications doivent être données chaque fois que la déclaration est positive, sauf si les raisons qui ont conduit à citer un document quelconque sont faciles à imaginer sur la base de la consultation du document cité;

iii) en règle générale, des explications doivent être données dans le cas prévu à la dernière phrase de la règle 70.6 b).

70.9 *Divulgations non écrites*

Toute divulgation non écrite visée dans le rapport en raison de la règle 64.2 est mentionnée par l'indication de son genre, par la date à laquelle la divulgation écrite qui se réfère à la divulgation non écrite a été rendue accessible au public et par la date à laquelle cette dernière a été faite publiquement.

(b) Otherwise, the International Preliminary Examining Authority shall indicate in the report the classification, at least according to the International Patent Classification, which it considers correct.

70.6 *Statement under Article 35(2)*

(a) The statement referred to in Article 35(2) shall consist of the words "YES" or "NO", or their equivalent in the language of the report, or some appropriate sign provided for in the Administrative Instructions, and shall be accompanied by the citations, explanations and observations, if any, referred to in the last sentence of Article 35(2).

(b) If any of the three criteria referred to in Article 35(2) (that is, novelty, inventive step (non-obviousness), industrial applicability) is not satisfied, the statement shall be negative. If, in such a case, any of the criteria, taken separately, is satisfied, the report shall specify the criterion for criteria so satisfied.

70.7 *Citations under Article 35(2)*

(a) The report shall cite the documents considered to be relevant for supporting the statements made under Article 35(2).

(b) The provisions of Rule 43.5 (b) and (e) shall apply also to the report.

70.8 *Explanations under Article 35(2)*

The Administrative Instructions shall contain guidelines for cases in which the explanations referred to in Article 35(2) should or should not be given and the form of such explanations. Such guidelines shall be based on the following principles:

(i) explanations shall be given whenever the statement in relation to any claim is negative;

(ii) explanations shall be given whenever the statement is positive unless the reason for citing any document is easy to imagine on the basis of consultation of the cited document;

(iii) generally, explanations shall be given if the case provided for in the last sentence of Rule 70.6 (b) obtains.

70.9 *Non-Written Disclosures*

Any non-written disclosure referred to in the report by virtue of Rule 64.2 shall be mentioned by indicating its kind, the date on which the written disclosure referring to the non-written disclosure was made available to the public, and the date on which the non-written disclosure occurred in public.

70.10 *Certains documents publiés*

Toute demande publiée et tout brevet visés dans le rapport en raison de la règle 64.3 sont mentionnés en tant que tels; le rapport indique leur date de publication, leur date de dépôt et leur date de priorité revendiquée (le cas échéant). A l'égard de la date de priorité d'un tel document, le rapport peut indiquer que l'administration chargée de l'examen préliminaire international estime que cette date n'a pas été valablement revendiquée.

70.11 *Mention de modifications ou de correction de certaines irrégularités*

Il est indiqué dans le rapport si des modifications ou des corrections ont été faites auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

70.12 *Mention de certaines irrégularités*

Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international estime qu'au moment où elle prépare le rapport:

i) la demande internationale tombe sous le coup de la règle 66.2 a) iii), elle l'indique dans le rapport en motivant son opinion;

ii) la demande internationale appelle l'une des observations mentionnées à la règle 66.2 a) v), elle peut l'indiquer dans le rapport et, si elle le fait, elle motive son opinion.

70.13 *Remarques concernant l'unité de l'invention*

Le rapport indique si le déposant a payé des taxes additionnelles pour l'examen préliminaire international, ou si la demande internationale ou l'examen préliminaire international a été limité selon l'article 34.3). En outre, lorsque l'examen préliminaire international a été effectué sur la base de revendications limitées (article 34.3 a)) ou de l'invention principale seulement (article 34.3 c)), le rapport précise les parties de la demande internationale sur lesquelles l'examen préliminaire international a porté.

70.14 *Signature*

Le rapport est signé par un fonctionnaire autorisé de l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

70.15 *Forme*

Les conditions matérielles de forme du rapport sont fixées dans les instructions administratives.

70.10 *Certain Published Documents*

Any published application or any patent referred to in the report by virtue of Rule 64.3 shall be mentioned as such and shall be accompanied by an indication of its date of publication, of its filing date, and its claimed priority date (if any). In respect of the priority date of any such document, the report may indicate that, in the opinion of the International Preliminary Examining Authority, such date has not been validly claimed.

70.11 *Mention of Amendments or Correction of Certain Defects*

If, before the International Preliminary Examining Authority, amendments or corrections have been made, this fact shall be indicated in the report.

70.12 *Mention of Certain Defects*

If the International Preliminary Examining Authority considers that, at the time it prepares the report:

(i) the international application contains any of the defects referred to in Rule 66.2(a)(iii), it shall include this opinion and the reasons therefor in the report;

(ii) the international application calls for any of the observations referred to in Rule 66.2(a)(v), it may include this opinion in the report and, if it does, it shall also indicate in the report the reasons for such opinion.

70.13 *Remarks Concerning Unity of Invention*

If the applicant paid additional fees for the international preliminary examination, or if the international application or the international preliminary examination was restricted under Article 34(3), the report shall so indicate. Furthermore, where the international preliminary examination was carried out on restricted claims (Article 34(3)(a)), or on the main invention only (Article 34(3)(c)), the report shall indicate what parts of the international application were and what parts were not the subject of international preliminary examination.

70.14 *Signature*

The report shall be signed by an authorized officer of the International Preliminary Examining Authority.

70.15 *Form*

The physical requirements as to the form of the report shall be prescribed by the Administrative Instructions.

70.16 *Modifications et corrections annexées*

Si les revendications, la description ou les dessins ont été modifiés ou si une partie de la demande internationale a été corrigée auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, chaque feuille de remplacement sur laquelle ont été apposées les indications mentionnées à la règle 66.8 b) est annexée au rapport. Les feuilles de remplacement auxquelles d'autres feuilles de remplacement ont été substituées ultérieurement ne sont pas annexées. Si la modification est présentée sous forme de lettre, une copie de cette lettre est également annexée au rapport.

70.17 *Langue du rapport et des annexes*

a) Le rapport est établi dans la langue de publication de la demande internationale qu'il concerne.

b) Toute annexe doit être établie dans la langue de la demande internationale qu'elle concerne, telle que cette demande a été déposée, ou dans la langue de publication de cette demande s'il s'agit d'une autre langue.

Règle 71

Transmission du rapport d'examen préliminaire international

71.1 *Destinataire*

L'administration chargée de l'examen préliminaire international transmet, le même jour, au Bureau international et au déposant une copie du rapport d'examen préliminaire international et, le cas échéant, de ses annexes.

71.2 *Copies de documents cités*

a) La requête visée à l'article 36.4) peut être formée en tout temps pendant sept années à compter de la date du dépôt international de la demande internationale à laquelle le rapport international a trait.

b) L'administration chargée de l'examen préliminaire international peut exiger du déposant ou de l'office élu qui lui a adressé la requête le paiement du coût de la préparation et de l'expédition des copies. Le montant de ce coût sera établi dans les accords visés à l'article 32.2), conclus entre les administrations chargées de l'examen préliminaire international et le Bureau international.

c) Toute administration chargée de l'examen préliminaire international qui ne désire pas adresser les copies directement à un office élu envoie une copie au Bureau international, qui procédera conformément aux alinéas a) et b).

d) Toute administration chargée de l'examen préliminaire international peut confier la tâche visée aux alinéas a) à c) à un autre organisme qui sera responsable devant elle.

70.16 *Attachment of Corrections and Admendments*

If the claims, the description, or the drawings, were amended or any part of the international application was corrected before the International Preliminary Examining Authority, each replacement sheet marked as provided in Rule 66.8(b) shall be attached to the report as an annex thereto. Replacement sheets superseded by later replacement sheets shall not be attached. If the amendment is communicated in a letter, a copy of such letter shall also be annexed to the report.

70.17 *Languages of the Report and the Annexes*

(a) The report shall be in the language in which the international application to which it relates is published.

(b) Any annex shall be both in the language in which the international application to which it relates was filed and also, if it is different, in the language in which the international application to which it relates is published.

Rule 71

Transmittal of the International Preliminary Examination Report

71.1 *Recipients*

The International Preliminary Examining Authority shall, on the same day, transmit one copy of the international preliminary examination report and its annexes, if any, to the International Bureau, and one copy to the applicant.

71.2 *Copies of Cited Documents*

(a) The request under Article 36(4) may be presented any time during 7 years from the international filing date of the international application to which the report relates.

(b) The International Preliminary Examining Authority may require that the party (applicant or elected Office) presenting the request pay to it the cost of preparing and mailing the copies. The level of the cost of preparing copies shall be provided for in the agreements referred to in Article 32(2) between the International Preliminary Examining Authorities and the International Bureau.

(c) Any International Preliminary Examining Authority not wishing to send copies direct to any elected Office shall send a copy to the International Bureau and the International Bureau shall then proceed as provided in paragraphs (a) and (b).

(d) Any International Preliminary Examining Authority may perform the obligations referred to in (a) to (c) through another agency responsible to it.

Règle 72

Traduction du rapport d'examen préliminaire international

72.1 *Langues*

a) Tout Etat élu peut exiger que le rapport d'examen préliminaire international établi dans une langue autre que la langue officielle ou l'une des langues officielles de son office national, soit traduit en allemand, en anglais, en espagnol, en français, en japonais ou en russe.

b) Une telle exigence doit être notifiée au Bureau international, qui la publie à bref délai dans la gazette.

72.2 *Copies de traductions pour le déposant*

Le Bureau international transmet au déposant une copie de chaque traduction du rapport d'examen préliminaire international en même temps qu'il communique cette traduction à l'office ou aux offices élus intéressés.

72.3 *Observations relatives à la traduction*

Le déposant peut faire des observations écrites au sujet des erreurs de traduction qui sont contenues à son avis dans la traduction du rapport d'examen préliminaire international; il doit adresser une copie de ces observations à chacun des offices élus intéressés et au Bureau international.

Règle 73

Communication du rapport d'examen préliminaire international

73.1 *Préparation de copies*

Le Bureau international prépare les copies des documents qui doivent être communiqués selon l'article 36.3) a).

73.2 *Délai de communication*

La communication prévue à l'article 36.3) a) doit être effectuée aussi rapidement que possible.

Règle 74

Traduction et transmission des annexes au rapport d'examen préliminaire international

74.1 *Délai*

Toute feuille de remplacement visée à la règle 70.16 et toute modification visée à la dernière phrase de ladite règle, déposées avant la remise de la traduction de la demande internationale exigée selon l'article 39 ou selon l'article 22 lorsque cette remise est réglementée par l'article 64.2) a) i), doivent être traduites et transmises en même temps que la remise mentionnée à l'article 39 ou, le cas échéant, à l'article 22; si elles

Rule 72

Translation of the International Preliminary Examination Report

72.1 *Languages*

(a) Any elected State may require that the international preliminary examination report, established in any language other than the official language, or one of the official languages, of its national Office, be translated into English, French, German, Japanese, Russian, or Spanish.

(b) Any such requirement shall be notified to the International Bureau, which shall promptly publish it in the Gazette.

72.2 *Copies of Translations for the Applicant*

The International Bureau shall transmit a copy of each translation of the international preliminary examination report to the applicant at the same time as it communicates such translation to the interested elected Office or Offices.

72.3 *Observations on the Translation*

The applicant may make written observations on what, in his opinion, are errors of translation in the translation of the international preliminary examination report and shall send a copy of any such observations to each of the interested elected Offices and a copy to the International Bureau.

Rule 73

Communication of the International Preliminary Examination Report

73.1 *Preparation of Copies*

The International Bureau shall prepare the copies of the documents to be communicated under Article 36(3)(a).

73.2 *Time Limit for Communication*

The communication provided for in Article 36(3)(a) shall be effected as promptly as possible.

Rule 74

Translations of Annexes of the International Preliminary Examination Report and Transmittal Thereof

74.1 *Time Limit*

Any replacement sheet referred to in Rule 70.16, or any amendment referred to in the last sentence of that Rule which was filed prior to the furnishing of the translation of the international application required under Article 39, or, where the furnishing of such translation is governed by Article 64(2)(a)(i), which was filed prior to the furnishing of the translation of the international application required under Article 22,

sont déposées moins d'un mois avant cette remise ou si elles le sont après cette dernière, elles doivent être traduites et transmises un mois après leur dépôt.

Règle 75

Retrait de la demande d'examen préliminaire international ou d'élections

75.1 Retraits

a) Le retrait de la demande d'examen préliminaire international ou de toutes les élections peut être effectué avant l'expiration d'un délai de vingt-cinq mois à compter de la date de priorité, sauf pour tout Etat élu où le traitement national ou l'examen national a déjà commencé. Le retrait de l'élection d'un Etat élu peut se faire avant la date où le traitement et l'examen peuvent commencer dans cet Etat.

b) Le retrait doit être effectué par le moyen d'une notice signée, adressée par le déposant au Bureau international. Dans le cas de la règle 4.8 b), la notice de retrait doit être signée de tous les déposants.

75.2 Notification aux offices élus

a) Le retrait de la demande d'examen préliminaire international ou de toutes les élections est notifié à bref délai par le Bureau international aux offices nationaux de tous les Etats qui, jusqu'au moment du retrait, étaient des Etats élus et avaient été avisés de leur élection.

b) Le retrait d'une élection et sa date de réception sont notifiés à bref délai par le Bureau international à l'office élu intéressé, sauf s'il n'a pas encore été avisé de son élection.

75.3 Notification à l'administration chargée de l'examen préliminaire international

Le retrait de la demande d'examen préliminaire international ou de toutes les élections est notifié à bref délai par le Bureau international à l'administration chargée de l'examen préliminaire international si cette dernière, au moment du retrait, était informée de la demande d'examen préliminaire international.

75.4 Faculté selon l'article 37.4) b)

a) Tout Etat contractant désirant invoquer le bénéfice de la faculté prévue à l'article 37.4) b) doit le notifier par écrit au Bureau international.

b) La notification visée à l'alinéa a) est publiée à bref délai par le Bureau international dans la gazette et a effet à l'égard des demandes internationales déposées plus d'un mois après la date de cette publication.

shall be translated and transmitted together with the furnishing under Article 39 or, where applicable, under Article 22, or, if filed less than 1 month before such furnishing or if filed after such furnishing, 1 month after it has been filed.

Rule 75

Withdrawal of the Demand, or of Elections

75.1 *Withdrawals*

(a) Withdrawal of the demand or all the elections may be effected prior to the expiration of 25 months from the priority date except as to any elected State in which national processing or examination has already started. Withdrawal of the election of any elected State may be effected prior to the date on which examination and processing may start in that State.

(b) Withdrawal shall be effected by a signed notice from the applicant to the International Bureau. In the case of Rule 4.8(b), the notice shall require the signature of all the applicants.

75.2 *Notification of Elected Offices*

(a) The fact that the demand or all elections have been withdrawn shall be promptly notified by the International Bureau to the national Offices of all States which, up to the time of the withdrawal, were elected States and had been informed of their election.

(b) The fact that any election has been withdrawn and the date of receipt of the withdrawal shall be promptly notified by the International Bureau to the elected Office concerned, except where it has not yet been informed that it had been elected.

75.3 *Notification of the International Preliminary Examining Authority*

The fact that the demand or all elections have been withdrawn shall be promptly notified by the International Bureau to the International Preliminary Examining Authority if, at the time of the withdrawal, the latter had been informed of the existence of the demand.

75.4 *Faculty under Article 37(4)(b)*

(a) Any Contracting State wishing to take advantage of the faculty provided for in Article 37(4)(b) shall notify the International Bureau in writing.

(b) The notification under paragraph (a) shall be promptly published by the International Bureau in the Gazette, and shall have effect in respect of international applications filed more than 1 month after the publication date of the relevant issue of the Gazette.

Règle 76

*Langues des traductions et montants des taxes selon l'article 39.1);
traduction du document de priorité*

76.1 *Notification*

a) Tout Etat contractant exigeant la remise d'une traduction ou le paiement d'une taxe nationale, ou les deux, selon l'article 39.1), doit notifier au Bureau international:

i) les langues pour lesquelles il exige une traduction et la langue de cette dernière;

ii) le montant de la taxe nationale.

b) Toute notification reçue par le Bureau international selon l'alinéa a) est publiée par ce Bureau dans la gazette.

c) Si les exigences visées à l'alinéa a) sont ultérieurement modifiées, ces modifications doivent être notifiées par l'Etat contractant au Bureau international, qui publie à bref délai la notification dans la gazette. Si cette modification a pour effet qu'une traduction est exigée dans une langue qui n'était pas prévue auparavant, ce changement n'a effet qu'à l'égard des demandes d'examen préliminaire international présentées plus de deux mois après la publication de la notification dans la gazette. Sinon, la date d'application de tout changement est déterminée par l'Etat contractant.

76.2 *Langues*

La langue dans laquelle une traduction peut être exigée doit être une langue officielle de l'office élu. S'il y a plusieurs langues officielles, aucune traduction ne peut être exigée si la demande internationale est rédigée dans l'une de ces langues. S'il y a plusieurs langues officielles et si une traduction doit être fournie, le déposant peut choisir l'une quelconque de ces langues. Nonobstant les dispositions qui précèdent du présent alinéa, s'il y a plusieurs langues officielles mais si la législation nationale prescrit l'utilisation de l'une de ces langues par les étrangers, une traduction dans cette langue peut être exigée.

76.3 *Déclarations selon l'article 19*

Aux fins de l'article 39 et de la présente règle, toute déclaration faite selon l'article 19.1) est considérée comme faisant partie de la demande internationale.

76.4 *Délai pour la traduction du document de priorité*

Le déposant n'a pas l'obligation de remettre à un office élu une traduction certifiée conforme du document de priorité avant l'expiration du délai applicable selon l'article 39.

Rule 76

*Languages of Translations and Amounts of Fees under
Article 39(1); Translation of Priority Document*76.1 *Notification*

(a) Any Contracting State requiring the furnishing of a translation or the payment of a national fee, or both, under Article 39(1), shall notify the International Bureau of:

(i) the languages from which and the language into which it requires translation,

(ii) the amount of the national fee.

(b) Any notification received by the International Bureau under paragraph (a) shall be published by the International Bureau in the Gazette.

(c) If the requirements under paragraph (a) change later, such changes shall be notified by the Contracting State to the International Bureau and that Bureau shall promptly publish the notification in the Gazette. If the change means that translation is required into a language which, before the change, was not required, such change shall be effective only with respect to a demand submitted later than 2 months after the publication of the notification in the Gazette. Otherwise, the effective date of any change shall be determined by the Contracting State.

76.2 *Languages*

The language into which translation may be required must be an official language of the elected Office. If there are several of such languages, no translation may be required if the international application is in one of them. If there are several official languages and a translation must be furnished, the applicant may choose any of those languages. Notwithstanding the foregoing provisions of this paragraph, if there are several official languages but the national law prescribes the use of one such language for foreigners, a translation into that language may be required.

76.3 *Statements under Article 19*

For the purposes of Article 39 and the present Rule, any statement made under Article 19(1) shall be considered as part of the international application.

76.4 *Time Limit for Translation of Priority Document*

The applicant shall not be required to furnish to any elected Office a certified translation of the priority document before the expiration of the applicable time limit under Article 39.

Règle 77

*Faculté selon l'article 39.1) b)*77.1 *Exercice de la faculté*

a) Tout Etat contractant accordant un délai expirant après celui qui est prévu à l'article 39.1) a) doit notifier au Bureau international le délai ainsi fixé.

b) Toute notification reçue par le Bureau international selon l'alinéa a) est publiée à bref délai dans la gazette.

c) Les notifications relatives à la réduction d'un délai précédemment fixé ont effet pour les demandes d'examen préliminaire international qui sont présentées plus de trois mois après la date de publication de la notification.

d) Les notifications relatives à la prolongation d'un délai précédemment fixé ont effet dès leur publication dans la gazette pour les demandes d'examen préliminaire international pendantes à la date de cette publication ou présentées après cette date ou, si l'Etat contractant procédant à la notification fixe une date ultérieure, à cette date ultérieure.

Règle 78

*Modification des revendications, de la description et des dessins auprès des offices élus*78.1 *Délai lorsque l'élection a lieu avant l'expiration d'une période de dix-neuf mois à compter de la date de priorité*

a) Lorsque l'élection d'un Etat contractant a lieu avant l'expiration d'une période de dix-neuf mois à compter de la date de priorité, le déposant qui désire exercer le droit accordé par l'article 41 doit le faire après la transmission du rapport d'examen préliminaire international selon l'article 36.1) et avant l'expiration du délai applicable selon l'article 39; si ladite transmission n'a pas été effectuée à l'expiration du délai applicable selon l'article 39, le déposant doit exercer ce droit au plus tard à la date de cette expiration. Dans les deux cas, il peut exercer ce droit à toute date ultérieure si la législation nationale de l'Etat en cause le permet.

b) Dans tout Etat élu dont la législation nationale prévoit que l'examen ne commence que sur requête spéciale, la législation nationale peut prévoir que le délai pendant lequel ou le moment auquel le déposant peut exercer le droit accordé par l'article 41 est, lorsque l'élection d'un Etat contractant est effectuée avant l'expiration d'une période de dix-neuf mois à compter de la date de priorité, le même que celui qui est prévu par la législation nationale pour le dépôt de modifications en cas d'examen, sur requête spéciale, de demandes nationales, pour autant que ce délai n'expire pas avant l'expiration du délai applicable selon l'article 39 ou que ce moment n'arrive pas avant l'expiration du même délai.

Rule 77

*Faculty under Article 39(1)(b)*77.1 *Exercise of Faculty*

(a) Any Contracting State allowing a time limit expiring later than the time limit provided for in Article 39(1)(a) shall notify the International Bureau of the time limit so fixed.

(b) Any notification received by the International Bureau under paragraph (a) shall be promptly published by the International Bureau in the Gazette.

(c) Notifications concerning the shortening of the previously fixed time limit shall be effective in relation to demands submitted after the expiration of 3 months computed from the date on which the notification was published by the International Bureau.

(d) Notifications concerning the lengthening of the previously fixed time limit shall become effective upon publication by the International Bureau in the Gazette in respect of demands pending at the time or submitted after the date of such publication or, if the Contracting State effecting the notification fixes some later date, as from the latter date.

Rule 78

*Amendment of the Claims, the Description, and the Drawings, Before Elected Offices*78.1 *Time Limit Where Election Is Effected Prior to Expiration of 19 Months from Priority Date*

(a) Where the election of any Contracting State is effected prior to the expiration of the 19th month from the priority date, the applicant shall, if he so wishes, exercise the right under Article 41 after the transmittal of the international preliminary examination report under Article 36(1) has been effected and before the time limit applicable under Article 39 expires, provided that, if the said transmittal has not taken place by the expiration of the time limit applicable under Article 39, he shall exercise the said right not later than on such expiration date. In either case, the applicant may exercise the said right at any other time if so permitted by the national law of the said State.

(b) In any elected State in which the national law provides that examination starts only on special request, the national law may provide that the time limit within or the time at which the applicant may exercise the right under Article 41 shall, where the election of any Contracting State is effected prior to the expiration of the 19th month from the priority date, be the same as that provided by the national law for the filing of amendments in the case of the examination, on special request, of national applications, provided that such time limit shall not expire prior to, or such time shall not come before, the expiration of the time limit applicable under Article 39.

78.2 *Délai lorsque l'élection a lieu après l'expiration d'une période de dix-neuf mois à compter de la date de priorité*

Lorsque l'élection d'un Etat contractant a lieu après l'expiration d'une période de dix-neuf mois à compter de la date de priorité et lorsque le déposant désire effectuer des modifications selon l'article 41, le délai pour ces modifications est celui qui est applicable selon l'article 28.

78.3 *Modèles d'utilité*

Les dispositions des règles 6.5 et 13.5 s'appliquent, *mutatis mutandis*, également au sein des offices élus. Si l'élection a été faite avant l'expiration d'une période de dix-neuf mois à compter de la date de priorité, la référence au délai applicable selon l'article 22 est remplacée par une référence au délai applicable selon l'article 39.

PARTIE D

Règles relatives au chapitre III du traité

Règle 79

Calendrier

79.1 *Expression des dates*

Les déposants, les offices nationaux, les offices récepteurs, les administrations chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international et le Bureau international doivent exprimer, aux fins du traité et du présent règlement d'exécution, toute date selon l'ère chrétienne et le calendrier grégorien; s'ils utilisent d'autres ères ou d'autres calendriers, ils expriment toute date également selon l'ère chrétienne et le calendrier grégorien.

Règle 80

Calcul des délais

80.1 *Délais exprimés en années*

Lorsqu'un délai est exprimé en une ou plusieurs années, il part du jour suivant celui où l'événement considéré a eu lieu et expire, dans l'année ultérieure à prendre en considération, le mois portant le même nom et le jour ayant le même quantième que le mois et le jour où ledit événement a eu lieu; toutefois, si le mois ultérieur à prendre en considération n'a pas de jour ayant le même quantième, le délai considéré expire le dernier jour de ce mois.

80.2 *Délais exprimés en mois*

Lorsqu'un délai est exprimé en un ou plusieurs mois, il part du jour suivant celui où l'événement considéré a eu lieu et expire, dans le mois ultérieur à prendre en considération, le jour ayant le même quantième

78.2 *Time Limit Where Election Is Effected After Expiration of 19 Months From Priority Date*

Where the election of any Contracting State has been effected after the expiration of the 19th month from the priority date and the applicant wishes to make amendments under Article 41, the time limit for making amendments under Article 28 shall apply.

78.3 *Utility Models*

The provisions of Rules 6.5 and 13.5 shall apply, *mutatis mutandis*, before elected Offices. If the election was made before the expiration of the 19th month from the priority date, the reference to the time limit applicable under Article 22 is replaced by a reference to the time limit applicable under Article 39.

PART D

Rules Concerning Chapter III of the Treaty

Rule 79

Calendar

79.1 *Expressing Dates*

Applicants, national Offices, receiving Offices, International Searching and Preliminary Examining Authorities, and the International Bureau, shall, for the purposes of the Treaty and the Regulations, express any date in terms of the Christian era and the Gregorian calendar, or, if they use other eras and calendars, they shall also express any date in terms of the Christian era and the Gregorian calendar.

Rule 80

Computation of Time Limits

80.1 *Periods Expressed in Years*

When a period is expressed as one year or a certain number of years, computation shall start on the day following the day on which the relevant event occurred, and the period shall expire in the relevant subsequent year in the month having the same name and on the day having the same number as the month and the day on which the said event occurred provided that if the relevant subsequent month has no day with the same number the period shall expire on the last day of that month.

80.2 *Periods Expressed in Months*

When a period is expressed as one month or a certain number of months, computation shall start on the day following the day on which the relevant event occurred, and the period shall expire in the relevant

que le jour où ledit événement a eu lieu ; toutefois, si le mois ultérieur à prendre en considération n'a pas de jour ayant le même quantième, le délai considéré expire le dernier jour de ce mois.

80.3 *Délais exprimés en jours*

Lorsqu'un délai est exprimé en un certain nombre de jours, il part du jour suivant celui où l'événement considéré a eu lieu et expire le jour où l'on atteint le dernier jour du compte.

80.4 *Dates locales*

a) La date à prendre en considération en tant que point de départ pour le calcul d'un délai est la date qui était utilisée dans la localité au moment où l'événement considéré a eu lieu.

b) La date d'expiration d'un délai est la date qui est utilisée dans la localité où le document exigé doit être déposé ou la taxe exigée doit être payée.

80.5 *Expiration un jour chômé*

Si un délai quelconque pendant lequel un document ou une taxe doit parvenir à un office national ou à une organisation intergouvernementale expire un jour où cet office ou cette organisation n'est pas ouvert au public pour traiter d'affaires officielles, ou bien un jour où le courrier ordinaire n'est pas délivré dans la localité où cet office ou cette organisation est situé, le délai prend fin le premier jour suivant auquel aucune de ces deux circonstances n'existe plus.

80.6 *Date de documents*

Lorsqu'un délai court à compter de la date d'un document ou d'une lettre d'un office national ou d'une organisation intergouvernementale, toute partie intéressée peut prouver que ledit document ou ladite lettre a été posté postérieurement à cette date, auquel cas c'est la date à laquelle cette pièce a été effectivement postée qui est prise en considération aux fins du calcul du délai, en tant que date constituant le point de départ de ce délai.

80.7 *Fin d'un jour ouvrable*

a) Tout délai expirant un jour déterminé expire à l'heure où l'office national ou l'organisation intergouvernementale auprès de qui le document doit être déposé ou à qui la taxe doit être payée ferme ses guichets ce jour-là.

b) Tout office ou toute organisation peut déroger aux dispositions de l'alinéa a) en prolongeant le délai jusqu'à minuit le jour considéré.

c) Le Bureau international est ouvert au public jusqu'à 18 heures.

subsequent month on the day which has the same number as the day on which the said event occurred, provided that if the relevant subsequent month has no day with the same number the period shall expire on the last day of that month.

80.3 *Periods Expressed in Days*

When a period is expressed as a certain number of days, computation shall start on the day following the day on which the relevant event occurred, and the period shall expire on the day on which the last day of the count has been reached.

80.4 *Local Dates*

(a) The date which is taken into consideration as the starting date of the computation of any period shall be the date which prevails in the locality at the time when the relevant event occurred.

(b) The date on which any period expires shall be the date which prevails in the locality in which the required document must be filed or the required fee must be paid.

80.5 *Expiration on a Non-Working Day*

If the expiration of any period during which any document or fee must reach a national Office or intergovernmental organization falls on a day on which such Office or organization is not open to the public for the purposes of the transaction of official business, or on which ordinary mail is not delivered in the locality in which such Office or organization is situated, the period shall expire on the next subsequent day on which neither of the said two circumstances exists.

80.6 *Date of Documents*

Where a period starts on the day of the date of a document or letter emanating from a national Office or intergovernmental organization, any interested party may prove that the said document or letter was mailed on a day later than the date it bears, in which case the date of actual mailing shall, for the purposes of computing the period, be considered to be the date on which the period starts.

80.7 *End of Working Day*

(a) A period expiring on a given day shall expire at the moment the national Office or intergovernmental organization with which the document must be filed or to which the fee must be paid closes for business on that day.

(b) Any Office or organization may depart from the provisions of paragraph (a) up to midnight on the relevant day.

(c) The International Bureau shall be open for business until 6 p.m.

Règle 81

*Modification des délais fixés par le traité*81.1 *Propositions*

a) Tout Etat contractant ou le Directeur général peuvent proposer des modifications des délais selon l'article 47.2).

b) Les propositions émanant d'un Etat contractant doivent être présentées au Directeur général.

81.2 *Décision par l'Assemblée*

a) Lorsque la proposition est présentée à l'Assemblée, son texte est adressé par le Directeur général à tous les Etats contractants deux mois au moins avant la session de l'Assemblée dont l'ordre du jour comprend cette proposition.

b) Lorsque la proposition est discutée dans l'Assemblée, elle peut être amendée ou des amendements qui en découlent peuvent être proposés.

c) La proposition est considérée comme adoptée si aucun des Etats contractants présents lors du vote ne vote contre elle.

81.3 *Vote par correspondance*

a) Lorsque la procédure du vote par correspondance est choisie, la proposition fait l'objet d'une communication écrite adressée par le Directeur général aux Etats contractants, invitant ces derniers à exprimer leur vote par écrit.

b) L'invitation fixe le délai dans lequel les réponses contenant les votes exprimés par écrit doivent parvenir au Bureau international. Ce délai est de trois mois au moins à compter de la date de l'invitation.

c) Les réponses doivent être affirmatives ou négatives. Les propositions de modification et les simples observations ne sont pas considérées comme des votes.

d) La proposition est considérée comme adoptée si aucun Etat contractant ne s'oppose à la modification et si la moitié au moins desdits Etats expriment soit leur approbation, soit leur indifférence, soit leur abstention.

Règle 82

*Irrégularités dans le service postal*82.1 *Retards ou perte du courrier*

a) Sous réserve des dispositions de la règle 22.3, toute partie intéressée peut faire la preuve qu'elle a posté le document ou la lettre cinq jours avant l'expiration du délai. Sauf lorsque le courrier par voie terrestre ou maritime arrive normalement à destination dans les deux jours

Rule 81

*Modification of Time Limits Fixed in the Treaty*81.1 *Proposal*

(a) Any Contracting State or the Director General may propose a modification under Article 47(2).

(b) Proposals made by a Contracting State shall be presented to the Director General.

81.2 *Decision by the Assembly*

(a) When the proposal is made to the Assembly, its text shall be sent by the Director General to all Contracting States at least 2 months in advance of that session of the Assembly whose agenda includes the proposal.

(b) During the discussion of the proposal in the Assembly, the proposal may be amended or consequential amendments proposed.

(c) The proposal shall be considered adopted if none of the Contracting States present at the time of voting votes against the proposal.

81.3 *Voting by Correspondence*

(a) When voting by correspondence is chosen, the proposal shall be included in a written communication from the Director General to the Contracting States, inviting them to express their vote in writing.

(b) The invitation shall fix the time limit within which the reply containing the vote expressed in writing must reach the International Bureau. That time limit shall not be less than 3 months from the date of the invitation.

(c) Replies must be either positive or negative. Proposals for amendments or mere observations shall not be regarded as votes.

(d) The proposal shall be considered adopted if none of the Contracting States opposes the amendment and if at least one-half of the Contracting States express either approval or indifference or abstention.

Rule 82

*Irregularities in the Mail Service*82.1 *Delay or Loss in Mail*

(a) Subject to the provisions of Rule 22.3, any interested party may offer evidence that he has mailed the document or letter 5 days prior to the expiration of the time limit. Except in cases where surface mail normally arrives at its destination within 2 days of mailing, or where no

suivant sa remise à la poste, ou lorsqu'il n'y a pas de courrier par voie aérienne, une telle preuve ne peut être faite que si l'expédition a été faite par voie aérienne. Dans tous les cas, on ne peut faire ladite preuve que si l'expédition a eu lieu sous pli recommandé.

b) Si la preuve est faite à la satisfaction de l'office national ou de l'organisation intergouvernementale destinataire que l'expédition a eu lieu comme il est indiqué ci-dessus, le retard à l'arrivée est excusé ou, si le document ou la lettre a été perdu, son remplacement par un nouvel exemplaire est autorisé, à condition que la partie intéressée fasse la preuve, à la satisfaction dudit office ou de ladite organisation, que le document ou la lettre remis en remplacement est identique au document perdu ou à la lettre perdue.

c) Dans les cas visés à l'alinéa b), la preuve relative à l'expédition postale dans le délai prescrit et, en cas de perte du document ou de la lettre, la preuve relative au document ou à la lettre à remettre en remplacement, doivent être présentées dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle la partie intéressée a constaté – ou aurait dû constater si elle avait été diligente – le retard ou la perte, et en aucun cas plus de six mois après l'expiration du délai applicable en l'espèce.

82.2 *Interruption du service postal*

a) Sous réserve des dispositions de la règle 22.3, toute partie intéressée peut faire la preuve que, lors de l'un quelconque des dix jours qui ont précédé la date d'expiration du délai, le service postal a été interrompu en raison de guerre, de révolution, de désordre civil, de grève, de calamité naturelle ou d'autres raisons semblables, dans la localité où la partie intéressée a son domicile, son siège ou sa résidence.

b) Si la preuve est faite à la satisfaction de l'office national ou de l'organisation intergouvernementale destinataire que de telles circonstances ont existé, le retard à l'arrivée est excusé, à condition que la partie intéressée prouve à la satisfaction dudit office ou de ladite organisation qu'elle a procédé à l'expédition postale dans les cinq jours suivant la reprise du service postal. Les dispositions de la règle 82.1 c) s'appliquent *mutatis mutandis*.

Règle 83

Droit d'exercer auprès d'administrations internationales

83.1 *Preuve du droit*

Le Bureau international, l'administration compétente chargée de la recherche internationale et l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international peuvent exiger la preuve du droit d'exercer visé à l'article 49.

airmail service is available, such evidence may be offered only if the mailing was by airmail. In any case, evidence may be offered only if the mailing was by mail registered by the postal authorities.

(b) If such mailing is proven to the satisfaction of the national Office or intergovernmental organization which is the addressee, delay in arrival shall be excused, or, if the document or letter is lost in the mail, substitution for it of a new copy shall be permitted, provided that the interested party proves to the satisfaction of the said Office or organization that the document or letter offered in substitution is identical with the document or letter lost.

(c) In the cases provided for in paragraph (b), evidence of mailing within the prescribed time limit, and, where the document or letter was lost, the substitute document or letter as well, shall be submitted within 1 month after the date on which the interested party noticed — or with due diligence should have noticed — the delay or the loss, and in no case later than 6 months after the expiration of the time limit applicable in the given case.

82.2 *Interruption in the Mail Service*

(a) Subject to the provisions of Rule 22.3, any interested party may offer evidence that on any of the 10 days preceding the day of expiration of the time limit the postal service was interrupted on account of war, revolution, civil disorder, strike, natural calamity, or other like reason, in the locality where the interested party resides or has his place of business or is staying.

(b) If such circumstances are proven to the satisfaction of the national Office or intergovernmental organization which is the addressee, delay in arrival shall be excused, provided that the interested party proves to the satisfaction of the said Office or organization that he effected the mailing within 5 days after the mail service was resumed. The provisions of Rule 82.1 (c) shall apply *mutatis mutandis*.

Rule 83

Right to Practice Before International Authorities

83.1 *Proof of Right*

The International Bureau, the competent International Searching Authority, and the competent International Preliminary Examining Authority, may require the production of proof of the right to practice referred to in Article 49.

83.2 *Information*

a) L'office national ou l'organisation intergouvernementale auprès duquel ou de laquelle il est prétendu que la personne intéressée a le droit d'exercer doit, sur requête, faire savoir au Bureau international, à l'administration compétente chargée de la recherche internationale ou à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international, si cette personne a le droit d'exercer auprès d'elle.

b) Une telle information lie le Bureau international, l'administration chargée de la recherche internationale ou l'administration chargée de l'examen préliminaire international, selon le cas.

PARTIE E

Règles relatives au chapitre V du traité

Règle 84

Dépenses des délégations

84.1 *Dépenses supportées par les gouvernements*

Les dépenses de chaque délégation participant à tout organe institué par le traité ou en vertu de celui-ci sont supportées par le gouvernement qui l'a désignée.

Règle 85

Quorum non atteint à l'Assemblée

85.1 *Vote par correspondance*

Dans le cas prévu à l'article 53.5) b), le Bureau international communique les décisions de l'Assemblée (autres que celles qui concernent la procédure de l'Assemblée) aux Etats contractants qui n'étaient pas représentés, en les invitant à exprimer par écrit, dans un délai de trois mois à compter de la date de ladite communication, leur vote ou leur abstention. Si, à l'expiration de ce délai, le nombre des Etats contractants ayant ainsi exprimé leur vote ou leur abstention atteint le nombre d'Etats contractants qui faisait défaut pour que le quorum fût atteint lors de la session, lesdites décisions deviennent exécutoires, pourvu qu'en même temps la majorité nécessaire reste acquise.

Règle 86

Gazette

86.1 *Contenu*

La gazette mentionnée à l'article 55.4) contient:

i) pour chaque demande internationale publiée, les indications fixées par les instructions administratives reprises de la page de couverture de la brochure publiée conformément à la règle 48, le dessin (s'il y en a) figurant sur ladite page de couverture et l'abrégi;

83.2 *Information*

(a) The national Office or the intergovernmental organization which the interested person is alleged to have a right to practice before shall, upon request, inform the International Bureau, the competent International Searching Authority, or the competent International Preliminary Examining Authority, whether such person has the right to practice before it.

(b) Such information shall be binding upon the International Bureau, the International Searching Authority, or the International Preliminary Examining Authority, as the case may be.

PART E

Rules Concerning Chapter V of the Treaty

Rule 84

Expenses of Delegations

84.1 *Expenses Borne by Governments*

The expenses of each Delegation participating in any organ established by or under the Treaty shall be borne by the Government which has appointed it.

Rule 85

Absence of Quorum in the Assembly

85.1 *Voting by Correspondence*

In the case provided for in Article 53(5) (b), the International Bureau shall communicate the decisions of the Assembly (other than those concerning the Assembly's own procedure) to the Contracting States which were not represented and shall invite them to express in writing their vote or abstention within a period of 3 months from the date of the communication. If, at the expiration of that period, the number of Contracting States having thus expressed their vote or abstention attains the number of Contracting States which was lacking for attaining the quorum in the session itself, such decisions shall take effect provided that at the same time the required majority still obtains.

Rule 86

The Gazette

86.1 *Contents*

The Gazette referred to in Article 55(4) shall contain:

(i) for each published international application, data specified by the Administrative Instructions taken from the front page of the pamphlet published under Rule 48, the drawing (if any) appearing on the said front page, and the abstract,

ii) le tableau des taxes payables aux offices récepteurs, au Bureau international, aux administrations chargées de la recherche internationale et aux administrations chargées de l'examen préliminaire international;

iii) les notifications dont la publication est exigée par le traité ou le présent règlement d'exécution;

iv) toutes informations fournies au Bureau international par les offices désignés ou élus, relatives à la question de savoir si les actes mentionnés aux articles 22 ou 39 ont été accomplis à l'égard des demandes internationales désignant ou élisant l'office intéressé;

v) toutes autres informations utiles prévues par les instructions administratives, pour autant que l'accès à de telles informations ne soit pas interdit selon le traité ou le présent règlement d'exécution.

86.2 *Langues*

a) La gazette est publiée en éditions française et anglaise. Des éditions en sont également publiées en toute autre langue, si le coût de la publication est assuré par les ventes ou des subventions.

b) L'Assemblée peut ordonner la publication de la gazette en des langues autres que celles qui sont mentionnées à l'alinéa a).

86.3 *Périodicité*

La gazette est publiée une fois par semaine.

86.4 *Vente*

Les prix de l'abonnement et des autres ventes de la gazette sont fixés dans les instructions administratives.

86.5 *Titre*

Le titre de la gazette est „Gazette des demandes internationales de brevets” et „Gazette of International Patent Applications”, respectivement.

86.6 *Autres détails*

D'autres détails relatifs à la gazette peuvent être spécifiés dans les instructions administratives.

Règle 87

Exemplaires de publications

87.1 *Administrations chargées de la recherche internationale et de l'examen préliminaire international*

Toute administration chargée de la recherche internationale ou de l'examen préliminaire international a le droit de recevoir gratuitement deux exemplaires de chaque demande internationale publiée, de la gazette et de toute autre publication d'intérêt général publiée par le Bureau international en relation avec le traité ou le présent règlement d'exécution.

(ii) the schedule of all fees payable to the receiving Offices, the International Bureau, and the International Searching and Preliminary Examining Authorities,

(iii) notices the publication of which is required under the Treaty or these Regulations,

(iv) information, if and to the extent furnished to the International Bureau by the designated or elected Offices, on the question whether the requirements provided for in Articles 22 or 39 have been complied with in respect of the international applications designating or electing the Office concerned,

(v) any other useful information prescribed by the Administrative Instructions, provided access to such information is not prohibited under the Treaty or these Regulations.

86.2 *Languages*

(a) The Gazette shall be published in an English-language edition and a French-language edition. It shall also be published in editions in any other language, provided the cost of publication is assured through sales or subventions.

(b) The Assembly may order the publication of the Gazette in languages other than those referred to in paragraph (a).

86.3 *Frequency*

The Gazette shall be published once a week.

86.4 *Sale*

The subscription and other sale prices of the Gazette shall be fixed in the Administrative Instructions.

86.5 *Title*

The title of the Gazette shall be "Gazette of International Patent Applications," and "Gazette des Demandes internationales de brevets," respectively.

86.6 *Further Details*

Further details concerning the Gazette may be provided for in the Administrative Instructions.

Rule 87

Copies of Publications

87.1 *International Searching and Preliminary Examining Authorities*

Any International Searching or Preliminary Examining Authority shall have the right to receive, free of charge, two copies of every published international application, of the Gazette, and of any other publication of general interest published by the International Bureau in connection with the Treaty or these Regulations.

87.2 *Offices nationaux*

a) Tout office national a le droit de recevoir gratuitement un exemplaire de chaque demande internationale publiée, de la gazette et de toute autre publication d'intérêt général publiée par le Bureau international en relation avec le traité ou le présent règlement d'exécution.

b) Les publications mentionnées à l'alinéa a) sont adressées sur requête spéciale présentée, pour chaque année, avant le 30 novembre de l'année précédente. Si une publication est disponible en plusieurs langues, ladite requête précise la langue dans laquelle la publication est demandée.

Règle 88

Modification du règlement d'exécution

88.1 *Exigence de l'unanimité*

La modification des dispositions ci-après du présent règlement d'exécution exige qu'aucun Etat ayant le droit de vote au sein de l'Assemblée ne vote contre la modification proposée:

- i) règle 14.1 (taxe de transmission);
- ii) règle 22.2 (transmission de l'exemplaire original; procédure alternative);
- iii) règle 22.3 (délai prévu à l'article 12.3));
- iv) règle 33 (état de la technique pertinent aux fins de la recherche internationale);
- v) règle 64 (état de la technique aux fins de l'examen préliminaire international);
- vi) règle 81 (modification des délais fixés par le traité);
- vii) le présent alinéa (règle 88.1).

88.2 *Exigence de l'unanimité durant une période transitoire*

Durant les cinq premières années suivant l'entrée en vigueur du traité, la modification des dispositions suivantes du présent règlement d'exécution exige qu'aucun Etat ayant le droit de vote au sein de l'Assemblée ne vote contre la modification proposée:

- i) règle 5 (description);
- ii) règle 6 (revendications);
- iii) le présent alinéa (règle 88.2).

87.2 *National Offices*

(a) Any national Office shall have the right to receive, free of charge, one copy of every published international application, of the Gazette, and of any other publication of general interest published by the International Bureau in connection with the Treaty or these Regulations.

(b) The publications referred to in paragraph (a) shall be sent on special request, which shall be made, in respect of each year, by November 30 of the preceding year. If any publication is available in more than one language, the request shall specify the language in which it is desired.

Rule 88

Amendment of the Regulations

88.1 *Requirement of Unanimity*

Amendment of the following provisions of these Regulations shall require that no State having the right to vote in the Assembly vote against the proposed amendment:

- (i) Rule 14.1 (Transmittal Fee),
- (ii) Rule 22.2 (Transmittal of the Record Copy; Alternative Procedure),
- (iii) Rule 22.3 (Time Limit Under Article 12(3)),
- (iv) Rule 33 (Relevant Prior Art for International Search),
- (v) Rule 64 (Prior Art for International Preliminary Examination),
- (vi) Rule 81 (Modification of Time Limits Fixed in the Treaty),
- (vii) the present paragraph (i.e., Rule 88.1).

88.2 *Requirement of Unanimity During a Transitional Period*

During the first 5 years after the entry into force of the Treaty, amendment of the following provisions of these Regulations shall require that no State having the right to vote in the Assembly vote against the proposed amendment:

- (i) Rule 5 (The Description),
 - (ii) Rule 6 (The Claims),
 - (iii) the present paragraph (i.e., Rule 88.2).
-

88.3 *Exigence d'absence d'opposition de certains Etats*

La modification des dispositions suivantes du présent règlement d'exécution exige qu'aucun Etat visé à l'article 58.3) a) ii) et ayant le droit de vote au sein de l'Assemblée ne vote contre la modification proposée:

- i) règle 34 (documentation minimum);
- ii) règle 39 (objet selon l'article 17.2) a) i));
- iii) règle 67 (objet selon l'article 34.4) a) i));
- iv) le présent alinéa (règle 88.3).

88.4 *Procédure*

Toute proposition de modification d'une des dispositions mentionnées aux règles 88.1, 88.2 ou 88.3 doit, s'il appartient à l'Assemblée de se prononcer à son sujet, être communiquée à tous les Etats contractants deux mois au moins avant l'ouverture de la session de l'Assemblée qui doit prendre une décision au sujet de ladite proposition.

Règle 89

Instructions administratives

89.1 *Objet*

a) Les instructions administratives contiennent des dispositions concernant:

- i) les questions à l'égard desquelles le présent règlement d'exécution renvoie expressément auxdites instructions;
- ii) tous détails relatifs à l'application du présent règlement d'exécution.

b) Les instructions administratives ne peuvent être en contradiction avec le traité, le présent règlement d'exécution ou tout accord conclu par le Bureau international avec une administration chargée de la recherche internationale ou une administration chargée de l'examen préliminaire international.

89.2 *Source*

a) Les instructions administratives sont rédigées et promulguées par le Directeur général, après consultation des offices récepteurs, des administrations chargées de la recherche internationale et des administrations chargées de l'examen préliminaire international.

b) Elles peuvent être modifiées par le Directeur général après consultation des offices ou administrations directement intéressés.

c) L'Assemblée peut inviter le Directeur général à modifier les instructions administratives et le Directeur général agit en conséquence.

88.3 *Requirement of Absence of Opposition by Certain States*

Amendment of the following provisions of these Regulations shall require that no State referred to in Article 58(3) (a) (ii) and having the right to vote in the Assembly vote against the proposed amendment:

- (i) Rule 34 (Minimum Documentation),
- (ii) Rule 39 (Subject Matter Under Article 17(2) (a) (i)),
- (iii) Rule 67 (Subject Matter Under Article 34(4) (a) (i)),
- (iv) the present paragraph (i.e., Rule 88.3).

88.4 *Procedure*

Any proposal for amending a provision referred to in Rules 88.1, 88.2 or 88.3, shall, if the proposal is to be decided upon in the Assembly, be communicated to all Contracting States at least 2 months prior to the opening of that session of the Assembly which is called upon to make a decision on the proposal.

Rule 89

Administrative Instructions

89.1 *Scope*

(a) The Administrative Instructions shall contain provisions:

- (i) concerning matters in respect of which these Regulations expressly refer to such Instructions,
- (ii) concerning any details in respect of the application of these Regulations.

(b) The Administrative Instructions shall not be in conflict with the provisions of the Treaty, these Regulations, or any agreement concluded by the International Bureau with an International Searching Authority, or an International Preliminary Examining Authority.

89.2 *Source*

(a) The Administrative Instructions shall be drawn up and promulgated by the Director General after consultation with the receiving Offices and the International Searching and Preliminary Examining Authorities.

(b) They may be modified by the Director General after consultation with the Offices or Authorities which have a direct interest in the proposed modification.

(c) The Assembly may invite the Director General to modify the Administrative Instructions, and the Director General shall proceed accordingly.

89.3 *Publication et entrée en vigueur*

a) Les instructions administratives et toute modification qui leur est apportée sont publiées dans la gazette.

b) Chaque publication précise la date à laquelle les dispositions publiées entrent en vigueur. Les dates peuvent être différentes pour des dispositions différentes, étant entendu qu'aucune disposition ne peut entrer en vigueur avant sa publication dans la gazette.

PARTIE F

Règles relatives à plusieurs chapitres du Traité

Règle 90

Représentation

90.1 *Définitions*

Aux fins des règles 90.2 et 90.3:

i) on entend par „mandataire” l'une quelconque des personnes mentionnées à l'article 49;

ii) on entend par „représentant commun” le déposant visé à la règle 4.8.

90.2 *Effets*

a) Tout acte effectué par un mandataire ou à son intention a les effets d'un acte effectué par les déposants ayant nommé le mandataire ou à leur intention.

b) Tout acte effectué par un représentant commun ou son mandataire ou à leur intention a les effets d'un acte effectué par tous les déposants ou à leur intention.

c) Si plusieurs mandataires sont nommés par le même déposant ou par les mêmes déposants, tout acte effectué par l'un quelconque de ces divers mandataires ou à son intention a les effets d'un acte effectué par ledit ou lesdits déposants ou à leur intention.

d) Les alinéas a), b) et c) ont effet pour le traitement de la demande internationale par l'office récepteur, le Bureau international, l'administration chargée de la recherche internationale et l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

90.3 *Nomination*

a) La nomination d'un mandataire ou d'un représentant commun au sens de la règle 4.8 a), si ledit mandataire ou représentant commun n'est pas nommé dans la requête signée par tous les déposants, doit être effectuée dans un pouvoir (c'est-à-dire un document désignant un mandataire ou un représentant commun) distinct et signé.

89.3 *Publication and Entry Into Force*

(a) The Administrative Instructions and any modification thereof shall be published in the Gazette.

(b) Each publication shall specify the date on which the published provisions come into effect. The dates may be different for different provisions, provided that no provision may be declared effective prior to its publication in the Gazette.

PART F

Rules Concerning Several Chapters of the Treaty

Rule 90

Representation

90.1 *Definitions*

For the purposes of Rule 90.2 and Rule 90.3:

- (i) “agent” means any of the persons referred to in Article 49;
- (ii) “common representative” means the applicant referred to in Rule 4.8.

90.2 *Effects*

(a) Any act by or in relation to an agent shall have the effect of an act by or in relation to the applicant or applicants having appointed the agent.

(b) Any act by or in relation to a common representative or his agent shall have the effect of an act by or in relation to all the applicants.

(c) If there are several agents appointed by the same applicant or applicants, any act by or in relation to any of the several agents shall have the effect of an act by or in relation to the said applicant or applicants.

(d) The effects described in paragraphs (a), (b), and (c), shall apply to the processing of the international application before the receiving Office, the International Bureau, the International Searching Authority, and the International Preliminary Examining Authority.

90.3 *Appointment*

(a) Appointment of any agent or of any common representative within the meaning of Rule 4.8 (a), if the said agent or common representative is not designated in the request signed by all applicants, shall be effected in a separate signed power of attorney (i.e., a document appointing an agent or a common representative).

b) Le pouvoir peut être déposé auprès de l'office récepteur ou du Bureau international. Celui des deux auprès duquel le pouvoir est déposé le notifie à bref délai à l'autre ainsi qu'à l'administration intéressée chargée de la recherche internationale et à l'administration intéressée chargée de l'examen préliminaire international.

c) Si le pouvoir distinct n'est pas signé comme prévu à l'alinéa a), ou si le pouvoir distinct exigé manque, ou encore si l'indication du nom ou de l'adresse de la personne nommée n'est pas conforme à la règle 4.4, le pouvoir est considéré comme inexistant sauf si l'irrégularité est corrigée.

90.4 Révocation

a) Toute nomination peut être révoquée par les personnes qui ont procédé à la nomination ou par leurs ayants cause.

b) La règle 90.3 s'applique, *mutatis mutandis*, au document contenant la révocation.

Règle 91

Erreurs évidentes de transcription

91.1 Rectification

a) Sous réserve des alinéas b) à g), les erreurs évidentes de transcription, dans la demande internationale ou dans d'autres documents présentés par le déposant, peuvent être rectifiées.

b) Les erreurs qui sont dues au fait que, dans la demande internationale ou dans les autres documents, était écrit quelque chose d'autre que ce qui, de toute évidence, était voulu, sont considérées comme des erreurs évidentes de transcription. La rectification elle-même doit être évidente en ce sens que n'importe qui devrait constater immédiatement que rien d'autre que le texte proposé en tant que rectification n'aurait pu être voulu.

c) Des omissions d'éléments entiers ou de feuilles entières de la demande internationale, même si elles résultent clairement d'une inattention, au stade, par exemple, de la copie ou de l'assemblage des feuilles, ne sont pas rectifiables.

d) Des rectifications peuvent être faites sur requête du déposant. L'administration ayant découvert ce qui semble constituer une erreur évidente de transcription peut inviter le déposant à présenter une requête en rectification, dans les conditions prévues aux alinéas e) à g).

e) Toute rectification exige l'autorisation expresse:

- i) de l'office récepteur si l'erreur se trouve dans la requête;
- ii) de l'administration chargée de la recherche internationale si l'erreur figure dans une partie de la demande internationale autre que la requête ou dans un autre document soumis à cette administration;

(b) The power of attorney may be submitted to the receiving Office or the International Bureau. Whichever of the two is the recipient of the power of attorney submitted shall immediately notify the other and the interested International Searching Authority and the interested International Preliminary Examining Authority.

(c) If the separate power of attorney is not signed as provided in paragraph (a), or if the required separate power of attorney is missing, or if the indication of the name or address of the appointed person does not comply with Rule 4.4, the power of attorney shall be considered non-existent unless the defect is corrected.

90.4 *Revocation*

(a) Any appointment may be revoked by the persons who have made the appointment or their successors in title.

(b) Rule 90.3 shall apply, *mutatis mutandis*, to the document containing the revocation.

Rule 91

Obvious Errors of Transcription

91.1 *Rectification*

(a) Subject to paragraphs (b) to (g), obvious errors of transcription in the international application or other papers submitted by the applicant may be rectified.

(b) Errors which are due to the fact that something other than what was obviously intended was written in the international application or other paper shall be regarded as obvious errors of transcription. The rectification itself shall be obvious in the sense that anyone would immediately realize that nothing else could have been intended than what is offered as rectification.

(c) Omissions of entire elements or sheets of the international application, even if clearly resulting from inattention, at the stage, for example, of copying or assembling sheets, shall not be rectifiable.

(d) Rectification may be made on the request of the applicant. The authority having discovered what appears to be an obvious error of transcription may invite the applicant to present a request for rectification as provided in paragraphs (e) to (g).

(e) No rectification shall be made except with the express authorization:

- (i) of the receiving Office if the error is in the request,
- (ii) of the International Searching Authority if the error is in any part of the international application other than the request or in any paper submitted to that Authority,

iii) de l'administration chargée de l'examen préliminaire international si l'erreur figure dans une partie de la demande autre que la requête ou dans un autre document soumis à cette administration;

iv) du Bureau international si l'erreur figure dans un document quelconque, autre que la demande internationale ou des modifications ou corrections à cette demande, soumis au Bureau international.

f) La date de l'autorisation est inscrite dans le dossier de la demande internationale.

g) L'autorisation de rectifier, prévue à l'alinéa e), peut être donnée jusqu'aux termes suivants:

i) si l'autorisation est donnée par l'office récepteur et le Bureau international, jusqu'à la communication de la demande internationale conformément à l'article 20;

ii) si l'autorisation est donnée par l'administration chargée de la recherche internationale, jusqu'à l'établissement du rapport de recherche internationale ou de la déclaration visée à l'article 17.2) a);

iii) si l'autorisation est donnée par l'administration chargée de l'examen préliminaire international, jusqu'à l'établissement du rapport d'examen préliminaire international.

h) Toute administration autre que le Bureau international qui autorise une rectification doit la communiquer à bref délai au Bureau international.

Règle 92

Correspondance

92.1 Lettre d'accompagnement et signature

a) Tout document, autre que la demande internationale elle-même, soumis par le déposant au cours de la procédure internationale prévue dans le traité et le présent règlement d'exécution, doit – s'il ne constitue pas une lettre – être accompagné d'une lettre identifiant la demande internationale qu'il concerne. La lettre doit être signée du déposant.

b) Si les conditions figurant à l'alinéa a) ne sont pas remplies, le document est considéré comme n'ayant pas été soumis.

92.2 Langues

a) Sous réserve des alinéas b) et c), toute lettre ou tout document soumis par le déposant à l'administration chargée de la recherche internationale ou à l'administration chargée de l'examen préliminaire international doit être rédigé dans la même langue que la demande internationale qu'il concerne.

b) Toute lettre du déposant à l'administration chargée de la recherche internationale ou à l'administration chargée de l'examen préliminaire international peut être rédigée dans une langue autre que celle de la demande internationale si ladite administration autorise l'usage de cette langue.

(iii) of the International Preliminary Examining Authority if the error is in any part of the international application other than the request or in any paper submitted to that Authority, and

(iv) of the International Bureau if the error is in any paper, other than the international application or amendments or corrections to that application, submitted to the International Bureau.

(f) The date of the authorization shall be recorded in the files of the international application.

(g) The authorization for rectification referred to in paragraph (e) may be given until the following events occur:

(i) in the case of authorization given by the receiving Office and the International Bureau, the communication of the international application under Article 20;

(ii) in the case of authorization given by the International Searching Authority, the establishment of the international search report or the making of a declaration under Article 17(2) (a);

(iii) in the case of authorization given by the International Preliminary Examining Authority, the establishment of the international preliminary examination report.

(h) Any authority, other than the International Bureau, which authorizes any rectification shall promptly inform the International Bureau of such rectification.

Rule 92

Correspondence

92.1 *Need for Letter and for Signature*

(a) Any paper submitted by the applicant in the course of the international procedure provided for in the Treaty and these Regulations, other than the international application itself, shall, if not itself in the form of a letter, be accompanied by a letter identifying the international application to which it relates. The letter shall be signed by the applicant.

(b) If the requirements provided for in paragraph (a) are not complied with, the paper shall be considered not to have been submitted.

92.2 *Languages*

(a) Subject to the provisions of paragraphs (b) and (c), any letter or document submitted by the applicant to the International Searching Authority or the International Preliminary Examining Authority shall be in the same language as the international application to which it relates.

(b) Any letter from the applicant to the International Searching Authority or the International Preliminary Examining Authority may be in a language other than that of the international application, provided the said Authority authorizes the use of such language.

c) Lorsqu'une traduction est exigée selon la règle 55.2, l'administration chargée de l'examen préliminaire international peut exiger que toute lettre adressée à elle par le déposant soit rédigée dans la langue de cette traduction.

d) Toute lettre du déposant au Bureau international doit être rédigée en français ou en anglais.

e) Toute lettre ou notification du Bureau international au déposant ou à tout office national doit être rédigée en français ou en anglais.

92.3 Expéditions postales effectuées par les offices nationaux et les organisations intergouvernementales

Tout document ou lettre émanant d'un office national ou d'une organisation intergouvernementale ou transmis par eux et constituant un événement à partir duquel court un délai en vertu du traité ou du présent règlement d'exécution doit être expédié par courrier aérien recommandé; le courrier par voie terrestre ou maritime peut être utilisé à la place du courrier aérien, soit lorsque le premier arrive normalement à destination dans les deux jours suivant l'expédition, soit lorsqu'il n'y a pas de courrier aérien.

Règle 93

Dossiers et registres

93.1 Office récepteur

Chaque office récepteur conserve les dossiers et registres relatifs à chaque demande internationale ou prétendue demande internationale, y compris la copie pour l'office récepteur, pendant dix années au moins à compter de la date du dépôt international ou, lorsqu'une date de dépôt international n'est pas accordée, à compter de la date de réception.

93.2 Bureau international

a) Le Bureau international conserve le dossier, comprenant l'exemplaire original, de toute demande internationale pendant trente années au moins à compter de la date de réception de l'exemplaire original.

b) Les dossiers et registres de base du Bureau international sont conservés indéfiniment.

93.3 Administrations chargées de la recherche internationale et administrations chargées de l'examen préliminaire international

Chaque administration chargée de la recherche internationale et chaque administration chargée de l'examen préliminaire international conserve le dossier de chaque demande internationale pendant dix années au moins à compter de la date du dépôt international.

(c) When a translation is required under Rule 55.2, the International Preliminary Examining Authority may require that any letter from the applicant to the said Authority be in the language of that translation.

(d) Any letter from the applicant to the International Bureau shall be in English or French.

(e) Any letter or notification from the International Bureau to the applicant or to any national Office shall be in English or French.

92.3 *Mailings by National Offices and Intergovernmental Organizations*

Any document or letter emanating from or transmitted by a national Office or an intergovernmental organization and constituting an event from the date of which any time limit under the Treaty or these Regulations commences to run shall be sent by registered air mail, provided that surface mail may be used instead of air mail in cases where surface mail normally arrives at its destination within 2 days from mailing or where air mail service is not available.

Rule 93

Keeping of Records and Files

93.1 *The Receiving Office*

Each receiving Office shall keep the records relating to each international application or purported international application, including the home copy, for at least 10 years from the international filing date or, where no international filing date is accorded, from the date of receipt.

93.2 *The International Bureau*

(a) The International Bureau shall keep the file, including the record copy, of any international application for at least 30 years from the date of receipt of the record copy.

(b) The basic records of the International Bureau shall be kept indefinitely.

93.3 *The International Searching and Preliminary Examining Authorities*

Each International Searching Authority and each International Preliminary Examining Authority shall keep the file of each international application it receives for at least 10 years from the international filing date.

93.4 *Reproductions*

Aux fins de la présente règle, les dossiers, copies et registres comprennent également les reproductions photographiques des dossiers, copies et registres, quelle que soit la forme de ces reproductions (microfilms ou autres).

Règle 94

Délivrance de copies par le Bureau international et par l'administration chargée de l'examen préliminaire international

94.1 *Obligation de délivrance*

A la requête du déposant ou de toute personne autorisée par le déposant, le Bureau international et l'administration chargée de l'examen préliminaire international délivrent, contre remboursement du coût du service, des copies de tout document contenu dans le dossier de la demande internationale ou de la prétendue demande internationale du déposant.

Règle 95

Obtention de copies de traductions

95.1 *Obtention de copies de traductions*

- a) Sur requête du Bureau international, tout office désigné ou élu lui délivre une copie de la traduction de la demande internationale communiquée audit office par le déposant.
 - b) Le Bureau international peut, sur requête et contre remboursement du coût, délivrer à toute personne des copies des traductions reçues conformément à l'alinéa a).
-

93.4 Reproductions

For the purposes of this Rule, records, copies and files shall also mean photographic reproductions of records, copies, and files, whatever may be the form of such reproductions (microfilms or other).

Rule 94

Furnishing of Copies by the International Bureau and the International Preliminary Examining Authority

94.1 Obligation to Furnish

At the request of the applicant or any person authorized by the applicant, the International Bureau and the International Preliminary Examining Authority shall furnish, subject to reimbursement of the cost of the service, copies of any document contained in the file of the applicant's international application or purported international application.

Rule 95

Availability of Translations

95.1 Furnishing of Copies of Translations

(a) At the request of the International Bureau, any designated or elected Office shall provide it with a copy of the translation of the international application furnished by the applicant to that Office.

(b) The International Bureau may, upon request and subject to reimbursement of the cost, furnish to any person copies of the translations received under paragraph (a).

C. VERTALING**Verdrag tot samenwerking inzake octrooien
gedaan te Washington op 19 juni 1970**

De Verdragsluitende Staten,

Geleid door de wens bij te dragen aan de vooruitgang van de wetenschap en de technologische kennis,

Geleid door de wens de wettelijke bescherming van uitvindingen te vervolmaken,

Geleid door de wens het verkrijgen van bescherming voor uitvindingen, wanneer deze bescherming wordt aangevraagd in meer dan één land, te vereenvoudigen en goedkoper te maken,

Geleid door de wens het publiek gemakkelijker en sneller toegang te verschaffen tot de technische gegevens, vervat in documenten die nieuwe uitvindingen beschrijven,

Geleid door de wens de economische ontwikkeling van ontwikkelingslanden te bevorderen en te bespoedigen door het nemen van maatregelen die zijn gericht op de verhoging van de doeltreffendheid van hun ter bescherming van uitvindingen uitgevaardigde nationale zowel als regionale wettelijke stelsels, door gemakkelijk toegankelijke gegevens te verstrekken over de beschikbaarheid van technologische oplossingen die kunnen worden toegepast op hun bijzondere behoeften en door de toegang tot de voortdurend in omvang toenemende moderne technologische kennis te vergemakkelijken,

De overtuiging toegedaan, dat samenwerking tussen de naties het bereiken van deze doeleinden ten zeerste zal vergemakkelijken,

Hebben het onderhavige Verdrag gesloten.

Inleidende bepalingen**Artikel 1***Oprichting van een Unie*

(1) De Staten die partij zijn bij dit Verdrag (hierna te noemen „de Verdragsluitende Staten”) vormen een Unie voor samenwerking bij de indiening, het nieuwheidsonderzoek en de beoordeling van aanvragen voor de bescherming van uitvindingen en voor het verlenen van bijzondere technische diensten. De Unie zal bekend staan onder de naam Internationale Unie voor samenwerking inzake octrooien.

(2) Geen enkele bepaling van dit Verdrag mag worden uitgelegd als een beperking van de rechten voorzien in het Verdrag van Parijs tot bescherming van de industriële eigendom van enig onderdaan of inwoner van enig land dat partij is bij laatstgenoemd Verdrag.

Artikel 2

Begripsomschrijvingen

Voor de toepassing van dit Verdrag en het Reglement en tenzij uitdrukkelijk anders is bepaald:

(i) wordt onder „aanvraag” verstaan een aanvraag voor de bescherming van een uitvinding; verwijzingen naar een „aanvraag” gelden als verwijzingen naar aanvragen voor octrooien van uitvinding, uitvinderscertificaten, gebruikscertificaten, gebruiksmodellen, aanvullingsoctrooien of aanvullingscertificaten, aanvullingen bij uitvinderscertificaten en aanvullingen bij gebruikscertificaten;

(ii) gelden verwijzingen naar een „octrooi” als verwijzingen naar octrooien van uitvinding, uitvinderscertificaten, gebruikscertificaten, gebruiksmodellen, aanvullingsoctrooien of aanvullingscertificaten, aanvullingen bij uitvinderscertificaten en aanvullingen bij gebruikscertificaten;

(iii) wordt onder „nationaal octrooi” verstaan een door een nationale instantie verleend octrooi;

(iv) wordt onder „regionaal octrooi” verstaan een octrooi verleend door een nationale of een intergouvernementele instantie die bevoegd is octrooien te verlenen die in meer dan in één Staat rechtskracht hebben;

(v) wordt onder „regionale aanvraag” verstaan een aanvraag om een regionaal octrooi;

(vi) gelden verwijzingen naar een „nationale aanvraag” als verwijzingen naar andere dan ingevolge dit Verdrag ingediende aanvragen om nationale octrooien en regionale octrooien;

(vii) wordt onder „internationale aanvraag” verstaan een ingevolge dit Verdrag ingediende aanvraag;

(viii) gelden verwijzingen naar een „aanvraag” als verwijzingen naar internationale aanvragen en nationale aanvragen;

(ix) gelden verwijzingen naar een „octrooi” als verwijzingen naar nationale octrooien en regionale octrooien;

(x) gelden verwijzingen naar de „nationale wetgeving” als verwijzingen naar de nationale wetgeving van een Verdragsluitende Staat, of, indien het een regionale aanvraag of een regionaal octrooi betreft, als verwijzingen naar het verdrag dat voorziet in de indiening van regionale aanvragen of de verlening van regionale octrooien;

(xi) wordt onder „datum van voorrang” voor de berekening van termijnen verstaan:

a) indien de internationale aanvraag een beroep op een recht van voorrang ingevolge artikel 8 bevat, de dagtekening van het depot van de aanvraag waarop het beroep op recht van voorrang berust;

b) indien de internationale aanvraag een beroep op meer dan één recht van voorrang ingevolge artikel 8 bevat, de dagtekening van het depot van de eerste aanvraag waarop het beroep op recht van voorrang berust;

c) indien de internationale aanvraag geen beroep op een recht van voorrang ingevolge artikel 8 bevat, de dagtekening van het internationale depot van een zodanige aanvraag;

(xii) wordt onder „nationaal bureau” verstaan de overheidsinstantie van een Verdragsluitende Staat die belast is met de verlening van octrooien; verwijzingen naar een „nationaal bureau” gelden tevens als verwijzingen naar enige intergouvernementele instantie die door meer dan één Staat is belast met de taak regionale octrooien te verlenen, mits ten minste één van deze Staten een Verdragsluitende Staat is en mits de genoemde Staten deze instantie hebben gemachtigd de verplichtingen op zich te nemen en de bevoegdheden uit te oefenen waarin dit Verdrag en het Reglement ten aanzien van nationale bureaus voorzien;

(xiii) wordt onder „aangewezen bureau” verstaan het nationale bureau van of optredend voor de Staat, door de aanvrager ingevolge Hoofdstuk I van dit Verdrag aangewezen;

(xiv) wordt onder „gekozen bureau” verstaan het nationale bureau van of optredend voor de Staat, door de aanvrager ingevolge Hoofdstuk II van dit Verdrag gekozen;

(xv) wordt onder „ontvangend bureau” verstaan het nationale bureau of de intergouvernementele organisatie waarbij de internationale aanvraag is ingediend;

(xvi) wordt onder „Unie” verstaan de Internationale Unie voor samenwerking inzake octrooien;

(xvii) wordt onder „Algemene Vergadering” verstaan de Algemene Vergadering van de Unie;

(xviii) wordt onder „Organisatie” verstaan de Wereldorganisatie voor de Intellectuele Eigendom;

(xix) wordt onder „Internationaal Bureau” verstaan het Internationale Bureau van de Organisatie en, zolang deze blijven voortbestaan, de Verenigde Internationale Bureaus voor de Bescherming van de Intellectuele Eigendom (BIRPI);

(xx) wordt onder „Directeur-Generaal” verstaan de Directeur-Generaal van de Organisatie en, zolang de BIRPI blijft voortbestaan, de Directeur van de BIRPI.

HOOFDSTUK I

Internationale aanvraag en internationaal nieuwheidsonderzoek

Artikel 3

De internationale aanvraag

(1) Aanvragen voor de bescherming van uitvindingen in de Verdragssluitende Staten kunnen worden ingediend als internationale aanvragen ingevolge dit Verdrag.

(2) Een internationale aanvraag dient, zoals aangegeven in dit Verdrag en het Reglement, een verzoekschrift, een beschrijving, één of meer conclusies, één of meer tekeningen (indien nodig) en een uittreksel te bevatten.

(3) Het uittreksel is alleen bedoeld als technische informatie en kan niet in aanmerking komen voor enig ander doel, in het bijzonder niet voor de uitlegging van de omvang van de gevraagde bescherming.

(4) De internationale aanvraag dient:

- (i) gesteld te zijn in een voorgeschreven taal;
- (ii) te voldoen aan de vormvoorschriften;
- (iii) te voldoen aan het voorgeschreven vereiste van eenheid van uitvinding;
- (iv) onderworpen te zijn aan de betaling van de voorgeschreven taksen.

Artikel 4

Het verzoekschrift

(1) Het verzoekschrift bevat:

(i) een verzoek dat de internationale aanvraag overeenkomstig dit Verdrag wordt behandeld;

(ii) de aanwijzing van de Verdragssluitende Staat of Staten waarin bescherming voor de uitvinding wordt verlangd op de grondslag van de internationale aanvraag („aangewezen Staten”); indien voor een aangewezen Staat een regionaal octrooi kan worden verkregen en de aanvrager liever een regionaal octrooi dan een nationaal octrooi wenst te verkrijgen, dient zulks in het verzoekschrift te worden vermeld; indien, ingevolge een verdrag betreffende een regionaal octrooi, de aanvrager zijn aanvraag niet kan beperken tot bepaalde Staten die partij zijn bij dat verdrag, worden de aanwijzing van één van deze Staten en de vermelding van de wens ter verkrijging van het regionale octrooi behandeld als een aanwijzing van alle Staten die partij zijn bij dat verdrag; indien, ingevolge de nationale wetgeving van de aangewezen Staat, de aanwijzing van die Staat als een aanvraag om een regionaal octrooi geldt, wordt de aanwijzing van genoemde Staat behandeld als een vermelding van de wens ter verkrijging van het regionale octrooi;

(iii) de naam van en andere voorgeschreven gegevens betreffende de aanvrager en de mogelijke gemachtigde;

(iv) de titel van de uitvinding;

(v) de naam van en andere voorgeschreven gegevens betreffende de uitvinder, indien de nationale wetgeving van ten minste één van de aangewezen Staten vereist dat deze gegevens worden verstrekt op het tijdstip van indiening van een nationale aanvraag. In andere gevallen kunnen de genoemde gegevens worden verstrekt hetzij in het verzoekschrift, hetzij in afzonderlijke kennisgevingen gericht tot elk aangewezen bureau welks nationale wetgeving het verstrekken van de genoemde gegevens vereist, doch toestaat dat zij worden verstrekt op een later tijdstip dan dat van de indiening van een nationale aanvraag.

(2) Iedere aanwijzing is onderworpen aan de betaling van de voorgeschreven taks binnen de voorgeschreven termijn.

(3) Tenzij de aanvrager om een van de andere soorten van bescherming als genoemd in artikel 43 verzoekt, betekent de aanwijzing dat de verlangde bescherming bestaat uit de verlening van een octrooi door of voor de aangewezen Staat. Voor de toepassing van dit lid is artikel 2, (ii) niet van toepassing.

(4) Het niet vermelden in het verzoekschrift van de naam van en de andere voorgeschreven gegevens betreffende de uitvinder heeft geen gevolgen in een aangewezen Staat welks nationale wetgeving het verstrekken van zodanige gegevens vereist, doch toestaat dat zij worden verstrekt op een later tijdstip dan dat van de indiening van een nationale aanvraag. Het niet verstrekken van de genoemde gegevens in een afzonderlijke kennisgeving heeft geen gevolgen in een aangewezen Staat welks nationale wetgeving het verstrekken van de genoemde gegevens niet vereist.

Artikel 5

De beschrijving

De beschrijving dient de uitvinding voldoende duidelijk en volledig weer te geven om door een deskundige te kunnen worden toegepast.

Artikel 6

De conclusies

De conclusie of conclusies omschrijven datgene waarvoor bescherming wordt gevraagd. De conclusies dienen duidelijk en beknopt te zijn. Zij dienen volledig steun te vinden in de beschrijving.

Artikel 7

De tekeningen

(1) Onverminderd het bepaalde in het tweede lid, onder (ii), zijn tekeningen vereist indien zij nodig zijn voor het begrijpen van de uitvinding.

(2) Indien, zonder dat zulks nodig is voor het begrijpen van de uitvinding, de aard van de uitvinding door tekeningen kan worden toegelicht:

(i) kan de aanvrager zodanige tekeningen bij de indiening in de internationale aanvraag opnemen,

(ii) kan een aangewezen bureau verlangen dat de aanvrager binnen de voorgeschreven termijn zodanige tekeningen bij hem indient.

Artikel 8

Beroep op een recht van voorrang

(1) De internationale aanvraag kan een verklaring bevatten, zoals voorgeschreven in het Reglement, waarin een beroep op een recht van voorrang wordt gedaan op grond van één of meer aanvragen, die eerder zijn ingediend in of voor een land dat partij is bij het Verdrag van Parijs tot bescherming van de industriële eigendom.

(2) *a)* Onverminderd het bepaalde onder *b)* zijn de vereisten voor en de rechtsgevolgen van een ingevolge het eerste lid gedaan beroep op een recht van voorrang die, welke zijn voorzien in artikel 4 van de Akte van Stockholm van het Verdrag van Parijs tot bescherming van de industriële eigendom.

b) De internationale aanvraag waarvoor een beroep wordt gedaan op het recht van voorrang op grond van een of meer aanvragen, die eerder in of voor een Verdragsluitende Staat zijn ingediend, kan de aanwijzing van die Staat bevatten. Indien in de internationale aanvraag een beroep wordt gedaan op het recht van voorrang op grond van een of meer nationale aanvragen, ingediend in of voor een aangewezen Staat of indien een beroep wordt gedaan op het recht van voorrang van een internationale aanvraag waarin slechts één Staat is aangewezen, worden de vereisten voor en de rechtsgevolgen van het beroep op het recht van voorrang in die Staat geregeld door de nationale wetgeving van die Staat.

Artikel 9

De aanvrager

(1) Elke inwoner of onderdaan van een Verdragsluitende Staat kan een internationale aanvraag indienen.

(2) De Algemene Vergadering kan besluiten de inwoners en onderdanen van een land, dat partij is bij het Verdrag van Parijs tot bescherming van de industriële eigendom, maar dat geen Partij is bij het onderhavige Verdrag, toe te staan internationale aanvragen in te dienen.

(3) De begrippen woonplaats en nationaliteit en de toepassing van deze begrippen ingeval er meer dan één aanvrager is of ingeval de aanvragers niet dezelfde zijn voor alle aangewezen Staten, worden omschreven in het Reglement.

Artikel 10

Het ontvangende bureau

De internationale aanvraag wordt ingediend bij het voorgeschreven ontvangende bureau, dat de aanvraag zal controleren en verder behandelen zoals bepaald in dit Verdrag en in het Reglement.

Artikel 11

Dagtekening van depot en rechtsgevolgen van de internationale aanvraag

(1) Het ontvangende bureau kent als dagtekening van het internationale depot de datum van ontvangst van de internationale aanvraag toe, mits dat bureau heeft vastgesteld, dat op het tijdstip van ontvangst:

(i) de aanvrager niet wegens zijn woonplaats of nationaliteit klaarblijkelijk onbevoegd is een internationale aanvraag bij het ontvangende bureau in te dienen;

(ii) de internationale aanvraag in de voorgeschreven taal is gesteld;

(iii) de internationale aanvraag ten minste de volgende elementen bevat:

- a) een aanduiding dat zij als een internationale aanvraag is bedoeld;
- b) de aanwijzing van ten minste één Verdragsluitende Staat;
- c) de naam van de aanvrager, zoals voorgeschreven;
- d) een deel dat op het eerste gezicht een beschrijving lijkt te zijn;
- e) een deel dat op het eerste gezicht een conclusie of de conclusies lijkt te zijn.

(2) a) Indien het ontvangende bureau vaststelt dat de internationale aanvraag op het tijdstip van ontvangst niet voldeed aan de vereisten opgesomd in het eerste lid, verzoekt het de aanvrager, zoals bepaald in het Reglement, de vereiste verbetering(en) in te dienen.

b) Indien de aanvrager aan het verzoek voldoet, zoals bepaald in het Reglement, kent het ontvangende bureau als dagtekening van het internationale depot de datum van ontvangst van de vereiste verbetering toe.

(3) Onverminderd artikel 64, vierde lid, zijn aan internationale aanvragen die voldoen aan de vereisten, opgesomd in het eerste lid, onder (i) tot en met (iii) en waaraan een dagtekening van het internationale depot is toegekend de rechtsgevolgen verbonden van een regelmatige nationale aanvraag in elke aangewezen Staat met ingang van de dagtekening van het internationale depot die als de werkelijke dagtekening van het depot in elke aangewezen Staat geldt.

(4) Een internationale aanvraag die voldoet aan de vereisten, opgesomd in het eerste lid onder (i) tot en met (iii), is gelijkwaardig aan een regelmatig nationaal depot in de zin van het Verdrag van Parijs tot bescherming van de industriële eigendom.

Artikel 12

Toezending van de internationale aanvraag aan het Internationale Bureau en de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek

(1) Eén exemplaar van de internationale aanvraag wordt bewaard door het ontvangende bureau („archiefexemplaar”), één exemplaar („oorspronkelijk exemplaar”) wordt toegezonden aan het Internationale Bureau en een ander exemplaar („exemplaar voor het nieuwheidsonderzoek”) wordt, zoals bepaald in het Reglement, toegezonden aan de bevoegde Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek, bedoeld in artikel 16.

(2) Het oorspronkelijke exemplaar wordt beschouwd als het rechtsgeldige exemplaar van de internationale aanvraag.

(3) De internationale aanvraag wordt als ingetrokken beschouwd, indien het oorspronkelijke exemplaar niet binnen de voorgeschreven termijn door het Internationale Bureau is ontvangen.

Artikel 13

Beschikbaarheid van een afschrift van de internationale aanvraag voor de aangewezen bureaus

(1) Elk aangewezen bureau kan het Internationale Bureau verzoeken om toezending van een afschrift van de internationale aanvraag ten behoeve van de mededeling, voorzien in artikel 20 en het Internationale Bureau zendt een zodanig afschrift zo spoedig mogelijk na het verstrijken van een jaar na de datum van voorrang toe aan het aangewezen bureau.

(2) a) De aanvrager kan te allen tijde een afschrift van zijn internationale aanvraag aan een aangewezen bureau toezenden.

b) De aanvrager kan te allen tijde het Internationale Bureau verzoeken een afschrift van zijn internationale aanvraag toe te zenden aan een aangewezen bureau en het Internationale Bureau zendt een zodanig afschrift zo spoedig mogelijk toe aan het aangewezen bureau.

c) Een nationaal bureau kan het Internationale Bureau mededelen dat het geen afschriften wenst te ontvangen zoals voorgeschreven onder b), in welk geval het bepaalde onder b) niet van toepassing is ten aanzien van dat bureau.

Artikel 14

Bepaalde gebreken in de internationale aanvraag

(1) a) Het ontvangende bureau onderzoekt of de internationale aanvraag één van de volgende gebreken bevat, d.w.z.:

- (i) zij is niet ondertekend zoals voorgeschreven in het Reglement;
 - (ii) zij bevat niet de voorgeschreven gegevens betreffende de aanvrager;
 - (iii) zij bevat geen titel;
-

(iv) zij bevat geen uittreksel;

(v) zij voldoet niet in de mate als voorzien in het Reglement aan de voorgeschreven materiële vereisten.

b) Indien het ontvangende bureau één van de genoemde gebreken vaststelt, verzoekt het de aanvrager de internationale aanvraag binnen de voorgeschreven termijn te verbeteren, bij gebreke waarvan die aanvraag als ingetrokken wordt beschouwd en het ontvangende bureau dit verklaart.

(2) Indien de internationale aanvraag verwijst naar tekeningen die in feite niet in die aanvraag zijn opgenomen, geeft het ontvangende bureau de aanvrager daarvan kennis en de aanvrager kan het bureau binnen de voorgeschreven termijn die tekeningen verstrekken en indien hij zulks doet is de dagtekening van het depot de datum waarop de tekeningen door het ontvangende bureau worden ontvangen. In het andere geval wordt een verwijzing naar de genoemde tekeningen als ongedaan beschouwd.

(3) a) Indien het ontvangende bureau vaststelt dat de taksen voorgeschreven ingevolge artikel 3, vierde lid, onder (iv), niet binnen de voorgeschreven termijnen zijn betaald of geen taks voorgeschreven ingevolge artikel 4, tweede lid, is betaald met betrekking tot welke aangewezen Staat ook, wordt de internationale aanvraag als ingetrokken beschouwd en verklaart het ontvangende bureau dit.

b) Indien het ontvangende bureau vaststelt, dat de ingevolge artikel 4, tweede lid, voorgeschreven taks met betrekking tot een of meer, maar niet alle, aangewezen Staten binnen de voorgeschreven termijn is betaald, wordt de aanwijzing van Staten waarvoor de taks niet binnen de voorgeschreven termijn is betaald, als ingetrokken beschouwd en verklaart het ontvangende bureau dit.

(4) Indien het ontvangende bureau, na de internationale aanvraag een dagtekening van internationaal depot te hebben toegekend, binnen de voorgeschreven termijn vaststelt, dat op dat tijdstip niet aan een van de eisen opgesomd in artikel 11, eerste lid, onder (i) tot en met (iii), was voldaan, wordt genoemde aanvraag als ingetrokken beschouwd en verklaart het ontvangende bureau dit.

Artikel 15

Het internationale nieuwheidsonderzoek

(1) Elke internationale aanvraag wordt aan een internationaal nieuwheidsonderzoek onderworpen.

(2) Het internationale nieuwheidsonderzoek heeft ten doel de van belang zijnde stand van de techniek na te gaan.

(3) Het internationale nieuwheidsonderzoek geschiedt op grond van de conclusies, met inachtneming van de beschrijving en de mogelijke tekeningen.

(4) De Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek bedoeld in artikel 16 tracht zoveel van de van belang zijnde stand van de techniek te vinden als haar mogelijkheden toelaten en raadpleegt in elk geval de in het Reglement aangegeven documentatie.

(5) *a)* Indien de nationale wetgeving van de Verdragsluitende Staat zulks toelaat, kan de aanvrager die een nationale aanvraag indient bij het nationale bureau van of optredend voor een zodanige Staat, met inachtneming van de bepalingen van deze wetgeving, verzoeken met betrekking tot een zodanige aanvraag een nieuwheidsonderzoek te verrichten dat gelijksoortig is met een internationaal nieuwheidsonderzoek („nieuwheidsonderzoek van internationaal type”).

b) Indien de nationale wetgeving van de Verdragsluitende Staat zulks toelaat kan het nationale bureau van of optredend voor een zodanige Staat een bij hem ingediende nationale aanvraag aan een nieuwheidsonderzoek van internationaal type onderwerpen.

c) Het nieuwheidsonderzoek van internationaal type wordt verricht door de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek, bedoeld in artikel 16, die bevoegd zou zijn voor een internationaal nieuwheidsonderzoek indien de nationale aanvraag een internationale aanvraag zou zijn en zou zijn ingediend bij het bureau bedoeld onder *a)* en *b)*. Indien de nationale aanvraag is gesteld in een taal, waarin de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek zich niet in staat acht die aanvraag te behandelen, wordt het nieuwheidsonderzoek van internationaal type verricht op basis van een vertaling die door de aanvrager is opgesteld in een voor internationale aanvragen voorgeschreven taal die de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek op zich heeft genomen voor internationale aanvragen te aanvaarden. De nationale aanvraag en de eventueel vereiste vertaling worden ingediend in de voor internationale aanvragen voorgeschreven vorm.

Artikel 16

De Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek

(1) Het internationale nieuwheidsonderzoek wordt verricht door een Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek die een nationaal bureau of een intergouvernementele organisatie kan zijn, zoals het Internationaal Octrooi Instituut, tot welks taken behoort het opstellen van verslagen omtrent nieuwheidsonderzoek in de literatuur naar de stand van de techniek met betrekking tot uitvindingen die het voorwerp van aanvragen zijn.

(2) Indien er, hangende de oprichting van één enkele Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek, verscheidene instanties voor internationaal nieuwheidsonderzoek zijn, wijst elk ontvangend bureau, overeenkomstig de bepalingen van de van toepassing zijnde overeenkomst, bedoeld in het derde lid, onder *b)*, de Instantie of Instanties voor Inter-

nationaal Nieuwheidsonderzoek aan die bevoegd zijn tot het nieuwheids-onderzoek van bij een zodanig bureau ingediende internationale aanvragen.

3) a) Instanties voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek worden aangewezen door de Algemene Vergadering. Nationale bureaus en intergouvernementele organisaties die voldoen aan de vereisten vermeld onder c) kunnen worden aangewezen tot Instantie voor internationaal nieuwheidsonderzoek.

b) De aanwijzing is afhankelijk van de instemming van het nationale bureau of de intergouvernementele organisatie dat (die) moet worden aangewezen en van de sluiting van een overeenkomst, onderworpen aan de goedkeuring van de Algemene Vergadering, tussen een zodanig bureau of een zodanige organisatie en het Internationale Bureau. De overeenkomst omschrijft de rechten en verplichtingen van de partijen, in het bijzonder de formele verbintenis van genoemd bureau of genoemde organisatie om alle gemeenschappelijke regels van het internationaal nieuwheidsonderzoek toe te passen en in acht te nemen.

c) Het Reglement bepaalt de minimumvereisten, in het bijzonder ten aanzien van de personeelssterkte en het documentatiemateriaal, waaraan een bureau of organisatie moet voldoen voordat het of zij kan worden aangewezen en waaraan het of zij moet blijven voldoen zolang de aanwijzing van kracht blijft.

d) De aanwijzing geldt voor een vaste termijn en kan met nieuwe termijnen worden verlengd.

e) Voordat de Algemene Vergadering een besluit neemt over de aanwijzing van een nationaal bureau of een intergouvernementele organisatie, of over de verlenging van een zodanige aanwijzing, of voordat het een zodanige aanwijzing laat vervallen, hoort de Algemene Vergadering het betrokken bureau of de betrokken organisatie en wint zij het advies in van de Commissie voor technische samenwerking genoemd in artikel 56, zodra deze Commissie in het leven is geroepen.

Artikel 17

Procedure voor de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek

(1) De procedure voor de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek wordt geregeld door de bepalingen van dit Verdrag, het Reglement en de overeenkomst die het Internationale Bureau, met inachtneming van dit Verdrag en het Reglement, met de genoemde Instantie sluit.

(2) a) Indien de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek van oordeel is

(i) dat de internationale aanvraag betrekking heeft op een onderwerp waarover de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek niet

ingevolge het Reglement een nieuwheidsonderzoek behoeft te verrichten, of

(ii) dat de beschrijving, de conclusies of de tekeningen niet voldoen aan de voorgeschreven vereisten en wel in die mate dat geen zinvol nieuwheidsonderzoek verricht zou kunnen worden,

verklaart genoemde Instantie dit en stelt zij de aanvrager en het Internationale Bureau ervan in kennis dat er geen verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek zal worden opgesteld.

b) Indien een van de omstandigheden genoemd onder a) alleen in verband met bepaalde conclusies aanwezig wordt geacht, vermeldt het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek dit met betrekking tot zodanige conclusies, terwijl voor de andere conclusies genoemd verslag wordt opgesteld zoals bepaald in artikel 18.

(3) a) Indien de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek van oordeel is dat de internationale aanvraag niet voldoet aan het vereiste van eenheid van uitvinding zoals neergelegd in het Reglement, verzoekt zij de aanvrager extra taksen te betalen. De Instantie voor internationaal nieuwheidsonderzoek stelt het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek op voor die delen van de internationale aanvraag die betrekking hebben op de uitvinding die als eerste in de conclusies is genoemd („hoofduitvinding”) en, mits de vereiste extra taksen binnen de voorgeschreven termijn zijn betaald, voor die delen van de internationale aanvraag die betrekking hebben op uitvindingen waarvoor de genoemde taksen zijn betaald.

b) De nationale wetgeving van een aangewezen Staat kan bepalen dat, indien het nationale bureau van die Staat het onder a) bedoelde verzoek van de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek gerechtvaardigd acht en indien de aanvrager niet alle extra taksen heeft betaald, die delen van de internationale aanvraag waarvoor bijgevolg geen nieuwheidsonderzoek is verricht, voor zover het de gevolgen in die Staat betreft, als ingetrokken worden beschouwd, tenzij door de aanvrager aan het nationale bureau van die Staat een speciale taks wordt betaald.

Artikel 18

Het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek

(1) Het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek wordt binnen de voorgeschreven termijn en in de voorgeschreven vorm opgesteld.

(2) Het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek wordt, zodra het is opgesteld, door de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek toegezonden aan de aanvrager en aan het Internationale Bureau.

(3) Het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek of de verklaring bedoeld in artikel 17, tweede lid, onder a), wordt vertaald

zoals bepaald in het Reglement. De vertalingen worden gemaakt door of onder verantwoordelijkheid van het Internationale Bureau.

Artikel 19

Wijziging van de conclusies die aan het Internationale Bureau zijn voorgelegd

(1) De aanvrager is, na ontvangst van het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek, bevoegd éénmaal de conclusies van de internationale aanvraag te wijzigen door binnen de voorgeschreven termijn bij het Internationale Bureau wijzigingen in te dienen. Tegelijkertijd kan hij een korte verklaring indienen, zoals bepaald in het Reglement, waarin de wijzigingen worden toegelicht en de gevolgen worden aangegeven die zodanige wijzigingen zouden kunnen hebben voor de beschrijving en de tekeningen.

(2) De wijzigingen mogen niet buiten het kader van de uiteenzetting in de internationale aanvraag, zoals zij is ingediend, vallen.

(3) Indien de nationale wetgeving van een aangewezen Staat wijzigingen toestaat die buiten het kader van de genoemde uiteenzetting vallen heeft het niet voldoen aan het tweede lid geen gevolgen in die Staat.

Artikel 20

Toezending aan aangewezen bureaus

(1) *a)* De internationale aanvraag, vergezeld van het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek (met inbegrip van de aanduidingen bedoeld in artikel 17, tweede lid, onder *b)* of de verklaring bedoeld in artikel 17, tweede lid, onder *a)*), wordt toegezonden aan elk aangewezen bureau, zoals bepaald in het Reglement, tenzij het aangewezen bureau geheel of gedeeltelijk afstand doet van het voldoen aan een zodanig vereiste.

b) Eveneens wordt toegezonden de vertaling (zoals voorgeschreven) van het genoemde verslag of de genoemde verklaring.

(2) Indien de conclusies zijn gewijzigd ingevolge artikel 19, eerste lid, wordt toegezonden hetzij de volledige tekst zowel van de ingediende als van de gewijzigde conclusies, hetzij de volledige tekst van de conclusies zoals die is ingediend met vermelding van de wijzigingen, en voorts de eventuele verklaring bedoeld in artikel 19, eerste lid.

(3) Op verzoek van het aangewezen bureau of van de aanvrager zendt de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek genoemd bureau, onderscheidenlijk de aanvrager, afschriften toe van de literatuurplaatsen, aangehaald in het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek, zoals bepaald in het Reglement.

Artikel 21

Internationale publikatie

- (1) Het Internationale Bureau publiceert de internationale aanvragen.
- (2) *a)* Onverminderd de uitzonderingen bepaald onder *b)* en in artikel 64, derde lid, geschiedt de internationale publikatie van de internationale aanvraag onverwijld na het verstrijken van 18 maanden te rekenen van de datum van voorrang van die aanvraag.
b) De aanvrager kan het Internationale Bureau verzoeken zijn internationale aanvraag op enig tijdstip voor het verstrijken van de termijn bedoeld onder *a)* te publiceren. Het Internationale Bureau handelt dienovereenkomstig, zoals bepaald in het Reglement.
- (3) Het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek of de verklaring bedoeld in artikel 17, tweede lid, onder *a)* wordt gepubliceerd zoals voorgeschreven in het Reglement.
- (4) De taal en de vorm van de internationale publikatie en andere bijzonderheden worden geregeld in het Reglement.
- (5) Er vindt geen internationale publikatie plaats, indien de internationale aanvraag is ingetrokken of als ingetrokken wordt beschouwd voordat de technische voorbereidingen voor publikatie zijn voltooid.
- (6) Indien de internationale aanvraag uitdrukkingen of tekeningen bevat die naar het oordeel van het Internationale Bureau in strijd zijn met de goede zeden of de openbare orde of indien naar zijn oordeel de internationale aanvraag kleinerende opmerkingen bevat, zoals omschreven in het Reglement, kan het zodanige uitdrukkingen, tekeningen en opmerkingen uit haar publikaties weglaten, met vermelding van de plaats en het aantal woorden of tekeningen dat is weggelaten en kan het op verzoek afzonderlijke afschriften van de weggelaten passages verstrekken.

Artikel 22

Afschrift, vertaling en taks aan aangewezen bureaus

- (1) Uiterlijk tot het tijdstip waarop 20 maanden vanaf de datum van voorrang zijn verstreken, verstrekt de aanvrager elk aangewezen bureau een afschrift van de internationale aanvraag (tenzij de toezending voorzien in artikel 20 reeds heeft plaatsgevonden) en een vertaling daarvan (zoals voorgeschreven) en betaalt hij de (eventuele) nationale taks. Wanneer de nationale wetgeving van de aangewezen Staat de vermelding van de naam van en andere voorgeschreven gegevens betreffende de uitvinder vereist, maar toelaat dat deze gegevens worden verstrekt op een later tijdstip dan dat van de indiening van een nationale aanvraag, verstrekt de aanvrager, tenzij de gegevens in het verzoekschrift waren vervat, deze uiterlijk tot het tijdstip waarop 20 maanden vanaf de datum van voorrang zijn verstreken, aan het nationale bureau van of optredend voor die Staat.
-

(2) Niettegenstaande het bepaalde in het eerste lid is, wanneer de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek een verklaring ingevolge artikel 17, tweede lid, onder *a*) aflegt, dat er geen verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek zal worden opgesteld, de termijn voor het verrichten van de handelingen bedoeld in het eerste lid van dit artikel twee maanden te rekenen vanaf de datum van de aan de aanvrager gezonden kennisgeving van genoemde verklaring.

(3) In de nationale wetgevingen kunnen, voor het verrichten van de handelingen bedoeld in het eerste of het tweede lid, termijnen worden vastgesteld die later verstrijken dan de in deze leden bepaalde termijn.

Artikel 23

Uitstel van de nationale procedure

(1) Een aangewezen bureau behandelt of beoordeelt de internationale aanvraag niet vóór het verstrijken van de ingevolge artikel 22 geldende termijn.

(2) Niettegenstaande het bepaalde in het eerste lid kan een aangewezen bureau, op uitdrukkelijk verzoek van de aanvrager, de internationale aanvraag te allen tijde behandelen of beoordelen.

Artikel 24

Mogelijk te niet gaan van de rechtsgevolgen in aangewezen Staten

(1) Onverminderd – in het onder (ii) genoemde geval – de bepalingen van artikel 25, gaan de rechtsgevolgen van de internationale aanvraag zoals bepaald in artikel 11, derde lid, in een aangewezen Staat te niet met dezelfde gevolgen als de intrekking van een nationale aanvraag in die Staat:

(i) indien de aanvrager zijn internationale aanvraag of de aanwijzing van die Staat intrekt;

(ii) indien de internationale aanvraag als ingetrokken wordt beschouwd krachtens artikel 12, derde lid, 14, eerste lid, onder *b*), 14, derde lid, onder *a*) of 14, vierde lid, of indien de aanwijzing van die Staat als ingetrokken wordt beschouwd krachtens artikel 14, derde lid, onder *b*);

(iii) indien de aanvrager nalaat binnen de geldende termijn de handelingen te verrichten bedoeld in artikel 22.

(2) Onverminderd het bepaalde in het eerste lid kan elk aangewezen bureau de rechtsgevolgen bepaald in artikel 11, derde lid, handhaven zelfs indien zodanige rechtsgevolgen niet behoeven te worden gehandhaafd krachtens artikel 25, tweede lid.

Artikel 25

Beoordeling door aangewezen bureaus

(1) *a)* Indien het ontvangende bureau heeft geweigerd een dagtekening van internationaal depot toe te kennen of heeft verklaard dat de internationale aanvraag als ingetrokken wordt beschouwd, of indien het Internationale Bureau een gevolgtrekking ingevolge artikel 12, derde lid, heeft gemaakt, zendt het Internationale Bureau onverwijld, op verzoek van de aanvrager, afschriften van enig document dat zich in het dossier bevindt, aan een door de aanvrager genoemd aangewezen bureau.

b) Indien het ontvangende bureau heeft verklaard, dat de aanwijzing van een bepaalde Staat als ingetrokken wordt beschouwd, zendt het Internationale Bureau onverwijld, op verzoek van de aanvrager, afschriften van enig document dat zich in het dossier bevindt, aan het nationale bureau van die Staat.

c) Het verzoek op grond van het bepaalde onder *a)* of *b)* wordt voorgelegd binnen de voorgeschreven termijn.

(2) *a)* Onverminderd het bepaalde onder *b)*, besluit elk aangewezen bureau, mits binnen de voorgeschreven termijn de (eventuele) nationale taks is betaald en de passende vertaling (zoals voorgeschreven) is verstrekt, of de weigering, verklaring of gevolgtrekking bedoeld in het eerste lid gerechtvaardigd was ingevolge de bepalingen van dit Verdrag en van het Reglement en, indien het tot de gevolgtrekking komt dat de weigering of verklaring voortvloeide uit een vergissing of een verzuim van het ontvangende bureau of dat de gevolgtrekking voortvloeide uit een vergissing of een verzuim van het Internationale Bureau, behandelt het de internationale aanvraag, voor zover het gevolgen in de Staat van het aangewezen bureau betreft, alsof een zodanige vergissing of een zodanig verzuim zich niet had voorgedaan.

b) Indien het oorspronkelijke exemplaar het Internationale Bureau heeft bereikt na het verstrijken van de termijn, voorgeschreven ingevolge artikel 12, derde lid, wegens een vergissing of een verzuim van de aanvrager, is het bepaalde onder *a)* alleen van toepassing onder de omstandigheden bedoeld in artikel 48, tweede lid.

Artikel 26

Gelegenheid tot verbetering ten overstaan van de aangewezen bureaus

Een aangewezen bureau mag een internationale aanvraag niet afwijzen op de grond dat niet aan de vereisten van dit Verdrag en van het Reglement is voldaan zonder de aanvrager eerst in de gelegenheid te stellen genoemde aanvraag te verbeteren in de mate en overeenkomstig de procedure in de nationale wetgeving bepaald voor dezelfde of vergelijkbare omstandigheden ten aanzien van nationale aanvragen.

Artikel 27

Nationale vereisten

(1) Geen nationale wetgeving mag de eis stellen dat wordt voldaan aan vereisten betreffende de vorm of de inhoud van de internationale aanvraag die afwijken van of toegevoegd worden aan de vereisten die in dit Verdrag en in het Reglement zijn gesteld.

(2) De bepalingen van het eerste lid zijn niet van invloed op de toepassing van het bepaalde in artikel 7, tweede lid, en sluiten evenmin uit dat een nationale wetgeving, zodra de behandeling van de internationale aanvraag in het aangewezen bureau is begonnen, eist dat worden verstrekt:

(i) indien de aanvrager een rechtspersoon is, de naam van een functionaris die bevoegd is die rechtspersoon te vertegenwoordigen,

(ii) documenten die geen deel van de internationale aanvraag uitmaken, maar die het bewijs vormen van stellingen of verklaringen in die aanvraag gedaan, met inbegrip van de bevestiging van de internationale aanvraag door de handtekening van de aanvrager wanneer die aanvraag, zoals ingediend, was ondertekend door zijn vertegenwoordiger of gemachtigde.

(3) Indien ten opzichte van een aangewezen Staat de aanvrager overeenkomstig de nationale wetgeving van die Staat niet bevoegd is om een nationale aanvraag in te dienen omdat hij niet de uitvinder is, kan de internationale aanvraag door het aangewezen bureau worden afgewezen.

(4) Indien de nationale wetgeving ten aanzien van de vorm of de inhoud van nationale aanvragen eisen stelt, die, vanuit het standpunt van de aanvragers, gunstiger zijn dan de bij dit Verdrag en het Reglement ten aanzien van internationale aanvragen gestelde eisen, kunnen het nationale bureau, de rechterlijke colleges en andere bevoegde organen van of optredend voor de aangewezen Staat op internationale aanvragen de eerstgenoemde eisen toepassen in plaats van de laatstgenoemde, behalve indien de aanvrager aandringt op de toepassing op zijn internationale aanvraag van de bij dit Verdrag en het Reglement gestelde eisen.

(5) Niets in dit Verdrag en het Reglement mag zo worden uitgelegd, dat daardoor iets wordt voorgeschreven dat de vrijheid van elke Verdragsluitende Staat zou beperken om de materiële vereisten voor octrooieerbaarheid voor te schrijven die hij wenst. In het bijzonder dienen de bepalingen van dit Verdrag en het Reglement betreffende de omschrijving van de stand van de techniek uitsluitend de internationale procedure en iedere Verdragsluitende Staat is derhalve vrij om, bij de bepaling van de octrooieerbaarheid van een uitvinding waarvoor in een internationale aanvraag uitsluitende rechten worden verlangd, de maatstaven van zijn nationale wetgeving toe te passen ten aanzien van de stand van de techniek en andere vereisten voor de octrooieerbaarheid, voor zover die

geen voorschrift inhouden ten aanzien van de vorm en de inhoud van aanvragen.

(6) De nationale wetgeving kan eisen dat de aanvrager bewijs levert ten aanzien van bij die wetgeving voorgeschreven materiële vereisten voor de octrooieerbaarheid.

(7) Elk ontvangend bureau of, wanneer de behandeling van de internationale aanvraag in het aangewezen bureau is begonnen, dat bureau, kan de nationale wetgeving toepassen voor zover deze betrekking heeft op de verplichte vertegenwoordiging van de aanvrager door een gemachtigde die gerechtigd is aanvragers voor het genoemde bureau te vertegenwoordigen en/of op de verplichte aanwijzing van een adres in de aangewezen Staat voor het ontvangen van kennisgevingen.

(8) Niets in dit Verdrag en het Reglement mag worden uitgelegd als een beperking van de vrijheid van een Verdragsluitende Staat om maatregelen toe te passen die noodzakelijk worden geacht voor het bewaren van zijn nationale veiligheid of om, ter bescherming van de algemene economische belangen van die Staat, het recht van zijn eigen inwoners of onderdanen internationale aanvragen in te dienen, te beperken.

Artikel 28

Wijzigingen van de conclusies, de beschrijving en de tekeningen ten overstaan van aangewezen bureaus

(1) De aanvrager wordt in de gelegenheid gesteld de conclusies, de beschrijving en de tekeningen ten overstaan van elk aangewezen bureau binnen de voorgeschreven termijn te wijzigen. Een aangewezen bureau verleent geen octrooi of weigert niet een octrooi te verlenen, voordat een zodanige termijn is verstreken, behalve met de uitdrukkelijke toestemming van de aanvrager.

(2) De wijzigingen mogen niet buiten het kader van de uiteenzetting in de ingediende internationale aanvraag vallen, tenzij de nationale wetgeving van de aangewezen Staat het toelaat.

(3) De wijzigingen dienen op alle punten waarin dit Verdrag en het Reglement niet voorzien, in overeenstemming te zijn met de nationale wetgeving van de aangewezen Staat.

(4) Indien een aangewezen bureau een vertaling van de internationale aanvraag verlangt, dienen de wijzigingen in de taal van de vertaling te zijn gesteld.

Artikel 29

Rechtsgevolgen van de internationale publikatie

(1) Voor zover het de bescherming van enig recht van de aanvrager in een aangewezen Staat betreft, zijn de rechtsgevolgen in die Staat van de internationale publikatie van een internationale aanvraag, onverminderd het bepaalde in het tweede tot en met het vierde lid, dezelfde als die

welke de nationale wetgeving van de aangewezen Staat verbindt aan de verplichte nationale publikatie van niet beoordeelde nationale aanvragen als zodanig.

(2) Indien de taal waarin de internationale publikatie is gesteld een andere is dan de taal waarin publikaties krachtens de nationale wetgeving in de aangewezen Staat worden gesteld, kan genoemde nationale wetgeving bepalen dat de rechtsgevolgen bedoeld in het eerste lid alleen intreden vanaf het tijdstip waarop:

(i) een vertaling in laatstgenoemde taal is gepubliceerd zoals bepaald bij de nationale wetgeving, of

(ii) een vertaling in laatstgenoemde taal ter inzage voor het publiek beschikbaar is gesteld, zoals bepaald in de nationale wetgeving, of

(iii) een vertaling in de laatstgenoemde taal door de aanvrager is toegezonden aan de feitelijke of vermoedelijke onbevoegde gebruiker van de uitvinding waarvoor in de internationale aanvraag uitsluitende rechten zijn verlangd, of

(iv) de beide handelingen genoemd onder (i) en (iii) of de beide handelingen genoemd onder (ii) en (iii) hebben plaatsgevonden.

(3) De nationale wetgeving van een aangewezen Staat kan bepalen dat, wanneer de internationale publikatie op verzoek van de aanvrager is verricht voordat 18 maanden zijn verstreken te rekenen van de datum van voorrang, de rechtsgevolgen bedoeld in het eerste lid slechts zullen intreden na het verstrijken van 18 maanden te rekenen van de datum van voorrang.

(4) De nationale wetgeving van een aangewezen Staat kan bepalen dat de rechtsgevolgen bedoeld in het eerste lid slechts zullen intreden vanaf de datum waarop een afschrift van de internationale aanvraag gepubliceerd ingevolge artikel 21 bij het nationale bureau van of optredend voor deze Staat is ontvangen. Het genoemde bureau maakt de datum van ontvangst zo spoedig mogelijk bekend in zijn mededelingenblad.

Artikel 30

Vertrouwelijke aard van de internationale aanvraag

(1) *a)* Onverminderd het bepaalde onder *b)* geven het Internationale Bureau en de Instanties voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek aan geen persoon of instantie toegang tot de internationale aanvraag voordat de internationale publikatie van die aanvraag is verricht, tenzij zulks is verzocht of daartoe machtiging is verleend door de aanvrager.

b) Het bepaalde onder *a)* is niet van toepassing op toezendingen aan de bevoegde Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek, op de toezendingen ingevolge artikel 13 en op mededelingen ingevolge artikel 20.

(2) *a)* Een nationaal bureau geeft aan derden geen toegang tot de internationale aanvraag, tenzij zulks is verzocht of daartoe machtiging is

verleend door de aanvrager, vóór de eerste van de onderstaande tijdstippen:

(i) de datum van de internationale publikatie van de internationale aanvraag,

(ii) de datum van ontvangst van de mededeling van de internationale aanvraag ingevolge artikel 20,

(iii) de datum van ontvangst van een afschrift van de internationale aanvraag ingevolge artikel 22.

b) Het bepaalde onder a) belet een nationaal bureau niet derden ervan in kennis te stellen dat het is aangewezen of dit feit bekend te maken. Een zodanige inlichting of bekendmaking mag evenwel slechts de volgende gegevens bevatten: identificatie van het ontvangende bureau, naam van de aanvrager, datum van de internationale indiening, nummer van de internationale aanvraag en titel van de uitvinding.

c) Het bepaalde onder a) belet een aangewezen bureau niet de gerechtelijke autoriteiten toegang tot de internationale aanvraag te geven.

(3) Het bepaalde in het tweede lid, onder a), is van toepassing op elk ontvangend bureau behalve voor zover het toezendingen ingevolge artikel 12, eerste lid, betreft.

(4) Voor de toepassing van dit artikel omvat de uitdrukking „toegang” alle middelen waardoor derden kennis kunnen verkrijgen, met inbegrip van individuele mededeling en algemene bekendmaking, met dien verstande evenwel dat een nationaal bureau een internationale aanvraag of de vertaling daarvan niet vóór de internationale publikatie algemeen openbaar maakt of, indien de internationale publikatie niet heeft plaats gevonden na het verstrijken van 20 maanden te rekenen van de datum van voorrang, vóór het verstrijken van 20 maanden vanaf genoemde datum van voorrang.

HOOFDSTUK II

Internationale voorlopige beoordeling

Artikel 31

Verzoek om internationale voorlopige beoordeling

(1) Op verzoek van de aanvrager wordt zijn internationale aanvraag onderworpen aan een internationale voorlopige beoordeling zoals voorzien in de onderstaande bepalingen en in het Reglement.

(2) a) Een aanvrager die, zoals omschreven in het Reglement, inwoner of onderdaan is van een Verdragsluitende Staat die gebonden is door Hoofdstuk II en wiens internationale aanvraag is ingediend bij het ontvangende bureau van of optredend voor die Staat kan een verzoek tot een internationale voorlopige beoordeling indienen.

b) De Algemene Vergadering kan besluiten, dat personen bevoegd tot het indienen van internationale aanvragen wordt toegestaan een verzoek te doen tot een internationale voorlopige beoordeling, zelfs indien zij inwoners of onderdanen zijn van een Staat die geen partij is bij dit Verdrag of die niet is gebonden door Hoofdstuk II.

(3) Het verzoek tot een internationale voorlopige beoordeling wordt gescheiden van de internationale aanvraag ingediend. Het verzoek dient de voorgeschreven gegevens te bevatten en in de voorgeschreven taal en vorm te zijn gesteld.

(4) a) Het verzoek vermeldt de Verdragsluitende Staat of Staten waarin de aanvrager voornemens is de resultaten van de internationale voorlopige beoordeling te gebruiken („gekozen Staten”). Bijkomende Verdragsluitende Staten kunnen later worden gekozen. De keuze kan alleen betrekking hebben op reeds krachtens artikel 4 aangewezen Verdragsluitende Staten.

b) Aanvragers bedoeld in het tweede lid, onder a), kunnen elke Verdragsluitende Staat kiezen die gebonden is door Hoofdstuk II. Aanvragers bedoeld in het tweede lid, onder b), kunnen alleen die door Hoofdstuk II gebonden Verdragsluitende Staten kiezen, die hebben verklaard dat zij bereid zijn door zodanige aanvragers te worden gekozen.

(5) Het verzoek is onderworpen aan de betaling van de voorgeschreven taksen binnen de voorgeschreven termijn.

(6) a) Het verzoek wordt ingediend bij de bevoegde Instantie voor de internationale voorlopige beoordeling bedoeld in artikel 32.

b) Latere keuzen worden voorgelegd aan het Internationale Bureau.

(7) Elk gekozen bureau wordt in kennis gesteld van zijn verkiezing.

Artikel 32

De Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling

(1) De internationale voorlopige beoordeling wordt verricht door de Instantie voor Internationale Voorlopige Beoordeling.

(2) In het geval van verzoeken zoals bedoeld in artikel 31, tweede lid, onder a), wordt door het ontvangende bureau en, in het geval van verzoeken als bedoeld in artikel 31, tweede lid, onder b), wordt (worden) door de Algemene Vergadering, overeenkomstig de van toepassing zijnde overeenkomst tussen de betrokken Instantie of Instanties voor de Internationale Voorlopige Beoordeling en het Internationale Bureau, de Instantie of Instanties voor de Internationale Voorlopige Beoordeling aangewezen die bevoegd zijn de voorlopige beoordeling te verrichten.

(3) Het bepaalde in artikel 16, derde lid, is van overeenkomstige toepassing op de Instanties voor de Internationale Voorlopige Beoordeling.

Artikel 33

De internationale voorlopige beoordeling

(1) Het doel van de internationale voorlopige beoordeling is een voorlopig oordeel zonder verplichting te formuleren over de vragen of de geconcludeerde uitvinding waarvoor uitsluitende rechten worden verlangd, nieuw lijkt, op uitvinderswerkzaamheid lijkt te berusten, niet voor de hand lijkt te liggen en vatbaar lijkt voor toepassing op het gebied van de nijverheid.

(2) Voor de internationale voorlopige beoordeling wordt een uitvinding waarvoor uitsluitende rechten worden verlangd, als nieuw beschouwd indien zij niet bekend is uit de stand van de techniek zoals omschreven in het Reglement.

(3) Voor de internationale voorlopige beoordeling wordt een uitvinding waarvoor uitsluitende rechten worden verlangd, beschouwd op uitvinderswerkzaamheid te berusten indien zij, met inachtneming van de stand van de techniek zoals omschreven in het Reglement niet, op het voorgeschreven toepasselijke tijdstip, voor een deskundige voor de hand ligt.

(4) Voor de internationale voorlopige beoordeling wordt aangenomen dat een uitvinding waarvoor uitsluitende rechten worden verlangd, vatbaar is voor toepassing op het gebied van de nijverheid, indien zij, al naar haar aard, kan worden vervaardigd of toegepast (in technologische zin) op enig gebied van de nijverheid. „Nijverheid” wordt opgevat in de ruimste zin, zoals in het Verdrag van Parijs tot bescherming van de industriële eigendom.

(5) De hiervoor beschreven maatstaven gelden alleen voor de internationale voorlopige beoordeling. Een Verdragsluitende Staat kan bijkomende of andere maatstaven toepassen voor de beslissing of de uitvinding waarvoor uitsluitende rechten worden verlangd, in die Staat al dan niet octrooieerbaar is.

(6) Bij de internationale voorlopige beoordeling wordt rekening gehouden met alle in het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek aangehaalde literatuurplaatsen. Er kan rekening worden gehouden met alle andere literatuurplaatsen die in het desbetreffende geval van belang worden geacht.

Artikel 34

Procedure voor de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling

(1) De procedure voor de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling wordt geregeld door de bepalingen van dit Verdrag, van het Reglement en van de overeenkomst die het Internationale Bureau, met inachtneming van dit Verdrag en van het Reglement, met de genoemde Instantie sluit.

(2) *a)* De aanvrager heeft het recht mondeling en schriftelijk in contact te treden met de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling.

b) De aanvrager heeft het recht de conclusies, de beschrijving en de tekeningen op de voorgeschreven wijze en binnen de voorgeschreven termijn te wijzigen, voordat het verslag van de internationale voorlopige beoordeling wordt opgesteld. De wijziging mag niet buiten het kader van de uiteenzetting in de ingediende internationale aanvraag vallen.

c) De aanvrager ontvangt ten minste één schriftelijk oordeel van de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling, tenzij deze Instantie van mening is dat aan alle onderstaande vereisten is voldaan:

(i) de uitvinding voldoet aan de maatstaven vermeld in artikel 33, eerste lid,

(ii) de internationale aanvraag voldoet aan de eisen van dit Verdrag en van het Reglement voor zover nagegaan door deze Instantie,

(iii) er bestaat geen voornemen tot het maken van opmerkingen ingevolge artikel 35, tweede lid, laatste zin.

d) De aanvrager kan reageren op het schriftelijke oordeel.

(3) *a)* Indien de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling van oordeel is dat de internationale aanvraag niet voldoet aan de eis van eenheid van uitvinding zoals vermeld in het Reglement, kan zij de aanvrager verzoeken naar keuze de conclusies te beperken om zo te voldoen aan de eis, of aanvullende taksen te betalen.

b) De nationale wetgeving van een gekozen Staat kan bepalen dat, indien de aanvrager verkiest de conclusies te beperken overeenkomstig het bepaalde onder *a)*, die delen van de internationale aanvraag die, tengevolge van de beperking, niet aan een internationale voorlopige beoordeling zullen worden onderworpen, voor zover het rechtsgevolgen in die Staat betreft, als ingetrokken worden beschouwd, tenzij de aanvrager een bijzondere taks betaalt aan het nationale bureau van die Staat.

c) Indien de aanvrager niet binnen de voorgeschreven termijn voldoet aan het verzoek bedoeld onder *a)*, stelt de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling een verslag op van de internationale voorlopige beoordeling over die delen van de internationale aanvraag die betrekking hebben op wat de hoofduitvinding lijkt te zijn en vermeldt zij de van belang zijnde feiten in het genoemde verslag. De nationale wetgeving van een gekozen Staat kan bepalen dat, wanneer zijn nationale bureau het verzoek van de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling gerechtvaardigd acht, die delen van de internationale aanvraag die geen betrekking hebben op de hoofduitvinding, voor zover het rechtsgevolgen in die Staat betreft, als ingetrokken worden beschouwd, tenzij de aanvrager een bijzondere taks betaalt aan dat bureau.

(4) *a)* Indien de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling van oordeel is dat

(i) de internationale aanvraag betrekking heeft op een onderwerp waarover de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling niet krachtens het Reglement een internationale voorlopige beoordeling behoeft te geven en in dat bijzondere geval besluit een zodanige beoordeling niet te geven, of

(ii) de beschrijving, de conclusies of de tekeningen zo onduidelijk zijn of de conclusies dusdanig onvoldoende ondersteund worden door de beschrijving dat geen zinvol oordeel kan worden gevormd over de nieuwheid, de uitvinderswerkzaamheid (het niet voor de hand liggen) of het vatbaar zijn voor toepassing op het gebied van de nijverheid van de uitvinding waarvoor uitsluitende rechten worden verlangd,

gaat de genoemde Instantie niet in op de vragen bedoeld in artikel 33, eerste lid, en stelt zij de aanvrager in kennis van haar oordeel en de daaraan ten grondslag liggende redenen.

b) Indien een van de omstandigheden bedoeld onder *a)* slechts aanwezig wordt bevonden ten aanzien van, of in verband met bepaalde conclusies, is het bepaalde onder *a)* alleen op die conclusies van toepassing.

Artikel 35

Het verslag van de internationale voorlopige beoordeling

(1) Het verslag van de internationale voorlopige beoordeling wordt opgesteld binnen de voorgeschreven termijn en in de voorgeschreven vorm.

(2) Het verslag van de internationale voorlopige beoordeling bevat geen verklaring over de vraag of de uitvinding waarvoor uitsluitende rechten worden verlangd, al dan niet octrooieerbaar is of lijkt overeenkomstig de nationale wetgeving. Het verklaart, met inachtneming van het bepaalde in het derde lid, ten aanzien van elke conclusie, of zij lijkt te voldoen aan de maatstaven van nieuwheid, uitvinderswerkzaamheid (het niet voor de hand liggen) en het vatbaar zijn voor toepassing op het gebied van de nijverheid, zoals deze voor de internationale voorlopige beoordeling zijn omschreven in artikel 33, eerste tot en met vierde lid. De verklaring gaat vergezeld van de aanhaling van de literatuurplaatsen waarvan wordt aangenomen dat zij de uiteengezette gevolgtrekking staven met de toelichtingen die de omstandigheden van de zaak mogelijk vereisen. De verklaring gaat tevens vergezeld van eventuele andere opmerkingen zoals bepaald in het Reglement.

(3) *a)* Indien, op het tijdstip van opstelling van het verslag van de internationale voorlopige beoordeling de Instantie voor de internationale voorlopige beoordeling van oordeel is dat een van de omstandigheden zoals bedoeld in artikel 34, vierde lid, onder *a)*, bestaat, dient dit verslag haar oordeel en de daaraan ten grondslag liggende redenen te vermelden. Het bevat geen verklaring zoals bepaald in het tweede lid.

b) Indien een omstandigheid ingevolge artikel 34, vierde lid, onder b), wordt bevonden te bestaan, dient het verslag van de internationale voorlopige beoordeling ten aanzien van de betrokken conclusies de verklaring zoals voorzien onder a) te bevatten, terwijl het, ten aanzien van de andere conclusies, de verklaring zoals voorzien in het tweede lid dient te bevatten.

Artikel 36

Toezending, vertaling en mededeling van het verslag van de internationale voorlopige beoordeling

(1) Het verslag van de internationale voorlopige beoordeling, te zamen met de voorgeschreven bijlagen, wordt toegezonden aan de aanvrager en aan het Internationale Bureau.

(2) a) Het verslag van de internationale voorlopige beoordeling en de bijlagen worden vertaald in de voorgeschreven talen.

b) Elke vertaling van genoemd verslag wordt gemaakt door of onder de verantwoordelijkheid van het Internationale Bureau, terwijl elke vertaling van de genoemde bijlagen door de aanvrager wordt gemaakt.

(3) a) Het verslag van de internationale voorlopige beoordeling, te zamen met de vertaling daarvan (zoals voorgeschreven) en de bijlagen (in de oorspronkelijke taal) worden door het Internationale Bureau toegezonden aan elk gekozen bureau.

b) De voorgeschreven vertaling van de bijlagen wordt binnen de voorgeschreven termijn door de aanvrager toegezonden aan de gekozen bureaus.

(4) Het bepaalde in artikel 20, derde lid, is van overeenkomstige toepassing op afschriften van elke literatuurplaats die in het verslag van internationale voorlopige beoordeling en niet in het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek is aangehaald.

Artikel 37

Intrekking van het verzoek of de keuze

(1) De aanvrager kan alle of een gedeelte der keuzen intrekken.

(2) Indien de keuze van alle gekozen Staten is ingetrokken, wordt het verzoek als ingetrokken beschouwd.

(3) a) Elke intrekking wordt ter kennis gebracht van het Internationale Bureau.

b) Het Internationale Bureau brengt deze intrekkingen ter kennis van de betrokken gekozen bureaus en de betrokken Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling.

(4) a) Onverminderd het bepaalde onder b) wordt de betrekking van het verzoek of van de keuze van een Verdragsluitende Staat, tenzij de nationale wetgeving van die Staat anders bepaalt, beschouwd als in-

trekking van de internationale aanvraag voor zover het die Staat betreft.

b) Intrekking van het verzoek of van de keuze wordt niet beschouwd als intrekking van de internationale aanvraag, indien deze intrekking geschiedt vóór het verstrijken van de ingevolge artikel 22 geldende termijn; elke Verdragsluitende Staat kan evenwel in zijn nationale wetgeving bepalen dat het voorgaande alleen geldt indien zijn nationale bureau binnen genoemde termijn een exemplaar van de internationale aanvraag, te zamen met een vertaling (zoals voorgeschreven) en de nationale taks heeft ontvangen.

Artikel 38

Vertrouwelijke aard van de internationale voorlopige beoordeling

(1) Noch het Internationale Bureau noch de Instantie voor de internationale voorlopige beoordeling geeft, tenzij daartoe verzocht of gemachtigd door de aanvrager, te eniger tijd toegang in de zin en met het voorbehoud van artikel 30, vierde lid, tot het dossier van de internationale voorlopige beoordeling aan personen of instanties, behalve aan de gekozen bureaus wanneer het verslag van de internationale voorlopige beoordeling eenmaal is opgesteld.

(2) Onverminderd het bepaalde in het eerste lid en in de artikelen 36, eerste en derde lid, en 37, derde lid, onder b), verstrekken noch het Internationale Bureau, noch de Instantie voor de internationale voorlopige beoordeling, tenzij daartoe verzocht of gemachtigd door de aanvrager, inlichtingen over het al dan niet uitbrengen van een verslag van de internationale voorlopige beoordeling of over het al dan niet intrekken van het verzoek of van een keuze.

Artikel 39

Afschrift, vertaling en taks voor de gekozen bureaus

(1) a) Indien de keuze van een Verdragsluitende Staat is gedaan vóór het verstrijken van de 19de maand, te rekenen van de datum van voorrang, is het bepaalde in artikel 22 niet van toepassing op deze Staat en verstrekt de aanvrager een afschrift van de internationale aanvraag (tenzij de mededeling krachtens artikel 20 reeds heeft plaatsgevonden en een vertaling daarvan (zoals voorgeschreven) en betaalt hij de (eventuele) nationale taks aan elk gekozen bureau vóór het verstrijken van vijftientig maanden, te rekenen van de datum van voorrang.

b) Elke nationale wetgeving kan voor het verrichten van de handelingen bedoeld onder a) termijnen vaststellen die later verstrijken dan de onder a) bepaalde termijn.

(2) Het rechtsgevolg voorzien in artikel 11, derde lid, houdt in de gekozen Staat op te bestaan met dezelfde gevolgen als de intrekking van een nationale aanvraag in die Staat indien de aanvrager nalaat, binnen de

termijn van toepassing krachtens het eerste lid, onder *a*) of *b*), de handelingen te verrichten bedoeld in het eerste lid, onder *a*).

(3) Een gekozen bureau kan het rechtsgevolg, voorzien in artikel 11, derde lid, handhaven, zelfs indien de aanvrager niet voldoet aan de eisen genoemd in het eerste lid, onder *a*) of *b*).

Artikel 40

Uitstel van de nationale beoordeling en andere behandelingen

(1) Indien de keuze van een Verdragsluitende Staat is verricht vóór het verstrijken van de 19de maand, te rekenen van de datum van voorrang, is het bepaalde in artikel 23 niet van toepassing op die Staat en gaat het nationale bureau van of optredend voor die Staat, onverminderd het bepaalde in het tweede lid, niet over tot de beoordeling en tot andere behandeling van de internationale aanvraag vóór het verstrijken van de krachtens artikel 39 geldende termijn.

(2) Niettegenstaande het bepaalde in het eerste lid kan een gekozen bureau, op uitdrukkelijk verzoek van de aanvrager, te allen tijde overgaan tot de beoordeling en de andere behandeling van de internationale aanvraag.

Artikel 41

Wijziging van de conclusies, de beschrijving en de tekeningen voor gekozen bureaus

(1) De aanvrager dient in de gelegenheid te worden gesteld binnen de voorgeschreven termijn de conclusies, de beschrijving en de tekeningen voor elk gekozen bureau te wijzigen. Een gekozen bureau verleent geen octrooi of weigert niet een octrooi te verlenen, voordat deze termijn is verstreken, behalve met de uitdrukkelijke toestemming van de aanvrager.

(2) De wijzigingen mogen niet buiten het kader van de uiteenzetting in de ingediende internationale aanvraag vallen, tenzij de nationale wetgeving van de gekozen Staat het toestaat.

(3) De wijzigingen dienen op alle punten waarin dit Verdrag en het Reglement niet voorzien, in overeenstemming te zijn met de nationale wetgeving van de gekozen Staat.

(4) Indien een gekozen bureau een vertaling van de internationale aanvraag verlangt, dienen de wijzigingen in de taal van de vertaling te zijn gesteld.

Artikel 42

Resultaten van de nationale beoordeling in gekozen bureaus

Een gekozen bureau dat het verslag van de internationale voorlopige beoordeling ontvangt, mag niet verlangen, dat de aanvrager afschriften van of inlichtingen over de inhoud verstrekt van bescheiden die verband houden met de beoordeling van dezelfde internationale aanvraag in enig ander gekozen bureau.

HOOFDSTUK III

Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 43

Het verzoeken om bepaalde soorten van bescherming

Ten aanzien van elke aangewezen of gekozen Staat waarvan de wetgeving voorziet in het verlenen van uitvinderscertificaten, gebruikscertificaten, gebruiksmodellen, aanvullingsoctrooien of aanvullingscertificaten, aanvullingen van uitvinderscertificaten of aanvullingen van gebruikscertificaten, kan de aanvrager, zoals voorgeschreven in het Reglement, vermelden dat zijn internationale aanvraag bedoeld is voor het verlenen, voor zover het die Staat betreft, van een uitvinderscertificaat, een gebruikscertificaat, of een gebruiksmodel, en niet van een octrooi of dat zij bedoeld is voor het verlenen van een aanvullingsoctrooi of aanvullingscertificaat, een aanvulling van een uitvinderscertificaat of een aanvulling van een gebruikscertificaat; de daaruit voortvloeiende rechtsgevolgen worden beheerst door de keuze van de aanvrager. Voor de toepassing van dit artikel en van enige ingevolge dit artikel gegeven regel, is artikel 2, onder (ii), niet van toepassing.

Artikel 44

Het verzoeken om twee soorten van bescherming

Ten aanzien van elke aangewezen of gekozen Staat, waarvan de wetgeving toestaat, dat een aanvraag dienend voor het verlenen van een octrooi of van een van de andere soorten van bescherming genoemd in artikel 43, tevens dient voor de verlening van een van de andere genoemde soorten van bescherming, kan, zoals voorgeschreven in het Reglement, de aanvrager de twee soorten van bescherming vermelden die hij beoogt en de daaruit voortvloeiende rechtsgevolgen worden beheerst door de vermeldingen van de aanvrager. Voor de toepassing van dit artikel is artikel 2, onder (ii), niet van toepassing.

Artikel 45

Regionale octrooioverdragen

(1) Elk verdrag dat voorziet in de verlening van regionale octrooien („regionaal octrooioverdrag”) en dat alle personen, die overeenkomstig artikel 9 bevoegd zijn internationale aanvragen in te dienen, het recht toekent aanvragen voor zodanige octrooien in te dienen, kan bepalen, dat internationale aanvragen waarbij een Staat wordt aangewezen of gekozen, die zowel bij het regionale octrooioverdrag als bij dit Verdrag partij is, kunnen worden ingediend als aanvragen voor regionale octrooien.

(2) De nationale wetgeving van genoemde aangewezen of gekozen Staat kan bepalen, dat een aanwijzing of keuze van een zodanige Staat in de internationale aanvraag de rechtsgevolgen heeft van een vermelding van de wens tot het verkrijgen van een regionaal octrooi ingevolge het regionale octrooi-verdrag.

Artikel 46

Onjuiste vertaling van de internationale aanvraag

Indien, wegens een onjuiste vertaling van de internationale aanvraag, de omvang van een octrooi, verleend op die aanvraag, ruimer is dan de omvang van de internationale aanvraag in haar oorspronkelijke taal, kunnen de bevoegde instanties van de betrokken Verdragsluitende Staat met terugwerkende kracht de omvang van het octrooi dienovereenkomstig beperken en het van nul en gener waarde verklaren voor zover zijn omvang ruimer is geweest dan de omvang van de internationale aanvraag in haar oorspronkelijke taal.

Artikel 47

Termijnen

(1) De bijzonderheden voor de berekening van de termijnen genoemd in dit Verdrag worden geregeld in het Reglement.

(2) *a)* Alle termijnen vastgesteld in de Hoofdstukken I en II van dit Verdrag kunnen, buiten een herziening ingevolge artikel 60, worden gewijzigd bij besluit van de Verdragsluitende Staten.

b) Zodanige besluiten worden met eenparigheid van stemmen genomen, hetzij in de Algemene Vergadering hetzij door een schriftelijke stemming.

c) De bijzonderheden van de procedure worden geregeld in het Reglement.

Artikel 48

Uitstel voor het in acht nemen van bepaalde termijnen

(1) Indien een in dit Verdrag of in het Reglement gestelde termijn niet in acht wordt genomen wegens onderbreking in de postdiensten of onvermijdelijk verlies of vertraging in de post, wordt de termijn beschouwd als in acht te zijn genomen in de gevallen en behoudens de bewijzen en andere vereisten voorgeschreven in het Reglement.

(2) *a)* Een Verdragsluitende Staat kan, voor zover het die Staat betreft, op grond van door zijn nationale wetgeving toegelaten redenen, uitstel voor het in acht nemen van een termijn toestaan.

b) Een Verdragsluitende Staat kan, voor zover het die Staat betreft, op grond van andere redenen dan die bedoeld onder *a)* uitstel voor het in acht nemen van termijnen toestaan.

Artikel 49

Recht tot optreden voor internationale instanties

Elke advocaat, octrooigemachtigde of andere persoon die het recht heeft op te treden voor het nationale bureau waarbij de internationale aanvraag werd ingediend, is gerechtigd ten aanzien van deze aanvraag op te treden voor het Internationale Bureau en de bevoegde Instantie voor internationaal nieuwheidsonderzoek en de bevoegde Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling.

HOOFDSTUK IV

Technische diensten

Artikel 50

Diensten voor inlichtingen inzake octrooien

(1) Het Internationale Bureau kan diensten verlenen door het verstrekken van technische en andere ter zake dienende inlichtingen waarover het beschikt op grond van gepubliceerde documenten, voornamelijk octrooien en gepubliceerde aanvragen (in dit artikel de „inlichtingendiensten” genoemd).

(2) Het Internationale Bureau kan deze inlichtingendiensten rechtstreeks verlenen dan wel door middel van een of meer instanties voor internationaal nieuwheidsonderzoek of andere nationale of internationale gespecialiseerde instellingen waarmee het Internationale Bureau een overeenkomst kan sluiten.

(3) De inlichtingendiensten dienen op zodanige wijze te functioneren dat zij het met name voor Verdragsluitende Staten die ontwikkelingslanden zijn, gemakkelijk maken technische kennis en technologie, met inbegrip van de beschikbare gepubliceerde „know-how”, te verwerven.

(4) De inlichtingendiensten staan ter beschikking van de Regeringen van Verdragsluitende Staten en hun onderdanen en inwoners. De Algemene Vergadering kan besluiten deze diensten ook aan anderen ter beschikking te stellen.

(5) *a)* Elke dienst aan Regeringen van Verdragsluitende Staten wordt verleend tegen kostprijs, met dien verstande dat indien het de Regering betreft van een Verdragsluitende Staat die een ontwikkelingsland is, de dienst wordt verleend tegen minder dan de kostprijs, indien het verschil kan worden gedekt uit winsten gemaakt op diensten, verleend aan anderen dan Regeringen van Verdragsluitende Staten of uit de middelen bedoeld in artikel 51, vierde lid.

b) Onder de kostprijs bedoeld onder *a)* dient te worden verstaan de kosten die uitgaan boven die welke normaal verbonden zijn aan het ver-

richten van de diensten door een nationaal bureau of de vervulling van de verplichtingen door een Instantie voor Internationaal Nieuwheids-onderzoek.

(6) De bijzonderheden betreffende de uitvoering van het bepaalde in dit artikel worden geregeld door besluiten van de Algemene Vergadering en, binnen de door de Algemene Vergadering vast te stellen grenzen, van de werkgroepen die de Algemene Vergadering voor dit doel kan instellen.

(7) Wanneer zij dit nodig acht beveelt de Algemene Vergadering methoden aan voor het verschaffen van aanvullende fondsen ter aanvulling op die genoemd in het vijfde lid.

Artikel 51

Technische bijstand

(1) De Algemene Vergadering stelt een Commissie voor technische bijstand in (in dit artikel „de Commissie” genoemd).

(2) *a)* De leden van de Commissie worden gekozen uit de Verdrag-sluitende Staten, die daarbij goede aandacht schenken aan het vertegenwoordigd zijn van ontwikkelingslanden.

b) De Directeur-Generaal verzoekt, op eigen initiatief of op verzoek van de Commissie, vertegenwoordigers van intergouvernementele organisaties die zich bezighouden met technische bijstand aan ontwikkelingslanden, deel te nemen aan de werkzaamheden van de Commissie.

(3) *a)* De taak van de Commissie behelst het organiseren van en het toezicht houden op de technische bijstand aan Verdragsluitende Staten die ontwikkelingslanden zijn, bij de ontwikkeling van hun afzonderlijke of regionale octrooistelsels.

b) De technische bijstand omvat onder meer de opleiding van specialisten, het uitlenen van deskundigen en de verschaffing van uitrusting, zowel voor demonstraties als voor gebruik.

(4) Het Internationale Bureau tracht overeenkomsten te sluiten met enerzijds internationale financieringsorganisaties en intergouvernementele organisaties, in het bijzonder de Verenigde Naties, de organen van de Verenigde Naties en de Gespecialiseerde Organisaties die banden hebben met de Verenigde Naties en zich bezighouden met technische bijstand en, anderzijds, met de Regeringen van de Staten die de technische bijstand ontvangen, voor de financiering van projecten uit hoofde van dit artikel.

(5) De bijzonderheden betreffende de uitvoering van het bepaalde in dit artikel worden geregeld door besluiten van de Algemene Vergadering en, binnen de door de Algemene Vergadering vast te stellen grenzen, van de werkgroepen die de Algemene Vergadering hiertoe kan instellen.

Artikel 52

Betrekkingen met andere bepalingen van het Verdrag

Het bepaalde in dit Hoofdstuk laat de financiële bepalingen neergelegd in enig ander Hoofdstuk van dit Verdrag onverlet. Deze bepalingen zijn niet van toepassing op dit Hoofdstuk, noch op de toepassing daarvan.

HOOFDSTUK V

Administratieve bepalingen

Artikel 53

Algemene Vergadering

(1) *a)* Behoudens het bepaalde in artikel 57, achtste lid, bestaat de Algemene Vergadering uit de Verdragsluitende Staten.

b) De Regering van elke Verdragsluitende Staat is vertegenwoordigd door een afgevaardigde, die zich kan doen bijstaan door plaatsvervangers, adviseurs en deskundigen.

(2) *a)* De Algemene Vergadering:

(i) neemt alle vraagstukken in behandeling betreffende de instandhouding en de ontwikkeling van de Unie en de toepassing van dit Verdrag;

(ii) verricht de taken die haar in het bijzonder zijn opgedragen krachtens andere bepalingen van dit Verdrag;

(iii) verstrekt aan het Internationale Bureau richtlijnen betreffende de voorbereiding van de herzieningsconferenties;

(iv) bestudeert en hecht haar goedkeuring aan de rapporten en werkzaamheden van de Directeur-Generaal met betrekking tot de Unie en geeft hem alle van belang zijnde richtlijnen met betrekking tot vraagstukken ter zake van de competentie van de Unie;

(v) bestudeert en hecht haar goedkeuring aan de rapporten en werkzaamheden van de Uitvoerende Commissie, ingesteld ingevolge het negende lid, en geeft richtlijnen aan deze Commissie;

(vi) stelt het programma en de driejaarlijkse begroting van de Unie vast en keurt haar afrekeningen goed;

(vii) stelt het financiële reglement van de Unie vast;

(viii) roept de commissies en werkgroepen in het leven die zij dienstig acht voor de verwezenlijking van de doelstellingen van de Unie;

(ix) beslist welke andere Staten dan Verdragsluitende Staten en, onverminderd het bepaalde in het achtste lid, welke intergouvernementele en internationale niet-gouvernementele organisaties als waarnemers tot haar vergaderingen worden toegelaten;

(x) verricht alle andere handelingen die dienstig zijn ter verwezenlijking van de doelstellingen van de Unie en verricht alle overige taken die in dit Verdrag besloten liggen.

b) Aangaande de vraagstukken die eveneens andere door de Organisatie beheerde Unies raken, doet de Algemene Vergadering uitspraak na het advies van de Coördinatiecommissie van de Organisatie te hebben ingewonnen.

(3) Een afgevaardigde mag slechts één Staat vertegenwoordigen en slechts uit naam van deze Staat zijn stem uitbrengen.

(4) Elke Verdragsluitende Staat heeft één stem.

(5) a) Het quorum wordt gevormd door de helft van de Verdragsluitende Staten.

b) Wanneer er geen quorum aanwezig is kan de Algemene Vergadering besluiten nemen, maar, met uitzondering van die welke haar eigen procedure betreffen, worden al deze besluiten rechtens eerst uitvoerbaar indien het quorum en de vereiste meerderheid zijn bereikt door middel van een schriftelijke stemming zoals bepaald in het Reglement.

(6) a) Onverminderd het bepaalde in de artikelen 47, tweede lid, onder b), 58, tweede lid, onder b), 58, derde lid, en 61, tweede lid, onder b), worden besluiten van de Algemene Vergadering genomen met een meerderheid van twee/derde van de uitgebrachte stemmen.

b) Onthouding geldt niet als stem.

(7) Ten aanzien van vraagstukken die uitsluitend van belang zijn voor de Staten die zijn gebonden door Hoofdstuk II wordt elke verwijzing naar Verdragsluitende Staten in het vierde, het vijfde en het zesde lid beschouwd als uitsluitend geldend voor Staten die zijn gebonden door Hoofdstuk II.

(8) Elke intergouvernementele organisatie die als Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek of als Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling is aangewezen, wordt als waarnemer tot de Vergadering toegelaten.

(9) Indien het aantal Verdragsluitende Staten groter is dan veertig, stelt de Algemene Vergadering een Uitvoerende Commissie in. Elke verwijzing naar de Uitvoerende Commissie in dit Verdrag en in het Reglement dient te worden uitgelegd als verwijzing naar een zodanige Commissie wanneer deze eenmaal is ingesteld.

(10) Tot het tijdstip waarop de Uitvoerende Commissie is ingesteld hecht de Algemene Vergadering, binnen de grenzen van het programma en de driejaarlijkse begroting, haar goedkeuring aan de door de Directeur-Generaal opgestelde jaarlijkse programma's en begrotingen.

(11) a) Tot het tijdstip waarop de Uitvoerende Commissie is ingesteld, komt de Algemene Vergadering eenmaal per kalenderjaar in gewone zitting bijeen op uitnodiging van de Directeur-Generaal en, uit-

zonderlijke omstandigheden daargelaten, gedurende dezelfde periode en te zelfder plaatse als de Coördinatiecommissie van de Organisatie.

b) Zodra de Uitvoerende Commissie is ingesteld komt de Algemene Vergadering slechts eenmaal in drie kalenderjaren in gewone zitting bijeen op uitnodiging van de Directeur-Generaal en, uitzonderlijke omstandigheden daargelaten, gedurende dezelfde periode en te zelfder plaatse als de Algemene Vergadering van de Organisatie.

c) De Algemene Vergadering komt in buitengewone zitting bijeen op uitnodiging van de Directeur-Generaal, ingevolge het verzoek van de Uitvoerende Commissie of ingevolge het verzoek van een/vierde van de Verdragsluitende Staten.

(12) De Algemene Vergadering stelt haar reglement van orde vast.

Artikel 54

Uitvoerende Commissie

(1) Wanneer de Algemene Vergadering een Uitvoerende Commissie heeft ingesteld is deze Commissie onderworpen aan de hierna gegeven bepalingen.

(2) a) De Uitvoerende Commissie is, onverminderd het bepaalde in artikel 57, achtste lid, samengesteld uit Staten, door de Algemene Vergadering gekozen uit de Staten die lid zijn van de Algemene Vergadering.

b) De Regering van elke Staat die lid is van de Uitvoerende Commissie is vertegenwoordigd door een afgevaardigde, die zich kan doen bijstaan door plaatsvervangers, adviseurs en deskundigen.

(3) Het aantal Staten dat lid is van de Uitvoerende Commissie is gelijk aan een/vierde van het aantal Staten dat lid is van de Algemene Vergadering. Bij de berekening van het aantal zetels wordt het overschot na deling van het aantal door vier buiten beschouwing gelaten.

(4) Bij de verkiezing van de leden van de Uitvoerende Commissie houdt de Algemene Vergadering rekening met een billijke geografische verdeling.

(5) a) Elk lid van de Uitvoerende Commissie is in functie vanaf de sluiting van de zitting van de Algemene Vergadering tijdens welke het werd gekozen tot de sluiting van de volgende gewone zitting van de Algemene Vergadering.

b) Ten hoogste twee/derde van de zittende leden van de Uitvoerende Commissie is herkiesbaar.

c) De Algemene Vergadering stelt de wijze van verkiezing en eventuele hervervorming van de leden van de Uitvoerende Commissie vast.

(6) a) De Uitvoerende Commissie:

(i) stelt de ontwerp-agenda voor de Algemene Vergadering op;

(ii) legt aan de Algemene Vergadering voorstellen voor betreffende de door de Directeur-Generaal opgestelde ontwerpen voor een programma en een driejaarlijkse begroting van de Unie;

(iii) hecht, binnen de grenzen van het programma en de driejaarlijkse begroting, haar goedkeuring aan de door de Directeur-Generaal opgestelde jaarlijkse begrotingen en programma's;

(iv) legt aan de Algemene Vergadering de van geëigende toelichtingen voorzien periodieke rapporten voor van de Directeur-Generaal alsmede de jaarlijkse rapporten over het nazien van de rekeningen;

(v) neemt alle maatregelen die met het oog op de uitvoering van het programma van de Unie door de Directeur-Generaal nodig zijn overeenkomstig de besluiten van de Algemene Vergadering en met inachtneming van al hetgeen zich tussen twee gewone zittingen van de Algemene Vergadering kan voordoen;

(vi) verricht alle overige taken die haar in het kader van dit Verdrag worden opgedragen.

(b) Aangaande de vraagstukken die eveneens andere door de Organisatie beheerde Unies raken doet de Uitvoerende Commissie uitspraak na het advies van de Coördinatiecommissie van de Organisatie te hebben ingewonnen.

(7) a) De Uitvoerende Commissie komt eenmaal per jaar in gewone zitting bijeen op uitnodiging van de Directeur-Generaal, bij voorkeur gedurende dezelfde periode en te zelfder plaatse als de Coördinatiecommissie van de Organisatie.

b) De Uitvoerende Commissie komt in buitengewone zitting bijeen op uitnodiging van de Directeur-Generaal, hetzij op diens eigen initiatief, hetzij ingevolge een verzoek van de voorzitter der Commissie of van een/vierde van haar leden.

(8) a) Elke Staat die lid is van de Uitvoerende Commissie heeft één stem.

b) Het quorum wordt gevormd door de helft van de leden van de Uitvoerende Commissie.

c) De besluiten worden genomen bij gewone meerderheid van het aantal uitgebrachte stemmen.

d) Onthouding geldt niet als stem.

e) Een afgevaardigde kan slechts één enkele Staat vertegenwoordigen en kan slechts uit naam van deze Staat zijn stem uitbrengen.

(9) De Verdragsluitende Staten die geen lid zijn van de Uitvoerende Commissie, alsook intergouvernementele organisaties die zijn aangewezen tot Instantie voor internationaal nieuwheidsonderzoek of voor de Internationale Voorlopige Beoordeling kunnen haar vergaderingen bijwonen als waarnemers.

(10) De Uitvoerende Commissie stelt haar reglement van orde vast.

Artikel 55

Het Internationale Bureau

(1) De administratieve taken betreffende de Unie worden verricht door het Internationale Bureau.

(2) Het Internationale Bureau voorziet in het secretariaat van de verschillende organen van de Unie.

(3) De Directeur-Generaal is de hoogste functionaris van de Unie en tevens haar vertegenwoordiger.

(4) Het Internationale Bureau geeft een mededelingenblad uit en andere publikaties zoals bepaald in het Reglement of door de Algemene Vergadering.

(5) Het Reglement bevat een nadere omschrijving van de diensten die de nationale bureaus moeten verrichten om het Internationale Bureau en de Instanties voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek en voor de Internationale Voorlopige Beoordeling bij te staan in de uitvoering van hun taken krachtens dit Verdrag.

(6) De Directeur-Generaal en ieder door hem aangewezen lid van het personeel nemen zonder stemrecht deel aan alle bijeenkomsten van de Algemene Vergadering, van de Uitvoerende Commissie en van alle andere commissies of werkgroepen die krachtens dit Verdrag of het Reglement zijn ingesteld. De Directeur-Generaal of een door hem aangewezen lid van het personeel is ambtshalve secretaris van die organen.

(7) a) Het Internationale Bureau bereidt volgens de aanwijzingen van de Algemene Vergadering en in samenwerking met de Uitvoerende Commissie de herzieningsconferenties voor.

b) Het Internationale Bureau kan bij de voorbereiding van de herzieningsconferenties het advies inwinnen van intergouvernementele en niet-gouvernementele organisaties.

c) De Directeur-Generaal en de door hem aangewezen personen nemen zonder stemrecht deel aan de beraadslagingen tijdens de herzieningsconferenties.

(8) Het Internationale Bureau voert alle overige aan hem opgedragen taken uit.

Artikel 56

Commissie voor Technische Samenwerking

(1) De Algemene Vergadering stelt een Commissie voor Technische Samenwerking in (in dit artikel „de Commissie” genoemd).

(2) a) De Algemene Vergadering bepaalt de samenstelling van de Commissie en benoemt haar leden en schenkt daarbij goede aandacht aan een billijke vertegenwoordiging van de ontwikkelingslanden.

b) De Instanties voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek en voor de Internationale Voorlopige Beoordeling zijn ambtshalve lid van de Commissie. Ingeval zulk een Instantie het nationale bureau van een Verdragsluitende Staat is, kan deze Staat daarnaast niet op andere wijze in de Commissie zijn vertegenwoordigd.

c) Indien het aantal Verdragsluitende Staten zulks toelaat, is het totale aantal leden van de Commissie meer dan het dubbele van het aantal ambtshalve zittende leden.

d) De Directeur-Generaal nodigt, op eigen initiatief of op verzoek van de Commissie, vertegenwoordigers van belanghebbende organisaties uit tot deelneming aan voor hen van belang zijnde besprekingen.

(3) Het doel van de Commissie is, door adviezen en aanbevelingen, bij te dragen tot:

(i) de voortdurende verbetering van de diensten, waarin door dit Verdrag wordt voorzien,

(ii) het verzekeren, zolang er meer dan een Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek en meer dan een Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling is, van de grootste mate van eenvormigheid in hun documentatiemateriaal en arbeidsmethoden en de grootste mate van een eenvormig hoge kwaliteit van hun verslagen, en

(iii) op initiatief van de Algemene Vergadering of de Uitvoerende Commissie, de oplossing van de technische vraagstukken, die in het bijzonder verband houden met de instelling van een enkele Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek.

(4) Elke Verdragsluitende Staat en elke belanghebbende internationale organisatie kan zich schriftelijk tot de Commissie wenden inzake vraagstukken die tot de bevoegdheid van de Commissie behoren.

(5) De Commissie kan haar meningen en aanbevelingen richten tot de Directeur-Generaal of, via hem, tot de Algemene Vergadering, de Uitvoerende Commissie en alle of enkele van de Instanties voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek en voor de Internationale Voorlopige Beoordeling, en alle of enkele van de ontvangende bureaus.

(6) a) In alle gevallen zendt de Directeur-Generaal aan de Uitvoerende Commissie de teksten toe van alle meningen en aanbevelingen van de Commissie. Hij kan deze teksten van commentaar voorzien.

b) De Uitvoerende Commissie kan haar oordeel geven over elke mening, aanbeveling of andere activiteit van de Commissie en kan de Commissie verzoeken vraagstukken die tot haar competentie behoren te bestuderen en daarover verslag uit te brengen. De Uitvoerende Commissie kan de meningen, de aanbevelingen en het verslag van de Commissie, voorzien van passend commentaar, aan de Algemene Vergadering voorleggen.

(7) Tot het tijdstip waarop de Uitvoerende Commissie is ingesteld, gelden de verwijzingen in het zesde lid naar de Uitvoerende Commissie als verwijzingen naar de Algemene Vergadering.

(8) De bijzonderheden van de procedure van de Commissie worden geregeld door de besluiten van de Algemene Vergadering.

Artikel 57

Financiën

(1) *a)* De Unie heeft een begroting.

b) De begroting van de Unie omvat de eigen inkomsten en uitgaven van de Unie, en haar bijdrage aan de begroting van de gemeenschappelijke uitgaven van de Unies, die worden beheerd door de Organisatie.

c) Als gemeenschappelijke uitgaven der Unies worden beschouwd de uitgaven die niet uitsluitend ten laste van de Unie komen maar tevens van een of meer andere Unies. Het aandeel van de Unie in deze gemeenschappelijke uitgaven is evenredig aan het belang dat deze uitgaven voor haar vertegenwoordigen.

(2) De begroting van de Unie wordt vastgesteld met inachtneming van de vereisten tot coördinatie met de begrotingen van de andere door de Organisatie beheerde Unies.

(3) Onverminderd de bepalingen van het vijfde lid wordt de begroting van de Unie gefinancierd uit de volgende bronnen van inkomsten:

(i) de taksen en gelden verschuldigd voor diensten verleend door het Internationale Bureau in verband met de Unie;

(ii) de verkoop van en de royalties op publikaties van het Internationale Bureau betreffende de Unie;

(iii) giften, legaten en subsidies;

(iv) huuropbrengsten, renten en overige inkomsten.

(4) De bedragen van de aan het Internationale Bureau verschuldigde taksen en gelden en de prijzen van zijn publikaties worden zo vastgesteld dat zij, onder normale omstandigheden, voldoende zijn om alle onkosten van het Internationale Bureau in verband met de uitvoering van dit Verdrag te dekken.

(5) *a)* Indien een boekjaar sluit met een tekort, betalen de Verdragssluitende Staten, met inachtneming van het bepaalde onder *b)* en *c)*, bijdragen om dit tekort te dekken.

b) De grootte van de bijdrage van elke Verdragssluitende Staat wordt bepaald door de Algemene Vergadering, met inachtneming van het aantal internationale aanvragen dat uit elk van de Staten in het betrokken jaar is binnengekomen.

c) Indien andere middelen om een tekort of een gedeelte daarvan voorlopig te dekken worden verkregen, kan de Algemene Vergadering

besluiten dat dit tekort wordt overgeboekt naar het volgende jaar en dat de Verdragsluitende Staten niet wordt gevraagd bijdragen te betalen.

d) Indien de financiële situatie van de Unie zulks toelaat kan de Algemene Vergadering besluiten dat krachtens het bepaalde onder *a)* betaalde bijdragen worden terugbetaald aan de Verdragsluitende Staten die deze hebben betaald.

e) Een Verdragsluitende Staat die niet binnen twee jaar na de door de Algemene Vergadering vastgestelde vervaldatum zijn bijdrage krachtens het bepaalde onder *b)* heeft betaald kan in geen der organen van de Unie zijn stemrecht uitoefenen. Elk orgaan van de Unie kan evenwel zulk een Staat vergunnen zijn stemrecht in dat orgaan te blijven uitoefenen, zolang het ervan overtuigd is dat de achterstalligheid wordt veroorzaakt door uitzonderlijke en onvermijdelijke omstandigheden.

(6) Indien de begroting niet is vastgesteld voor de aanvang van het nieuwe begrotingsjaar, wordt de begroting van het voorgaande jaar aangehouden volgens de werkwijze voorzien in het financieel reglement.

(7) *a)* De Unie bezit een operationeel fonds, gevormd door een eenmalige storting van elke Verdragsluitende Staat. Indien het fonds ontoereikend blijkt, treft de Algemene Vergadering regelingen voor bijstorting. Indien een deel van het fonds niet langer nodig is, wordt het terugbetaald.

b) Het bedrag van de eerste storting door iedere Verdragsluitende Staat aan genoemd fonds of van zijn deelneming in de bijstorting wordt bepaald door de Algemene Vergadering op grond van overeenkomstige beginselen als die genoemd in het vijfde lid, onder *b)*.

c) De betalingsvoorwaarden worden vastgesteld door de Algemene Vergadering op voorstel van de Directeur-Generaal en na ingewonnen advies van de Coördinatiecommissie van de Organisatie.

d) Elke terugbetaling is evenredig aan de door elke Verdragsluitende Staat betaalde bedragen met inachtneming van de tijdstippen waarop zij zijn betaald.

(8) *a)* In de overeenkomst betreffende de zetelvestiging, gesloten met de Staat op wiens grondgebied de Organisatie haar zetel heeft, wordt bepaald dat, telkens wanneer het operationele fonds niet toereikend is, die Staat voorschotten verstrekt. Het bedrag van deze voorschotten en de voorwaarden waarop zij worden verstrekt, vormen telkenmale het onderwerp van afzonderlijke overeenkomsten tussen deze Staat en de Organisatie. Zolang deze Staat gehouden is voorschotten te verstrekken, beschikt hij van rechtswege over een zetel in de Algemene Vergadering en in de Uitvoerende Commissie.

b) De Staat bedoeld onder *a)* en de Organisatie hebben elk het recht de verplichting tot het verstrekken van voorschotten schriftelijk op te zeggen. De opzegging wordt van kracht drie jaar na afloop van het jaar waarin de kennisgeving is gedaan.

(9) Het nazien der rekeningen wordt verricht, op de wijze voorzien in het financieel reglement, door een of meer Verdragsluitende Staten of door onafhankelijke accountants. Zij worden, met hun instemming, aangewezen door de algemene Vergadering.

Artikel 58

Reglement

(1) Het als bijlage bij dit Verdrag gevoegde Reglement bevat regels betreffende:

(i) aangelegenheden ten aanzien waarvan dit Verdrag uitdrukkelijk verwijst naar het Reglement of uitdrukkelijk bepaalt dat daaromtrent regels zijn of worden opgesteld,

(ii) administratieve vereisten, aangelegenheden of procedures,

(iii) bijzonderheden die van nut zijn voor de toepassing van de bepalingen van dit Verdrag.

(2) *a)* De Algemene Vergadering kan het Reglement wijzigen.

b) Onverminderd het bepaalde in het derde lid zijn voor wijzigingen drie vierde van het aantal uitgebrachte stemmen vereist.

(3) *a)* Het Reglement bevat de Regels die kunnen worden gewijzigd,

(i) uitsluitend bij eenparigheid van stemmen, of

(ii) uitsluitend indien geen van de Verdragsluitende Staten, waarvan het nationale bureau als Instantie voor Internationaal Nieuwheids-onderzoek of voor de Internationale Voorlopige Beoordeling optreedt, deze afwijst en, indien een zodanige Instantie een intergouvernementele organisatie is, indien de Verdragsluitende Staat die lid van die organisatie is, en hiertoe door de andere Lid-Staten binnen het bevoegde orgaan van van een zodanige organisatie is gemachtigd, niet een afwijzend standpunt inneemt.

b) Voor de toekomstige uitsluiting van zulke Regels van het geldende vereiste is vereist dat aan de voorwaarden genoemd onder *a)*, sub (i), onderscheidenlijk onder *a)*, sub (ii), is voldaan.

c) Voor toekomstige opneming van een Regel in een van beide categorieën, genoemd onder *a)*, is eenparigheid van stemmen vereist.

(4) Het Reglement voorziet in de opstelling, onder toezicht van de Algemene Vergadering, van Administratieve Instructies door de Directeur-Generaal.

(5) In geval van strijdigheid tussen de bepalingen van het Verdrag en die van het Reglement hebben de bepalingen van het Verdrag voorrang.

HOOFDSTUK VI

Geschillen

Artikel 59

Geschillen

Onverminderd artikel 64, vijfde lid, kan elk geschil tussen twee of meer Verdragsluitende Staten betreffende de uitlegging of de toepassing van dit Verdrag of van het Reglement, dat niet door onderhandelingen wordt beslecht, door een der betrokken Staten worden voorgelegd aan het Internationale Gerechtshof door middel van een verzoek overeenkomstig het Statuut van het Hof, tenzij de betrokken Staten een andere wijze ter beslechting van het geschil overeenkomen. Het Internationale Bureau dient door de eisende Verdragsluitende Staat in kennis te worden gesteld van het aan het Hof voorgelegde geschil; het Internationale Bureau stelt de andere Verdragsluitende Staten hiervan in kennis.

HOOFDSTUK VII

Herziening en wijziging

Artikel 60

Herziening van het Verdrag

(1) Dit Verdrag kan van tijd tot tijd worden herzien door een bijzondere conferentie van de Verdragsluitende Staten.

(2) Tot bijeenroeping van een herzieningsconferentie wordt besloten door de Algemene Vergadering.

(3) Intergouvernementele organisaties die zijn aangewezen als Instantie voor internationaal nieuwheidsonderzoek of voor de Internationale Voorlopige Beoordeling worden als waarnemer tot een herzieningsconferentie toegelaten.

(4) De artikelen 53, vijfde, negende en elfde lid, 54, 55, vierde tot en met achtste lid, 56 en 57 kunnen worden gewijzigd door een herzieningsconferentie of overeenkomstig het bepaalde in artikel 61.

Artikel 61

Wijziging van enige bepalingen van het Verdrag

(1) *a)* Voorstellen tot wijziging van de artikelen 53, vijfde, negende en elfde lid, 54, 55, vierde tot en met achtste lid, 56 en 57 kunnen worden ingediend door iedere Staat die lid is van de Algemene Vergadering, door de Uitvoerende Commissie of door de Directeur-Generaal.

b) Deze voorstellen worden door de Directeur-Generaal ten minste zes maanden voordat zij aan het onderzoek der Algemene Vergadering worden onderworpen, medegedeeld aan de Verdragsluitende Staten.

(2) a) De wijzigingen van de in het eerste lid genoemde artikelen worden door de Algemene Vergadering aangenomen.

b) Voor deze aanneming is drie/vierde van de uitgebrachte stemmen vereist.

(3) a) De wijzigingen van de in het eerste lid genoemde artikelen worden van kracht een maand na ontvangst door de Directeur-Generaal van de schriftelijke verklaringen van aanvaarding, verricht overeenkomstig hun onderscheiden constitutionele procedures, door drie/vierde van de Staten die lid waren van de Algemene Vergadering op het tijdstip waarop deze de wijzigingen aannam.

b) Een aldus aanvaarde wijziging van de genoemde artikelen bindt alle Staten die lid zijn van de Algemene Vergadering op het tijdstip waarop de wijziging van kracht wordt, met dien verstande dat wijzigingen die de financiële verplichtingen van de Verdragsluitende Staten verzwaren slechts die Staten binden die te kennen hebben gegeven deze wijzigingen te aanvaarden.

c) Wijzigingen aanvaard overeenkomstig het bepaalde onder a) binden alle Staten die lid van de Algemene Vergadering worden na de datum waarop de wijziging van kracht werd overeenkomstig het bepaalde onder a).

HOOFDSTUK VIII

Slotbepalingen

Artikel 62

Partij worden bij het Verdrag

(1) Een Staat die lid is van de Internationale Unie tot Bescherming van de Industriële Eigendom kan partij worden bij dit Verdrag door:

(i) ondertekening gevolgd door de nederlegging van een akte van bekrachtiging, of

(ii) nederlegging van een akte van toetreding.

(2) De akten van bekrachtiging of toetreding worden nedergelegd bij de Directeur-Generaal.

(3) De bepalingen van artikel 24 van de Akte van Stockholm bij het Verdrag van Parijs tot Bescherming van de Industriële Eigendom zijn van toepassing op het onderhavige Verdrag.

(4) Het derde lid mag op generlei wijze zo worden uitgelegd, dat het de erkenning of stilzwijgende aanvaarding door een Verdragsluitende Staat inhoudt van de feitelijke situatie betreffende een gebied waarop

dit Verdrag door een andere Verdragsluitende Staat op grond van dat derde lid van toepassing is verklaard.

Artikel 63

Inwerkingtreding van het Verdrag

(1) *a)* Behoudens de bepalingen van het derde lid treedt dit Verdrag in werking drie maanden nadat acht Staten hun akten van bekrachtiging of toetreding hebben nedergelegd, mits ten minste vier van deze Staten elk voldoen aan een van de onderstaande vereisten:

(i) het aantal in de Staat ingediende aanvragen heeft volgens de meest recente jaarlijkse statistieken, gepubliceerd door het Internationale Bureau, de 40.000 overschreden,

(ii) de onderdanen of inwoners van de Staat hebben volgens de meest recente jaarlijkse statistieken, gepubliceerd door het Internationale Bureau, ten minste 1000 aanvragen in een ander land ingediend,

(iii) het nationale bureau van de Staat heeft, volgens de meest recente jaarlijkse statistieken, gepubliceerd door het Internationale Bureau, ten minste 10.000 aanvragen ontvangen van onderdanen of inwoners van andere landen.

b) Voor de toepassing van dit lid omvat het woord „aanvragen” geen aanvragen voor gebruiksmodellen.

(2) Onverminderd het bepaalde in het derde lid wordt een Staat die geen partij bij dit Verdrag wordt bij de inwerkingtreding krachtens het eerste lid, door dit Verdrag gebonden drie maanden na de datum waarop deze Staat zijn akte van bekrachtiging of toetreding heeft nedergelegd.

(3) De bepalingen van Hoofdstuk II en de overeenkomstige bepalingen van het aan dit Verdrag gehechte Reglement worden evenwel eerst van toepassing op de datum waarop drie Staten die elk voldoen aan ten minste een van de in het eerste lid aangegeven vereisten, partij bij dit Verdrag zijn geworden zonder overeenkomstig artikel 64, eerste lid, te verklaren dat zij zich niet gebonden achten door de bepalingen van Hoofdstuk II. Die datum kan evenwel niet voor de datum van de eerste inwerkingtreding ingevolge het eerste lid liggen.

Artikel 64

Voorbehouden

(1) *a)* Elke Staat kan verklaren dat hij niet is gebonden door de bepalingen van Hoofdstuk II.

b) Staten die een verklaring afleggen als bedoeld onder *a)* zijn niet gebonden door de bepalingen van Hoofdstuk II en de overeenkomstige bepalingen van het Reglement.

(2) *a)* Een Staat die geen verklaring ingevolge het eerste lid, onder *a)*, heeft afgelegd, kan verklaren dat:

(i) hij niet is gebonden door de bepalingen van artikel 39, eerste lid ten aanzien van het verschaffen van een afschrift van de internationale aanvraag en een vertaling daarvan (zoals voorgeschreven),

(ii) de verplichting de nationale behandeling uit te stellen, zoals voorzien in artikel 40, niet de openbaarmaking van de internationale aanvraag of een vertaling daarvan, door of via zijn nationale bureau belet, met dien verstande evenwel, dat hij niet is vrijgesteld van de verplichtingen, voorzien in de artikelen 30 en 38.

b) Staten die een zodanige verklaring afleggen zijn dienovereenkomstig gebonden.

(3) a) Een Staat kan verklaren dat, voor zover het hem betreft, internationale openbaarmaking van internationale aanvragen niet vereist is.

b) Indien, na het verstrijken van 18 maanden van de datum van voorrang, de internationale aanvraag de aanwijzing bevat van alleen die Staten die verklaringen hebben afgelegd als bedoeld onder a), wordt de internationale aanvraag niet openbaargemaakt krachtens artikel 21, tweede lid.

c) Indien het bepaalde onder b) van toepassing is, wordt de internationale aanvraag niettemin door het Internationale Bureau openbaar gemaakt:

(i) op verzoek van de aanvrager, zoals voorzien in het Reglement,

(ii) indien een nationale aanvraag of een octrooi, gebaseerd op de internationale aanvraag, openbaar wordt gemaakt door of voor het nationale bureau van enige aangewezen Staat die een verklaring als bedoeld onder a) heeft afgelegd, onverwijld na een zodanige openbaarmaking maar niet vóór het verstrijken van 18 maanden te rekenen van de datum van voorrang.

(4) a) Elke Staat waarvan de nationale wetgeving aan zijn octrooien gevolgen wat betreft de stand van de techniek verbindt vanaf de datum voor de openbaarmaking, maar niet voor de bepaling van de stand van de techniek, de datum van voorrang waarop men zich beroept ingevolge het Verdrag van Parijs tot Bescherming van de Industriële Eigendom, gelijkstelt met de werkelijke datum van indiening in die Staat, kan verklaren dat de indiening buiten die Staat van een internationale aanvraag, waarin die Staat is aangewezen, niet gelijk wordt gesteld aan een werkelijke indiening in die Staat voor de bepaling van de stand van de techniek.

b) Een Staat die een verklaring als bedoeld onder a) aflegt, is in zoverre niet gebonden door het bepaalde in artikel 11, derde lid.

c) Een Staat die een verklaring als bedoeld onder a) aflegt, geeft tegelijkertijd schriftelijk aan met ingang van welke datum en onder welke voorwaarden de gevolgen voor de stand van de techniek van internationale aanvragen, waarin die Staat wordt aangewezen, in die

Staat van kracht worden. Deze verklaring kan te allen tijde worden gewijzigd door een kennisgeving gericht tot de Directeur-Generaal.

(5) Elke Staat kan verklaren, dat hij zich niet gebonden acht door artikel 59. Ten aanzien van geschillen tussen een Verdragsluitende Staat die een zodanige verklaring heeft afgelegd en een andere Verdragsluitende Staat zijn de bepalingen van artikel 59 niet van toepassing.

(6) *a*) Een verklaring volgens dit artikel dient schriftelijk te worden afgelegd. Zij kan worden afgelegd op het tijdstip van de ondertekening van dit Verdrag, op het tijdstip van de nederlegging van de akte van bekrachtiging of toetreding, of, behalve in het geval genoemd in het vijfde lid, op elk later tijdstip door middel van een tot de Directeur-Generaal gerichte kennisgeving. In het geval van genoemde kennisgeving wordt de verklaring van kracht zes maanden na de dag waarop de Directeur-Generaal de kennisgeving heeft ontvangen en heeft zij geen invloed op internationale aanvragen die zijn ingediend voor het verstrijken van deze termijn van zes maanden.

b) Een verklaring afgelegd volgens dit artikel kan te allen tijde worden ingetrokken door middel van een tot de Directeur-Generaal gerichte kennisgeving. Een zodanige intrekking wordt van kracht drie maanden na de dag waarop de Directeur-Generaal de kennisgeving heeft ontvangen en in het geval van de intrekking van een krachtens het derde lid afgelegde verklaring heeft zij geen invloed op internationale aanvragen die zijn ingediend voor het verstrijken van deze termijn van drie maanden.

(7) Ten aanzien van dit Verdrag zijn geen andere voorbehouden dan die ingevolge het eerste tot en met het vijfde lid toegestaan.

Artikel 65

Geleidelijke toepassing

(1) Indien de overeenkomst met een Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek of voor de Internationale Voorlopige Beoordeling als overgangsmaatregel voorziet in beperkingen van het aantal of de aard van de internationale aanvragen die een zodanige Instantie op zich neemt te behandelen, neemt de Algemene Vergadering de noodzakelijke maatregelen voor de geleidelijke toepassing van dit Verdrag en van het Reglement ten aanzien van bepaalde categorieën internationale aanvragen. Deze bepaling is eveneens van toepassing op verzoeken voor een nieuwheidsonderzoek van internationaal type ingevolge artikel 15, vijfde lid.

(2) De Algemene Vergadering stelt de data vast met ingang waarvan, behoudens het bepaalde in het eerste lid, internationale aanvragen kunnen worden ingediend en verzoeken om internationale voorlopige beoordeling kunnen worden ingediend. Deze data liggen uiterlijk zes maanden nadat dit Verdrag in werking is getreden overeenkomstig de

bepalingen van artikel 63, eerste lid, onderscheidenlijk nadat Hoofdstuk II van toepassing is geworden ingevolge artikel 63, derde lid.

Artikel 66

Opzegging

(1) Een Verdragsluitende Staat kan dit Verdrag opzeggen door middel van een aan de Directeur-Generaal gerichte kennisgeving.

(2) De opzegging wordt van kracht zes maanden nadat de Directeur-Generaal de genoemde kennisgeving heeft ontvangen. Zij heeft geen invloed op de gevolgen van de internationale aanvraag in de Staat die de opzegging doet, indien de internationale aanvraag is ingediend en, indien de Staat die de opzegging doet was gekozen, de keuze is gedaan voor het verstrijken van genoemde termijn van zes maanden.

Artikel 67

Ondertekening en talen

(1) *a)* Dit Verdrag wordt ondertekend in een enkel oorspronkelijk exemplaar, in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek.

b) Officiële teksten worden vastgesteld door de Directeur-Generaal, na raadpleging van de betrokken Regeringen, in de Duitse, de Japanse, de Portugese, de Russische en de Spaanse taal en in andere door de Algemene Vergadering aan te wijzen talen.

(2) Dit Verdrag staat open voor ondertekening te Washington tot 31 december 1970.

Artikel 68

Depositaris

(1) Het oorspronkelijke exemplaar van dit Verdrag wordt, wanneer het niet langer open staat voor ondertekening, nedergelegd bij de Directeur-Generaal.

(2) De Directeur-Generaal verstrekt twee door hem voor eensluidend gewaarmerkte afschriften van dit Verdrag en van het daaraan gehechte Reglement aan de Regeringen van alle Staten die partij zijn bij het Verdrag van Parijs tot Bescherming van de Industriële Eigendom en, op verzoek, aan de Regeringen van andere Staten.

(3) De Directeur-Generaal doet dit Verdrag registreren bij het Secretariaat van de Verenigde Naties.

(4) De Directeur-Generaal verstrekt twee door hem voor eensluidend gewaarmerkte afschriften van alle wijzigingen van dit Verdrag en van het Reglement aan de Regeringen van alle Verdragsluitende Staten en, op verzoek, aan de Regeringen van andere Staten.

Artikel 69

Kennisgevingen

De Directeur-Generaal stelt de Regeringen van alle Staten die partij zijn bij het Verdrag van Parijs tot Bescherming van de Industriële Eigendom in kennis van:

- (i) ondertekeningen ingevolge artikel 62,
- (ii) nederlegging van akten van bekrachtiging of toetreding ingevolge artikel 62,
- (iii) de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag en de datum met ingang waarvan Hoofdstuk II van toepassing is overeenkomstig artikel 63, derde lid,
- (iv) alle verklaringen afgelegd ingevolge artikel 64, eerste tot en met vijfde lid,
- (v) intrekkingen van verklaringen, verricht ingevolge artikel 64, zesde lid, onder *b*),
- (vi) opzeggingen ontvangen ingevolge artikel 66, en
- (vii) verklaringen afgelegd ingevolge artikel 31, vierde lid.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend,

GEDAAN te Washington, 19 juni 1970.

(Voor de ondertekeningen zie blz. 90 e.v. van dit Tractatenblad.)

Reglement
behorend bij het verdrag tot samenwerking inzake
octrooien

DEEL A
Inleidende regels

Regel 1

Afkortingen

1.1 *Betekenis van afkortingen*

a) In dit Reglement wordt onder het woord „Verdrag” verstaan het Verdrag tot samenwerking inzake octrooien.

b) In dit Reglement verwijzen de woorden „Hoofdstuk” en „artikel” naar het aangegeven Hoofdstuk of artikel van het Verdrag.

Regel 2

Betekenis van bepaalde woorden

2.1 „Aanvrager”

Het woord „aanvrager” wordt zo uitgelegd dat het ook de gemachtigde of andere vertegenwoordiger van de aanvrager aanduidt, behalve daar waar het tegendeel duidelijk blijkt uit de bewoordingen of de aard van de bepaling of het zinsverband waarin het woord is gebruikt zoals, in het bijzonder, wanneer de bepaling verwijst naar de woonplaats of de nationaliteit van de aanvrager.

2.2 „Gemachtigde”

Het woord „gemachtigde” wordt zo uitgelegd dat het iedere persoon aanduidt die het recht heeft op te treden voor internationale instanties zoals omschreven in artikel 49 en, tenzij het tegendeel duidelijk blijkt uit de bewoordingen of de aard van de bepaling of het zinsverband waarin het woord is gebruikt, tevens de gemeenschappelijke vertegenwoordiger bedoeld in Regel 4.8.

2.3 „Ondertekening”

Het woord „ondertekening” wordt zo verstaan dat, indien de nationale wetgeving toegepast door het ontvangende bureau of de bevoegde Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek of voor de Internationale Voorlopige Beoordeling het gebruik van een zegel in plaats van een ondertekening vereist, het woord, voor zover dat bureau of die Instantie betreft, zegel betekent.

DEEL B

Regels betreffende hoofdstuk I van het Verdrag

Regel 3

*De aanvraag (formulier)*3.1 *Gedrukt formulier*

De aanvraag geschiedt op een gedrukt formulier.

3.2 *Beschikbaarheid van formulieren*

Exemplaren van het gedrukte formulier worden gratis aan de aanvragers verstrekt door het ontvangende bureau of, indien het ontvangende bureau zulks wenst, door het Internationale Bureau.

3.3 *Controlelijst*

a) Het gedrukte formulier bevat een lijst die, na te zijn ingevuld, aangeeft:

(i) het totale aantal bladen waaruit de internationale aanvraag bestaat en het aantal bladen van elk onderdeel van de internationale aanvraag (aanvraag, beschrijving, conclusies, tekeningen, uittreksel),

(ii) of de internationale aanvraag zoals ingediend al dan niet vergezeld gaat van een volmacht (d.w.z. een document waarin een gemachtigde of gemeenschappelijke vertegenwoordiger wordt benoemd), een voorrangsbewijs, een ontvangstbewijs voor de betaalde taksen of een cheque voor de betaling der taksen, een verslag van het internationale nieuweidsonderzoek of het nieuweidsonderzoek van internationaal type, een document ten bewijze dat de aanvrager de rechtsopvolger van de uitvinder is, en eventuele andere bescheiden (aan te geven in de controlelijst),

(iii) het nummer van die figuur van de tekeningen die volgens het voorstel van de aanvrager het uittreksel dient te vergezellen wanneer het uittreksel wordt gepubliceerd op de voorpagina van de brochure en in het mededelingenblad; in uitzonderlijke gevallen kan de aanvrager meer dan een figuur voorstellen.

b) De lijst wordt ingevuld door de aanvrager, bij gebreke waarvan het ontvangende bureau de lijst invult en de nodige aantekeningen maakt behalve dat het nummer bedoeld onder paragraaf a) (iii) niet door het ontvangende bureau mag worden ingevuld.

3.4 *Nadere bijzonderheden*

Onverminderd Regel 3.3 worden de nadere bijzonderheden van het gedrukte formulier voorgeschreven in de Administratieve Instructies.

Regel 4

*De aanvraag (inhoud)*4.1 *Inhoud, verplicht en naar keuze; ondertekening*

a) De aanvraag bevat:

- (i) een verzoek,
- (ii) de titel van de uitvinding,
- (iii) gegevens betreffende de aanvrager en de gemachtigde, indien er een gemachtigde is,
- (iv) de aanwijzing van Staten,
- (v) gegevens betreffende de uitvinder, indien de nationale wetgeving van tenminste één van de aangewezen Staten vereist dat de naam van de uitvinder wordt medegedeeld op het tijdstip van indiening van een nationale aanvraag.

b) De aanvraag bevat in voorkomend geval:

- (i) een beroep op een recht van voorrang,
- (ii) een verwijzing naar een eerder internationaal nieuwheidsonderzoek of een eerder nieuwheidsonderzoek van internationaal type,
- (iii) de keuzen van bepaalde soorten van bescherming,
- (iv) een aanduiding dat de aanvrager een regionaal octrooi wenst te verkrijgen en de namen van de aangewezen Staten waarvoor hij een zodanig octrooi wenst te verkrijgen,
- (v) een verwijzing naar een hoofdaanvraag of hoofd octrooi.

c) De aanvraag kan gegevens bevatten betreffende de uitvinder, wanneer de nationale wetgeving van geen der aangewezen Staten vereist dat de naam van de uitvinder wordt verstrekt op het tijdstip van indiening van een nationale aanvraag.

d) De aanvraag dient te zijn ondertekend.

4.2 *Het verzoek*

Het verzoek dient de volgende strekking te hebben en bij voorkeur in de volgende bewoordingen te zijn gesteld: „Ondergetekende verzoekt dat de onderhavige internationale aanvraag zal worden behandeld overeenkomstig het Verdrag tot samenwerking inzake octrooien”.

4.3 *Titel van de uitvinding*

De titel van de uitvinding dient kort (bij voorkeur tussen twee en zeven woorden wanneer zij in het Engels is gesteld of in deze taal is vertaald) en nauwkeurig te zijn.

4.4 *Namen en adressen*

a) De namen van natuurlijke personen dienen te worden aangegeven met de familienaam en de voorna(a)m(en) van de persoon, waarbij de familienaam voorafgaat aan de voorn(a)m(en).

b) De namen van rechtspersonen dienen te worden aangegeven met hun volledige officiële benaming.

c) Adressen dienen zodanig te worden aangegeven dat zij voldoen aan de gebruikelijke vereisten voor een snelle postbestelling op het aangegeven adres en dienen in elk geval te bestaan uit alle desbetreffende administratieve eenheden tot en met het eventuele huisnummer. Wanneer de nationale wetgeving van de aangewezen Staat de vermelding van het huisnummer niet vereist, heeft het nalaten van de vermelding van een zodanig nummer in die Staat geen rechtsgevolgen. Aanbevolen wordt telegramadres, telexadres en telefoonnummer aan te geven.

d) Voor elke aanvrager, uitvinder of gemachtigde kan slechts één adres worden aangegeven.

4.5 *De aanvrager*

a) De aanvraag dient de naam, het adres, de nationaliteit en de woonplaats van de aanvrager te vermelden, of, indien er meer dan één aanvrager is, van ieder van hen.

b) De nationaliteit van de aanvrager dient te worden aangegeven door de naam van de Staat waarvan hij onderdaan is.

c) De woonplaats van de aanvrager dient te worden aangegeven door de naam van de Staat waarvan hij inwoner is.

4.6 *De uitvinder*

a) Wanneer Regel 4.1 a) (v) van toepassing is dient de aanvraag de naam en het adres van de uitvinder te vermelden of, indien er meer dan één uitvinder is, van ieder van hen.

b) Indien de aanvrager de uitvinder is dient de aanvraag in plaats van de vermelding ingevolge paragraaf a) een verklaring hieromtrent te bevatten of in de ruimte voor de vermelding van de uitvinder de naam van de aanvrager te herhalen.

c) De aanvraag kan voor verschillende aangewezen Staten verschillen: de personen als uitvinder vermelden wanneer de vereisten van de nationale wetgevingen van de aangewezen Staten in dit opzicht niet gelijk zijn. In zulk een geval dient de aanvraag een afzonderlijke verklaring te bevatten voor elke aangewezen Staat of groep Staten waarin een bepaalde persoon of dezelfde persoon als de uitvinder dient te worden beschouwd of waarin bepaalde personen of dezelfde personen als de uitvinder dienen te worden beschouwd.

4.7 *De gemachtigde*

Indien gemachtigden zijn aangewezen dient de aanvraag zulks te vermelden en hun namen en adressen aan te geven.

4.8 *Vertegenwoordiging van meer dan één aanvrager die geen gemeenschappelijke gemachtigde hebben*

a) Indien er meer dan één aanvrager is en de aanvraag niet verwijst naar één gemachtigde die alle aanvragers vertegenwoordigt („een gemeenschappelijke gemachtigde”), wijst de aanvraag een van de aanvragers aan, die overeenkomstig artikel 9 bevoegd is een internationale aanvraag in te dienen, als hun gemeenschappelijke vertegenwoordiger.

b) Indien er meer dan één aanvrager is en de aanvraag niet verwijst naar een gemachtigde die alle aanvragers vertegenwoordigt en de aanvraag niet voldoet aan het vereiste dat een van de aanvragers wordt aangewezen zoals bepaald onder paragraaf a), wordt de in de aanvraag als eerste genoemde aanvrager die overeenkomstig artikel 9 bevoegd is een internationale aanvraag in te dienen, als de gemeenschappelijke vertegenwoordiger beschouwd.

4.9 *Aanwijzing van Staten*

De Verdragsluitende Staten dienen in de aanvraag met hun naam te worden aangeduid.

4.10 *Beroep op een recht van voorrang*

a) De verklaring bedoeld in artikel 8, eerste lid, dient in de aanvraag te worden afgelegd; zij dient te bestaan uit een vermelding dat de voorrang op grond van een eerdere aanvraag wordt ingeroepen en dient aan te geven:

(i) wanneer de eerdere aanvraag niet een regionale of een internationale aanvraag is, het land waar deze werd ingediend; wanneer de eerdere aanvraag een regionale of internationale aanvraag is, het land of de landen waarvoor zij is ingediend,

(ii) de datum waarop zij is ingediend,

(iii) het nummer waaronder zij is ingediend,

(iv) wanneer de eerdere aanvraag een regionale of een internationale aanvraag is, het nationale bureau of de intergouvernementale organisatie waarbij zij is ingediend.

b) Indien de aanvraag niet aangeeft,

(i) wanneer de eerdere aanvraag niet een regionale of een internationale aanvraag is, het land waar zij is ingediend; wanneer de eerdere aanvraag een regionale of een internationale aanvraag is, ten minste één land waarvoor zij is ingediend, alsmede

(ii) de datum waarop zij werd ingediend, wordt het beroep op het recht van voorrang voor de procedure ingevolge het Verdrag als niet gedaan beschouwd.

c) Indien het aanvragennummer van de eerdere aanvraag niet in het aanvraagformulier is vermeld, maar voor het verstrijken van de 16de maand vanaf de datum van voorrang door de aanvrager aan het Internationale Bureau wordt verstrekt, wordt het door alle aangewezen Staten beschouwd als tijdig te zijn verstrekt. Indien het na het verstrijken van die termijn wordt verstrekt, stelt het Internationale Bureau de aanvrager en de aangewezen bureaus in kennis van de datum waarop genoemd nummer hem is verstrekt. Het Internationale Bureau dient deze datum te vermelden in de internationale publikatie van de internationale aanvraag of, indien op het tijdstip van de internationale publikatie genoemd nummer niet aan hem was verstrekt, dient het dat feit in de internationale publikatie te vermelden.

d) Indien de datum van indiening van de eerdere aanvraag zoals vermeld in de aanvraag meer dan een jaar ligt voor de datum van internationale indiening nodigt het ontvangende bureau of, indien het ontvangende bureau zulks heeft nagelaten, het Internationale Bureau, de aanvrager uit, te vragen om schrapping van de verklaring, gedaan ingevolge artikel 8, eerste lid, dan wel, indien de datum van de eerdere aanvraag onjuist was aangegeven, om verbetering van de aldus aangegeven datum. Indien de aanvrager niet binnen een maand na de datum van deze uitnodiging aldus handelt, wordt de ingevolge artikel 8, eerste lid, gedane verklaring ambtshalve doorgehaald. Het ontvangende bureau dat de verbetering of doorhaling verricht, stelt de aanvrager en, indien exemplaren van de internationale aanvraag reeds zijn toegezonden aan het Internationale Bureau en de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek, dat Bureau en die Instantie, daarvan in kennis. Indien de verbetering of doorhaling wordt verricht door het Internationale Bureau, stelt dit de aanvrager en de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek daarvan in kennis.

e) Wanneer een beroep wordt gedaan op het recht van voorrang op grond van meer dan één eerdere aanvraag, is het bepaalde onder de paragrafen a) tot en met d) op elk van deze van toepassing.

4.11 Verwijzing naar eerder internationaal nieuwheidsonderzoek of nieuwheidsonderzoek van internationaal type

Indien ingevolge artikel 15, vijfde lid, is verzocht om een internationaal nieuwheidsonderzoek of een nieuwheidsonderzoek van internationaal type van een octrooiaanvraag, kan de aanvraag dat feit vermelden en de octrooiaanvraag (of de vertaling ervan, al naar het geval) aangeven met land, datum en nummer en het verzoek om genoemd nieuwheidsonderzoek met datum en, indien voorhanden, nummer.

4.12 *Keuze van bepaalde soorten van bescherming*

a) Indien een aanvrager wenst dat zijn internationale aanvraag in een aangewezen Staat niet wordt behandeld als een aanvraag om octrooi maar voor de verlening van enige andere soort van bescherming zoals aangegeven in artikel 43, dient hij zulks in de aanvraag te vermelden. Voor de toepassing van deze paragraaf is artikel 2, onder (ii), niet van toepassing.

b) In het geval bepaald in artikel 44 dient de aanvrager de twee soorten gevraagde bescherming aan te geven of, indien in de eerste plaats één van de twee soorten bescherming wordt gevraagd, dient hij aan te geven welke soort in de eerste plaats en welke soort subsidiair wordt gevraagd.

4.13 *Het aangeven van de hoofdaanvraag of het verleende hoofd octrooi*

Indien de aanvrager wenst dat zijn internationale aanvraag in enige aangewezen Staat wordt behandeld als een aanvraag om een aanvullingsoctrooi of aanvullingscertificaat, een aanvulling bij een uitvinderscertificaat, of een aanvulling bij een gebruikscertificaat, dient hij de hoofdaanvraag of het hoofd octrooi, het hoofd uitvinderscertificaat of het hoofd gebruikscertificaat aan te geven, waarmee het aanvullingsoctrooi of aanvullingscertificaat, de aanvulling bij het uitvinderscertificaat of de aanvulling bij het gebruikscertificaat, indien verleend, samenhangt. Voor de toepassing van deze paragraaf is artikel 2, onder (ii), niet van toepassing.

4.14 *Voortzetting of gedeeltelijke voortzetting*

Indien de aanvrager wenst dat zijn internationale aanvraag in een aangewezen Staat wordt behandeld als een aanvraag tot voortzetting of een gedeeltelijke voortzetting van een eerdere aanvraag, dient hij zulks in de aanvraag aan te geven en de betrokken hoofdaanvraag nader aan te geven.

4.15 *Ondertekening*

De aanvraag dient door de aanvrager te zijn ondertekend.

4.16 *Transcriptie of vertaling van bepaalde woorden*

a) Wanneer een naam of adres in andere lettertekens is geschreven dan die van het Latijnse alfabet, dienen beide ook te worden vermeld in lettertekens van het Latijnse alfabet, hetzij alleen in transcriptie, hetzij door vertaling in het Engels. De aanvrager beslist welke woorden alleen zullen worden getranscribeerd en welke woorden zullen worden vertaald.

b) De naam van een land, geschreven in andere lettertekens dan die van het Latijnse alfabet, dient ook te worden aangegeven in het Engels.

4.17 *Geen andere vermeldingen*

a) Het aanvraagformulier dient geen andere vermeldingen te bevatten dan die aangegeven in Regels 4.1 tot en met 4.16.

b) Indien het aanvraagformulier andere vermeldingen bevat dan die aangegeven in Regels 4.1 tot en met 4.16, schrapt het ontvangende bureau deze ambtshalve.

Regel 5

De beschrijving

5.1 *Indeling van de beschrijving*

a) De beschrijving dient eerst de titel van de uitvinding aan te geven zoals vermeld in het aanvraagformulier en dient:

(i) het technische gebied aan te geven waarop de uitvinding betrekking heeft;

(ii) de technologische achtergrond aan te geven die, voor zover de aanvrager bekend, als nuttig kan worden beschouwd voor het begrip, het nieuwheidsonderzoek en de beoordeling van de uitvinding, en bij voorkeur de literatuurplaatsen waarin deze technologische kennis is vermeld, aan te halen;

(iii) de uitvinding waarvoor bescherming wordt gevraagd, uiteen te zetten in zodanige bewoordingen dat het technische vraagstuk (zelfs indien het als zodanig niet uitdrukkelijk is uiteengezet) en de oplossing ervan kunnen worden begrepen, en de mogelijke voordelige gevolgen van de uitvinding tegen de technologische achtergrond aan te geven;

(iv) een korte beschrijving van de figuren in de mogelijke tekeningen te geven;

(v) tenminste een uiteenzetting te geven van de beste wijze die door de aanvrager wordt overwogen om de uitvinding waarvoor bescherming wordt gevraagd in praktijk te brengen; dit moet, waar dienstig, worden gedaan aan de hand van voorbeelden en met verwijzing naar de mogelijke tekeningen; wanneer de nationale wetgeving van de aangewezen Staat niet de beschrijving van de beste wijze vereist, maar genoegzaam neemt met de beschrijving van een wijze (ongeacht of het al of niet de beste is die wordt overwogen), heeft het nalaten van een beschrijving van de overwogen beste wijze in die Staat geen rechtsgevolgen;

(vi) wanneer dit niet duidelijk uit de beschrijving of de aard van de uitvinding blijkt, uitdrukkelijk de manier aan te geven waarop de uitvinding in de nijverheid kan worden geëxploiteerd en de manier waarop zij kan worden vervaardigd en toegepast, of indien zij alleen kan worden toegepast, de manier waarop zij kan worden toegepast; de uitdrukking „nijverheid” dient te worden verstaan in de ruimste zin zoals in het Verdrag van Parijs tot Bescherming van de Industriële Eigendom.

b) De indeling en volgorde aangegeven onder paragraaf a) dienen te worden aangehouden behalve wanneer, wegens de aard van de uitvinding, een andere indeling of volgorde zou leiden tot een beter begrip en een grotere beknoptheid.

c) Onverminderd het bepaalde onder paragraaf b) dient elk van de delen bedoeld onder paragraaf a) bij voorkeur te worden voorafgegaan door een passend opschrift zoals voorgesteld in de Administratieve Instructies.

Regel 6

De conclusies

6.1 *Aantal en nummering van de conclusies*

a) Het aantal conclusies dient redelijk te zijn, gezien de aard van de uitvinding, waarvoor bescherming wordt gevraagd.

b) Indien er meer dan één conclusie is, dienen zij doorlopend te worden genummerd in Arabische cijfers.

c) De wijze van nummering in geval van wijziging van de conclusies wordt geregeld in de Administratieve Instructies.

6.2 *Verwijzingen naar andere delen van de internationale aanvraag*

a) Behalve wanneer dit absoluut noodzakelijk is, dienen de conclusies ten aanzien van de technische kenmerken van de uitvinding niet te steunen op verwijzingen naar de beschrijving of de tekeningen. In het bijzonder dienen zij niet te steunen op verwijzingen zoals: „zoals beschreven in deel van de beschrijving” of „zoals geïllustreerd in figuur van de tekeningen.”

b) Wanneer de internationale aanvraag tekeningen bevat dienen de in de conclusies genoemde technische kenmerken bij voorkeur te worden gevolgd door de op deze kenmerken betrekking hebbende verwijzingstekens. Wanneer zij gebruikt worden dienen de verwijzingstekens bij voorkeur tussen haakjes te worden geplaatst. Indien de opnemering van verwijzingstekens een sneller begrip van een conclusie niet speciaal vergemakkelijkt, dient zij achterwege te worden gelaten. Een aangewezen bureau kan de verwijzingstekens verwijderen ten behoeve van publicatie door dit bureau.

6.3 *Wijze van opstellen van de conclusies*

a) De omschrijving van het onderwerp waarvoor bescherming wordt gevraagd, dient te worden gegeven aan de hand van de technische kenmerken van de uitvinding.

b) Wanneer het ter zake dienende is moeten de conclusies bevatten:

(i) een uiteenzetting van die technische kenmerken van de uitvinding die nodig zijn voor de omschrijving van het onderwerp waarop de

conclusies betrekking hebben maar die, te zamen, behoren tot de bekende stand van de techniek,

(ii) een beschrijving van de kenmerken – voorafgegaan door de woorden „daardoor gekenmerkt dat”, „gekenmerkt door”, „waarin de verbetering omvat” of andere woorden met dezelfde strekking – waarin de technische kenmerken beknopt worden uiteengezet waarvoor, te zamen met de kenmerken uiteengezet onder (i), bescherming wordt gewenst.

c) Wanneer de nationale wetgeving van de aangewezen Staat de wijze van opstellen van de conclusies, bepaald onder paragraaf b), niet vereist, heeft het niet volgen van die wijze van opstellen geen rechtsgevolgen in die Staat, mits de feitelijk gevolgde wijze van opstellen van de conclusies voldoet aan de nationale wetgeving van die Staat.

6.4 *Afhankelijke conclusies*

a) Een conclusie die alle kenmerken van een of meer andere conclusies omvat (conclusie in afhankelijke vorm, hierna te noemen „afhankelijke conclusie”) dient zulks te doen door een verwijzing, indien mogelijk aan het begin, naar de andere conclusie of conclusies en vervolgens de bijkomende kenmerken te vermelden waarop de conclusie betrekking heeft. Afhankelijke conclusies die verwijzen naar meer dan één andere conclusie („meervoudig afhankelijke conclusies”), dienen alleen in de vorm van een alternatief naar zodanige conclusies te verwijzen. Meervoudig afhankelijke conclusies mogen geen grondslag vormen voor een andere meervoudig afhankelijke conclusie.

b) Onder een afhankelijke conclusie dient te worden verstaan een conclusie die alle beperkingen omvat welke zijn neergelegd in de conclusie waarnaar zij verwijst of, indien de afhankelijke conclusie een meervoudig afhankelijke conclusie is, alle beperkingen, opgenomen in de conclusie in samenhang waarmee zij wordt beschouwd.

c) Alle afhankelijke conclusies die terugverwijzen naar een enkele voorgaande conclusie en alle afhankelijke conclusies die terugverwijzen naar meer dan één voorgaande conclusie, dienen voor zover mogelijk en op de meest praktische wijze te worden ondergebracht in één groep.

6.5 *Gebruiksmodellen*

Een aangewezen Staat waar de verlening van een gebruiksmodel wordt gevraagd op basis van een internationale aanvraag kan, in plaats van de Regels 6.1 tot en met 6.4, ten aanzien van de in die Regels geregelde aangelegenheden, de bepalingen van zijn nationale wetgeving betreffende gebruiksmodellen toepassen, wanneer de behandeling van de internationale aanvraag in die Staat eenmaal is begonnen, met dien verstande dat

de aanvrager ten minste 2 maanden na het verstrijken van de ingevolge artikel 22 van toepassing zijnde termijn zal worden toegestaan om zijn aanvraag aan te passen aan de vereisten van genoemde bepalingen in de nationale wetgeving.

Regel 7

De tekeningen

7.1 *Vloeschema's en diagrammen*

Vloeschema's en diagrammen worden als tekeningen beschouwd.

7.2 *Termijnen*

De termijn genoemd in artikel 7, tweede lid, onder (ii), dient in de gegeven omstandigheden redelijk te zijn en in elk geval niet korter te zijn dan 2 maanden vanaf de datum van het schriftelijke verzoek waarbij de indiening van tekeningen of bijkomende tekeningen ingevolge genoemde bepaling wordt verlangd.

Regel 8

Het uittreksel

8.1 *Inhoud en vorm van het uittreksel*

a) Het uittreksel dient te bestaan uit:

(i) een samenvatting van de uiteenzetting zoals neergelegd in de beschrijving, de conclusies en mogelijke tekeningen; de samenvatting dient het technische gebied aan te geven waarop de uitvinding ligt en te worden opgesteld op een wijze die een duidelijk begrip van het technische probleem, de kern van de oplossing van dat probleem door de uitvinding en de voornaamste toepassing(en) van de uitvinding mogelijk maakt;

(ii) wanneer van toepassing, de chemische formule die, van alle in de internationale aanvraag opgenomen formules, de uitvinding het beste kenmerkt.

b) Het uittreksel dient zo beknopt te zijn als de uiteenzetting toelaat (bij voorkeur 50 tot 150 woorden, indien zij in het Engels is gesteld of vertaald).

c) Het uittreksel dient geen verklaringen te bevatten over de beweerde verdiensten of de waarde van de uitvinding waarvoor bescherming wordt gevraagd of over de vermoedelijke toepassing.

d) Elk technisch hoofdkenmerk vermeld in het uittreksel en geïllustreerd door een tekening in de internationale aanvraag dient te worden gevolgd door een tussen haakjes geplaatst verwijzingsteken.

8.2 *Nalaten een figuur voor te stellen die met het uittreksel dient te worden gepubliceerd*

Indien de aanvrager niet de opgave genoemd in Regel 3.3 a) (iii) verstrekt of indien de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek vaststelt dat (een) andere figu(u)r(en) dan door de aanvrager voorgesteld uit alle figuren van alle tekeningen de uitvinding beter zou(den) kenschetsen, dient zij de zo door haar beschouwde figu(u)r(en) aan te geven. Publikaties door het Internationale Bureau dienen dan gebruik te maken van de aldus door de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek aangegeven figu(u)r(en). Anders wordt (worden) in genoemde publikaties de door de aanvrager voorgestelde figu(u)r(en) gebruikt.

8.3 *Leidende beginselen bij de opstelling*

Het uittreksel dient zo te zijn opgesteld dat het doeltreffend kan dienen als een uitgangspunt voor een nauwkeurig nieuwheidsonderzoek op het bepaalde technische gebied, vooral door de wetenschapsman, ingenieur of onderzoeker te helpen bij het vormen van een oordeel over de vraag of het nodig is de internationale aanvraag zelf te raadplegen.

Regel 9

Uitdrukkingen, enz. die niet moeten worden gebruikt

9.1 *Begripsomschrijving*

De internationale aanvraag dient niet te bevatten:

- (i) uitdrukkingen of tekeningen die in strijd zijn met de goede zeden;
- (ii) uitdrukkingen of tekeningen die in strijd zijn met de openbare orde;
- (iii) kleinerende opmerkingen over de produkten of werkwijzen van een bepaalde andere persoon dan de aanvrager of de verdiensten of geldigheid van aanvragen of octrooien van zodanige personen (het louter vergelijken met de bestaande techniek wordt op zichzelf niet als kleinerend beschouwd);
- (iv) een verklaring of andere inhoud die onder de omstandigheden kennelijk niet ter zake of onnodig is.

9.2 *Vaststelling van niet-naleving*

Het ontvangende bureau en de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek kunnen niet-naleving van de voorschriften van Regel 9.1 vaststellen en de aanvrager voorstellen dat hij zijn internationale aanvraag dienovereenkomstig vrijwillig verbetert. Indien de niet-naleving is vastgesteld door het ontvangende bureau, stelt dit de bevoegde Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek en het Internationale Bureau daarvan in kennis; indien de niet-naleving is vastgesteld door de Instantie

voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek stelt deze het ontvangende bureau en het Internationale Bureau daarvan in kennis.

9.3 *Verwijzing naar artikel 21, zesde lid*

De „kleinerende opmerkingen” genoemd in artikel 21, zesde lid, hebben de betekenis zoals omschreven in Regel 9.1 (iii).

Regel 10

Terminologie en tekens

10.1 *Terminologie en tekens*

a) Gewichten en maten dienen volgens het metrieke stelsel te worden aangegeven of, indien zij eerst worden aangegeven volgens een ander stelsel, ook in het metrieke stelsel te worden aangegeven.

b) Temperaturen dienen te worden aangegeven in graden Celsius, of, indien zij eerst worden aangegeven op een andere wijze, ook in graden Celsius te worden aangegeven.

c) Dichtheid dient te worden aangegeven in metrieke eenheden.

d) Voor aanduidingen van warmte, energie, licht, geluid en magnetisme, evenals voor wiskundige formules en elektrische eenheden dienen de regels van de internationale praktijk te worden gevolgd; voor chemische formules dienen de symbolen, atoomgewichten en moleculaire formules die algemeen gebruikelijk zijn, te worden gebruikt.

e) In het algemeen dienen alleen die technische termen, tekens en symbolen te worden gebruikt die in de techniek algemeen zijn aanvaard.

f) Wanneer de internationale aanvraag of de vertaling daarvan in het Engels of Japans is gesteld, dient het begin van een decimale breuk te worden aangegeven door een punt, terwijl, wanneer de internationale aanvraag of de vertaling daarvan in een andere taal dan Engels of Japans is gesteld, dit dient te worden aangegeven door een komma.

10.2 *Eenvormigheid*

In een bepaalde internationale aanvraag dienen overal dezelfde terminologie en dezelfde tekens te worden gebruikt.

Regel 11

Vormvoorschriften voor de internationale aanvraag

11.1 *Aantal exemplaren*

a) Onverminderd het bepaalde onder paragraaf b) dienen de internationale aanvraag en elk in de controlelijst (Regel 3.3 a) (ii)) genoemd document in een enkel exemplaar te worden ingediend.

b) Een ontvangend bureau kan verlangen dat de internationale aanvraag en elk in de controlelijst (Regel 3.3 a) (ii)) genoemd document, behalve het ontvangstbewijs voor de betaalde taksen of de cheque voor betaling van de taksen, in twee of drie exemplaren worden ingediend. In dat geval is het ontvangende bureau verantwoordelijk voor het nagaan van de gelijkluidendheid van het tweede en derde exemplaar met het oorspronkelijke exemplaar.

11.2 *Geschiktheid voor reproductie*

a) Alle onderdelen van de internationale aanvraag (d.w.z. de aanvraag, de beschrijving, de conclusies, de tekeningen en het uittreksel) dienen zo te worden overgelegd dat zij in elk gewenst aantal exemplaren rechtstreeks kunnen worden gereproduceerd door middel van fotografie, elektrostatische werkwijzen, foto-offset en microfilm.

b) Alle bladen dienen ongekreukt en ongescheurd te zijn; zij mogen niet gevouwen zijn.

c) Elk blad dient slechts aan één kant te zijn gebruikt.

d) Onverminderd Regel 11.13 (j) dient elk blad in rechtopstaande stand te worden gebruikt (d.w.z. de korte zijden bovenaan en onderaan).

11.3 *Te gebruiken materiaal*

Alle onderdelen van de internationale aanvraag dienen op buigzaam, sterk, wit, glad, niet glanzend en duurzaam papier te zijn gesteld.

11.4 *Afzonderlijke bladen, enz.*

a) Elk onderdeel (aanvraag, beschrijving, conclusies, tekeningen, uittreksel) van de internationale aanvraag dient te beginnen op een nieuw blad.

b) Alle bladen van de internationale aanvraag dienen zo aan elkaar te zijn gehecht, dat zij gemakkelijk kunnen worden omgeslagen bij de raadpleging en gemakkelijk gescheiden en weer samengevoegd kunnen worden, indien zij losgemaakt zijn voor reproductie.

11.5 *Formaat van de bladen*

Het formaat van de bladen dient A4 (29,7 cm × 21 cm) te zijn. Een ontvangend bureau kan evenwel internationale aanvragen op bladen van andere afmetingen aanvaarden, mits het oorspronkelijke exemplaar, zoals toegezonden aan het Internationale Bureau en, indien de bevoegde Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek zulks verlangt, het exemplaar voor het nieuwheidsonderzoek, volgens formaat A4 zijn.

11.6 *Marges*

a) De minimum marges van de bladen waarop de aanvraag, de beschrijving, de conclusies en het uittreksel zijn gesteld, dienen als volgt te zijn:

- bovenaan eerste blad, behalve dat van de aanvraag: 8 cm
- bovenaan andere bladen: 2 cm
- links: 2,5 cm
- rechts: 2 cm
- onderaan: 2 cm

b) Het aanbevolen maximum voor de onder paragraaf a) genoemde marges is als volgt:

- bovenaan eerste blad, behalve dat van de aanvraag: 9 cm
- bovenaan andere bladen: 4 cm
- links: 4 cm
- rechts: 3 cm
- onderaan: 3 cm

c) Op bladen met tekeningen dient de te gebruiken bladspiegel niet groter te zijn dan $26,2 \times 17,0$ cm. De bladen mogen geen rand rond de te gebruiken of gebruikte bladspiegel hebben. De minimum marges dienen als volgt te zijn:

- bovenaan: 2,5 cm
- links: 2,5 cm
- rechts: 1,5 cm
- onderaan: 1,0 cm

d) De marges genoemd onder de paragrafen a) tot en met c) zijn van toepassing op bladen van formaat A 4, zodat, zelfs indien het ontvangend bureau andere formaten aanvaardt, het oorspronkelijke exemplaar op formaat A 4 en, wanneer verlangd, het exemplaar voor nieuwheids-onderzoek op formaat A 4, bovengenoemde marges zullen hebben.

e) De marges van de internationale aanvraag moeten bij de indiening geheel onbeschreven zijn.

11.7 *Nummering van bladen*

a) Alle bladen van de internationale aanvraag dienen doorlopend te worden genummerd in Arabische cijfers.

b) De nummers dienen boven aan de bladzijde te worden geplaatst, in het midden, maar niet in de marge.

11.8 *Nummering van regels*

a) Sterk aanbevolen wordt, elke vijfde regel van elk blad van de beschrijving en van elk blad van de conclusies te nummeren.

b) De nummers dienen links te staan, aan de rechterzijde van de marge.

11.9 *Schrift van de tekst*

a) De aanvraag, de beschrijving, de conclusies en het uittreksel dienen in machineschrift of gedrukt te zijn.

b) Alleen grafische symbolen en tekens, chemische of wiskundige formules en bepaalde karakters in het Japans kunnen zo nodig met de hand worden geschreven of getekend.

c) De tekst dient op anderhalve regelafstand te zijn getypt.

d) De gehele tekst dient te zijn weergegeven in letters waarvan de hoofdletters ten minste 0,21 cm hoog zijn en een donkere, onuitwisbare kleur hebben, voldoende aan de vereisten neergelegd in Regel 11.2.

e) Wat de regelafstand in getypte teksten en het formaat van de letters betreft is het onder de paragrafen c) en d) bepaalde niet van toepassing op teksten in het Japans.

11.10 *In de tekst opgenomen tekeningen, formules en tabellen*

a) De aanvraag, de beschrijving, de conclusies en het uittreksel dienen geen tekeningen te bevatten.

b) De beschrijving, de conclusies en het uittreksel kunnen chemische of wiskundige formules bevatten.

c) De beschrijving en het uittreksel kunnen tabellen bevatten; een conclusie kan alleen tabellen bevatten indien het onderwerp van de conclusie het gebruik van tabellen wenselijk maakt.

11.11 *Woorden in tekeningen*

a) De tekeningen dienen geen tekst te bevatten, behalve een enkel woord of woorden, wanneer volstrekt onmisbaar, zoals „water”, „stoom”, „open”, „dicht”, „doorsnede over AB” en, in het geval van elektrische schakelingen en blokschema's of vloeischemadiagrammen, enkele korte trefwoorden die onmisbaar zijn voor het begrijpen van de tekening.

b) De gebruikte woorden dienen zo te worden geplaatst, dat zij bij vertaling kunnen worden overgeplakt zonder de lijnen van de tekeningen te raken.

11.12 *Veranderingen, enz.*

Elk blad dient redelijk vrij te zijn van doorhalingen en vrij van veranderingen en boven elkaar geschreven en tussengeschraven woorden. Niet-naleving van deze Regel kan worden toegestaan in uitzonderlijke gevallen, indien er geen sprake is van twijfel aan de rechtsgeldigheid van de inhoud en kan worden voldaan aan de vereisten voor goede reproductie.

11.13 *Bijzondere vereisten voor tekeningen*

a) Tekeningen dienen te worden uitgevoerd in duurzame, zwarte of blauwe, voldoende dichte en donkere, gelijkmatig en duidelijk aangegeven lijnen en streepjes zonder kleur.

b) Doorsneden dienen te worden aangegeven door schuine arceringen die de duidelijke leesbaarheid van verwijzingstekens en hoofdlijnen niet mogen belemmeren.

c) De schaal van de tekeningen en de duidelijkheid van de grafische uitvoering ervan dient zodanig te zijn, dat bij een fotografische reproductie op twee/derde van de ware grootte alle details zonder moeite kunnen worden onderscheiden.

d) Wanneer, in uitzonderlijke gevallen, op een tekening de schaal wordt gegeven, dient deze grafisch te zijn aangegeven.

e) Alle cijfers, letters en verwijzingslijnen op de tekeningen moeten eenvoudig en duidelijk zijn. Haakjes, cirkels of aanhalingstekens mogen niet te zamen met cijfers en letters worden gebruikt.

f) Alle lijnen in de tekeningen dienen gewoonlijk te worden getrokken met behulp van tekeninstrumenten.

g) Elk onderdeel van elke figuur dient in de juiste verhouding te zijn tot elk ander element in de figuur, behalve wanneer het gebruik van een andere verhouding onmisbaar is voor de duidelijkheid van de figuur.

h) De hoogte van de cijfers en letters mag niet kleiner zijn dan 0,32 cm. Voor de letters in tekeningen dient het Latijnse en, waar gebruikelijk, het Griekse alfabet te worden gebruikt.

i) Hetzelfde blad tekeningen kan meer dan één figuur bevatten. Wanneer figuren op twee of meer bladen in feite één enkele volledige figuur vormen, dienen de figuren op de verschillende bladen zo te zijn geplaatst, dat de volledige figuur kan worden gevormd zonder dat een deel van de op de verschillende bladen voorkomende figuren wordt bedekt.

j) De verschillende figuren dienen op een blad of bladen te worden geplaatst zonder ruimteverspilling, bij voorkeur rechtopstaand en duidelijk van elkaar gescheiden.

k) De verschillende figuren dienen doorlopend te worden genummerd in Arabische cijfers, onafhankelijk van de nummering van de bladen.

l) In de beschrijving niet vermelde verwijzingstekens mogen niet in de tekeningen voorkomen en omgekeerd.

m) Dezelfde kenmerken dienen, wanneer zij worden aangegeven door verwijzingstekens, in de gehele internationale aanvraag door dezelfde tekens te worden aangegeven.

n) Indien de tekeningen een groot aantal verwijzingstekens bevatten, wordt sterk aanbevolen er een afzonderlijk blad aan te hechten waarin

alle verwijzingstekens en de kenmerken waarop zij betrekking hebben worden opgesomd.

11.14 *Latere documenten*

De Regels 10 en 11.1 tot en met 11.13 zijn ook van toepassing op documenten – bijvoorbeeld verbeterde bladzijden, gewijzigde conclusies – die worden overgelegd na de indiening van de internationale aanvraag.

11.15 *Vertalingen*

Een aangewezen bureau mag niet verlangen dat de vertaling van een bij hem ingediende internationale aanvraag voldoet aan andere vereisten dan die welke zijn voorgeschreven voor de internationale aanvraag zoals ingediend.

Regel 12

Taal van de internationale aanvraag

12.1 *De internationale aanvraag*

Een internationale aanvraag dient te worden ingediend in de taal of een van de talen, aangegeven in de overeenkomst gesloten tussen het Internationale Bureau en de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek die bevoegd is het internationale nieuwheidsonderzoek van die aanvraag te verrichten, met dien verstande dat, indien de overeenkomst verscheidene talen aangeeft, het ontvangende bureau van de aangegeven talen die taal kan voorschrijven waarin of die talen in één waarvan de internationale aanvraag moet worden ingediend.

12.2 *Veranderingen in de internationale aanvraag*

Veranderingen in de internationale aanvraag, zoals wijzigingen en verbeteringen, dienen in dezelfde taal te zijn gesteld als deze aanvraag (vgl. Regel 66.5).

Regel 13

Eenheid van uitvinding

13.1 *Vereiste*

De internationale aanvraag dient betrekking te hebben op slechts één uitvinding of op een groep van uitvindingen die zodanig onderling verbonden zijn dat zij op één enkele algemene uitvindingsgedachte berusten („vereiste van eenheid van uitvinding”).

13.2 *Conclusies van verschillende categorieën*

Regel 13.1 dient zo te worden uitgelegd, dat hij inzonderheid een van de twee onderstaande mogelijkheden toelaat:

(i) naast een onafhankelijke conclusie voor een bepaald voortbrengsel, de opnemings in dezelfde internationale aanvraag van één onafhankelijke conclusie voor één werkwijze die speciaal voor de vervaardiging van het genoemde voortbrengsel geschikt is en de opnemings in dezelfde internationale aanvraag van één onafhankelijke conclusie voor één gebruik van het genoemde voortbrengsel, of

(ii) naast een onafhankelijke conclusie voor een bepaalde werkwijze, de opnemings in dezelfde internationale aanvraag van één onafhankelijke conclusie voor één toestel of middel, speciaal ontworpen voor de toepassing van genoemde werkwijze.

13.3 *Conclusies van een en dezelfde categorie*

Onverminderd Regel 13.1 is het toegestaan in dezelfde internationale aanvraag twee of meer onafhankelijke conclusies van dezelfde categorie (d.w.z. produkt, werkwijze, toestel of gebruik) op te nemen die niet goed door één enkele algemene conclusie kunnen worden omvat.

13.4 *Afhankelijke conclusies*

Onverminderd Regel 13.1 is het toegestaan in dezelfde internationale aanvraag een redelijk aantal afhankelijke conclusies op te nemen, gericht op bijzondere vormen van de uitvinding waarop een onafhankelijke conclusie is gericht, zelfs wanneer de kenmerken van een afhankelijke conclusie op zich zelf als een uitvinding zouden kunnen worden beschouwd.

13.5 *Gebruiksmodellen*

Een aangewezen Staat waarin de verlening van een gebruiksmodel wordt verzocht op basis van een internationale aanvraag kan, in plaats van de Regels 13.1 tot en met 13.4, ten aanzien van de in deze Regels geregelde aangelegenheden de bepalingen van zijn nationale wetgeving betreffende gebruiksmodellen toepassen, wanneer de behandeling van de internationale aanvraag in die Staat eenmaal is begonnen, met dien verstande dat de aanvrager ten minste 2 maanden vanaf het verstrijken van de ingevolge artikel 22 van toepassing zijnde termijn wordt toegestaan om zijn aanvraag aan te passen aan de vereisten van genoemde bepalingen van de nationale wetgeving.

Regel 14

De toezendingstaks

14.1 *De toezendingstaks*

a) Een ontvangend bureau kan verlangen, dat de aanvrager aan en ten behoeve van dat bureau een taks betaalt voor de inontvangstneming van de internationale aanvraag, de toezending van exemplaren aan het Internationale Bureau en de bevoegde Instantie voor Internationaal

Nieuwheidsonderzoek en het verrichten van alle andere taken die het, in zijn hoedanigheid van ontvangend bureau, moet verrichten in verband met de internationale aanvraag („toezendingstaks”).

b) Het bedrag en de vervaldatum van de eventuele toezendingstaks worden vastgesteld door het ontvangende bureau.

Regel 15

De internationale taks

15.1 *Basistaks en aanwijzingstaks*

Elke internationale aanvraag is onderworpen aan de betaling van een taks ten gunste van het Internationale Bureau („internationale taks”) bestaande uit

(i) een „basistaks” en

(ii) zoveel „aanwijzingstaksen” als er Staten in de internationale aanvraag zijn aangewezen, met dien verstande dat wanneer voor bepaalde aangewezen Staten een regionaal octrooi wordt aangevraagd voor die Staten slechts één aanwijzingstaks verschuldigd is.

15.2 *Bedragen*

a) De basistaks bedraagt:

(i) indien de internationale aanvraag niet meer dan 30 bladen omvat: US \$ 45,00 of 194 Zwitserse frank,

(ii) indien de internationale aanvraag meer dan 30 bladen omvat: US \$ 45,00 of 194 Zwitserse frank, vermeerderd met US \$ 1,00 of 4,30 Zwitserse frank per blad boven 30 bladen.

b) De aanwijzingstaks bedraagt:

(i) voor elke aangewezen Staat of elke groep van aangewezen Staten waarvoor hetzelfde regionale octrooi wordt aangevraagd, die niet het verstrekken van een exemplaar ingevolge artikel 13 verlangt: US \$ 12,00 of 52 Zwitserse frank,

(ii) voor elke aangewezen Staat of elke groep van aangewezen Staten waarvoor hetzelfde regionale octrooi wordt aangevraagd, die het verstrekken van een exemplaar ingevolge artikel 13 verlangt: US \$ 14,00 of 60 Zwitserse frank.

15.3 *Wijze van betaling*

a) De internationale taks wordt geïnd door het ontvangende bureau.

b) De internationale taks dient te worden betaald in de door het ontvangende bureau voorgeschreven valuta, met dien verstande dat zij, wanneer zij door het ontvangende bureau wordt overgemaakt naar het Internationale Bureau, vrij inwisselbaar dient te zijn in Zwitserse valuta.

15.4 *Tijdstip van betaling*

a) De basistaks is verschuldigd op de datum van ontvangst van de internationale aanvraag. Een ontvangend bureau kan evenwel naar eigen goeddunken de aanvrager in kennis stellen van het ontbreken van een ontvangstbewijs of de ontoereikendheid van een ontvangen bedrag en aanvragers toestaan de basistaks later te betalen zonder tenietgaan van de datum van internationale indiening, met dien verstande dat:

(i) geen toestemming wordt gegeven later te betalen dan een maand na de datum van ontvangst van de internationale aanvraag;

(ii) de toestemming niet onderworpen is aan een extra heffing.

b) De aanwijzingstaks kan worden betaald op de datum van ontvangst van de internationale aanvraag of op een latere datum, maar zij moet uiterlijk voor het verstrijken van een jaar na de datum van voorrang zijn betaald.

15.5 *Gedeeltelijke betaling*

a) Indien de aanvrager de Staten aangeeft waarvoor hij een te betalen bedrag wenst te laten gelden als aanwijzingstaks, wordt het bedrag dienovereenkomstig verdeeld over het aantal Staten dat door het gestorte bedrag wordt bestreken en wel in de door de aanvrager aangegeven volgorde.

b) Indien de aanvrager niet een zodanige wens te kennen geeft en het bedrag of de bedragen ontvangen door het ontvangende bureau hoger is of zijn dan de basistaks en één aanwijzingstaks, maar lager dan wat verschuldigd is overeenkomstig het aantal aangewezen Staten wordt het bedrag boven de basistaks en één aanwijzingstaks behandeld als aanwijzingstaksen voor de Staten volgend op de in de aanvraag als eerste genoemde Staat en in de volgorde waarin de Staten in de aanvraag zijn aangewezen tot en met die aangewezen Staat waarvoor het totale bedrag van de aanwijzingstaks wordt bestreken door het ontvangen bedrag of de ontvangen bedragen.

c) De aanwijzingstaks voor de eerstgenoemde Staat die behoort tot een groep van Staten waarvoor hetzelfde regionale octrooi wordt verzocht en die is aangegeven overeenkomstig het bepaalde onder paragraaf a) of bereikt overeenkomstig het bepaalde onder paragraaf b) wordt, voor de toepassing van genoemde paragrafen, geacht ook de andere Staten van genoemde groep te bestrijken.

15.6 *Terugbetaling*

a) De internationale taks wordt aan de aanvrager terugbetaald als de vaststelling ingevolge artikel 11, eerste lid, negatief uitvalt.

b) De internationale taks wordt in geen enkel ander geval terugbetaald.

Regel 16

*De taks voor het nieuwheidsonderzoek*16.1 *Recht een taks te vragen*

a) Elke Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek kan verlangen, dat de aanvrager te haren gunste een taks („taks voor het nieuwheidsonderzoek”) betaalt voor het verrichten van het internationale nieuwheidsonderzoek en voor het vervullen van alle andere taken die door het Verdrag en dit Reglement aan Instanties voor Nieuwheidsonderzoek zijn opgedragen.

b) De taks voor het nieuwheidsonderzoek wordt geïnd door het ontvangende bureau. Zij is betaalbaar in de door dat bureau voorgeschreven valuta met dien verstande dat indien deze valuta niet dezelfde is als de valuta van de Staat waarin de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek is gevestigd, de taks voor het nieuwheidsonderzoek bij overmaking door het ontvangende bureau aan die Instantie vrij inwisselbaar dient te zijn in de valuta van de genoemde Staat. Wat het tijdstip van betaling van de taks voor nieuwheidsonderzoek betreft is Regel 15.4 a) van toepassing.

16.2 *Terugbetaling*

De taks voor het nieuwheidsonderzoek wordt aan de aanvrager terugbetaald indien de vaststelling ingevolge artikel 11, eerste lid, negatief uitvalt.

16.3 *Gedeeltelijke terugbetaling*

Indien in de internationale aanvraag een recht van voorrang wordt ingeroepen op grond van een eerdere internationale aanvraag, die het voorwerp is geweest van een internationaal nieuwheidsonderzoek door dezelfde Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek, betaalt die Instantie de in verband met de latere internationale aanvraag gestorte taks voor het nieuwheidsonderzoek terug in de mate en op de voorwaarden bepaald in de overeenkomst ingevolge artikel 16, derde lid, onder b), indien het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek betreffende de latere internationale aanvraag geheel of gedeeltelijk gebaseerd zou kunnen worden op de resultaten van het internationale nieuwheidsonderzoek dat omtrent de eerdere internationale aanvraag is verricht.

Regel 17

*Het voorrangsbewijs*17.1 *Verplichting een afschrift van een eerdere nationale aanvraag over te leggen*

a) Wanneer ingevolge artikel 8 in de internationale aanvraag de voorrang op grond van een eerdere nationale aanvraag wordt ingeroepen,

dient, tenzij reeds bij het ontvangende bureau ingediend, een afschrift van genoemde nationale aanvraag, gewaarmerkt door de instantie waarbij zij was ingediend („het voorrangsbewijs”), te zamen met de internationale aanvraag, uiterlijk 16 maanden na de datum van voorrang, of, in het geval genoemd in artikel 23, tweede lid, uiterlijk op het tijdstip waarop de behandeling of de beoordeling wordt verzocht, door de aanvrager aan het Internationale Bureau te worden overgelegd.

b) Indien de aanvrager niet aan het vereiste van paragraaf a) voldoet, kan een aangewezen Staat het beroep op het recht van voorrang buiten beschouwing laten.

c) Het Internationale Bureau registreert de datum waarop het het voorrangsbewijs heeft ontvangen en stelt de aanvrager en de aangewezen bureaus daarvan in kennis.

17.2 *Beschikbaarheid van afschriften*

a) Op het daartoe strekkende verzoek van het aangewezen bureau verstrekt het Internationale Bureau onverwijld, maar niet vóór het verstrijken van de in Regel 17.1 a) vastgestelde termijn, een afschrift van het voorrangsbewijs aan dat bureau. Zulk een bureau mag de aanvrager niet zelf vragen het een afschrift te verstrekken, behalve wanneer het een afschrift van het voorrangsbewijs te zamen met een gewaarmerkte vertaling daarvan verlangt. Van de aanvrager wordt niet verlangd, dat hij een gewaarmerkte vertaling aan het aangewezen bureau verstrekt vóór het verstrijken van de ingevolge artikel 22 van toepassing zijnde termijn.

b) Het Internationale Bureau stelt geen afschriften van het voorrangsbewijs ter beschikking van het publiek voor de internationale publikatie van de internationale aanvraag.

c) Het bepaalde onder de paragrafen a) en b) is ook van toepassing op een eerdere internationale aanvraag op grond waarvan een voorrang in de volgende internationale aanvraag wordt ingeroepen.

Regel 18

De aanvrager

18.1 *Woonplaats*

a) Onverminderd het bepaalde onder paragraaf b) is de vraag of een aanvrager een inwoner is van de Verdragsluitende Staat, waarvan hij beweert inwoner te zijn, afhankelijk van de nationale wetgeving van die Staat en wordt beslist door het ontvangende bureau.

b) In elk geval wordt het hebben van een daadwerkelijke en wezenlijke inrichting van nijverheid of handel in een Verdragsluitende Staat als bewijs van woonplaats in die Staat beschouwd.

18.2 *Nationaliteit*

a) Onverminderd het bepaalde onder paragraaf b) is de vraag of een aanvrager onderdaan is van de Verdragsluitende Staat waarvan hij beweert ondedaan te zijn, afhankelijk van de nationale wetgeving van die Staat en wordt deze vraag beslist door het ontvangende bureau.

b) In elk geval wordt een rechtspersoon, opgericht volgens de nationale wetgeving van een Verdragsluitende Staat, als een onderdaan van die Staat beschouwd.

18.3 *Meer dan één aanvrager: dezelfde voor alle aangewezen Staten*

Indien alle aanvragers voor alle aangewezen Staten als aanvragers gelden, bestaat het recht tot het indienen van een internationale aanvraag indien ten minste één van hen ingevolge artikel 9 bevoegd is een internationale aanvraag in te dienen.

18.4 *Meer dan één aanvrager: verschillend voor verschillende aangewezen Staten*

a) De internationale aanvraag kan verschillende aanvragers vermelden voor verschillende aangewezen Staten mits ten aanzien van elke aangewezen Staat ten minste één van de voor die Staat vermelde aanvragers ingevolge artikel 9 bevoegd is een internationale aanvraag in te dienen.

b) Indien aan het vereiste van paragraaf a) niet is voldaan ten aanzien van een aangewezen Staat, wordt de aanwijzing van die Staat als niet gedaan beschouwd.

c) Het internationale Bureau publiceert van tijd tot tijd gegevens over de verschillende nationale wetgevingen met betrekking tot de vraag wie bevoegd is (uitvinder, rechtsopvolger van de uitvinder, rechthebbende op de uitvinding of anderen) een nationale aanvraag in te dienen en voegt aan deze gegevens een waarschuwing toe dat de rechtsgevolgen van de internationale aanvraag in een aangewezen Staat kunnen afhangen van het feit of de in de internationale aanvraag voor die Staat als aanvrager vermelde persoon een persoon is die, ingevolge de nationale wetgeving van die Staat, bevoegd is een nationale aanvraag in te dienen.

18.5 *Verandering van de persoon of de naam van de aanvrager*

Een verandering van de persoon of de naam van de aanvrager wordt, op verzoek van de aanvrager of het ontvangende bureau, geregistreerd door het Internationale Bureau, dat de betrokken Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek en de aangewezen bureaus hiervan in kennis stelt.

Regel 19

*Het bevoegde ontvangende bureau*19.1 *Waar in te dienen*

a) Behoudens het bepaalde onder paragraaf b) wordt de internationale aanvraag, naar keuze van de aanvrager, ingediend bij het nationale bureau van of optredend voor de Verdragsluitende Staat waarvan de aanvrager inwoner is of bij het nationale bureau van of optredend voor de Verdragsluitende Staat waarvan de aanvrager onderdaan is.

b) Een Verdragsluitende Staat kan met een andere Verdragsluitende Staat of een intergouvernementele organisatie overeenkomen, dat het nationale bureau van laatstgenoemde Staat of de intergouvernementele organisatie voor alle of enkele aangelegenheden in plaats van het nationale bureau van de eerstgenoemde Staat optreedt als ontvangend bureau voor aanvragers die inwoner of onderdaan van die eerstgenoemde Staat zijn. Niettegenstaande een zodanige overeenkomst wordt het nationale bureau van de eerstgenoemde Staat beschouwd als het bevoegde ontvangende bureau voor de toepassing van artikel 15, vijfde lid.

c) In verband met besluiten genomen ingevolge artikel 9, tweede lid, wijst de Algemene Vergadering aan het nationale bureau dat, of de intergouvernementele organisatie die zal optreden als ontvangend bureau voor aanvragen van inwoners of onderdanen van door de Algemene Vergadering aangegeven Staten. Voor een zodanige aanwijzing is de voorafgaande toestemming van het genoemde nationaal bureau of de genoemde intergouvernementele organisatie vereist.

19.2 *Meer dan één aanvrager*

a) Indien er meer dan één aanvrager is en zij geen gemeenschappelijke gemachtigde hebben, wordt voor de toepassing van Regel 19.1 hun gemeenschappelijke vertegenwoordiger in de zin van Regel 4.8 als de aanvrager beschouwd.

b) Indien er meer dan één aanvrager is en zij een gemeenschappelijke gemachtigde hebben wordt voor de toepassing van Regel 19.1 de het eerst in de aanvraag genoemde aanvrager die ingevolge artikel 9 bevoegd is een internationale aanvraag in te dienen, als de aanvrager beschouwd.

19.3 *Bekendmaking van delegatie van de taken van het ontvangende bureau*

a) Van een overeenkomst zoals bedoeld in Regel 19.1 b) wordt door de Verdragsluitende Staat die de taken van het ontvangende bureau delegeert aan het nationale bureau van of optredend voor een andere Verdragsluitende Staat of een intergouvernementele organisatie, onverwijld kennis gegeven aan het Internationale Bureau.

b) Het Internationale Bureau maakt de kennisgeving onverwijld na ontvangst bekend in het mededelingenblad.

Regel 20

Ontvangst van de internationale aanvraag

20.1 *Datum en nummer*

a) Bij ontvangst van bescheiden die zich voordoen als een internationale aanvraag, tekent het ontvangende bureau op onuitwisbare wijze de datum van de werkelijke ontvangst aan in de daarvoor bestemde ruimte op het aanvraagformulier van elk ontvangen exemplaar en een van de door het Internationale Bureau aan dat bureau toegekende nummers op elk blad van elk ontvangen exemplaar.

b) De plaats op elk blad waar de datum of het nummer dient te worden aangetekend, en andere bijzonderheden, worden nader aangegeven in de Administratieve Instructies.

20.2 *Ontvangst op verschillende dagen*

a) In gevallen waarin alle bladen behorende tot dezelfde, zich als zodanig voordoende, internationale aanvraag niet op dezelfde dag door het ontvangende bureau worden ontvangen, dient dat bureau de op het aanvraagformulier aangetekende datum te verbeteren (waarbij de eerdere datum of data die reeds was (waren) aangetekend evenwel leesbaar moet(en) blijven) zodat het de dag aangeeft waarop de bescheiden die de internationale aanvraag aanvulden, zijn ontvangen, met dien verstande dat

(i) de genoemde bescheiden, wanneer aan de aanvrager niet ingevolge artikel 11, tweede lid, onder a), een uitnodiging tot verbetering was gezonden, zijn ontvangen binnen dertig dagen na de datum waarop voor de eerste maal bladen werden ontvangen;

(ii) de genoemde bescheiden, wanneer aan de aanvrager ingevolge artikel 11, tweede lid, onder a), een uitnodiging tot verbetering was gezonden, worden ontvangen binnen de termijn die ingevolge Regel 20.6 van toepassing is;

(iii) in het geval van artikel 14, tweede lid, de ontbrekende tekeningen worden ontvangen binnen 30 dagen vanaf de datum waarop de onvolledige bescheiden waren ingediend;

(iv) het ontbreken of later ontvangen van een blad met het uittreksel of een gedeelte daarvan niet op zich zelf een verbetering van de op het aanvraagformulier aangetekende datum vereist.

b) Op een blad dat wordt ontvangen op een dag die ligt na de datum waarop voor het eerst bladen werden ontvangen, wordt door het ontvangende bureau de datum aangetekend waarop het werd ontvangen.

20.3 *Verbeterde internationale aanvraag*

In het geval bedoeld in artikel 11, tweede lid, onder b), dient het ontvangende bureau de op het aanvraagformulier aangetekende datum te verbeteren (waarbij de reeds aangetekende eerdere datum of data evenwel leesbaar moet(en) blijven), zodat het de dag aangeeft waarop de laatste vereiste verbetering is ontvangen.

20.4 *Vaststelling ingevolge artikel 11, eerste lid*

a) Onverwijld na de ontvangst van de bescheiden die bedoeld zijn als een internationale aanvraag, bepaalt het ontvangende bureau of de bescheiden voldoen aan de vereisten van artikel 11, eerste lid.

b) Voor toepassing van artikel 11, eerste lid, sub (iii), onder c), is het voldoende de naam van de aanvrager te vermelden op een wijze die het mogelijk maakt zijn identiteit vast te stellen, zelfs wanneer de naam verkeerd is gespeld, de voornamen niet volledig zijn vermeld of, in geval van rechtspersonen, de naamsaanduiding afgekort of onvolledig is.

20.5 *Positieve vaststelling*

a) Indien de vaststelling ingevolge artikel 11, eerste lid, positief uitvalt stempelt het ontvangende bureau in de daarvoor bestemde ruimte op het aanvraagformulier de naam van het ontvangende bureau en de woorden „PCT International Application” of „Demande internationale PCT”. Indien de officiële taal van het ontvangende bureau Engels noch Frans is, kunnen de woorden „International Application” of „Demande internationale” vergezeld gaan van een vertaling van deze woorden in de officiële taal van het ontvangende bureau.

b) Het exemplaar waarvan het aanvraagblad aldus is gestempeld, is het oorspronkelijke exemplaar van de internationale aanvraag.

c) Het ontvangende bureau stelt de aanvrager onverwijld in kennis van het nummer van de internationale aanvraag en de datum van de internationale indiening.

20.6 *Uitnodiging tot verbetering*

a) De uitnodiging tot verbetering ingevolge artikel 11, tweede lid, dient het in artikel 11, eerste lid, opgenomen vereiste aan te geven waaraan naar het oordeel van het ontvangende bureau niet is voldaan.

b) Het ontvangende bureau zendt de uitnodiging onverwijld per post toe aan de aanvrager en stelt een onder de gegeven omstandigheden redelijke termijn vast voor het indienen van de verbetering. De termijn mag niet korter zijn dan 10 dagen en niet langer dan een maand te rekenen van de datum van de uitnodiging. Indien een zodanige termijn verstrijkt na het verstrijken van een jaar na de datum van indiening van een aanvraag op grond waarvan voorrang wordt ingeroepen, kan

het ontvangende bureau deze omstandigheid onder de aandacht van de aanvrager brengen.

20.7 *Negatieve vaststelling*

Indien het ontvangende bureau niet binnen de voorgeschreven termijn een antwoord ontvangt op zijn uitnodiging tot verbetering, of indien de door de aanvrager aangeboden verbetering nog steeds niet voldoet aan de vereisten van artikel 11, eerste lid, dient het:

(i) onverwijld de aanvrager kennis te geven, dat zijn aanvraag niet wordt en niet zal worden behandeld als een internationale aanvraag, alsmede de redenen daarvoor,

(ii) het Internationale Bureau kennis te geven, dat het nummer dat het op de bescheiden heeft aangetekend niet als een nummer van een internationale aanvraag zal worden gebruikt,

(iii) de bescheiden die de als internationaal bedoelde aanvraag vormen en daarop betrekking hebbende correspondentie te bewaren zoals bepaald in Regel 93.1 en

(iv) een afschrift van de genoemde bescheiden te zenden aan het Internationale Bureau, wanneer het Internationale Bureau, op grond van een verzoek van de aanvrager ingevolge artikel 25, eerste lid, zulk een afschrift nodig heeft en daar speciaal om vraagt.

20.8 *Vergissing van het ontvangende bureau*

Indien het ontvangende bureau later ontdekt of op grond van het antwoord van de aanvrager beseft, dat het ten onrechte een uitnodiging tot verbetering heeft gedaan, aangezien was voldaan aan de vereisten van artikel 11, eerste lid, toen de bescheiden werden ontvangen, dient het te handelen zoals bepaald in Regel 20.5.

20.9 *Gewaarmerkt afschrift voor de aanvrager*

Tegen betaling van een taks verstrekt het ontvangende bureau de aanvrager op diens verzoek gewaarmerkte afschriften van de internationale aanvragen zoals ingediend en van daarin aangebrachte verbeteringen.

Regel 21

Het maken van afschriften

21.1 *Verantwoordelijkheid van het ontvangende bureau*

a) Wanneer de internationale aanvraag in één exemplaar moet worden ingediend, is het ontvangende bureau verantwoordelijk voor het maken van het ingevolge artikel 12, eerste lid, vereiste archiefexemplaar en het exemplaar voor het nieuwhedsonderzoek.

b) Wanneer de internationale aanvraag in twee exemplaren moet worden ingediend, is het ontvangende bureau verantwoordelijk voor het maken van het archiefexemplaar.

c) Indien de internationale aanvraag in minder exemplaren is ingediend dan het ingevolge Regel 11.1 b) vereiste aantal is het ontvangende bureau verantwoordelijk voor de onverwijldde vervaardiging van het aantal exemplaren en heeft het het recht voor het verrichten van deze taak een taks vast te stellen en deze van de aanvrager te innen.

Regel 22

Toezending van het oorspronkelijke exemplaar

22.1 Procedure

a) Indien de vaststelling ingevolge artikel 11, eerste lid, positief uitvalt en tenzij voorschriften betreffende de nationale veiligheid beletten, dat de internationale aanvraag als zodanig wordt behandeld, zendt het ontvangende bureau het oorspronkelijke exemplaar toe aan het Internationale Bureau. Deze toezending geschiedt onverwijld na ontvangst van de internationale aanvraag of, indien een controle voor de bescherming van de nationale veiligheid moet worden verricht, zodra de vereiste toestemming is verkregen. In elk geval zendt het ontvangende bureau het oorspronkelijke exemplaar zo tijdig toe dat het het Internationale Bureau bereikt bij het verstrijken van de 13de maand vanaf de datum van voorrang. Indien de toezending per post geschiedt, dient het ontvangende bureau het oorspronkelijke exemplaar uiterlijk 5 dagen voor het verstrijken van de 13de maand vanaf de datum van voorrang te verzenden.

b) Indien de aanvrager na het verstrijken van 13 maanden en 10 dagen, te rekenen van de datum van voorrang, niet in het bezit is van een door het Internationale Bureau ingevolge Regel 24.2 a) gezonden kennisgeving van ontvangst, heeft hij het recht het ontvangende bureau te vragen hem het oorspronkelijke exemplaar te geven of, indien het ontvangende bureau zou beweren dat het het oorspronkelijke exemplaar heeft toegezonden aan het Internationale Bureau, een op het archief-exemplaar gebaseerd gewaarmerkt afschrift.

c) De aanvrager kan het ingevolge het bepaalde onder paragraaf b) ontvangen afschrift toezenden aan het Internationale Bureau. Tenzij het door het ontvangende bureau toegezonden oorspronkelijke exemplaar door het Internationale Bureau is ontvangen vóór de ontvangst door dat Bureau van het door de aanvrager toegezonden afschrift, wordt dit laatste afschrift als het oorspronkelijke exemplaar beschouwd.

22.2 Alternatieve procedure

a) Niettegenstaande de bepalingen van Regel 22.1 kan een ontvangend bureau bepalen dat het oorspronkelijke exemplaar van een bij hem inge-

diende internationale aanvraag naar keuze van de aanvrager door het ontvangende bureau of door bemiddeling van de aanvrager wordt toegezonden. Het ontvangende bureau stelt het Internationale Bureau van het bestaan van een zodanige regeling in kennis.

b) De aanvrager verricht deze keuze door een schriftelijke kennisgeving, die hij te zamen met de internationale aanvraag indient. Indien hij deze keuze niet verricht, wordt aangenomen dat de aanvrager heeft gekozen voor toezending door het ontvangende bureau.

c) Wanneer de aanvrager toezending door het ontvangende bureau kiest, is de procedure dezelfde als de in Regel 22.1 bepaalde.

d) Wanneer de aanvrager kiest voor toezending via hem, geeft hij in de kennisgeving bedoeld in paragraaf b) aan of hij het oorspronkelijke exemplaar bij het ontvangende bureau wenst af te halen dan wel wenst dat het ontvangende bureau hem het oorspronkelijke exemplaar over de post toezendt. Indien de aanvrager de wens uit het oorspronkelijke exemplaar af te halen, houdt het ontvangende bureau dat exemplaar ter beschikking van de aanvrager zodra de toestemming, bedoeld in Regel 22.1 a) is verkregen en in elk geval, ook wanneer controle voor deze toestemming moet worden verricht, uiterlijk 10 dagen vóór het verstrijken van 13 maanden te rekenen van de datum van voorrang. Indien na het verstrijken van de termijn voor ontvangst van het oorspronkelijke exemplaar door het Internationale Bureau de aanvrager dat exemplaar niet heeft afgehaald, stelt het ontvangende bureau het Internationale Bureau hiervan in kennis. Indien de aanvrager de wens uit dat het ontvangende bureau hem het oorspronkelijke exemplaar per post toezendt of niet de wens uit het oorspronkelijke exemplaar af te halen, zendt het ontvangende bureau dat exemplaar per post toe aan de aanvrager zodra de toestemming bedoeld in Regel 22.1 a) is verkregen en in elk geval, ook wanneer controle voor deze toestemming moet worden verricht, uiterlijk 15 dagen vóór het verstrijken van 13 maanden te rekenen van de datum van voorrang.

e) Wanneer het ontvangende bureau het oorspronkelijke exemplaar niet op het in paragraaf d) vastgestelde tijdstip ter beschikking van de aanvrager houdt of wanneer de aanvrager, nadat hij gevraagd heeft hem het oorspronkelijke exemplaar per post toe te zenden, dit exemplaar uiterlijk 10 dagen vóór het verstrijken van 13 maanden na de datum van voorrang niet heeft ontvangen, kan hij een afschrift van zijn internationale aanvraag toezenden aan het Internationale Bureau. Dit afschrift („voorlopig oorspronkelijk exemplaar”) wordt vervangen door het oorspronkelijke exemplaar of, indien het oorspronkelijke exemplaar verloren is gegaan, door een vervangend oorspronkelijk exemplaar, gewaarmerkt door het ontvangende bureau op grond van het archiefexemplaar, en wel zo spoedig mogelijk en in elk geval vóór het verstrijken van 14 maanden te rekenen van de datum van voorrang.

22.3 *Termijn ingevolge artikel 12, derde lid*

a) De termijn genoemd in artikel 12, derde lid, belooft:

(i) wanneer de procedure ingevolge Regel 22.1 of Regel 22.2 c) van toepassing is, 14 maanden te rekenen van de datum van voorrang;

(ii) wanneer de procedure ingevolge Regel 22.2 d) van toepassing is, 13 maanden te rekenen van de datum van voorrang, behalve dat, wanneer ingevolge Regel 22.2 e) een voorlopig oorspronkelijk exemplaar is ingediend, de termijn is 13 maanden vanaf de datum van voorrang voor het indienen van het voorlopige oorspronkelijke exemplaar en 14 maanden te rekenen van de datum van voorrang voor het indienen van het oorspronkelijke exemplaar.

b) Artikel 48, eerste lid, en Regel 82 zijn niet van toepassing op de toezending van het oorspronkelijke exemplaar. Artikel 48, tweede lid, blijft van toepassing.

22.4 *Statistieken betreffende niet-naleving van de Regels 22.1 en 22.2*

Het aantal gevallen waarin, volgens de gegevens van het Internationale Bureau, een ontvangend bureau niet aan de vereisten van de Regels 22.1 en/of 22.2 heeft voldaan wordt eenmaal per jaar vermeld in het mededelingenblad.

22.5 *Documenten ingediend te zamen met de internationale aanvraag*

Voor de toepassing van deze Regel wordt onder de term „oorspronkelijk exemplaar” mede verstaan documenten ingediend te zamen met de internationale aanvraag zoals bedoeld in Regel 3.3 a) (ii). Indien een document bedoeld in Regel 3.3 a) (ii) dat in de controlelijst vermeld is als de internationale aanvraag vergezellend, in feite niet is ingediend uiterlijk op het tijdstip waarop het oorspronkelijke exemplaar het ontvangende bureau verlaat, maakt dat bureau daarvan een aantekening op de controlelijst en wordt de genoemde vermelding als niet gedaan beschouwd.

Regel 23

Toezending van het exemplaar voor het nieuwheidsonderzoek

23.1 *Procedure*

a) Het exemplaar voor het nieuwheidsonderzoek dient uiterlijk op dezelfde dag als waarop het oorspronkelijke exemplaar aan het Internationale Bureau of ingevolge Regel 22.2 d), aan de aanvrager wordt toegezonden, door het ontvangende bureau te worden toegezonden aan de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek.

b) Indien het Internationale Bureau niet binnen 10 dagen na de ontvangst van het oorspronkelijke exemplaar van de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek heeft vernomen dat die Instantie in het

bezit is van het exemplaar voor het nieuwheidsonderzoek, zendt het Internationaal Bureau onverwijld een afschrift van de internationale aanvraag toe aan de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek. Tenzij de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek ten onrechte heeft beweerd dat zij het exemplaar voor het nieuwheidsonderzoek niet in haar bezit had bij het verstrijken van de 13de maand te rekenen van de datum van voorrang, worden de kosten voor het maken van een afschrift voor die Instantie door het ontvangende bureau vergoed aan het Internationale Bureau.

d) Het aantal gevallen waarin, volgens de gegevens van het Internationale Bureau, een ontvangend bureau niet aan de vereisten van Regel 23.1 a) heeft voldaan wordt eenmaal per jaar vermeld in het mededelingenblad.

Regel 24

Ontvangst van het oorspronkelijke exemplaar door het Internationale Bureau

24.1 Registratie van de datum van ontvangst van het oorspronkelijke exemplaar

Bij ontvangst van het oorspronkelijke exemplaar vermeldt het Internationale Bureau de datum van ontvangst op het aanvraagformulier en plaatst het op alle bladen van de internationale aanvraag het stempel van het Internationale Bureau.

24.2 Kennisgeving van ontvangst van het oorspronkelijke exemplaar

a) Onverminderd de bepalingen van paragraaf b) stelt het Internationale Bureau onverwijld de aanvrager, het ontvangende bureau, de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek en alle aangewezen bureaus in kennis van het feit en de datum van ontvangst van het oorspronkelijke exemplaar. De kennisgeving vermeldt de internationale aanvraag met haar nummer, de datum van internationale indiening, de naam van de aanvrager en de naam van het ontvangende bureau en vermeldt ook de datum van indiening van een eerdere aanvraag op grond waarvan de voorrang wordt ingeroepen. De kennisgeving gezonden aan de aanvrager bevat ook de lijst van de aangewezen bureaus die ingevolge deze paragraaf in kennis zijn gesteld en vermeldt, ten aanzien van elk aangewezen bureau, een mogelijke ingevolge artikel 22, derde lid, van toepassing zijnde termijn.

b) Indien het oorspronkelijke exemplaar is ontvangen na het verstrijken van de termijn bepaald in Regel 22.3 stelt het Internationale Bureau de aanvrager, het ontvangende bureau en de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek hiervan onverwijld in kennis.

Regel 25

*Ontvangst van het exemplaar voor het nieuwheidsonderzoek door de
Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek**25.1 Kennisgeving van ontvangst van het exemplaar voor het nieuwheids-
onderzoek*

De Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek stelt onverwijld het Internationale Bureau, de aanvrager en – tenzij de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek dezelfde is als het ontvangende bureau – het ontvangende bureau, in kennis van het feit en de datum van ontvangst van het exemplaar voor het nieuwheidsonderzoek.

Regel 26

*Controle en verbetering van bepaalde onderdelen van de internationale
aanvraag**26.1 Controlete termijn*

a) Het ontvangende bureau doet de uitnodiging tot verbetering bedoeld in artikel 14, eerste lid, onder b), zo spoedig mogelijk, bij voorkeur binnen een maand na de ontvangst van de internationale aanvraag.

b) Indien het ontvangende bureau een uitnodiging doet tot verbetering van het gebrek genoemd in artikel 14, eerste lid, onder a) sub (iii) of (iv) (ontbreken van de titel of het uittreksel) stelt het de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek daarvan in kennis.

26.2 Termijn voor verbetering

De termijn genoemd in artikel 14, eerste lid, onder b), dient in de gegeven omstandigheden redelijk te zijn en in elk geval afzonderlijk door het ontvangende bureau te worden bepaald. Hij dient niet korter te zijn dan een maand en normaal niet langer dan 2 maanden te rekenen van de datum van de uitnodiging tot verbetering.

*26.3 Controle van de vormvoorschriften ingevolge artikel 14, eerste lid,
onder a), sub (v)*

De vormvoorschriften genoemd in Regel 11 dienen te worden gecontroleerd, voor zover naleving ervan noodzakelijk is voor een redelijk eenvormige internationale publikatie.

26.4 Procedure

a) Aan het ontvangende bureau aangeboden verbeteringen kunnen worden aangegeven in een aan dat bureau gerichte brief indien de verbetering zodanig is dat zij van de brief kan worden overgebracht in het oorspronkelijke exemplaar zonder dat de duidelijkheid en de rechtstreekse

reproduceerbaarheid van het blad waarop de verbetering wordt overgebracht nadelig worden beïnvloed; anders wordt van de aanvrager geëist dat hij een vervangend blad overlegt waarin de verbetering is opgenomen en in de begeleidende brief bij het vervangende blad dient de aandacht te worden gevestigd op de verschillen tussen het vervangen en het vervangende blad.

b) Het ontvangende bureau vermeldt op elk vervangend blad het nummer van de internationale aanvraag en de datum waarop het werd ontvangen en plaatst daarop het stempel van het bureau. Het dient in zijn dossiers een afschrift te bewaren van de brief met de verbetering of, wanneer de verbetering in een vervangend blad is opgenomen, het vervangen blad, de begeleidende brief bij het vervangende blad en een afschrift van het vervangende blad.

c) Het ontvangende bureau zendt de brief en de vervangende bladen onverwijld toe aan het Internationale Bureau. Het Internationale Bureau brengt de in een brief verzochte verbeteringen over in het oorspronkelijke exemplaar, te zamen met een vermelding van de datum van ontvangst daarvan door het ontvangende bureau en voegt vervangende bladen in in het oorspronkelijke exemplaar. De brief en de vervangen bladen worden bewaard in de dossiers van het Internationale Bureau.

26.5 *Verbetering van bepaalde onderdelen*

a) Het ontvangende bureau beslist, of de aanvrager de verbetering binnen de voorgeschreven termijn heeft overgelegd. Indien de verbetering binnen de voorgeschreven termijn is overgelegd beslist het ontvangende bureau of de aldus verbeterde internationale aanvraag al dan niet als ingetrokken dient te worden beschouwd.

b) Het ontvangende bureau vermeldt op de bescheiden die de verbetering bevatten de datum waarop het deze bescheiden heeft ontvangen.

26.6 *Ontbrekende tekeningen*

a) Indien, zoals bepaald in artikel 14, tweede lid, de internationale aanvraag verwijst naar tekeningen die in feite niet aan de aanvraag zijn gehecht, vermeldt het ontvangende bureau zulks in genoemde aanvraag.

b) De datum waarop de aanvrager de kennisgeving bedoeld in artikel 14, tweede lid, ontvangt, is niet van invloed op de ingevolge Regel 20.2 a) (iii) vastgestelde termijn.

Regel 27

Niet-betaling van taksen

27.1 *Taksen*

a) Voor de toepassing van artikel 14, derde lid, onder a) wordt onder „ingevolge artikel 3, vierde lid, sub (iv) voorgeschreven taksen” verstaan:

de toezendingstaks (Regel 14), de basistaks die deel uitmaakt van de internationale taks (Regel 15.1(i)) en de taks voor nieuwheidsonderzoek (Regel 16).

b) Voor de toepassing van artikel 14, derde lid, onder a) en b), wordt onder „de ingevolge artikel 4, tweede lid, voorgeschreven taks” verstaan: de aanwijzingstaks die deel uitmaakt van de internationale taks (Regel 15.1(iii)).

Regel 28

Gebreken vastgesteld door het Internationale Bureau of de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek

28.1 Vaststelling van bepaalde gebreken

a) Indien, naar het oordeel van het Internationale Bureau of van de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek, de internationale aanvraag enig gebrek vertoont genoemd in artikel 14, eerste lid, onder a), sub (i), (ii) of (v), brengt het Internationale Bureau onderscheidenlijk de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek dit gebrek onder de aandacht van het ontvangende bureau.

b) Het ontvangende bureau handelt, tenzij het niet instemt met dit oordeel, zoals bepaald in artikel 14, eerste lid, onder b), en Regel 26.

Regel 29

Internationale aanvragen of aanwijzingen die ingevolge artikel 14, eerste, derde of vierde lid, als ingetrokken worden beschouwd

29.1 Vaststelling door het ontvangende bureau

a) Indien het ontvangende bureau, ingevolge artikel 14, eerste lid, onder b), en Regel 26.5 (nalaten bepaalde gebreken te verbeteren) of ingevolge artikel 14, derde lid, onder a), (in gebreke blijven de ingevolge Regel 27.1 a) voorgeschreven taks te betalen) of ingevolge artikel 14, vierde lid (latere vaststelling van niet voldoen aan de vereisten opgesomd in artikel 11, eerste lid, sub (i) tot en met (iii)), verklaart, dat de internationale aanvraag als ingetrokken wordt beschouwd:

(i) zendt het ontvangende bureau het oorspronkelijke exemplaar (tenzij reeds toegezonden) en de door de aanvrager aangeboden verbeteringen toe aan het Internationale Bureau;

(ii) stelt het ontvangende bureau de aanvrager en het Internationale Bureau onverwijld in kennis van genoemde verklaring en stelt het Internationale Bureau op zijn beurt de betrokken aangewezen bureau's daarvan in kennis;

(iii) zendt het ontvangende bureau het exemplaar voor het nieuwheidsonderzoek niet toe zoals bepaald in Regel 23, of, indien dit exemplaar

reeds werd toegezonden, stelt het de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek in kennis van de genoemde verklaring;

(iv) wordt van het Internationale Bureau niet verlangd, dat het de aanvrager in kennis stelt van de ontvangst van het oorspronkelijke exemplaar

b) Indien het ontvangende bureau ingevolge artikel 14, derde lid, onder b) (niet-betaling van de ingevolge Regel 27.1 b) voorgeschreven aanwijzingstaks) verklaart dat de aanwijzing van een bepaalde Staat als ingetrokken wordt beschouwd, stelt het ontvangende bureau onverwijld de aanvrager en het Internationale Bureau in kennis van deze verklaring. Het Internationale Bureau stelt op zijn beurt het betrokken nationale bureau daarvan in kennis.

29.2 Vaststelling door het aangewezen bureau

Wanneer krachtens artikel 34, eerste lid, sub (iii), de rechtsgevolgen van de internationale aanvraag in een aangewezen Staat ophouden te bestaan of wanneer krachtens artikel 24, tweede lid, deze rechtsgevolgen in een aangewezen Staat worden gehandhaafd, stelt het bevoegde aangewezen bureau het Internationale Bureau daarvan onverwijld in kennis.

29.3 Het brengen van bepaalde feiten onder de aandacht van het ontvangende bureau

Indien het Internationale Bureau of de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek van oordeel is dat het ontvangende bureau een vaststelling ingevolge artikel 14, vierde lid, dient te verrichten brengt het of zij de desbetreffende feiten onder de aandacht van het ontvangende bureau.

29.4 Kennisgeving van het voornemen een verklaring ingevolge artikel 14, vierde lid, af te leggen

Voordat het ontvangende bureau een verklaring ingevolge artikel 14, vierde lid, aflegt, dient het de aanvrager in kennis te stellen van zijn voornemen een zodanige verklaring af te leggen en van de daartoe strekkende redenen. De aanvrager kan, indien hij niet instemt met de voorlopige vaststelling van het ontvangende bureau, binnen een maand na de kennisgeving zijn argumenten dienaangaande indienen.

Regel 30

Termijn ingevolge artikel 14, vierde lid

30.1 Termijn

De termijn bedoeld in artikel 14, vierde lid, belooft 6 maanden, te rekenen van de datum van de internationale indiening.

Regel 31

*Afschriften vereist ingevolge artikel 13*31.1 *Verzoek om afschriften*

a) Verzoeken ingevolge artikel 13, eerste lid, kunnen betrekking hebben op alle, enkele soorten, of afzonderlijke internationale aanvragen waarin het nationale bureau dat het verzoek doet is aangewezen. Verzoeken om alle of enkele soorten van deze internationale aanvragen moeten elk jaar worden herhaald door middel van een vóór 30 november van het voorgaande jaar door dat bureau aan het Internationale Bureau gerichte kennisgeving.

b) Voor verzoeken ingevolge artikel 13, tweede lid, onder b), is een taks verschuldigd ter dekking van de kosten voor het maken en per post toezenden van het afschrift.

31.2 *Vervaardigen van afschriften*

Het vervaardigen van de ingevolge artikel 13 vereiste afschriften behoort tot de verantwoordelijkheid van het Internationale Bureau.

Regel 32

*Intrekking van de internationale aanvraag of van aanwijzingen*32.1 *Intrekkingen*

a) De aanvrager kan de internationale aanvraag vóór het verstrijken van 20 maanden na de datum dan voorrang intrekken, behalve voor een aangewezen Staat waarin de nationale behandeling of beoordeling reeds is begonnen. Hij kan de aanwijzing van een aangewezen Staat intrekken vóór de datum waarop de behandeling of beoordeling in die Staat kan beginnen.

b) Intrekking van de aanwijzing van alle aangewezen Staten wordt behandeld als intrekking van de internationale aanvraag.

c) Intrekking geschiedt door een ondertekende kennisgeving van de aanvrager aan het Internationale Bureau of, indien het oorspronkelijke exemplaar nog niet aan het Internationale Bureau is toegezonden, aan het ontvangende bureau. In het geval van Regel 4.8 b) behoort de kennisgeving door alle aanvragers te zijn ondertekend.

d) Wanneer het oorspronkelijke exemplaar reeds aan het Internationale Bureau werd toegezonden wordt het feit van intrekking, te zamen met de datum van ontvangst van de kennisgeving van intrekking, door het Internationale Bureau geregistreerd en onverwijld ter kennis gebracht van het ontvangende bureau, de aanvrager, de aangewezen bureaus waarvoor de intrekking geldt en, wanneer de intrekking de internationale aanvraag betreft en wanneer het verslag van het internationale nieuw-

heidsonderzoek of de verklaring bedoeld in artikel 17, tweede lid, onder a), nog niet is uitgebracht onderscheidenlijk afgelegd, de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek.

Regel 33

Stand van de techniek die voor het internationale nieuwheidsonderzoek van belang is

33.1 Stand van de techniek die voor het internationale nieuwheidsonderzoek van belang is

a) Voor de toepassing van artikel 15, tweede lid, bestaat de van belang zijnde stand van de techniek uit alles wat waar ook ter wereld ter beschikking van het publiek is gesteld door middel van schriftelijke publikatie (met inbegrip van tekeningen en andere illustraties) en dat van belang kan zijn bij de beslissing of de uitvinding waarvoor bescherming wordt gevraagd, al dan niet nieuw is en of zij al dan niet op uitvinderswerkzaamheid berust (d.w.z. al dan niet voor de hand ligt) mits het ter beschikking stellen aan het publiek heeft plaatsgevonden vóór de datum van de internationale indiening.

b) Wanneer enige schriftelijke publikatie verwijst naar een mondelinge uiteenzetting, een gebruik, een tentoonstelling of een ander middel waardoor de inhoud van de schriftelijke publikatie ter beschikking van het publiek is gesteld en dit ter beschikking van het publiek stellen heeft plaatsgevonden op een datum voorafgaande aan de internationale indiening, dient het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek dit feit en de datum waarop het heeft plaatsgevonden afzonderlijk te vermelden indien de terbeschikkingstelling van de schriftelijke publikatie aan het publiek plaatsvond op een datum na de datum van de internationale indiening.

c) Een bekendgemaakte aanvraag of een octrooi waarvan de datum van bekendmaking later valt, maar waarvan de datum van indiening of, indien van toepassing, de datum van de voorrang waarop men zich beroept, voorafgaat aan de datum van internationale indiening van de aan een nieuwheidsonderzoek onderworpen internationale aanvraag, en die een voor de toepassing van artikel 15, tweede lid, van belang zijnde stand van de techniek zou vormen indien zij was gepubliceerd vóór de datum van internationale indiening, dient speciaal te worden vermeld in het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek.

33.2 Gebieden die het internationale nieuwheidsonderzoek moet bestrijken

a) Het internationale nieuwheidsonderzoek bestrijkt al die technische gebieden en dient te worden verricht op de grondslag van al die systematische zoeksystemen die materiaal kunnen bevatten dat voor de uitvinding van belang is.

b) Derhalve dient niet alleen de techniek waarbij de uitvinding kan worden ingedeeld te worden gezien, maar ook overeenkomstige technieken, ongeacht waarbij zij zijn ingedeeld.

c) De vraag welke technieken in een bepaald geval als overeenkomstig moeten worden beschouwd, dient te worden gezien in het licht van wat de onontbeerlijk wezenlijke functie of het wezenlijke gebruik van de uitvinding lijkt te zijn en niet alleen de specifieke functies die uitdrukkelijk in de internationale aanvraag zijn vermeld.

d) Het internationale nieuwheidsonderzoek dient alle onderwerpen te omvatten die algemeen worden erkend als gelijkwaardig te zijn aan het onderwerp van de uitvinding waarvoor bescherming wordt gevraagd, voor alle of bepaalde kenmerken daarvan, zelfs indien het onderwerp van de in de internationale aanvraag beschreven uitvinding in haar bijzonderheden daarvan verschilt.

33.3 *Gerichtheid van het internationale nieuwheidsonderzoek*

a) Het internationale nieuwheidsonderzoek dient te worden verricht op basis van de conclusies, met inachtneming van de beschrijving en de (eventuele) tekeningen en met bijzondere nadruk op de inventieve idee waarop de conclusies zijn gericht.

b) Voor zover mogelijk en redelijk dient het internationale nieuwheidsonderzoek het gehele onderwerp te bestrijken waarop de conclusies zijn gericht of waarop zij naar redelijke verwachting zullen zijn gericht, nadat zij zijn gewijzigd.

Regel 34

Minimumdocumentatie

34.1 *Begripsomschrijving*

a) De begripsomschrijvingen vervat in artikel 2, sub (i) en (ii), zijn voor deze Regel niet van toepassing.

b) De documentatie bedoeld in artikel 15, vierde lid („minimum-documentatie”) dient te bestaan uit:

(i) de „nationale octrooibescheiden” zoals nader aangegeven in paragraaf c),

(ii) de gepubliceerde internationale (PCT) aanvragen, de gepubliceerde regionale aanvragen om octrooien en om uitvindercertificaten en de gepubliceerde regionale octrooien en uitvindercertificaten,

(iii) ander niet tot de octrooilitteratuur behorend gepubliceerd materiaal waarover de Instanties voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek overeenstemming bereiken en dat door het Internationale Bureau dient te worden bekendgemaakt in een lijst wanneer die overeenstemming voor de eerste maal is bereikt en na elke wijziging.

c) Onverminderd het bepaalde onder de paragrafen d) en e) zijn de „nationale octrooibescheiden” de volgende:

(i) de octrooien verleend in en na 1920 door Frankrijk, het vroegere Reichspatentamt van Duitsland, Japan, de Sowjet-Unie, Zwitserland (alleen in de Franse en de Duitse taal), het Verenigd Koninkrijk en de Verenigde Staten van Amerika,

(ii) de octrooien verleend door de Bondsrepubliek Duitsland,

(iii) de mogelijke octrooiaanvragen gepubliceerd in en na 1920 in de landen genoemd sub (i) en (ii),

(iv) de door de Sowjet-Unie afgegeven uitvinderscertificaten,

(v) de door Frankrijk afgegeven gebruikscertificaten en de in Frankrijk gepubliceerde aanvragen voor gebruikscertificaten,

(vi) de octrooien die na 1920 zijn verleend door en de octrooiaanvragen die zijn gepubliceerd in enig ander land en zijn gesteld in de Engelse, de Franse of de Duitse taal en waarin geen voorrang wordt ingeroepen, met dien verstande dat het nationale bureau van het betrokken land deze documenten ordent en ter beschikking stelt van elke Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek.

d) Wanneer een aanvraag eens of meer dan eens opnieuw wordt gepubliceerd (bijvoorbeeld een „Offenlegungsschrift” als „Auslegungsschrift”), is een Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek niet verplicht alle versies in haar documentatie te bewaren; elke Instantie is derhalve bevoegd niet meer dan één versie te bewaren. Wanneer bovendien een aanvraag is toegestaan en verleend in de vorm van een octrooi of een gebruikscertificaat (Frankrijk), is een Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek niet verplicht zowel de aanvraag als het octrooi of het gebruikscertificaat (Frankrijk) in haar documentatie te bewaren; derhalve is elke zodanige Instantie bevoegd alleen de aanvraag dan wel het octrooi of het gebruikscertificaat (Frankrijk) te bewaren.

e) Een Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek, waarvan de officiële taal of waarvan een van de officiële talen niet Japans of Russisch is, is bevoegd in haar documentatie niet de octrooibescheiden van onderscheidenlijk Japan en de Sowjet-Unie op te nemen, waarvan uittreksels in de Engelse taal niet algemeen beschikbaar zijn. Met betrekking tot Engelse uittreksels die algemeen beschikbaar komen na de datum van inwerkingtreding van dit Reglement is de opnemning van de octrooibescheiden waarop de uittreksels betrekking hebben vereist uiterlijk 6 maanden nadat deze uittreksels algemeen beschikbaar zijn geworden. In geval van een onderbreking van het maken van uittreksels in het Engels op technische gebieden waar de Engelse uittreksels voordien algemeen beschikbaar waren, neemt de Algemene Vergadering passende maatregelen om te voorzien in het onverwijlde herstel van deze diensten op de genoemde gebieden.

f) Voor de toepassing van deze Regel worden aanvragen die alleen ter inzage van het publiek zijn gelegd, niet als gepubliceerde aanvragen beschouwd.

Regel 35

De bevoegde Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek

35.1 *Wanneer slechts één enkele Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek bevoegd is*

Elk ontvangend bureau stelt, overeenkomstig de bepalingen van de van toepassing zijnde overeenkomst bedoeld in artikel 16, derde lid, onder b), het Internationale Bureau ervan in kennis, welke Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek bevoegd is voor het nieuwheidsonderzoek van de bij het bureau ingediende internationale aanvragen en het Internationale Bureau maakt deze gegevens onverwijld bekend.

35.2 *Wanneer meer dan één Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek bevoegd is*

a) Een ontvangend bureau kan, overeenkomstig de bepalingen van de van toepassing zijnde overeenkomst bedoeld in artikel 16, derde lid, onder b), meer dan één Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek aangeven:

(i) door hen alle bevoegd te verklaren voor alle bij het bureau ingediende internationale aanvragen en de keuze over te laten aan de aanvrager, of

(ii) door één of meer van die Instanties bevoegd te verklaren voor bepaalde, bij het bureau ingediende soorten internationale aanvragen en één of meer andere bevoegd te verklaren voor andere bij het bureau ingediende internationale aanvragen, met dien verstande dat voor die soorten internationale aanvragen waarvoor meer dan één Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek bevoegd wordt verklaard, de keuze aan de aanvrager wordt overgelaten.

b) Een ontvangend bureau dat gebruik maakt van de onder paragraaf a) bepaalde mogelijkheid stelt onverwijld het Internationale Bureau hiervan in kennis en het Internationale Bureau maakt deze gegevens onverwijld bekend.

Regel 36

Minimumvereisten voor de instanties voor internationaal nieuwheidsonderzoek

36.1 *Omschrijving van de minimumvereisten*

De in artikel 16, derde lid, onder c), bedoelde minimumvereisten zijn de volgende:

(i) het nationale bureau of de intergouvernementele organisatie moet ten minste 100 personeelsleden met een volledige dagtaak in dienst hebben die over voldoende technische bekwaamheden beschikken om nieuwheidsonderzoeken te verrichten;

(ii) dat bureau of die organisatie moet ten minste de minimum-documentatie in zijn of haar bezit hebben genoemd in Regel 34, op de juiste wijze gerangschikt voor nieuwheidsonderzoek;

(iii) dat bureau of die organisatie moet een staf hebben die in staat is het nieuwheidsonderzoek op de vereiste technische gebieden te verrichten en die de talenkennis bezit om althans die talen te begrijpen waarin de in Regel 34 genoemde minimumdocumentatie is gesteld of vertaald.

Regel 37

Ontbrekende of onjuiste titel

37.1 Ontbreken van een titel

Indien de internationale aanvraag geen titel bevat en het ontvangende bureau aan de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek heeft medegedeeld dat het de aanvrager heeft uitgenodigd, dit gebrek te verbeteren, gaat de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek over tot het internationale nieuwheidsonderzoek, tenzij en totdat zij een mededeling ontvangt dat genoemde aanvraag als ingetrokken wordt beschouwd.

37.2 Vaststelling van de titel

Indien de internationale aanvraag geen titel bevat en de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek geen mededeling van het ontvangende bureau heeft ontvangen dat de aanvrager is uitgenodigd een titel te verstrekken of indien genoemde Instantie vaststelt dat de titel niet voldoet aan Regel 4.3 stelt zij zelf een titel vast.

Regel 38

Ontbreken van een uittreksel

38.1 Ontbreken van een uittreksel

Indien de internationale aanvraag geen uittreksel bevat en het ontvangende bureau aan de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek heeft medegedeeld dat het de aanvrager heeft uitgenodigd, dit gebrek te herstellen, gaat de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek over tot het internationale nieuwheidsonderzoek, tenzij en totdat zij een mededeling ontvangt dat genoemde aanvraag als ingetrokken wordt beschouwd.

38.2 *Opstelling van het uittreksel*

a) Indien de internationale aanvraag geen uittreksel bevat en de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek geen mededeling van het ontvangende bureau heeft ontvangen dat de aanvrager is uitgenodigd een uittreksel te verstrekken of indien genoemde Instantie vaststelt dat het uittreksel niet voldoet aan Regel 8, stelt zij zelf een uittreksel op (in de taal waarin de internationale aanvraag is gepubliceerd). In het laatste geval verzoekt zij de aanvrager binnen een maand, te rekenen van de datum van het verzoek, commentaar te leveren op het door haar opgestelde uittreksel.

b) De definitieve inhoud van het uittreksel wordt bepaald door de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek.

Regel 39

Onderwerpen ingevolge artikel 17, tweede lid, onder a), sub (i)

39.1 *Begripsomschrijving*

Van een Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek mag niet worden verlangd, dat zij het nieuwheidsonderzoek betreffende een internationale aanvraag verricht, indien en voor zover het onderwerp op een van de onderstaande gebieden ligt:

- (i) natuurwetenschappelijke en wiskundige theorieën,
- (ii) planten- of dierenrassen of werkwijzen van wezenlijk biologische aard voor de voortbrenging van planten en dieren die geen microbiologische werkwijzen en hierdoor verkregen voortbrengselen zijn,
- (iii) stelsels, regels of methoden voor de bedrijfsvoering, voor het uitsluitend verrichten van geestelijke handelingen of voor het spelen,
- (iv) methoden voor de behandeling van het menselijke of het dierlijke lichaam door chirurgische ingrepen of geneeskundige behandeling, alsmede methoden voor het stellen van een diagnose,
- (v) enkele presentatie van gegevens,
- (vi) programma's voor rekenautomaten, voor zover de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek niet is uitgerust voor het onderzoek naar de stand van de techniek betreffende zodanige programma's.

Regel 40

Gebrek aan eenheid van uitvinding (internationaal nieuwheidsonderzoek)

40.1 *Uitnodiging tot betaling*

De uitnodiging om bijkomende taksen te betalen bedoeld in artikel 17, derde lid, onder a), dient de redenen te vermelden waarom de internationale aanvraag geacht wordt niet te voldoen aan de vereiste eenheid van uitvinding en dient het te betalen bedrag aan te geven.

40.2 *Bijkomende taken*

a) Het bedrag van de bijkomende taks verschuldigd voor een nieuwheidsonderzoek ingevolge artikel 17, derde lid, onder a), wordt bepaald door de bevoegde Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek.

b) De bijkomende taks verschuldigd voor nieuwheidsonderzoek ingevolge artikel 17, derde lid, onder a), dient rechtstreeks te worden betaald aan de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek.

c) Een aanvrager kan de bijkomende taks onder protest betalen, dat wil zeggen, vergezeld van een met redenen omklede uiteenzetting dat de internationale aanvraag voldoet aan het vereiste van eenheid van uitvinding of dat het bedrag van de vereiste bijkomende taks buitensporig hoog is. Een zodanig protest dient te worden onderzocht door een uit drie leden bestaande raad of een ander bijzonder orgaan van de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek of door een bevoegd hoger orgaan, dat, voor zover het vaststelt dat het protest gerechtvaardigd is, beveelt dat de bijkomende taks geheel of gedeeltelijk aan de aanvrager wordt terugbetaald. Op verzoek van de aanvrager worden de tekst van het protest en van de beslissing dienaangaande te zamen met het verslag omtrent het internationale nieuwheidsonderzoek ter kennis van de aangewezen bureaus gebracht. De aanvrager dient een vertaling daarvan over te leggen te zamen met de vertaling van de internationale aanvraag, vereist ingevolge artikel 22.

d) In de uit drie leden bestaande raad, het bijzondere orgaan of het bevoegde hogere orgaan bedoeld onder paragraaf c) dient geen persoon zitting te hebben die de beslissing nam waarop het protest betrekking heeft.

40.3 *Termijn*

De termijn bedoeld in artikel 17, derde lid, onder a), wordt in elk afzonderlijk geval door de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek vastgesteld met inachtneming van de omstandigheden; zij mag niet korter zijn dan onderscheidenlijk 15 of 30 dagen, afhankelijk van het feit of de aanvrager al dan niet in hetzelfde land woont als waarin de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek is gevestigd en niet langer dan 45 dagen te rekenen van de datum van het verzoek.

Regel 41

Het nieuwheidsonderzoek van internationaal type

41.1 *Verplichting resultaten te gebruiken; terugbetaling van taks*

Indien in de aanvraag, in de vorm bepaald in Regel 4.11, is verwezen naar een nieuwheidsonderzoek van internationaal type, verricht op de voorwaarden neergelegd in artikel 15, vijfde lid dient de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek voor zover, mogelijk, de resultaten

van genoemd nieuwheidsonderzoek te gebruiken bij de opstelling van het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek van de internationale aanvraag. De Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek betaalt de taks voor nieuwheidsonderzoek terug in de mate en op de voorwaarden bepaald in de overeenkomst ingevolge artikel 16, derde lid, onder b), indien het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek geheel of gedeeltelijk kon worden gebaseerd op de resultaten van het nieuwheidsonderzoek van internationaal type.

Regel 42

Termijn voor internationaal nieuwheidsonderzoek

42.1 *Termijn voor internationaal nieuwheidsonderzoek*

In alle met Instanties voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek gesloten overeenkomsten dient dezelfde termijn te worden bepaald voor de opstelling van het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek of de verklaring bedoeld in artikel 17, tweede lid, onder a). Deze termijn mag niet langer zijn dan die van de beide volgende termijnen, welke het laatst zal zijn verstrekken: 3 maanden te rekenen van de datum van ontvangst van het exemplaar voor nieuwheidsonderzoek door de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek, of 9 maanden te rekenen van de datum van voorrang. Voor een overgangsperiode van 3 jaar te rekenen van de inwerkingtreding van het verdrag kan over de termijnen voor de overeenkomst met een Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek afzonderlijk worden onderhandeld, mits deze termijnen niet meer dan 2 maanden langer zijn dan de termijnen genoemd in de voorgaande zin en in elk geval niet later verstrijken dan de 18de maand te rekenen van de datum van voorrang.

Regel 43

Het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek

43.1 *Gegevens*

Het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek dient de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek die het verslag heeft opgesteld aan te geven door de naam van deze Instantie te vermelden en de internationale aanvraag door het nummer van de internationale aanvraag, de naam van de aanvrager, de naam van het ontvangende bureau en de datum van de internationale indiening te vermelden.

43.2 *Data*

Het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek dient gedateerd te zijn en de datum te vermelden waarop het internationale nieuw-

heidsonderzoek inderdaad was voltooid. Het dient ook de indieningsdatum te vermelden van vroegere aanvragen op grond waarvan voorrang wordt ingeroepen.

43.3 *Classificatie*

a) Het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek dient de classificatie van het onderwerp te bevatten tenminste overeenkomstig de Internationale Classificatie van Octrooien.

b) Deze classificatie wordt verricht door de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek.

43.4 *Taal*

Elk verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek en elke verklaring afgelegd ingevolge artikel 17, tweede lid, onder a), dient te zijn gesteld in de taal waarin de internationale aanvraag waarop het (zij) betrekking heeft, wordt gepubliceerd.

43.5 *Aanhalingen*

a) Het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek dient de aanhalingen van de van belang geachte literatuurplaatsen te bevatten.

b) De wijze van vermelding van een aangehaalde literatuurplaats wordt geregeld in de Administratieve Instructies.

c) Aanhalingen die van bijzonder belang zijn dienen speciaal te worden aangegeven.

d) Aanhalingen die niet voor alle conclusies van belang zijn, dienen te worden aangehaald met betrekking tot de conclusie of conclusies waarvoor zij van belang zijn.

e) Indien slechts bepaalde passages uit de aangehaalde literatuurplaats van belang of van bijzonder belang zijn, dienen zij te worden aangegeven, bijvoorbeeld door de bladzijde, de kolom of de regels aan te geven waar de passage staat.

43.6 *Onderzochte gebieden*

a) Het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek dient de classificatie-aanduiding te geven van de onderzochte gebieden. Indien deze aanduiding geschiedt op basis van een andere classificatie dan de Internationale Classificatie van Octrooien, dient de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek de gebruikte classificatie te publiceren.

b) Indien het internationale nieuwheidsonderzoek zich uitstrekte tot octrooien, uitvinderscertificaten, gebruikscertificaten, gebruiksmodellen, aanvullingsoctrooien of aanvullingscertificaten, aanvullingen van uitvinderscertificaten, aanvullingen van gebruikscertificaten of gepubliceerde aanvragen voor een van deze soorten van bescherming, van Staten, tijdvakken of talen die niet zijn begrepen in de minimumdocu-

mentatie zoals omschreven in Regel 34, dient het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek, wanneer doenlijk, de soorten documenten, Staten, tijdvakken en talen waarover het zich uitstrekte, te vermelden. Voor de toepassing van deze paragraaf is artikel 2, sub (ii) niet van toepassing.

43.7 Opmerkingen betreffende eenheid van uitvinding

Indien de aanvrager bijkomende taken voor het internationale nieuwheidsonderzoek heeft betaald, dient het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek dit te vermelden. Bovendien dient het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek, wanneer het internationale nieuwheidsonderzoek alleen voor de hoofduitvinding (artikel 17, derde lid, onder *a*), is verricht aan te geven voor welke delen van de internationale aanvraag het nieuwheidsonderzoek wel en voor welke delen het niet is verricht.

43.8 Ondertekening

Het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek dient te worden ondertekend door een bevoegde functionaris van de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek.

43.9 Geen andere onderwerpen

Het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek dient geen andere onderwerpen te bevatten dan die opgesomd in de Regels 33.1 *b*) en *c*), 43.1, 2, 3, 5, 6, 7 en 8 en 44.2 *a*) en *b*) en de vermelding genoemd in artikel 17, tweede lid, onder *b*). In het bijzonder dient het geen oordelen, redeneringen, argumenten of toelichtingen te bevatten.

43.10 Vorm

De vormvoorschriften betreffende het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek worden voorgeschreven in de Administratieve Instructies.

Regel 44

Toezending van het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek, enz.

44.1 Exemplaren van het verslag of de verklaring

De Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek zendt op dezelfde dag een exemplaar van het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek of de verklaring bedoeld in artikel 17, tweede lid, onder *a*), toe aan het Internationale Bureau en een exemplaar aan de aanvrager.

44.2 *Titel of uittreksel*

a) Onverminderd het bepaalde onder de paragrafen b) en c) dient het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek te verklaren, dat de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek haar goedkeuring hecht aan de titel en het uittreksel zoals overgelegd door de aanvrager, dan wel vergezeld te gaan van de tekst van de titel en/of het uittreksel zoals ingevolge de Regels 37 en 38 opgesteld door de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek.

b) Indien op het tijdstip waarop het internationale nieuwheidsonderzoek is voltooid, de toegestane termijn waarbinnen de aanvrager opmerkingen kan maken over voorstellen van de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek ten aanzien van het uittreksel niet verstreken is, dient het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek te vermelden, dat het onvolledig is voor zover het uittreksel betreft.

c) Zodra de onder paragraaf b) bedoelde termijn is verstreken, brengt de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek het door haar goedgekeurde of opgestelde uittreksel ter kennis van het Internationale Bureau en van de aanvrager.

44.3 *Afschriften van aangehaalde literatuurplaatsen*

a) Het in artikel 20, derde lid, bedoelde verzoek kan op elk tijdstip worden ingediend gedurende 7 jaar vanaf de datum van internationale indiening waarop het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek betrekking heeft.

b) De Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek kan verlangen, dat de partij (aanvrager of aangewezen bureau) die het verzoek indient, haar de kosten voor het maken en per post verzenden van de afschriften vergoedt. Het tarief van de kosten voor het maken van afschriften wordt bepaald in de in artikel 16, derde lid, onder b) genoemde overeenkomsten tussen de Instanties voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek en het Internationale Bureau.

c) Een Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek die niet rechtstreeks afschriften naar een aangewezen bureau wenst te zenden, zendt een afschrift naar het Internationale Bureau en het Internationale Bureau handelt vervolgens zoals bepaald onder de paragrafen a) en b).

d) Een Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek kan de verplichtingen genoemd onder a) tot en met c) vervullen door bemiddeling van een ander tegenover haar verantwoordelijk bureau.

Regel 45

Vertaling van het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek

45.1 *Talen*

Verslagen van het internationale nieuwheidsonderzoek en verklaringen zoals bedoeld in artikel 17, tweede lid, onder *a*), dienen, wanneer zij niet in het Engels zijn gesteld, in het Engels te worden vertaald.

Regel 46

Wijziging van conclusies bij het internationale bureau

46.1 *Termijn*

De in artikel 19 bedoelde termijn beloopt 2 maanden, te rekenen van de datum waarop de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek aan het Internationale Bureau en aan de aanvrager toezendt, of, wanneer deze toezending plaatsvindt vóór het verstrijken van 14 maanden te rekenen van de datum van voorrang, 3 maanden te rekenen van de datum van deze toezending.

46.2 *Datering van wijzigingen*

De datum van ontvangst van een wijziging wordt door het Internationale Bureau geregistreerd en vermeld in iedere door hem uitgegeven publikatie of in ieder afschrift.

46.3 *Taal van wijzigingen*

Indien de internationale aanvraag is ingediend in een andere taal dan de taal waarin zij door het Internationale Bureau wordt gepubliceerd, dient een ingevolge artikel 19 aangebrachte wijziging te zijn gesteld in de taal waarin de internationale aanvraag is ingediend en in die waarin zij wordt gepubliceerd.

46.4 *Verklaring*

a) De verklaring bedoeld in artikel 19, eerste lid, dient te zijn gesteld in de taal waarin de internationale aanvraag wordt gepubliceerd en dient niet langer te zijn dan 500 woorden, indien zij in het Engels is gesteld of in die taal is vertaald.

b) De verklaring dient geen opmerkingen te bevatten over het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek of over het belang van de in dat verslag genoemde aanhalingen. De verklaring kan alleen naar een in het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek genoemde aanhaling verwijzen om aan te geven, dat een specifieke wijziging van de conclusies beoogt het bezwaar op grond van de aangehaalde literatuurplaats te ondervangen.

46.5 *Vorm van de wijzigingen*

a) Van de aanvrager wordt verlangd dat hij een vervangend blad overlegt voor elk blad conclusies dat, wegens een wijziging of wijzigingen ingevolge artikel 19, verschilt van het oorspronkelijk ingediende blad. De begeleidende brief bij de vervangende bladen dient de aandacht te vestigen op de verschillen tussen de vervangen en de vervangende bladen. Voor zover een wijziging leidt tot het vervallen van een gehele bladzijde, dient deze wijziging in een brief te worden medegedeeld.

b) Het Internationale Bureau vermeldt op elk vervangend blad het nummer van de internationale aanvraag en de datum waarop het is ontvangen en plaatst er het stempel van het Internationale Bureau op. Het dient in zijn dossiers de vervangen bladen, de begeleidende brief bij het vervangende blad of de vervangende bladen en brieven zoals bedoeld in de laatste zin van het bepaalde onder paragraaf a) te bewaren.

c) Het Internationale Bureau voegt een vervangend blad in het oorspronkelijke exemplaar en geeft, in het geval bedoeld in de laatste zin van het bepaalde onder paragraaf a) de doorhalingen in het oorspronkelijke exemplaar aan.

Regel 47

Mededeling aan de aangewezen bureaus

47.1 *Procedure*

a) De mededeling bedoeld in artikel 20 geschiedt door het Internationale Bureau.

b) Deze mededeling dient onverwijld te geschieden nadat het Internationale Bureau wijzigingen van de aanvrager heeft ontvangen of een verklaring dat de aanvrager geen wijzigingen voor het Internationale Bureau wenst aan te brengen of, in elk geval, wanneer de in Regel 46.1 bepaalde termijn is verstreken. Wanneer de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek een verklaring ingevolge artikel 17, tweede lid, onder a), heeft afgelegd dat geen verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek zal worden opgesteld, geschiedt de mededeling bedoeld in artikel 20, tenzij de internationale aanvraag is ingetrokken, binnen een maand na de datum waarop het Internationale Bureau door de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek van genoemde verklaring in kennis is gesteld; deze mededeling gaat vergezeld van een vermelding van de datum van de ingevolge artikel 17, tweede lid, onder a), aan de aanvrager gezonden kennisgeving.

c) Het internationale Bureau zendt de aanvrager een kennisgeving waarin de aangewezen bureaus zijn vermeld waaraan de mededeling is gedaan, en de datum van deze mededeling. Deze kennisgeving dient op dezelfde dag te worden gezonden als de mededeling.

d) Elk aangewezen bureau ontvangt, wanneer het zulks verlangt, de verslagen van het internationale nieuwheidsonderzoek en de verklaringen bedoeld in artikel 17, tweede lid, onder a), ook in de vertaling bedoeld in Regel 45.1

e) Wanneer een aangewezen bureau afstand heeft gedaan van het ingevolge artikel 20 bepaalde vereiste dienen de afschriften van de documenten die anders aan dat bureau zouden zijn toegezonden, op het verzoek van dat bureau of van de aanvrager op het tijdstip van de kennisgeving bedoeld onder paragraaf c) aan de aanvrager te worden gezonden.

47.2 *Afschriften*

a) De voor mededeling benodigde afschriften worden gemaakt door het Internationale Bureau.

b) Zij dienen op bladen van formaat A 4 te worden gemaakt.

47.3 *Talen*

De internationale aanvraag die wordt toegezonden ingevolge artikel 20, dient te zijn gesteld in de taal waarin zij wordt gepubliceerd, met dien verstande dat indien die taal verschilt van de taal waarin zij is ingediend, de aanvraag, op verzoek van het aangewezen bureau, dient te worden toegezonden, gesteld in een van deze talen of in beide.

Regel 48

Internationale publikatie

48.1 *Vorm*

a) De internationale aanvraag dient te worden gepubliceerd in de vorm van een brochure.

b) De bijzonderheden betreffende de vorm van de brochure en de methode van reproductie worden geregeld in de Administratieve Instructies.

48.2 *Inhoud*

a) De brochure dient te bevatten:

(i) een genormaliseerde voorpagina,

(ii) de beschrijving,

(iii) de conclusies,

(iv) de mogelijke tekeningen,

(v) onverminderd het bepaalde onder paragraaf g), het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek of de verklaring ingevolge artikel 17, tweede lid, onder a),

(vi) een verklaring ingediend ingevolge artikel 19, eerste lid, tenzij het Internationale Bureau vaststelt, dat de verklaring niet voldoet aan de bepalingen van Regel 46.4.

b) Onverminderd het bepaalde onder paragraaf c) dient de voorpagina te bevatten:

(i) gegevens uit het aanvraagformulier en de andere gegevens die in de Administratieve Instructies zijn voorgeschreven,

(ii) een figuur of figuren wanneer de internationale aanvraag tekeningen bevat,

(iii) het uittreksel; indien het uittreksel in het Engels en in een andere taal is gesteld, dient de Engelse tekst voorop te staan.

c) Wanneer een verklaring ingevolge artikel 17, tweede lid, onder a) is afgelegd, dient op de voorpagina zeer duidelijk naar dit feit te worden verwezen en behoeft deze geen tekening of uittreksel te bevatten.

d) De figuur of figuren bedoeld onder paragraaf b)(ii) dienen te worden gekozen zoals bepaald in Regel 8.2. Deze figuur of figuren kunnen op de voorpagina in verkleinde vorm worden gereproduceerd.

e) Indien er op de voorpagina niet voldoende ruimte is voor het gehele onder paragraaf b)(iii) bedoelde uittreksel, dient dit uittreksel te worden afgedrukt op de achterzijde van de voorpagina. Hetzelfde geldt voor de vertaling van het uittreksel, wanneer deze vertaling dient te worden gepubliceerd ingevolge Regel 48.3 c).

f) Indien de conclusies ingevolge artikel 19 zijn gewijzigd, bevat de publikatie de volledige tekst van de conclusies zoals ingediend en zoals gewijzigd, dan wel de volledige tekst van de conclusies zoals ingediend met vermelding van de wijziging. Een verklaring zoals bedoeld in artikel 19, eerste lid, dient eveneens te worden opgenomen, tenzij het Internationale Bureau vaststelt dat de verklaring niet voldoet aan de bepalingen van Regel 46.4. De datum van ontvangst van de gewijzigde conclusies door het Internationale Bureau dient te worden vermeld.

g) Indien op het tijdstip waarop de publikatie dient te geschieden, het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek nog niet beschikbaar is (bijvoorbeeld wegens publikatie op verzoek van de aanvrager zoals bepaald in de artikelen 21, tweede lid, onder b) en 64, derde lid, onder c), sub (i)), dient de brochure in plaats van het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek, een vermelding te bevatten dat dit verslag niet beschikbaar was en dat de brochure (die dan ook het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek bevat) opnieuw zal worden gepubliceerd, dan wel dat het verslag aan het internationale nieuwheidsonderzoek (wanneer het beschikbaar komt) afzonderlijk zal worden gepubliceerd.

h) Indien, op het tijdstip waarop de publikatie dient te geschieden, de termijn voor wijziging van de conclusies ingevolge artikel 19 niet is

verstrekken, dient de brochure dit feit te vermelden en aan te geven dat, indien de conclusies ingevolge artikel 19 mochten worden gewijzigd, onverwijld na zodanige wijziging de brochure (met de conclusies zoals gewijzigd) opnieuw zal worden gepubliceerd, dan wel dat een verklaring met alle wijzigingen zal worden gepubliceerd. In het laatste geval dienen ten minste de voorpagina en de conclusies opnieuw te worden gepubliceerd en, indien een verklaring ingevolge artikel 19, eerste lid, is ingediend, dient deze verklaring eveneens te worden gepubliceerd, tenzij het Internationale Bureau vaststelt dat de verklaring niet voldoet aan de bepalingen van Regel 46.4.

i) De Administratieve Instructies dienen de gevallen te bepalen waarin de verschillende mogelijkheden genoemd onder de paragrafen *g*) en *h*) van toepassing zijn. Deze bepaling is afhankelijk van de omvang en de ingewikkelheid van de wijzigingen en/of omvang van de internationale aanvraag en de kostenfactoren.

48.3 *Taal*

a) Indien de internationale aanvraag is ingediend in het Duits, het Engels, het Frans, het Japans of het Russisch wordt deze aanvraag gepubliceerd in de taal waarin zij werd ingediend.

b) Indien de internationale aanvraag is ingediend in een andere taal dan het Duits, het Engels, het Frans, het Japans of het Russisch, dient deze aanvraag in een Engelse vertaling te worden gepubliceerd. De vertaling dient te worden gemaakt onder de verantwoordelijkheid van de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek, die verplicht is deze zo tijdig gereed te hebben, dat de mededeling ingevolge artikel 20 kan geschieden op de voorgeschreven datum of, indien de internationale publikatie op een eerder tijdstip dient te geschieden dan genoemde mededeling, dat de internationale publikatie op de voorgeschreven datum mogelijk is.

Niettegenstaande Regel 16.1 a) kan de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek van de aanvrager een taks voor de vertaling innen. De Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek dient de aanvrager in de gelegenheid te stellen tot het maken van opmerkingen over de concept-vertaling. De Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek bepaalt hiervoor een onder de omstandigheden redelijke termijn. Indien er geen tijd is rekening te houden met de opmerkingen van de aanvrager voordat de vertaling wordt toegezonden of indien er een verschil van mening bestaat tussen de aanvrager en genoemde Instantie ten aanzien van de juiste vertaling, kan de aanvrager een afschrift van zijn opmerkingen, of van wat daarvan is overgebleven, toezenden aan het Internationale Bureau en aan elk aangewezen bureau waaraan de vertaling was toegezonden. Het Internationale Bureau publiceert de voornaamste inhoud van de opmerkingen, te zamen met de vertaling van de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek of na de publikatie van deze vertaling.

c) Indien de internationale aanvraag wordt gepubliceerd in een andere taal dan het Engels dienen het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek of de verklaring bedoeld in artikel 17, tweede lid, onder a), en het uittreksel zowel in die taal als in het Engels te worden gepubliceerd. De vertalingen dienen te worden gemaakt onder de verantwoordelijkheid van het Internationale Bureau.

48.4 *Vervroegde publikatie op verzoek van de aanvrager*

a) Wanneer de aanvrager verzoekt om publikatie ingevolge de artikelen 21, tweede lid, onder b) en 64, derde lid, onder c), sub (i), en het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek, of de verklaring bedoeld in artikel 17, tweede lid, onder a), nog niet beschikbaar is voor publikatie te zamen met de internationale aanvraag, int het internationale Bureau een speciale publikatietaks waarvan het bedrag in de Administratieve Instructies wordt vastgesteld.

b) Publikatie ingevolge de artikelen 21, tweede lid, onder b) en 64, derde lid, onder c), sub (i), dient te worden verricht door het Internationale Bureau en wel onverwijld nadat de aanvrager daarom heeft verzocht en, wanneer ingevolge het bepaalde onder paragraaf a) een bijzondere taks is verschuldigd, na ontvangst van deze taks.

48.5 *Kennisgeving van nationale publikatie*

Wanneer de publikatie van de internationale aanvraag door het Internationale Bureau wordt beheerst door artikel 64, derde lid, onder c), sub (ii), dient het betrokken nationale bureau, onverwijld na het verichten van de in die bepaling bedoelde nationale publikatie, het Internationale Bureau van deze nationale publikatie in kennis te stellen.

48.6 *Aankondiging van bepaalde feiten*

a) Indien een kennisgeving ingevolge Regel 29.1 (ii) het Internationale Bureau bereikt op een later tijdstip dan dat waarop zij de internationale publikatie van de internationale aanvraag kon voorkomen, dient het Internationale Bureau onverwijld een aankondiging in het mededelingenblad te plaatsen waarin de voornaamste inhoud van deze kennisgeving wordt weergegeven.

b) De voornaamste inhoud van een kennisgeving ingevolge Regels 29.2 of 51.4 dient in het mededelingenblad te worden gepubliceerd en, indien de kennisgeving het Internationale Bureau bereikt voordat de voorbereidingen voor de publikatie van de brochure zijn voltooid, ook in de brochure.

c) Indien de internationale aanvraag na haar internationale publikatie wordt ingetrokken, dient dit feit in het mededelingenblad te worden bekendgemaakt.

Regel 49

Talen van vertalingen en bedragen van taksen ingevolge artikel 22, eerste en tweede lid

49.1 *Kennisgeving*

a) Een Verdragsluitende Staat die verlangt dat ingevolge artikel 22 een vertaling wordt verstrekt of een nationale taks wordt betaald, of beide, geeft het Internationale Bureau kennis van:

- (i) de talen waaruit en de taal waarin hij vertaling verlangt,
- (ii) het bedrag van de nationale taks.

b) Een kennisgeving ontvangen door het Internationale Bureau ingevolge het bepaalde onder paragraaf a) wordt door het Internationale Bureau onverwijld bekendgemaakt in het mededelingenblad.

c) Indien de onder paragraaf a) gestelde vereisten later veranderen, dienen deze veranderingen door de Verdragsluitende Staat ter kennis te worden gebracht van het Internationale Bureau en dit Bureau maakt de kennisgeving onverwijld bekend in het mededelingenblad. Indien de verandering inhoudt dat vertaling is vereist in een taal die vóór de verandering niet was vereist, geldt deze verandering slechts ten aanzien van internationale aanvragen die meer dan 2 maanden na de bekendmaking van de kennisgeving in het mededelingenblad worden ingediend. In de andere gevallen wordt de datum waarop een verandering ingaat, bepaald door de Verdragsluitende Staat.

49.2 *Talen*

De taal waarin een vertaling kan worden verlangd, moet een officiële taal van het aangewezen bureau zijn. Indien er meer dan één officiële taal is, kan geen vertaling worden geëist, indien de internationale aanvraag in een van deze talen is gesteld. Indien er meer dan één officiële taal is en een vertaling moet worden verstrekt, kan de aanvrager een van deze talen kiezen. Niettegenstaande de voorgaande bepalingen van deze paragraaf kan, indien er meer dan één officiële taal is, maar de nationale wetgeving het gebruik van een dezer talen voorschrijft voor vreemdelingen, een vertaling in die taal worden geëist.

49.3 *Verklaringen ingevolge artikel 19*

Voor de toepassing van artikel 22 en van de onderhavige Regel wordt een ingevolge artikel 19, eerste lid, afgelegde verklaring als een deel van de internationale aanvraag beschouwd.

Regel 50

Bevoegdheid ingevolge artikel 22, derde lid

50.1 *Uitoefening van bevoegdheid*

a) Een Verdragsluitende Staat die een termijn toestaat welke later verstrijkt dan de in artikel 22, eerste of tweede lid, bepaalde termijnen, dient het Internationale Bureau de vastgestelde termijnen mede te delen.

b) Een door het Internationale Bureau ingevolge het bepaalde onder paragraaf a) ontvangen mededeling wordt door het Internationale Bureau onverwijld bekendgemaakt in het mededelingenblad.

c) Mededelingen over de verkorting van de voordien vastgestelde termijn hebben rechtsgevolgen voor de internationale aanvragen, ingediend na het verstrijken van 3 maanden na de datum waarop de mededeling door het Internationale Bureau is bekendgemaakt.

d) Mededelingen over de verlenging van de voordien vastgestelde termijn worden van kracht op het tijdstip van de bekendmaking door het Internationale Bureau in het mededelingenblad ten aanzien van internationale aanvragen die op dat tijdstip aanhangig zijn of die na de datum van deze bekendmaking zijn ingediend, dan wel, indien de Verdragsluitende Staat die de mededeling doet een latere datum vaststelt, met ingang van die latere datum.

Regel 51

Bestudering door aangewezen bureaus

51.1 Termijn voor indiening van het verzoek afschriften te zenden

De termijn bedoeld in artikel 25, eerste lid, onder c), is 2 maanden te rekenen van de datum van de kennisgeving gezonden aan de aanvrager ingevolge de Regels 20.7 (i), 24.2 b), 29.1 a) (ii) of 29.1 b).

51.2 Afschrift van de kennisgeving

Wanneer de aanvrager, nadat hij een negatieve beslissing ingevolge artikel 11, eerste lid, heeft ontvangen, het Internationale Bureau ingevolge artikel 25, eerste lid, verzoekt, afschriften van het dossier van de beweerde internationale aanvraag toe te zenden aan een bureau dat hij heeft gepoogd aan te wijzen, dient hij aan zijn verzoek een afschrift te hechten van de kennisgeving bedoeld in Regel 20.7 (i).

51.3 Termijn voor betaling van de nationale taks en verstrekking van een vertaling

De termijn bedoeld in artikel 25, tweede lid, onder a) verstrijkt op hetzelfde tijdstip als de termijn voorgeschreven in Regel 51.1.

51.4 Kennisgeving aan het Internationale Bureau

Wanneer ingevolge artikel 25, tweede lid, het bevoegde aangewezen bureau beslist dat de weigering, verklaring of bevinding bedoeld in artikel 25, eerste lid, niet gerechtvaardigd was, dient het het Internationale Bureau onverwijld er van in kennis te stellen, dat het de internationale aanvraag zal behandelen alsof de vergissing of het verzuim bedoeld in artikel 25, tweede lid, zich niet had voorgedaan.

Regel 52

*Wijziging van de conclusies, de beschrijving en de tekeningen voor aangewezen bureaus*52.1 *Termijn*

a) In een aangewezen Staat waar de behandeling of beoordeling zonder speciaal verzoek begint, dient de aanvrager, indien hij zulks wenst, het recht ingevolge artikel 28 uit te oefenen binnen een maand nadat aan de vereisten ingevolge artikel 22 is voldaan, met dien verstande dat, indien de mededeling ingevolge Regel 47.1 niet vóór het verstrijken van de ingevolge artikel 22 van toepassing zijnde termijn is gedaan, hij genoemd recht dient uit te oefenen uiterlijk 4 maanden na deze datum van verstrijken. In beide gevallen kan de aanvrager dit recht op elk ander tijdstip uitoefenen, indien de nationale wetgeving van de genoemde Staat zulks toestaat.

b) In een aangewezen Staat waarin de nationale wetgeving bepaalt dat de beoordeling slechts op speciaal verzoek begint, dient de termijn waarbinnen of het tijdstip waarop de aanvrager het recht ingevolge artikel 28 kan uitoefenen dezelfde of hetzelfde te zijn als die welke bij de nationale wetgeving is bepaald voor de indiening van wijzigingen in het geval van beoordeling, op speciaal verzoek, van nationale aanvragen, met dien verstande dat deze termijn niet mag zijn verstreken vóór, of dit tijdstip niet mag vallen vóór, het verstrijken van de ingevolge het bepaalde onder paragraaf a) van toepassing zijnde termijn.

DEEL C

Voorschriften betreffende hoofdstuk II van het Verdrag

Regel 53

*Het verzoek*53.1 *Vorm*

- a) Het verzoek dient te worden gesteld op een gedrukt formulier.
- b) Exemplaren van gedrukte formulieren worden door de ontvangende bureaus gratis aan de aanvragers verstrekt.
- c) De nadere bijzonderheden van de formulieren worden voorgeschreven in de Administratieve Instructies.
- d) Het verzoek dient te worden ingediend in twee eensluitende exemplaren.

53.2 *Inhoud*

- a) Het verzoek dient te bevatten:
 - (i) een verzoek,
 - (ii) gegevens betreffende de aanvrager en de gemachtigde, indien er een gemachtigde is,
 - (iii) gegevens over de internationale aanvraag waarop zij betrekking heeft,
 - (iv) keuze van Staten.
- b) Het verzoek dient te zijn ondertekend.

53.3 *Het verzoek*

Het verzoek dient de volgende strekking te hebben en bij voorkeur als volgt te luiden: „Verzoek ingevolge artikel 31 van het Verdrag tot samenwerking inzake octrooien: De ondergetekende verzoekt dat de hieronder nader aangegeven internationale aanvraag zal worden onderworpen aan een internationale voorlopige beoordeling overeenkomstig het Verdrag tot samenwerking inzake octrooien”.

53.4 *De aanvrager*

Ten aanzien van de gegevens betreffende de aanvrager zijn de Regels 4.4 en 4.16 van toepassing en is Regel 4.5 van overeenkomstige toepassing.

53.5 *De gemachtigde*

Indien er een gemachtigde is aangewezen, zijn de Regels 4.4, 4.7 en 4.16 van toepassing en is Regel 4.8 van overeenkomstige toepassing.

53.6 *Gegevens over de internationale aanvraag*

De internationale aanvraag dient te worden aangegeven door de naam van het ontvangende bureau waar de internationale aanvraag werd ingediend, de naam en het adres van de aanvrager, de titel van de uitvinding en, wanneer de datum van internationale indiening en het nummer van de internationale aanvraag aan de aanvrager bekend zijn, die datum en dat nummer.

53.7 *Keuze van Staten*

Het verzoek dient onder de aangewezen Staten tenminste één Verdragssluitende Staat, die gebonden is door Hoofdstuk II van het Verdrag, te noemen als gekozen Staat.

53.8 *Ondertekening*

Het verzoek dient door de aanvrager te worden ondertekend.

Regel 54

De aanvrager die bevoegd is een verzoek te doen

54.1 *Woonplaats en nationaliteit*

De woonplaats of nationaliteit van de aanvrager wordt, voor de toepassing van artikel 31, tweede lid, bepaald overeenkomstig de Regels 18.1 en 18.2.

54.2 *Meer dan één aanvrager: dezelfde voor alle gekozen Staten*

Indien alle aanvragers aanvragers zijn voor alle gekozen Staten, bestaat het recht een verzoek ingevolge artikel 31, tweede lid, te doen indien althans een van hen is:

- (i) inwoner of onderdaan van een Verdragssluitende Staat die is gebonden door Hoofdstuk II, en de internationale aanvraag is ingediend in overeenstemming met artikel 31, tweede lid, onder a), of
- (ii) een persoon die bevoegd is een verzoek ingevolge artikel 31, tweede lid, onder b), in te dienen en de internationale aanvraag is ingediend zoals bepaald in het besluit van de Algemene Vergadering.

54.3 *Meer dan één aanvrager: verschillend voor verschillende gekozen Staten*

a) Voor verschillende gekozen Staten kunnen verschillende aanvragers worden aangegeven, mits voor elke gekozen Staat ten minste één van de voor die Staat vermelde aanvragers is:

- (i) inwoner of onderdaan van een Verdragssluitende Staat die is gebonden door Hoofdstuk II, en de internationale aanvraag is ingediend zoals bepaald in artikel 31, tweede lid, onder a), of

(ii) een persoon die bevoegd is een verzoek ingevolge artikel 31, tweede lid, onder *b*), in te dienen en de internationale aanvraag is ingediend zoals bepaald in het besluit van de Algemene Vergadering.

b) Indien ten aanzien van een gekozen Staat niet is voldaan aan het vereiste gesteld onder paragraaf *a*) wordt de keuze van die Staat als niet gedaan beschouwd.

54.4 *Verandering in de persoon of de naam van de aanvrager*

Een verandering in de persoon of de naam van de aanvrager dient, op verzoek van de aanvrager of het ontvangende bureau, te worden geregistreerd door het Internationale Bureau, dat de betrokken Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling en de gekozen bureaus daarvan in kennis stelt.

Regel 55

Talen (internationale voorlopige beoordeling)

55.1 *Het verzoek*

Het verzoek dient te zijn gesteld in de taal van de internationale aanvraag of, wanneer ingevolge Regel 55.2 een vertaling is vereist, in de taal van die vertaling.

55.2 *De internationale aanvraag*

a) Indien de bevoegde Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling geen deel uitmaakt van hetzelfde nationale bureau of dezelfde intergouvernementele organisatie als de bevoegde Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek en indien de internationale aanvraag in een andere taal is gesteld dan de taal of een van de talen aangegeven in de overeenkomst, gesloten tussen het Internationale Bureau en de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling die bevoegd is tot de internationale voorlopige beoordeling, kan de laatste verlangen dat de aanvrager een vertaling van die aanvraag overlegt.

b) De vertaling dient te worden overgelegd uiterlijk op de laatste van de volgende twee data:

- (i) de datum waarop de termijn ingevolge Regel 46.1 verstrijkt,
- (ii) de datum waarop het verzoek wordt ingediend.

c) De vertaling dient een verklaring te bevatten dat zij naar beste weten van de aanvrager volledig en getrouw is. Deze verklaring dient door de aanvrager te zijn ondertekend.

d) Indien niet aan het bepaalde onder de paragrafen *b*) en *c*) is voldaan nodigt de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling de aanvrager uit daaraan te voldoen binnen een maand na de datum van de uitnodiging. Indien de aanvrager nalaat zulks te doen wordt het verzoek als niet ingediend beschouwd en stelt de Instantie voor de Interna-

tionale Voorlopige Beoordeling de aanvrager en het Internationale Bureau daarvan in kennis.

Regel 56

Latere keuzen

56.1 *Keuzen die later worden ingediend dan het verzoek*

De keuze van niet in het verzoek genoemde Staten dient te geschieden door middel van een door de aanvrager ondertekende en ingediende kennisgeving en dient de internationale aanvraag en het verzoek aan te geven.

56.2 *Gegevens over de internationale aanvraag*

De internationale aanvraag dient te worden aangegeven zoals bepaald in Regel 53.6.

56.3 *Gegevens over het verzoek*

Het verzoek dient te worden aangegeven met de datum waarop het is ingediend en met de naam van de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling waaraan het is voorgelegd.

56.4 *Vorm van latere keuzen*

De latere keuzen dienen bij voorkeur te worden gedaan op een gedrukt formulier dat gratis aan aanvragers wordt verstrekt. Indien het niet op zulk een formulier wordt gedaan, dient het bij voorkeur als volgt te luiden: „Met betrekking tot de internationale aanvraag ingediend bij ... op ... onder Nr. ... door ... (aanvrager) (en het verzoek om internationale voorlopige beoordeling ingediend op ... bij ...), kiest de ondergetekende de volgende bijkomende Sta(a)t(en) ingevolge artikel 31 van het Verdrag tot samenwerking inzake octrooien ...”

56.5 *Taal van latere keuze*

De latere keuze dient te zijn gesteld in de taal van het verzoek.

Regel 57

De behandelingstaks

57.1 *Vereiste van betaling*

Voor elk verzoek om een internationale voorlopige beoordeling is een taks ten gunste van het Internationale Bureau („behandelingstaks”) verschuldigd.

57.2 *Bedrag*

a) Het bedrag van de behandelingstaks is US \$ 14,00 of 60 Zwitserse frank, verhoogd met zoveel maal hetzelfde bedrag als het aantal talen waarin het verslag van de internationale voorlopige beoordeling, krachtens artikel 36, tweede lid, door het Internationale Bureau moet worden vertaald.

b) Wanneer, wegens een latere keuze of keuzen, het verslag van de internationale voorlopige beoordeling, krachtens artikel 36, tweede lid, door het Internationale Bureau moet worden vertaald in één of meer bijkomende talen, is een aanvulling op de behandelingstaks verschuldigd, die US \$ 14,00 of 60 Zwitserse frank bedraagt voor elke bijkomende taal.

57.3 *Wijze en tijdstip van betaling*

a) Onverminderd het bepaalde onder paragraaf b) wordt de behandelingstaks geïnd door de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling waarbij het verzoek is ingediend en is zij verschuldigd op het tijdstip waarop het verzoek wordt ingediend.

b) Aanvullingen op de behandelingstaks ingevolge Regel 57.2 b) worden geïnd door het Internationale Bureau en zijn verschuldigd op het tijdstip waarop de latere keuze wordt ingediend.

c) De behandelingstaks dient te worden betaald in de valuta voorgeschreven door de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling waarbij het verzoek is ingediend, met dien verstande dat deze taks, wanneer zij door die instantie wordt overgemaakt aan het Internationale Bureau, vrij inwisselbaar in Zwitserse valuta dient te zijn.

d) Een aanvulling op de behandelingstaks dient te worden betaald in Zwitserse valuta.

57.4 *Niet-betaling (behandelingstaks)*

a) Wanneer de behandelingstaks niet wordt betaald overeenkomstig de Regels 57.2 a) en 57.3 a) en c), nodigt de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling de aanvrager uit de taks te betalen binnen een maand te rekenen van de datum van de uitnodiging.

b) Indien de aanvrager binnen de voorgeschreven termijn aan de uitnodiging gevolg geeft, wordt het verzoek beschouwd als te zijn ontvangen op de datum waarop de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling de taks ontvangt tenzij een latere datum van toepassing is ingevolge Regel 60.1 b).

c) Indien de aanvrager niet binnen de voorgeschreven termijn aan de uitnodiging gevolg geeft, wordt het verzoek als niet ingediend beschouwd.

57.5 *Niet-betaling (aanvulling op de behandelingstaks)*

a) Wanneer de aanvulling op de behandelingstaks niet wordt betaald overeenkomstig de Regels 57.2 b) en 57.3 b) en d), nodigt het Internationale Bureau de aanvrager uit de aanvulling te betalen binnen een maand vanaf de uitnodiging.

b) Indien de aanvrager binnen de voorgeschreven termijn aan de uitnodiging gevolg geeft, wordt de latere keuze beschouwd als te zijn ontvangen op de datum waarop het Internationale Bureau de aanvulling ontvangt, tenzij een latere datum van toepassing is ingevolge Regel 60.2 b).

c) Indien de aanvrager niet binnen de voorgeschreven termijn aan de uitnodiging gevolg geeft, wordt de latere keuze als niet ingediend beschouwd.

57.6 *Terugbetaling*

In geen geval wordt de behandelingstaks, met inbegrip van aanvullingen daarop, terugbetaald.

Regel 58

De taks voor voorlopige beoordeling

58.1 *Het recht een taks te vragen*

a) Elke Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling kan verlangen dat de aanvrager te haren gunste een taks betaalt („taks voor voorlopige beoordeling”) voor het verrichten van de internationale voorlopige beoordeling en voor het vervullen van alle andere taken die ingevolge het Verdrag en dit Reglement aan Instanties voor de Internationale Voorlopige Beoordeling zijn opgedragen.

b) Het bedrag en de vervaldatum van de taks voor voorlopige beoordeling, indien verschuldigd, worden vastgesteld door de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling, met dien verstande dat de vervaldatum niet eerder valt dan de vervaldatum van de behandelingstaks.

c) De taks voor voorlopige beoordeling dient rechtstreeks aan de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling te worden betaald. Wanneer deze Instantie een nationaal bureau is, dient de taks te worden betaald in de door dat bureau voorgeschreven valuta en wanneer de Instantie een intergouvernementele organisatie is, dient de taks te worden betaald in de valuta van de Staat waarin de intergouvernementele organisatie is gevestigd of in een andere valuta die vrij inwisselbaar is in de valuta van de genoemde Staat.

Regel 59

*De bevoegde instantie voor de internationale voorlopige beoordeling**59.1 Verzoeken ingevolge artikel 31, tweede lid, onder a)*

Met betrekking tot verzoeken gedaan ingevolge artikel 31, tweede lid, onder a), dient elke Verdragsluitende Staat die is gebonden door de bepalingen van Hoofdstuk II, overeenkomstig de van toepassing zijnde overeenkomst bedoeld in artikel 32, tweede en derde lid, het Internationale Bureau in kennis te stellen, welke Instantie of Instanties voor de Internationale Voorlopige Beoordeling bevoegd is of zijn voor de internationale voorlopige beoordeling van internationale aanvragen ingediend bij het nationale bureau van die Staat of, in het geval bepaald in Regel 19.1 b), bij het nationale bureau van een andere Staat of een intergouvernementele organisatie die voor genoemd bureau optreedt, en het Internationale Bureau maakt deze inlichtingen onverwijld bekend. Wanneer meer dan één Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling bevoegd is, zijn de bepalingen van Regel 35.2 van overeenkomstige toepassing.

59.2 Verzoeken ingevolge artikel 31, tweede lid, onder b)

Met betrekking tot verzoeken gedaan ingevolge artikel 31, tweede lid, onder b), geeft de Algemene Vergadering, bij het aanwijzen van de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling die bevoegd is voor internationale aanvragen ingediend bij een nationaal bureau dat een Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling is, de voorkeur aan die Instantie; indien het nationale bureau geen Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling is, dient de Algemene Vergadering de voorkeur te geven aan de door dat bureau aanbevolen Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling.

Regel 60

*Bepaalde gebreken in het verzoek of de keuzen**60.1 Gebreken in het verzoek*

a) Indien het verzoek niet voldoet aan de vereisten neergelegd in de Regels 53 en 55, nodigt de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling de aanvrager uit de gebreken te verbeteren binnen een maand na de datum van de uitnodiging.

b) Indien de aanvrager binnen de voorgeschreven termijn aan de uitnodiging gevolg geeft, wordt het verzoek beschouwd te zijn ontvangen op de datum waarop de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling de verbetering ontvangt of, wanneer de behandelingstaks ingevolge Regel 57.4 b) op een latere datum is ontvangen, op die datum.

c) Indien de aanvrager niet binnen de voorgeschreven termijn aan de uitnodiging gevolg geeft, wordt het verzoek als niet ingediend beschouwd.

d) Indien het gebrek door het Internationale Bureau wordt opgemerkt, dient dit het gebrek onder de aandacht te brengen van de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling, die dan handelt zoals bepaald onder de paragrafen a) tot en met c).

60.2 *Gebreken in latere keuzen*

a) Indien de latere keuze niet voldoet aan de vereisten van Regel 56, nodigt het Internationale Bureau de aanvrager uit de gebreken te verbeteren binnen een maand te rekenen van de datum van de uitnodiging.

b) Indien de aanvrager binnen de voorgeschreven termijn aan de uitnodiging gevolg geeft, wordt de latere keuze beschouwd te zijn ontvangen op de datum waarop het Internationale Bureau de verbetering ontvangt, of, wanneer de aanvulling op de behandelingstaks ingevolge Regel 57.5 b) op een latere datum wordt ontvangen, op die datum.

c) Indien de aanvrager niet binnen de voorgeschreven termijn aan de uitnodiging gevolg geeft, wordt de latere keuze als niet ingediend beschouwd.

60.3 *Pogingen tot keuzen*

Indien de aanvrager heeft gepoogd een Staat te kiezen die geen aangewezen Staat is of niet is gebonden door Hoofdstuk II, wordt deze poging als niet gedaan beschouwd en stelt het Internationale Bureau de aanvrager hiervan in kennis.

Regel 61

Kennisgeving van het verzoek en de keuzen

61.1 Kennisgevingen aan het Internationale Bureau, de aanvrager en de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling

a) De Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling vermeldt op beide exemplaren van het verzoek de datum van ontvangst of, wanneer van toepassing, de datum bedoeld in Regel 60.1 b). De Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling zendt het oorspronkelijke exemplaar onverwijld toe aan het Internationale Bureau. Zij bewaart het andere exemplaar in haar dossiers.

b) De Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling stelt de aanvrager onverwijld schriftelijk in kennis van de datum van ontvangst van het verzoek. Wanneer het verzoek ingevolge de Regels 57.4 c) of 60.1 c) als niet ingediend is beschouwd, stelt de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling de aanvrager daarvan in kennis.

c) Het Internationale Bureau stelt de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling en de aanvrager onverwijld in kennis van de ontvangst, en de datum van ontvangst, van een latere keuze. Die datum is de werkelijke datum van ontvangst door het Internationale Bureau of, wanneer van toepassing, de datum bedoeld in Regel 60.2 b). Wanneer de latere keuze ingevolge de Regels 57.5 c) of 60.2 c) als niet ingediend wordt beschouwd, stelt het Internationale Bureau de aanvrager daarvan in kennis.

61.2 *Kennisgevingen aan gekozen bureaus*

a) De kennisgeving bedoeld in artikel 31, zevende lid, wordt verricht door het Internationale Bureau.

b) De kennisgeving vermeldt het nummer en de indieningsdatum van de internationale aanvraag, de naam van de aanvrager, de naam van het ontvangende bureau, de indieningsdatum van de aanvraag op grond waarvan een recht van voorrang is ingeroepen (wanneer een recht van voorrang is ingeroepen), de datum van ontvangst van het verzoek door de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling en – in geval van latere keuzen – de datum van ontvangst van de latere keuze door het Internationale Bureau.

c) De kennisgeving wordt onverwijld na het verstrijken van de 18de maand na de datum van voorrang, of, indien het verslag van de internationale voorlopige beoordeling eerder wordt toegezonden, dan tegelijkertijd met dat verslag, aan het gekozen bureau toegezonden. Keuzen verricht na deze kennisgeving worden onverwijld nadat zij zijn gedaan, medegedeeld.

61.3 *Mededeling aan de aanvrager*

Het Internationale Bureau deelt de aanvrager schriftelijk mede dat het de kennisgeving bedoeld in Regel 61.2 heeft gedaan. Tegelijkertijd deelt het hem, ten aanzien van elke gekozen Staat, de ingevolge artikel 39, eerste lid, onder b), van toepassing zijnde termijnen mede.

Regel 62

Afschrift voor de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling

62.1 *De internationale aanvraag*

a) Wanneer de bevoegde Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling deel uitmaakt van hetzelfde nationale bureau of dezelfde intergouvernementele organisatie als de bevoegde Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek, dient hetzelfde dossier te worden gebruikt voor het internationale nieuwheidsonderzoek en de internationale voorlopige beoordeling.

b) Wanneer de bevoegde Instantie voor Internationaal Nieuwheids-onderzoek geen deel uitmaakt van hetzelfde nationale bureau of dezelfde intergouvernementele organisatie als de bevoegde Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling, dient het Internationale Bureau, onverwijld na ontvangst van het verslag van het internationale nieuwheids-onderzoek of, indien het verzoek is ontvangen na het verslag van het internationale nieuwheids-onderzoek, onverwijld na de ontvangst van dit verzoek, een afschrift van de internationale aanvraag en van het verslag van het internationale nieuwheids-onderzoek toe te zenden aan de genoemde Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling. In gevallen waarin in plaats van het verslag van het internationale nieuwheids-onderzoek een verklaring ingevolge artikel 17, tweede lid, is afgegeven, worden de verwijzingen naar het verslag van het internationale nieuwheids-onderzoek in de voorgaande zin beschouwd als verwijzingen naar genoemde verklaring.

62.2 Wijzigingen

a) Een wijziging ingediend ingevolge artikel 19 wordt door het Internationale Bureau onverwijld toegezonden aan de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling. Indien op het tijdstip van indiening van deze wijzigingen reeds een verzoek om een internationale voorlopige beoordeling is ingediend, behoort de aanvrager op hetzelfde tijdstip waarop hij de wijzigingen bij het Internationale Bureau indient, ook een afschrift van deze wijzigingen in te dienen bij de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling.

b) Indien de termijn voor de indiening van wijzigingen ingevolge artikel 19 (zie Regel 46.1) is verstreken zonder dat de aanvrager wijzigingen ingevolge dat artikel heeft ingediend, of indien de aanvrager heeft verklaard, dat hij geen wijzigingen ingevolge dat artikel wenst aan te brengen stelt het Internationale Bureau de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling hiervan in kennis.

Regel 63

Minimumvereisten voor autoriteiten voor de internationale voorlopige beoordeling

63.1 Omschrijving van de minimumvereisten

De in artikel 32, derde lid, bedoelde minimumvereisten zijn de volgende:

- (i) het nationale bureau of de intergouvernementele organisatie moet ten minste 100 personeelsleden met een volledige dagtaak in dienst hebben die over voldoende technische bekwaamheden beschikken om beoordelingen te verrichten;
- (ii) dat bureau of die organisatie moet onmiddellijk kunnen beschikken over ten minste de minimumdocumentatie bedoeld in Regel 34, op de juiste wijze gerangschikt voor beoordelingen;

(iii) dat bureau of die organisatie moet een staf hebben die in staat is beoordelingen op de vereiste technische gebieden te verrichten en die de talenkennis bezit om althans die talen te begrijpen waarin de in Regel 34 bedoelde minimumdocumentatie is gesteld of vertaald.

Regel 64

De stand van de techniek voor de internationale voorlopige beoordeling

64.1 Stand van de techniek

a) Voor de toepassing van artikel 33, tweede en derde lid, wordt alles wat, waar ook ter wereld, ter beschikking van het publiek is gesteld door middel van schriftelijke publikatie (met inbegrip van tekeningen en andere illustraties) als stand van de techniek beschouwd, mits dit ter beschikking stellen van het publiek plaatsvond voor de van belang zijnde datum.

b) Voor de toepassing van het bepaalde onder paragraaf a) is de van belang zijnde datum:

(i) onverminderd het bepaalde sub (ii), de datum van internationale indiening van de internationale aanvraag ten aanzien waarvan een internationale voorlopige beoordeling wordt verricht;

(ii) wanneer voor de in internationale voorlopige beoordeling zijnde internationale aanvraag een rechtsgeldig beroep op voorrang wordt gedaan op grond van een eerdere aanvraag, de indieningsdatum van die eerdere aanvraag.

64.2 Niet-schriftelijke openbaarmakingen

In gevallen waarin het ter beschikking stellen van het publiek plaatsvond door middel van een mondelinge uiteenzetting, een gebruik, een tentoonstelling of op andere niet-schriftelijke wijze („niet schriftelijke openbaarmaking”) voor de van belang zijnde datum zoals omschreven in Regel 64.1 b) en de datum van deze niet-schriftelijke openbaarmaking is aangegeven in een schriftelijke publikatie die na de van belang zijnde datum ter beschikking van het publiek is gesteld, wordt de niet-schriftelijke openbaarmaking voor de toepassing van artikel 33, tweede en derde lid, niet tot de stand van de techniek gerekend. Niettemin dient het verslag van de internationale voorlopige beoordeling de aandacht op deze niet-schriftelijke openbaarmaking te vestigen op de wijze bepaald in Regel 70.9.

64.3 Bepaalde gepubliceerde literatuurplaatsen

In gevallen waarin een aanvraag die, of een octrooi dat voor de toepassing van artikel 33, tweede en derde lid, zou behoren tot de stand van de techniek, indien zij of het zou zijn gepubliceerd voor de van belang

zijnde datum, doch is ingediend voor de van belang zijnde datum of daarvoor een recht van voorrang is ingeroepen op grond van een eerdere aanvraag die was ingediend voor de van belang zijnde datum, wordt een zodanige gepubliceerde aanvraag of een zodanig octrooi voor de toepassing van artikel 33, tweede en derde lid, niet tot de stand van de techniek gerekend. Niettemin dient het verslag van de internationale voorlopige beoordeling de aandacht op een zodanige aanvraag of een zodanig octrooi te vestigen op de wijze bepaald in Regel 70.10.

Regel 65

Uitvinderswerkzaamheid of niet voor de hand liggen

65.1 *Samenhang met de stand van de techniek*

Voor de toepassing van artikel 33, derde lid, wordt bij de internationale voorlopige beoordeling rekening gehouden met de samenhang tussen een bepaalde conclusie en de stand van de techniek in zijn geheel. Er dient rekening te worden gehouden met de samenhang van de conclusie niet alleen met afzonderlijke literatuurplaatsen of afzonderlijk daarvan beschouwde delen, maar ook met haar samenhang met combinaties van deze literatuurplaatsen of delen van literatuurplaatsen, wanneer deze combinaties voor een deskundige voor de hand liggen.

65.2 *Van belang zijnde datum*

Voor de toepassing van artikel 33, derde lid, is de van belang zijnde datum voor de beoordeling van uitvinderswerkzaamheid (het niet voor de hand liggen) de in Regel 64.1 voorgeschreven datum.

Regel 66

Procedure voor de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling

66.1 *Grondslag van de internationale voorlopige beoordeling*

Voordat de internationale voorlopige beoordeling begint, kan de aanvrager overeenkomstig artikel 34, tweede lid, onder *b*), wijzigingen aanbrengen en de internationale voorlopige beoordeling wordt aanvankelijk gericht op de conclusies, de beschrijving en de tekeningen, zoals vervat in de internationale aanvraag op het tijdstip waarop het internationale voorlopige onderzoek begint.

66.2 *Eerste schriftelijke oordeel van de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling*

a) Indien de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling

(i) van oordeel is dat de internationale aanvraag een van de gebreken heeft, beschreven in artikel 34, vierde lid,

(ii) van oordeel is dat het verslag van de internationale voorlopige beoordeling negatief dient te zijn ten aanzien van enige conclusie omdat de uitvinding waarvoor daarin bescherming wordt gevraagd niet nieuw lijkt te zijn, niet op uitvindingswerkzaamheid lijkt te berusten (niet voor de hand lijkt te liggen) of niet vatbaar lijkt voor toepassing op het gebied van de nijverheid,

(iii) opmerkt dat er een gebrek is in de vorm of de inhoud van de internationale aanvraag ingevolge het Verdrag of dit Reglement,

(iv) van oordeel is dat enige wijziging verder gaat dan is geopenbaard in de internationale aanvraag zoals deze is ingediend, of

(v) het verslag van de internationale voorlopige beoordeling vergezeld wenst te doen gaan van opmerkingen of er de duidelijkheid van de conclusies, de beschrijving en de tekeningen of de vraag of de conclusies ten volle door de beschrijving worden ondersteund, dient genoemde Instantie de aanvrager daarvan schriftelijk in kennis te stellen.

b) De kennisgeving dient een volledige uiteenzetting te geven van de redenen voor het oordeel van de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling.

c) In de kennisgeving wordt de aanvrager uitgenodigd een schriftelijk antwoord in te dienen, waar passend vergezeld van wijzigingen of verbeteringen.

d) In de kennisgeving dient een termijn voor het antwoord te worden bepaald. De termijn dient gegeven de omstandigheden redelijk te zijn. Zij dient normaal 2 maanden te belopen na de datum van de kennisgeving. In geen geval dient zij korter te zijn dan een maand na genoemde datum. Zij dient ten minste 2 maanden na de genoemde datum te belopen, wanneer het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek tegelijkertijd met de kennisgeving wordt toegezonden. In geen geval dient zij langer te zijn dan 3 maanden na de genoemde datum.

66.3 Formeel antwoord aan de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling

a) De aanvrager kan aan de in Regel 66.2 c) bedoelde uitnodiging van de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling gehoor geven door wijzigingen of verbeteringen aan te brengen, of – indien hij het niet eens is met het oordeel van die Instantie – door argumenten aan te voeren, al naar het geval, dan wel beide doen.

b) Een antwoord dient rechtstreeks bij de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling te worden ingediend.

66.4 Bijkomende gelegenheid voor wijziging of verbetering

a) Indien de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling een of meer bijkomende schriftelijke oordelen wenst te geven, kan zij zulks doen; in dit geval zijn de Regels 66.2 en 66.3 van toepassing.

b) Op verzoek van de aanvrager kan de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling hem één of meer bijkomende gelegenheden bieden om wijzigingen of verbeteringen in te dienen.

66.5 *Wijziging*

Een andere verandering dan de rechtzetting van duidelijke transcriptiefouten in de conclusies, de beschrijving of de tekeningen, met inbegrip van het schrappen van conclusies, het weglaten van passages in de beschrijving of het weglaten van bepaalde tekeningen, wordt als een wijziging beschouwd.

66.6 *Informele contacten met de aanvrager*

De Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling kan te allen tijde informeel, telefonisch, schriftelijk of door middel van persoonlijke gesprekken contact met de aanvrager onderhouden. De genoemde Instantie beslist naar eigen goeddunken, of zij meer dan één persoonlijk onderhoud wenst toe te staan, indien de aanvrager daarom verzoekt, dan wel of zij wenst te antwoorden op een informele schriftelijke mededeling van de aanvrager.

66.7 *Voorrangsbewijs*

a) Indien de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling een afschrift nodig heeft van de aanvraag op grond waarvan in de internationale aanvraag een recht van voorrang is ingeroepen, verstrekt het Internationale Bureau op verzoek onverwijld dit afschrift, met dien verstande dat, wanneer het verzoek wordt gedaan voordat het Internationale Bureau het voorrangsbewijs ingevolge Regel 17.1 a) heeft ontvangen, de aanvrager een afschrift dient te verstrekken aan het Internationale Bureau en rechtstreeks aan de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling.

b) Indien de aanvraag op grond waarvan een recht van voorrang is ingeroepen in een andere taal is gesteld dan de taal of een van de talen van de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling, dient de aanvrager op daartoe strekkende uitnodiging een vertaling in genoemde taal of een van de genoemde talen te verstrekken,

c) Het ingevolge het bepaalde onder paragraaf a) door de aanvrager te verstrekken afschrift en de onder paragraaf b) bedoelde vertaling dienen te worden verstrekt voor het verstrijken van 2 maanden vanaf de datum van het verzoek of de uitnodiging. Indien zij niet binnen deze termijn zijn verstrekt, wordt het verslag van de internationale voorlopige beoordeling opgesteld alsof het recht van voorrang niet was ingeroepen.

66.8 *Vorm van verbeteringen en wijzigingen*

a) Van de aanvrager wordt verlangd dat hij een vervangend blad indient voor elk blad van de internationale aanvraag dat wegens verbetering of wijziging verschilt van het oorspronkelijk ingediende blad. De begeleidende brief bij de vervangende bladen dient de aandacht te vestigen op de verschillen tussen de vervangen en de vervangende bladen. Voor zover een wijziging leidt tot het vervallen van een geheel blad, wordt deze wijziging in een brief medegedeeld.

b) De Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling plaatst op elk vervangend blad het nummer van de internationale aanvraag en de datum van ontvangst en het stempel van de genoemde Instantie. Zij bewaart in haar dossiers ieder vervangend blad, de begeleidende brief bij het (de) vervangende blad (bladen) en iedere brief zoals bedoeld in de laatste zin van paragraaf a).

Regel 67

Onderwerpen ingevolge artikel 34, vierde lid, onder a) sub (i)

67.1 *Begripsomschrijving*

Van een Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling mag niet worden verlangd, dat zij een internationale voorlopige beoordeling verricht van een internationale aanvraag, indien en voor zover het onderwerp op een van de onderstaande gebieden ligt:

- (i) natuurwetenschappelijke en wiskundige theorieën,
- (ii) planten- of dierenrassen of werkwijzen van wezenlijk biologische aard voor de voortbrenging van planten en dieren, die geen microbiologische werkwijzen en hierdoor verkregen voortbrengselen zijn,
- (iii) stelsels, regels of methoden voor de bedrijfsvoering, voor het verrichten van uitsluitend geestelijke handelingen of voor het spelen,
- (iv) methoden voor de behandeling van het menselijke of het dierlijke lichaam door chirurgische ingrepen of geneeskundige behandeling, alsmede methoden voor het stellen van een diagnose,
- (v) enkele presentatie van gegevens,
- (vi) programma's voor rekenautomaten voor zover de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling niet is uitgerust voor het verrichten van een internationale voorlopige beoordeling van zodanige programma's.

Regel 68

Gebrek aan eenheid van uitvinding (internationale voorlopige beoordeling)

68.1 *Geen uitnodiging tot beperking of betaling*

Wanneer de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling vaststelt, dat niet is voldaan aan het vereiste van eenheid van uitvinding

en verkiest de aanvrager niet uit te nodigen de conclusies te beperken of bijkomende taksen te betalen, stelt zij, behoudens artikel 34, vierde lid, onder b), het verslag van de internationale voorlopige beoordeling op ten aanzien van de gehele internationale aanvraag, maar dient zij in genoemd verslag te vermelden dat naar haar oordeel niet is voldaan aan het vereiste van eenheid van uitvinding en de redenen aan te geven waarom de internationale aanvraag niet wordt beschouwd te voldoen aan het vereiste van eenheid van uitvinding.

68.2 *Uitnodiging tot beperking of tot betaling*

Wanneer de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling vaststelt, dat niet is voldaan aan het vereiste van eenheid van uitvinding en verkiest de aanvrager uit te nodigen, naar zijn keuze, de conclusies te beperken of bijkomende taksen te betalen, dient zij althans één mogelijkheid van beperking aan te geven die naar het oordeel van de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling in overeenstemming zou zijn met het van toepassing zijnde vereiste, en dient zij het bedrag van de bijkomende taksen aan te geven, alsmede de redenen waarom de internationale aanvraag niet wordt beschouwd te voldoen aan het vereiste van eenheid van uitvinding. Tegelijkertijd dient zij een termijn vast te stellen, met inachtneming van de geldende omstandigheden, om te voldoen aan de uitnodiging; deze termijn mag niet korter zijn dan een maand en niet langer dan 2 maanden te rekenen van de datum van de uitnodiging.

68.3 *Bijkomende taksen*

a) Het bedrag van de bijkomende taks verschuldigd voor de internationale voorlopige beoordeling ingevolge artikel 34, derde lid, onder a), wordt bepaald door de bevoegde Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling.

b) De bijkomende taks verschuldigd voor de internationale voorlopige beoordeling ingevolge artikel 34, derde lid, onder a), dient rechtstreeks te worden betaald aan de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling.

c) Een aanvrager kan de bijkomende taks onder protest betalen, d.w.z. vergezeld van een met redenen omklede uiteenzetting dat de internationale aanvraag voldoet aan het vereiste van eenheid van uitvinding of dat het bedrag van de vereiste bijkomende taks buitensporig hoog is. Een zodanig protest dient te worden bestudeerd door een uit drie leden bestaande raad of ander bijzonder orgaan van de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling, of door een bevoegd hoger orgaan dat, voor zover het het protest gerechtvaardigd acht, beveelt dat de bijkomende taks geheel of gedeeltelijk aan de aanvrager wordt terugbetaald. Op verzoek van de aanvrager worden de tekst van het protest en die van de beslissing dienaangaande ter kennis gebracht van de geko-

zen bureaus als bijlage bij het verslag van de internationale voorlopige beoordeling.

d) In de uit drie leden bestaande raad, het bijzondere orgaan of het bevoegde hogere orgaan bedoeld onder paragraaf c) dient geen persoon zitting te hebben die het besluit nam waarop het protest betrekking heeft.

68.4 *Procedure in geval van onvoldoende beperking van de conclusies*

Indien de aanvrager de conclusies beperkt, doch niet voldoende om te voldoen aan het vereiste van eenheid van uitvinding, handelt de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling zoals bepaald in artikel 34, derde lid, onder c).

68.5 *Hoofduitvinding*

In geval van twijfel welke uitvinding de hoofduitvinding is voor de toepassing van artikel 34, derde lid, onder c), wordt de als eerste in de conclusies genoemde uitvinding als de hoofduitvinding beschouwd.

Regel 69

Termijn voor de internationale voorlopige beoordeling

69.1 *Termijn voor de Internationale Voorlopige Beoordeling*

a) Alle met Instanties voor de Internationale Voorlopige Beoordeling gesloten overeenkomsten dienen dezelfde termijn te bepalen voor de opstelling van het verslag van de internationale voorlopige beoordeling. Deze termijn mag niet langer zijn dan:

(i) 6 maanden na het begin van de internationale voorlopige beoordeling,

(ii) in gevallen waarin de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling de aanvrager uitnodigt de conclusies te beperken of bijkomende taksen te betalen (artikel 34, derde lid), 8 maanden na het begin van de internationale voorlopige beoordeling.

b) De internationale voorlopige beoordeling dient te beginnen bij ontvangst door de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling:

(i) ingevolge Regel 62.2 a) van de conclusies zoals gewijzigd ingevolge artikel 19, of

(ii) ingevolge Regel 62.2 b) van een kennisgeving van het Internationale Bureau dat binnen de voorgeschreven termijn geen wijzigingen ingevolge artikel 19 zijn ingediend of dat de aanvrager heeft verklaard, dat hij zodanige wijzigingen niet wenst aan te brengen, of

(iii) van een kennisgeving, nadat het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek in het bezit van de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling is gekomen van de aanvrager, waarin de wens

wordt geuit dat de internationale voorlopige beoordeling zal beginnen en gericht zal zijn op de in een zodanige kennisgeving aangegeven conclusies, of

(iv) van een kennisgeving van de verklaring door de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek dat er geen verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek zal worden opgesteld (artikel 17, tweede lid, onder a)).

c) Indien de bevoegde Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling deel uitmaakt van hetzelfde nationale bureau of dezelfde intergouvernementele organisatie als de bevoegde Instanties voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek, kan de internationale voorlopige beoordeling, indien de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling zulks wenst, op hetzelfde tijdstip als het internationale nieuwheidsonderzoek beginnen. In een zodanig geval wordt het verslag van de internationale voorlopige beoordeling, ondanks het bepaalde onder paragraaf a), niet later opgesteld dan 6 maanden na het verstrijken van de ingevolge artikel 19 toegestane termijn voor wijziging van de conclusies.

Regel 70

Het verslag van de internationale voorlopige beoordeling

70.1 *Begripsomschrijving*

Voor de toepassing van deze Regel wordt onder „verslag” verstaan het verslag van de internationale voorlopige beoordeling.

70.2 *Grondslag van het verslag*

a) Indien de conclusies zijn gewijzigd wordt verslag uitgebracht over de gewijzigde conclusies.

b) Indien op grond van Regel 66.7 c) het verslag wordt opgesteld alsof er geen voorrang was ingeroepen, dient het verslag zulks te vermelden.

c) Indien de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling van oordeel is dat een wijziging verder gaat dan hetgeen in de ingediende internationale aanvraag is geopenbaard, dient het verslag te worden opgesteld alsof deze wijziging niet was aangebracht en dient het verslag zulks te vermelden. Die Instantie dient ook de redenen aan te geven waarom zij van oordeel is dat de wijziging verder gaat dan hetgeen is geopenbaard.

70.3 *Vermeldingen*

Het verslag dient de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling die het heeft opgesteld, aan te geven door de naam van deze Instantie te vermelden en de internationale aanvraag door het nummer

van de internationale aanvraag, de naam van de aanvrager, de naam van het ontvangende bureau en de datum van internationale indiening te vermelden.

70.4 *Data*

Het verslag dient te vermelden:

- (i) de datum waarop het verzoek is ingediend, en
- (ii) de datum van het verslag; deze datum dient de datum te zijn waarop het verslag werd voltooid.

70.5 *Classificatie*

- a) Het verslag dient de classificatie te herhalen die ingevolge Regel 43.3 was toegekend, indien de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling met deze classificatie instemt.
- b) Indien dit niet het geval is, dient de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling in het verslag de classificatie aan te geven, tenminste overeenkomstig de Internationale Classificatie van Octrooien, die zij juist acht.

70.6 *Verklaring ingevolge artikel 35, tweede lid*

- a) De verklaring bedoeld in artikel 35, tweede lid, dient te bestaan uit de woorden „JA” of „NEEN” of het equivalent daarvan in de taal van het verslag, of een passend teken zoals bepaald in de Administratieve Instructies en zij dient vergezeld te gaan van de eventuele aanhalingen, toelichtingen en opmerkingen bedoeld in de laatste zin van artikel 35, tweede lid.
- b) Indien aan een van de drie maatstaven genoemd in artikel 35, tweede lid (d.w.z. nieuwheid, uitvinderswerkzaamheid (het niet voor de hand liggen), vatbaar zijn voor toepassing op het gebied van de nijverheid) niet is voldaan, dient de verklaring negatief te zijn. Indien in zulk een geval aan een der maatstaven, afzonderlijk beschouwd, is voldaan, dient het verslag de maatstaf of maatstaven waaraan is voldaan aan te geven.

70.7 *Aanhalingen ingevolge artikel 35, tweede lid*

- a) In het verslag dienen de literatuurplaatsen te worden aangehaald die van belang worden geacht ter staving van de ingevolge artikel 35, tweede lid, afgelegde verklaringen.
- b) De bepalingen van Regel 43.5 b) en e) zijn ook van toepassing op het verslag.

70.8 *Toelichtingen ingevolge artikel 35, tweede lid*

De Administratieve Instructies dienen richtlijnen te bevatten voor de gevallen waarin de toelichtingen bedoeld in artikel 35, tweede lid, wel of

niet dienen te worden gegeven en de vorm van zulke toelichtingen. Deze richtlijnen dienen te zijn gebaseerd op de volgende beginselen:

- (i) er dienen toelichtingen te worden gegeven wanneer de verklaring betreffende een conclusie negatief is;
- (ii) er dienen toelichtingen te worden gegeven wanneer de verklaring positief is, tenzij de reden voor het aanhalen van een literatuurplaats gemakkelijk voorstelbaar is op basis van raadpleging van de aangehaalde literatuurplaats;
- (iii) over het algemeen dienen toelichtingen te worden gegeven, indien het geval bedoeld in de laatste zin van Regel 70.6 b) zich voordoet.

70.9 *Niet-schriftelijke openbaarmakingen*

Niet-schriftelijke openbaarmakingen waarnaar in het verslag uit hoofde van Regel 64.2 wordt verwezen dienen te worden vermeld door het aangeven van de soort, de datum waarop de schriftelijke uiteenzetting, verwijzend naar de niet-schriftelijke openbaarmaking, ter beschikking van het publiek is gesteld en de datum waarop de niet-schriftelijke openbaarmaking in het publiek geschiedde.

70.10 *Bepaalde openbaar gemaakte literatuurplaatsen*

Een openbaar gemaakte aanvraag of een octrooi waarnaar in het verslag uit hoofde van Regel 64.3 wordt verwezen, dient als zodanig te worden vermeld en vergezeld te gaan van een aanduiding van haar datum van publikatie, van haar indieningsdatum en de mogelijke ingeroepen datum van voorrang. Ten aanzien van de datum van voorrang van zulk een document kan het verslag aangeven dat deze datum, naar het oordeel van de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling, niet rechtsgeldig is ingeroepen.

70.11 *Vermelding van wijzigingen of verbetering van bepaalde gebreken*

Indien wijzigingen of verbeteringen zijn aangebracht ten overstaan van de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling dient dit feit in het verslag te worden vermeld.

70.12 *Vermelding van bepaalde gebreken*

Indien de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling van oordeel is dat, op het tijdstip waarop zij het verslag opstelt:

- (i) de internationale aanvraag een van de gebreken bevat bedoeld in Regel 66.2 a) (iii), dient zij dit oordeel en de redenen daarvoor op te nemen in het verslag;
- (ii) de internationale aanvraag aanleiding geeft tot een van de opmerkingen bedoeld in Regel 66.2 a) (v), kan zij dit oordeel opnemen in het verslag en indien zij zulks doet, dient zij in het verslag tevens de gronden voor dit oordeel aan te geven.

70.13 *Opmerkingen betreffende de eenheid van uitvinding*

Indien de aanvrager bijkomende taksen voor de internationale voorlopige beoordeling heeft betaald of indien de internationale aanvraag of de internationale voorlopige beoordeling ingevolge artikel 34, derde lid, is beperkt, dient het verslag dit aan te geven. Bovendien dient het verslag wanneer de internationale voorlopige beoordeling ten aanzien van beperkte conclusies (artikel 34, derde lid, onder a)) of alleen ten aanzien van de hoofduitvinding (artikel 34, derde lid, onder c)) is verricht aan te geven, welke delen van de internationale aanvraag wel en welke delen niet het voorwerp van de internationale voorlopige beoordeling zijn geweest.

70.14 *Ondertekening*

Het verslag dient te worden ondertekend door een bevoegde functionaris van de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling.

70.15 *Vorm*

De vormvoorschriften voor het verslag worden voorgeschreven in de Administratieve Instructies.

70.16 *Aanhechting van verbeteringen en wijzigingen*

Indien de conclusies, de beschrijving of de tekeningen zijn gewijzigd of een deel van de internationale aanvraag is verbeterd ten overstaan van de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling, dient elk vervangend blad, voorzien van de aantekeningen zoals bepaald in Regel 66.8 b), als bijlage aan het verslag te worden gehecht. Vervangende bladen die door latere vervangende bladen zijn vervangen, dienen niet te worden aangehecht. Indien de wijziging is medegedeeld in een brief, dient tevens een afschrift van deze brief aan het verslag te worden gehecht.

70.17 *Talen van het verslag en de bijlagen*

a) Het verslag dient te zijn gesteld in de taal waarin de internationale aanvraag waarop het betrekking heeft is gepubliceerd.

b) Bijlagen dienen te zijn gesteld in de taal waarin de internationale aanvraag waarop zij betrekking hebben is ingediend en tevens, indien deze een andere is, in de taal waarin de internationale aanvraag waarop zij betrekking hebben, is gepubliceerd.

Regel 71

Toezending van het verslag van de internationale voorlopige beoordeling

71.1 *Ontvangers*

De Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling zendt op dezelfde dag een exemplaar van het verslag van de internationale voor-

lopige beoordeling en van de mogelijke bijlagen daarbij toe aan het Internationale Bureau en een exemplaar aan de aanvrager.

71.2 *Afschriften van aangehaalde literatuurplaatsen*

a) Het verzoek ingevolge artikel 36, vierde lid, kan op elk tijdstip worden ingediend gedurende 7 jaar te rekenen van de datum van internationale indiening van de internationale aanvraag waarop het verslag betrekking heeft.

b) De Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling kan verlangen dat de partij (aanvrager of gekozen bureau) die het verzoek overlegt, haar de kosten voor het maken en per post verzenden van de afschriften betaalt. Het tarief van de kosten voor het maken van afschriften wordt bepaald in de in artikel 32, tweede lid, bedoelde overeenkomsten tussen de Instanties voor de Internationale Voorlopige Beoordeling en het Internationale Bureau.

c) Een Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling die de afschriften niet rechtstreeks aan een gekozen bureau wenst te zenden, zendt een afschrift naar het Internationale Bureau en het Internationale Bureau handelt vervolgens zoals bepaald onder de paragrafen a) en b).

d) Een Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling kan de verplichtingen bedoeld onder a) tot en met c) vervullen door bemiddeling van een ander bureau dat tegenover haar verantwoordelijk is.

Regel 72

Vertaling van het verslag van de Internationale Voorlopige Beoordeling

72.1 *Talen*

a) Een gekozen Staat kan verlangen dat het verslag van de Internationale Voorlopige Beoordeling, opgesteld in een andere taal dan de officiële taal of een van de officiële talen van zijn nationale bureau, wordt vertaald in het Duits, het Engels, het Frans, het Japans, het Russisch of het Spaans.

b) Dit verlangen dient ter kennis te worden gebracht van het Internationale Bureau, dat het onverwijld bekendmaakt in het mededelingenblad.

72.2 *Afschriften van vertalingen voor de aanvrager*

Het Internationale Bureau zendt een afschrift van elke vertaling van het verslag van de Internationale Voorlopige Beoordeling toe aan de aanvrager op hetzelfde tijdstip als waarop het deze vertaling toezendt aan het betrokken gekozen bureau of de betrokken gekozen bureaus.

72.3 *Opmerking over de vertaling*

De aanvrager kan schriftelijk opmerkingen maken over wat naar zijn oordeel vertaalfouten in de vertaling van het verslag van de Internationale Voorligende Beoordeling zijn en dient een afschrift van deze opmerkingen te zenden aan elk van de betrokken gekozen bureaus en aan het Internationale Bureau.

Regel 73

Toezending van het verslag van de internationale voorlopige beoordeling

73.1 *Het maken van afschriften*

Het Internationale Bureau maakt de afschriften van de ingevolge artikel 36, derde lid, onder a), toe te zenden documenten.

73.2 *Termijn voor toezending*

De toezending bepaald in artikel 36, derde lid, onder a), dient zo spoedig mogelijk te geschieden.

Regel 74

Vertaling van bijlagen bij het verslag van de internationale voorlopige beoordeling en toezending daarvan

74.1 *Termijn*

Een vervangend blad zoals bedoeld in Regel 70.16 en een wijziging zoals bedoeld in de laatste zin van die Regel, die zijn ingediend vóór het verstrekken van de vertaling van de internationale aanvraag vereist ingevolge artikel 39 of ingevolge artikel 22, wanneer het verstrekken van deze vertaling wordt geregeld door artikel 64, tweede lid, onder a, sub (i), dienen te worden vertaald en toegezonden te zamen met de verstrekking bedoeld in artikel 39, of, wanneer van toepassing, bedoeld in artikel 22; indien zij korter dan een maand vóór deze verstrekking zijn ingediend of indien zij zijn ingediend na deze verstrekking, dienen zij te worden vertaald en toegezonden een maand nadat zij zijn ingediend.

Regel 75

Intrekking van het verzoek of van keuzen

75.1 *Intrekkingen*

a) Intrekking van het verzoek of van alle keuzen kan geschieden voor het verstrijken van 25 maanden te rekenen van de datum van voorrang, behalve ten aanzien van een gekozen Staat waarin de nationale behandeling of beoordeling reeds is begonnen.

Intrekking van de keuze van een gekozen Staat kan geschieden voor de datum waarop de beoordeling en de behandeling in die Staat kan beginnen.

b) De intrekking geschiedt door een ondertekende kennisgeving van de aanvrager aan het Internationale Bureau. In het geval van Regel 4.8 b) dient de kennisgeving door alle aanvragers te worden ondertekend.

75.2 *Kennisgeving aan gekozen bureaus*

a) Het feit dat de aanvraag of alle keuzen zijn ingetrokken, dient door het Internationale Bureau onverwijld ter kennis te worden gebracht van de nationale bureaus van alle Staten die tot het tijdstip van intrekking gekozen Staten waren en van hun verkiezing in kennis waren gesteld.

b) Het feit dat een keuze is ingetrokken en de datum van ontvangst van de intrekking dienen door het Internationale Bureau onverwijld ter kennis te worden gebracht van het betrokken gekozen bureau, behalve wanneer het nog niet van zijn verkiezing in kennis is gesteld.

75.3 *Kennisgeving aan de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling*

Het feit dat het verzoek of alle keuzen zijn ingetrokken, wordt door het Internationale Bureau onverwijld ter kennis gebracht van de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling, indien deze Instantie op het tijdstip van de intrekking in kennis was gesteld van het bestaan van het verzoek.

75.4 *Bevoegdheid ingevolge artikel 37, vierde lid, onder b)*

a) Een Verdragsluitende Staat die gebruik wenst te maken van de bevoegdheid bedoeld in artikel 37, vierde lid, onder b), dient het Internationale Bureau daarvan schriftelijk in kennis te stellen.

b) De onder paragraaf a) bedoelde kennisgeving dient onverwijld door het Internationale Bureau in het mededelingenblad te worden bekendgemaakt en heeft rechtsgevolgen ten aanzien van internationale aanvragen die meer dan een maand na de datum van verschijnen van de betrokken aflevering van het mededelingenblad worden ingediend.

Regel 76

Talen van vertalingen en bedragen van taksen ingevolge artikel 39, eerste lid; vertaling van voorrangsbewijis

76.1 *Kennisgeving*

a) Een Verdragsluitende Staat die verlangt dat ingevolge artikel 39, eerste lid, een vertaling wordt verstrekt of een nationale taks wordt betaald, of beide, dient het Internationale Bureau in kennis te stellen van:

i) de talen waaruit en de taal waarin hij vertaling verlangt,

ii) het bedrag van de nationale taks.

b) Een kennisgeving ontvangen door het Internationale Bureau ingevolge het bepaalde onder paragraaf *a*), wordt door het Internationale Bureau bekendgemaakt in het mededelingenblad.

c) Indien de vereisten onder paragraaf *a*) later veranderen, dienen deze veranderingen door de Verdragsluitende Staat ter kennis te worden gebracht van het Internationale Bureau en dit Bureau maakt de kennisgeving onverwijld bekend in het mededelingenblad. Indien de verandering inhoudt dat een vertaling is vereist in een taal die vóór de verandering niet was vereist, geldt deze verandering slechts ten aanzien van een verzoek dat meer dan 2 maanden na bekendmaking van de kennisgeving in het mededelingenblad is ingediend. In andere gevallen wordt de datum waarop een verandering ingaat bepaald door de Verdragsluitende Staat.

76.2 *Talen*

De taal waarin een vertaling kan worden geëist, moet een officiële taal van het gekozen bureau zijn. Indien er meer dan één officiële taal is, kan geen vertaling worden geëist indien de internationale aanvraag is gesteld in een van die talen. Indien er meer dan één officiële taal is, en een vertaling moet worden verstrekt, kan de aanvrager ieder van deze talen kiezen. Niettegenstaande de voorgaande bepalingen van deze paragraaf kan, indien er meer dan één officiële taal is, doch de nationale wetgeving het gebruik van een dezer talen voorschrijft voor vreemdelingen, een vertaling in die taal worden geëist.

76.3 *Verklaringen ingevolge artikel 19*

Voor de toepassing van artikel 39 en van de onderhavige Regel wordt een ingevolge artikel 19, eerste lid, afgelegde verklaring als een deel van de internationale aanvraag beschouwd.

76.4 *Termijn voor vertaling van het voorrangsbewijs*

Van de aanvrager wordt niet verlangd dat hij een gekozen bureau een gewaarmerkte vertaling van het voorrangsbewijs verstrekt vóór het verstrijken van de ingevolge artikel 39 van toepassing zijnde termijn.

Regel 77

Bevoegdheid ingevolge artikel 39, eerste lid, onder b)

77.1 *Uitoefening van bevoegdheid*

a) Een Verdragsluitende Staat die een termijn toestaat welke op een later tijdstip verstrijkt dan de in artikel 39, eerste lid, onder *a*) bepaalde termijn, dient het Internationale Bureau in kennis te stellen van de aldus vastgestelde termijn.

b) Een door het Internationale Bureau ingevolge het bepaalde onder paragraaf a) ontvangen kennisgeving wordt onverwijld door het Internationale Bureau bekendgemaakt in het mededelingenblad.

c) Kennisgevingen betreffende de verkorting van de voordien vastgestelde termijn gelden met betrekking tot verzoeken ingediend na het verstrijken van 3 maanden te rekenen van de datum waarop de kennisgeving door het Internationale Bureau is bekendgemaakt.

d) Kennisgevingen betreffende de verlenging van de voordien vastgestelde termijn worden van kracht bij bekendmaking door het Internationale Bureau in het mededelingenblad ten aanzien van op dat tijdstip aanhangige of na de datum van deze bekendmaking overgelegde verzoeken dan wel, indien de Verdragsluitende Staat die de kennisgeving doet, een latere datum vaststelt, met ingang van die latere datum.

Regel 78

Wijziging van de conclusies, de beschrijving en de tekeningen ten overstaan van gekozen bureaus

78.1 Termijn wanneer de keuze wordt verricht vóór het verstrijken van 19 maanden te rekenen van de datum van voorrang

a) Wanneer de keuze van een Verdragsluitende Staat wordt verricht vóór het verstrijken van de 19de maand te rekenen van de datum van voorrang, dient de aanvrager, indien hij zulks wenst, het recht ingevolge artikel 41 uit te oefenen nadat de toezending van het verslag van de internationale voorlopige beoordeling ingevolge artikel 36, eerste lid, is geschied en voordat de ingevolge artikel 39 van toepassing zijnde termijn verstrijkt, met dien verstande dat, indien deze toezending niet heeft plaatsgevonden bij het verstrijken van de ingevolge artikel 39 van toepassing zijnde termijn, hij dit recht uiterlijk op deze datum van verstrijken dient uit te oefenen. In beide gevallen kan de aanvrager dit recht op elk ander tijdstip uitoefenen, indien de nationale wetgeving van genoemde Staat zulks toestaat.

b) In een gekozen Staat waarvan de nationale wetgeving bepaalt, dat de beoordeling slechts begint op speciaal verzoek, kan de nationale wetgeving bepalen, dat de termijn waarbinnen of het tijdstip waarop de aanvrager het recht ingevolge artikel 41 kan uitoefenen, wanneer de keuze van een Verdragsluitende Staat is verricht vóór het verstrijken van de 19de maand te rekenen van de datum van voorrang, dezelfde of hetzelfde is als die welke door de nationale wetgeving is bepaald voor de indiening van wijzigingen in het geval van beoordeling, op speciaal verzoek, van nationale aanvragen, met dien verstande dat deze termijn niet mag verstrijken vóór, of dit tijdstip niet mag vallen vóór het verstrijken van de ingevolge artikel 39 van toepassing zijnde termijn.

78.2 Termijn wanneer de keuze wordt verricht na het verstrijken van 19 maanden te rekenen van de datum van voorrang

Wanneer de keuze van een Verdragsluitende Staat is verricht na het verstrijken van de 19de maand te rekenen van de datum van voorrang en de aanvrager wijzigingen ingevolge artikel 41 wenst aan te brengen, is de termijn voor het aanbrengen van wijzigingen ingevolge artikel 28 van toepassing.

78.3 Gebruiksmodellen

De bepalingen van de Regels 6.5 en 13.5 zijn van overeenkomstige toepassing voor gekozen bureaus. Indien de keuze werd verricht voor het verstrijken van de 19de maand te rekenen van de datum van voorrang, wordt de verwijzing naar de ingevolge artikel 22 van toepassing zijnde termijn vervangen door een verwijzing naar de ingevolge artikel 39 van toepassing zijnde termijn.

DEEL D

Regels betreffende hoofdstuk III van het Verdrag

Regel 79

*Tijdrekening*79.1 *De weergave van data*

Aanvragers, nationale bureaus, ontvangende bureaus, Instanties voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek en voor de Internationale Voorlopige Beoordeling en het Internationale Bureau geven voor de toepassing van het Verdrag en het Reglement data weer in de Christelijke jaartelling en de Gregoriaanse tijdrekening of, indien zij andere jaartellingen en tijdrekeningen gebruiken, dienen zij deze ook aan te geven in de Christelijke jaartelling en de Gregoriaanse tijdrekening.

Regel 80

*Berekening van termijnen*80.1 *In jaren aangegeven tijdvakken*

Wanneer een tijdvak is aangegeven als een jaar of een bepaald aantal jaren, begint de berekening op de dag volgend op de dag waarop de desbetreffende gebeurtenis plaats heeft gevonden en verstrijkt het tijdvak in het daarop volgende jaar in de maand met dezelfde naam en op de dag met hetzelfde rangnummer als de maand en de dag waarop de genoemde gebeurtenis heeft plaatsgevonden, met dien verstande dat indien de desbetreffende daarop volgende maand geen dag met hetzelfde rangnummer heeft, het tijdvak verstrijkt op de laatste dag van die maand.

80.2 *In maanden aangegeven tijdvakken*

Wanneer een tijdvak is aangegeven als een maand of een bepaald aantal maanden, begint de berekening op de dag volgend op de dag waarop de desbetreffende gebeurtenis heeft plaatsgevonden en verstrijkt het tijdvak in de desbetreffende daarop volgende maand op de dag die hetzelfde rangnummer heeft als de dag waarop genoemde gebeurtenis heeft plaatsgevonden, met dien verstande dat indien de desbetreffende daarop volgende maand geen dag met hetzelfde rangnummer heeft, het tijdvak verstrijkt op de laatste dag van die maand.

80.3 *In dagen aangegeven tijdvakken*

Wanneer een tijdvak is aangegeven in een bepaald aantal dagen, begint de berekening op de dag volgend op de dag waarop de desbetreffende gebeurtenis heeft plaatsgevonden en verstrijkt het tijdvak op de dag waarop de laatste dag van de telling is bereikt.

80.4 *Plaatselijke data*

a) De datum die in aanmerking wordt genomen als de begindatum voor de berekening van een tijdvak is de datum ter plaatse op het tijdstip waarop de desbetreffende gebeurtenis heeft plaatsgevonden.

b) De datum waarop een tijdvak verstrijkt is de datum ter plaatse waar het vereiste document moet worden ingediend of de vereiste taks betaald.

80.5 *Verstrijken op een dag die geen werkdag is*

Indien het tijdvak waarbinnen een document of een taks een nationaal bureau of een intergouvernementele organisatie moet bereiken, verstrijkt op een dag waarop dat bureau of die organisatie niet voor het publiek open is voor het afhandelen van officiële aangelegenheden, of waarop gewone post niet wordt bezorgd in de plaats waarin dat bureau of die organisatie is gevestigd, verstrijkt het tijdvak op de eerstvolgende dag waarop geen van beide omstandigheden zich meer voordoet.

80.6 *Datum van documenten*

Wanneer een tijdvak begint op de datum van de dagtekening van een document of brief, afkomstig van een nationaal bureau of een intergouvernementele organisatie, wordt een betrokken partij in staat gesteld te bewijzen, dat genoemd document of genoemde brief op een latere dan de daarop vermelde datum per post is verzonden, in welk geval de datum van de werkelijke verzending per post, voor de berekening van het tijdvak, wordt beschouwd als de datum waarop het tijdvak begint.

80.7 *Einde van de werkdag*

a) Een op een bepaalde dag verstrijkend tijdvak verstrijkt op het tijdstip waarop het nationale bureau of de intergouvernementele organisatie waarbij het document moet worden ingediend of waaraan de taks moet worden betaald, zijn of haar werkzaamheden op die dag beëindigt.

b) Een bureau of organisatie kan van het bepaalde onder paragraaf a) afwijken door het tijdvak te verlengen tot middernacht op de betrokken dag.

c) Het Internationale Bureau is geopend tot 6 uur n.m.

Regel 81

Wijziging van in het Verdrag vastgestelde termijnen

81.1 *Voorstel*

a) Een Verdragsluitende Staat of de Directeur-Generaal kan ingevolge artikel 47, tweede lid, een wijziging voorstellen.

b) Door een Verdragsluitende Staat gedane voorstellen dienen te worden ingediend bij de Directeur-Generaal.

81.2 *Besluit door de Algemene Vergadering*

a) Wanneer het voorstel wordt voorgelegd aan de Algemene Vergadering, dient de Directeur-Generaal de tekst daarvan aan alle Verdragsluitende Staten toe te zenden ten minste 2 maanden vóór de zitting van de Algemene Vergadering op de agenda waarvan het voorstel is geplaatst.

b) Tijdens de bespreking van het voorstel in de Algemene Vergadering kan het voorstel worden gewijzigd of kunnen daaruit voortvloeiende amendementen worden voorgesteld.

c) Het voorstel wordt als aangenomen beschouwd, indien geen der op het tijdstip van de stemming aanwezige Verdragsluitende Staten tegen het voorstel stemt.

81.3 *Schriftelijke stemming*

a) Wanneer gekozen wordt voor schriftelijke stemming, wordt het voorstel verwerkt in een schriftelijke mededeling van de Directeur-Generaal aan de Verdragsluitende Staten, waarin zij worden uitgenodigd hun stem schriftelijk uit te brengen.

b) In de uitnodiging wordt de termijn bepaald waarbinnen het antwoord met de schriftelijk uitgebrachte stem het Internationale Bureau moet bereiken. Die termijn dient niet korter te zijn dan 3 maanden te rekenen van de datum van de uitnodiging.

c) Antwoorden moeten positief of negatief zijn. Voorstellen tot wijziging of opmerkingen worden niet als stem beschouwd.

d) Het voorstel wordt als aangenomen beschouwd, indien geen der Verdragsluitende Staten zich tegen de wijziging verzet en indien ten minste de helft van de Verdragsluitende Staten mededeling doet van goedkeuring, geen mening te hebben of van onthouding.

Regel 82

Storingen in het postverkeer

82.1 *Vertraging of verlies van in bestelling zijnde post*

a) Onverminderd de bepalingen van Regel 22.3 kan een betrokken partij bewijs aanbieden dat hij het document of de brief 5 dagen vóór het verstrijken van de termijn per post heeft verzonden. Behalve in gevallen waarin land- en zeepost gewoonlijk binnen 2 dagen na verzending op haar bestemming aankomt, of wanneer geen luchtpostdienst beschikbaar is, kan bewijs alleen worden aangeboden, indien de verzending per luchtpost is geschied. In elk geval kan bewijs alleen worden

aangeboden, indien de verzending geschiedde per door de postdiensten aangetekende post.

b) Indien deze verzending ten genoegen van het nationale bureau of de intergouvernementele organisatie die de geadresseerde is, wordt be-
wezen, wordt de vertraging in aankomst niet aangerekend of, indien het
document of de brief in de post verloren is gegaan, wordt vervanging
daarvan door een nieuw exemplaar toegestaan, mits de betrokken
partij ten genoegen van genoemd bureau of genoemde organisatie
bewijst, dat het als vervanging aangeboden document of de als ver-
vanging aangeboden brief identiek is met het verloren gegane document
of de verloren gegane brief.

c) In de gevallen bedoeld onder paragraaf b) dient het bewijs van
verzending binnen de voorgeschreven termijn en, wanneer het document
of de brief verloren is gegaan, ook het vervangende document of de ver-
vangende brief, te worden overgelegd binnen een maand na de datum
waarop de betrokken partij de vertraging of het verlies heeft vastgesteld –
of zou hebben behoren vast te stellen – en in geen geval later dan 6 maan-
den na het verstrijken van de in het bepaalde geval van toepassing zijnde
termijn.

82.2 *Onderbreking in het postverkeer*

a) Onverminderd de bepalingen van Regel 22.3 kan een betrokken
partij bewijs aanbieden dat op een dag in de 10 dagen voorafgaand aan
de dag van het verstrijken van de termijn, de postdiensten waren onder-
broken wegens oorlog, revolutie, burgerlijke ongeregelheden, staking,
een natuurramp of een andere soortgelijke reden in de plaats waar de
betrokken partij woont of zijn zaken drijft of verblijft.

b) Indien deze omstandigheden ten genoegen van het nationale
bureau of de intergouvernementele organisatie die de geadresseerde is,
zijn aangetoond, wordt vertraging in aankomst niet aangerekend, mits
de betrokken partij ten genoegen van het genoemde bureau of de genoem-
de organisatie aantoont, dat hij de verzending per post verrichtte binnen
5 dagen nadat het postverkeer werd hervat. De bepalingen van Regel
82.1 c) zijn van overeenkomstige toepassing.

Regel 83

Recht op te treden voor internationale instanties

83.1 *Bewijs van het recht*

Het Internationale Bureau, de bevoegde Instantie voor Internationaal
Nieuwheidsonderzoek en de bevoegde Instanties voor de Internationale
Voorlopige Beoordeling kunnen overlegging verlangen van het bewijs
van het recht op te treden als bedoeld in artikel 49.

83.2 *Mededeling*

a) Het nationale bureau of de intergouvernementele organisatie, waarvoor de betrokken persoon beweert een recht tot optreden te hebben deelt, op verzoek, aan het Internationale Bureau, de bevoegde Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek of de bevoegde Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling mede of deze persoon het recht heeft voor hem of haar op te treden.

b) Deze mededeling is bindend voor, al naar het geval, het Internationale Bureau, de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek of de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling.

DEEL E

Regels betreffende hoofdstuk V van het Verdrag

Regel 84

*Kosten van delegaties*84.1 *Door Regeringen gedragen kosten*

De kosten van elke delegatie die aan de werkzaamheden van een bij of ingevolge het Verdrag ingesteld orgaan deelneemt, worden gedragen door de Regering die haar heeft aangewezen.

Regel 85

*Ontbreken van het quorum in de Algemene Vergadering*85.1 *Schriftelijke stemming*

In het geval bepaald in artikel 53, vijfde lid, onder b), brengt het Internationale Bureau de besluiten van de Algemene Vergadering (anders dan die welke de procedure van de Algemene Vergadering zelf betreffen) ter kennis van de Verdragsluitende Staten die niet vertegenwoordigd waren en verzoekt hun binnen een termijn van 3 maanden te rekenen van de datum van de kennisgeving schriftelijk hun stem uit te brengen of hun onthouding kenbaar te maken. Indien na afloop van deze termijn het aantal Verdragsluitende Staten die aldus hun stem hebben uitgebracht of hun onthouding hebben kenbaar gemaakt, het aantal Verdragsluitende Staten bereikt dat aan het quorum der vergadering ontbrak, zullen deze besluiten rechtens uitvoerbaar worden, mits tezelfdertijd de vereiste meerderheid verkregen blijft.

Regel 86

*Het mededelingenblad*86.1 *Inhoud*

Het mededelingenblad bedoeld in artikel 55, vierde lid, bevat:

- (i) voor elke gepubliceerde internationale aanvraag, de in de Administratieve Instructies genoemde gegevens, overgenomen van de voorpagina van de ingevolge Regel 48 gepubliceerde brochure, de (mogelijk) op deze voorpagina voorkomende tekening en het uittreksel,
- (ii) het overzicht van alle taksen te betalen aan de ontvangende bureaus, het Internationale Bureau en de Instanties voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek en voor de Internationale Voorlopige Beoordeling,
- (iii) kennisgevingen waarvan de publikatie vereist is ingevolge het Verdrag of dit Reglement.

(iv) inlichtingen, indien en voor zover aan het Internationale Bureau door de aangewezen of gekozen bureaus verstrekt, over de vraag of aan de vereisten bepaald in de artikelen 22 of 39 is voldaan ten aanzien van internationale aanvragen waarin het betrokken bureau is aangewezen of gekozen,

(v) andere nuttige inlichtingen voorgeschreven in de Administratieve Instructies, mits de toegang tot deze gegevens niet ingevolge het Verdrag of dit Reglement is verboden.

86.2 *Talen*

a) Het mededelingenblad wordt gepubliceerd in een Engelstalige en een Franstalige uitgave. Het dient ook te worden gepubliceerd in uitgaven in andere talen, mits de kosten van publikatie worden gedekt door verkoop of subsidies.

b) De Algemene Vergadering kan opdracht geven tot de publikatie van het mededelingenblad in andere talen dan die bedoeld onder paragraaf a).

86.3 *Tijdstippen van verschijning*

Het mededelingenblad verschijnt eenmaal per week.

86.4 *Verkoop*

De abonnementsprijs en andere verkoopprijzen van het mededelingenblad worden vastgesteld in de Administratieve Instructies.

86.5 *Titel*

De titel van het mededelingenblad is onderscheidenlijk „Gazette of International Patent Applications” en „Gazette des demandes internationales de brevets”.

86.6 *Nadere bijzonderheden*

Nadere bijzonderheden betreffende het mededelingenblad kunnen worden bepaald in de Administratieve Instructies.

Regel 87

Exemplaren van publikaties

87.1 *Instanties voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek en Voorlopige Beoordeling*

Elke Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek of Voorlopige Beoordeling heeft het recht, gratis twee exemplaren te ontvangen van elke gepubliceerde internationale aanvraag, van het mededelingenblad en van iedere andere publikatie van algemeen belang uitgegeven

door het Internationale Bureau in verband met het Verdrag of dit Reglement.

87.2 *Nationale Bureaus*

a) Elk nationaal bureau heeft het recht, gratis een exemplaar te ontvangen van elke gepubliceerde internationale aanvraag, van het mededelingenblad en van iedere andere publikatie van algemeen belang uitgegeven door het Internationale Bureau in verband met het Verdrag of dit Reglement.

b) De onder paragraaf a) bedoelde publikaties worden toegezonden op speciaal verzoek, dat voor elk jaar wordt gedaan voor 30 november van het voorafgaande jaar. Indien een publikatie beschikbaar is in meer dan één taal, dient het verzoek de taal aan te geven waarin zij wordt verlangd.

Regel 88

Wijziging van het reglement

88.1 *Eenparigheid van stemmen vereist*

Voor de wijziging van de volgende bepalingen van dit Reglement is vereist dat geen Staat die het recht heeft in de Algemene Vergadering zijn stem uit te brengen, tegen de voorgestelde wijziging stemt:

- (i) Regel 14.1 (Toezendingstaks),
- (ii) Regel 22.1 (Toezending van het oorspronkelijke exemplaar, alternatieve procedure),
- (iii) Regel 22.3 (Termijn ingevolge artikel 12, derde lid),
- (iv) Regel 33 (Stand van de techniek die voor het internationale nieuwheidsonderzoek van belang is),
- (v) Regel 64 (Stand van de techniek voor de internationale voorlopige beoordeling),
- (vi) Regel 81 (Wijziging van in het Verdrag vastgestelde termijnen),
- (vii) deze paragraaf (d.w.z. Regel 88.1).

88.2 *Vereiste van eenparigheid van stemmen gedurende een overgangsperiode*

Gedurende de eerste 5 jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag is voor wijziging van de onderstaande bepalingen van dit Reglement vereist dat geen Staat die het recht heeft in de Algemene Vergadering zijn stem uit te brengen, tegen de voorgestelde wijziging stemt:

- (i) Regel 5 (De beschrijving),
- (ii) Regel 6 (De conclusies),
- (iii) deze paragraaf (d.w.z. Regel 88.2).

88.3 *Vereiste van geen verzet van bepaalde Staten*

Voor de wijziging van de volgende bepalingen van dit Reglement is vereist dat geen in artikel 58, derde lid, onder *a*), sub (iii) bedoelde Staat die het recht heeft in de Algemene Vergadering zijn stem uit te brengen, tegen de voorgestelde wijziging stemt:

- (i) Regel 34 (Minimumdocumentatie),
- (ii) Regel 39 (Onderwerpen ingevolge artikel 17, tweede lid, onder *a*), sub (i)),
- (iii) Regel 67 (Onderwerpen ingevolge artikel 34, vierde lid, onder *a*), sub (i)),
- (iv) deze paragraaf (d.w.z. Regel 88.3).

88.4 *Procedure*

Voorstellen tot wijziging van een bepaling genoemd in de Regels 88.1, 88.2 of 88.3 dienen, indien in de Algemene Vergadering over het voorstel moet worden beslist, aan alle Verdragsluitende Staten ten minste 2 maanden voor de opening van die zitting van de Algemene Vergadering die een beslissing ten aanzien van het voorstel dient te nemen, te worden toegezonden.

Regel 89

Administratieve Instructies

89.1 *Draagwijdte*

- a) De Administratieve Instructies bevatten bepalingen:*
 - (i) over aangelegenheden ten aanzien waarvan dit Reglement uitdrukkelijk naar deze Instructies verwijst,
 - (ii) over bijzonderheden ten aanzien van de toepassing van dit Reglement.
- b) De Administratieve Instructies mogen niet in strijd zijn met de bepalingen van het Verdrag, met dit Reglement of met overeenkomsten gesloten door het Internationale Bureau met een Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek of een Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling.*

89.2 *Bron*

- a) De Administratieve Instructies worden opgesteld en uitgevaardigd door de Directeur-Generaal na overleg met de ontvangende bureaus en de Instanties voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek en de Internationale Voorlopige Beoordeling.*
 - b) Zij kunnen door de Directeur-Generaal worden gewijzigd na overleg met de bureaus of instanties die rechtstreeks bij de voorgestelde wijziging betrokken zijn.*
-

c) De Algemene Vergadering kan de Directeur-Generaal verzoeken de Administratieve Instructies te wijzigen en de Directeur-Generaal handelt dienovereenkomstig.

89.3 *Publikatie en inwerkingtreding*

a) De Administratieve Instructies en wijzigingen daarin worden in het mededelingenblad bekendgemaakt.

b) Elke publikatie dient de datum aan te geven waarop de bekendgemaakte bepalingen in werking treden. De data kunnen verschillen voor verschillende bepalingen, met dien verstande dat geen bepaling vóór haar bekendmaking in het mededelingenblad in werking kan treden.

DEEL F

Regels betreffende verscheidene hoofdstukken van het Verdrag

Regel 90

*Vertegenwoordiging*90.1 *Begripsomschrijvingen*

Voor de toepassing van Regels 90.2 en 90.3:

- (i) wordt onder „gemachtigde” verstaan een van de in artikel 49 genoemde personen;
- (ii) wordt onder „gemeenschappelijke vertegenwoordiger” verstaan de in Regel 4.8 bedoelde aanvrager.

90.2 *Rechtsgevolgen*

a) Een handeling, verricht door of met betrekking tot een gemachtigde, heeft het rechtsgevolg van een handeling door of met betrekking tot de aanvrager of aanvragers die de gemachtigde heeft of hebben benoemd.

b) Een handeling verricht door of met betrekking tot een gemeenschappelijke vertegenwoordiger of zijn gemachtigde heeft het rechtsgevolg van een handeling door of met betrekking tot alle aanvragers.

c) Indien door dezelfde aanvrager of aanvragers meer dan één gemachtigde is benoemd, heeft een handeling door of met betrekking tot een dezer gemachtigden het rechtsgevolg van een handeling verricht door of met betrekking tot genoemde aanvrager of aanvragers.

d) De rechtsgevolgen beschreven onder de paragrafen *a)*, *b)* en *c)* zijn van toepassing op de behandeling van de internationale aanvraag door het ontvangende bureau, het Internationale Bureau, de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek en de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling.

90.3 *Benoeming*

a) Indien een gemachtigde of een gemeenschappelijke vertegenwoordiger in de zin van Regel 4.8 *a)* niet is aangewezen in de door alle aanvragers ondertekende aanvraag, wordt hij benoemd in een afzonderlijke ondertekende volmacht (d.w.z. een document waarin een gemachtigde of een gemeenschappelijke vertegenwoordiger wordt benoemd).

b) De volmacht kan worden ingediend bij het ontvangende bureau of bij het Internationale Bureau. Diegene van beide die de ontvanger van de ingediende volmacht is, geeft hiervan onmiddellijk kennis aan de andere en de betrokken Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek en de betrokken Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling.

c) Indien de afzonderlijke volmacht niet is ondertekend zoals bepaald onder paragraaf a), of indien de afzonderlijke volmacht ontbreekt, of indien de vermelding van de naam of het adres van de benoemde persoon niet voldoet aan Regel 4.4 wordt de volmacht als niet-bestaand beschouwd, tenzij het gebrek wordt verbeterd.

90.4 *Herroeping*

a) Een benoeming kan worden herroepen door de personen die de benoeming hebben gedaan of door hun rechtsopvolgers.

b) Regel 90.3 is van overeenkomstige toepassing op het document van herroeping.

Regel 91

Kennelijke transcriptiefouten

91.1 *Verbeteringen*

a) Onverminderd het bepaalde onder paragrafen b) tot en met g) kunnen kennelijke transcriptiefouten in de internationale aanvraag of in andere door de aanvrager ingediende bescheiden worden verbeterd.

b) Fouten die te wijten zijn aan het feit dat iets anders dan wat kennelijk werd bedoeld in de internationale aanvraag of andere bescheiden is geschreven, worden als kennelijke transcriptiefouten beschouwd. De verbetering zelf dient duidelijk te zijn in de zin dat iedereen onmiddellijk zou beseffen dat niets anders zou kunnen zijn bedoeld dan wat als verbetering wordt aangeboden.

c) Het weglaten van gehele onderdelen of bladen van de internationale aanvraag, zelfs indien kennelijk voortvloeiend uit onnadenkendheid in het stadium van bijvoorbeeld het kopiëren of tot een document bijvoegen van de bladen, kan niet worden verbeterd.

d) Verbetering kan worden aangebracht op verzoek van de aanvrager. De instantie die heeft ontdekt wat een kennelijke transcriptiefout lijkt te zijn, kan de aanvrager uitnodigen een verzoek tot verbetering in te dienen zoals bepaald onder de paragrafen e) tot en met g).

e) Een verbetering wordt alleen aangebracht met de uitdrukkelijke machtiging:

(i) van het ontvangende bureau, indien de fout zich in het verzoek bevindt,

(ii) van de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek, indien de fout zich bevindt in een ander deel van de internationale aanvraag dan het verzoek, of in een aan die Instantie overgelegd document,

(iii) van de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling, indien de fout zich bevindt in een ander deel van de internationale aanvraag dan het verzoek, of in een aan die Instantie overgelegd document,

(iv) van het Internationale Bureau, indien de fout zich bevindt in een ander document dan de internationale aanvraag of de wijzigingen op of verbeteringen van die aanvraag, ingediend bij het Internationale Bureau.

f) De datum van de machtiging dient te worden geregistreerd in het dossier van de internationale aanvraag.

g) De machtiging tot verbetering bedoeld onder paragraaf e) kan worden gegeven totdat de volgende gebeurtenissen zich voordoen:

(i) in geval van machtiging verleend door het ontvangende bureau en het Internationale Bureau, de toezending van de internationale aanvraag ingevolge artikel 20;

(ii) in geval van machtiging verleend door de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek, het opstellen van het verslag van het internationale nieuwheidsonderzoek of het afleggen van een verklaring ingevolge artikel 17, tweede lid, onder a);

(iii) in geval van machtiging verleend door de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling, het opstellen van het verslag van de internationale voorlopige beoordeling.

h) Andere instanties dan het Internationale Bureau, die machtigen tot verbetering, dienen het Internationale Bureau onverwijld van de verbetering in kennis te stellen.

Regel 92

Briefwisseling

92.1 *Brief en ondertekening vereist*

a) Bescheiden die door de aanvrager worden ingediend in de loop van de internationale procedure voorzien in het Verdrag en dit Reglement, anders dan de internationale aanvraag zelf, dienen, indien zij niet in de vorm van een brief zijn, vergezeld te gaan van een brief waarin de internationale aanvraag waarop de bescheiden betrekking hebben, wordt aangegeven. De brief dient door de aanvrager te zijn ondertekend.

b) Indien aan de onder paragraaf a) bepaalde vereisten niet is voldaan wordt het document als niet ingediend beschouwd.

92.2 *Talen*

a) Onverminderd het bepaalde onder de paragrafen b) en c) dient een brief of document door de aanvrager ingediend bij de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek of de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling in dezelfde taal te zijn gesteld als de internationale aanvraag waarop hij of het betrekking heeft.

b) Brieven van de aanvrager aan de Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek of de Instantie voor de Internationale Voorlopige

Beoordeling kunnen zijn gesteld in een andere taal dan de internationale aanvraag, mits genoemde Instantie machtigt tot het gebruik van die taal.

c) Wanneer ingevolge Regel 55.2 een vertaling is vereist, kan de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling verlangen dat brieven van de aanvrager aan genoemde Instantie in de taal van die vertaling zijn gesteld.

d) Brieven van de aanvrager aan het Internationale Bureau dienen in het Engels of het Frans te zijn gesteld.

e) Brieven of kennisgevingen van het Internationale Bureau, aan de aanvrager of aan een nationaal bureau dienen in het Engels of het Frans te zijn gesteld.

92.3 *Verzending per post door nationale bureaus en intergouvernementele organisaties*

Documenten of brieven die afkomstig zijn van of toegezonden door een nationaal bureau of een intergouvernementele organisatie en een gebeurtenis vormen, te rekenen van de datum waarvan een termijn ingevolge het Verdrag of dit Reglement begint te lopen, dienen per aangetekende luchtpost te worden verzonden, met dien verstande dat de gewone post kan worden gebruikt in plaats van luchtpost in gevallen waarin de gewone post gewoonlijk op haar bestemming aankomt binnen 2 dagen na de verzending of wanneer er geen luchtpostdienst beschikbaar is.

Regel 93

Het bewaren van documenten en dossiers

93.1 *Het ontvangende bureau*

Elk ontvangend bureau bewaart de documenten betreffende elke internationale aanvraag of beweerde internationale aanvraag, met inbegrip van het archiefexemplaar, ten minste 10 jaar te rekenen van de datum van internationale indiening of, wanneer er geen datum van internationale indiening is toegekend, te rekenen van de datum van ontvangst.

93.2 *Het Internationale Bureau*

a) Het Internationale Bureau bewaart het dossier, met inbegrip van het oorspronkelijke exemplaar, van internationale aanvragen ten minste 30 jaar te rekenen van de datum van ontvangst van het oorspronkelijke exemplaar.

b) De basisdocumenten van het Internationale Bureau dienen voor onbepaalde tijd te worden bewaard.

93.3 *De Instanties voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek en Voorlopige Beoordeling*

Elke Instantie voor Internationaal Nieuwheidsonderzoek en elke Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling dient het dossier van elke internationale aanvraag die zij ontvangt, ten minste 10 jaar te rekenen van de datum van internationale indiening te bewaren.

93.4 *Reproducties*

Voor de toepassing van deze Regel worden onder documenten, exemplaren en afschriften en dossiers mede verstaan de fotografische reproducties van documenten, exemplaren en afschriften en dossiers, ongeacht de vorm van deze reproducties (microfilms of andere).

Regel 94

Het verstrekken van afschriften door het Internationale Bureau en de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling

94.1 *Verplichting tot verstrekking*

Op verzoek van de aanvrager of van een andere door de aanvrager gemachtigde persoon verstrekken het Internationale Bureau en de Instantie voor de Internationale Voorlopige Beoordeling, tegen vergoeding van de daaraan verbonden kosten, afschriften van elk document dat in het dossier van de internationale aanvraag of beweerde internationale aanvraag van de aanvrager aanwezig is.

Regel 95

Beschikbaarheid van vertalingen

95.1 *Verstrekken van afschriften van vertalingen*

a) Op verzoek van het Internationale Bureau dient elk aangewezen of gekozen bureau het Internationale Bureau een afschrift te verstrekken van de vertaling van de internationale aanvraag die de aanvrager aan dat aangewezen of gekozen bureau heeft verstrekt.

b) Het Internationale Bureau kan, op verzoek en tegen vergoeding van de kosten, een persoon afschriften van de ingevolge het bepaalde onder paragraaf a) ontvangen vertalingen verstrekken.

D. GOEDKEURING

Het Verdrag, met bijlage, behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

De volgende Staten hebben in overeenstemming met artikel 62, tweede lid, juncto het eerste lid, onder i, van het Verdrag een akte van bekrachtiging bij de Directeur-Generaal van de Wereldorganisatie voor Intellectuele Eigendom te Genève nedergelegd:

Senegal	8 maart 1972
Madagascar	27 maart 1972

F. TOETREDING

De volgende Staten hebben in overeenstemming met artikel 62, tweede lid, juncto het eerste lid, onder ii, van het Verdrag een akte van toetreding bij de Directeur-Generaal van de Wereldorganisatie voor Intellectuele Eigendom te Genève nedergelegd:

de Centraalafrikaanse Republiek	15 september 1971
Malawi	16 mei 1972

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag, met Reglement, zullen ingevolge artikel 63, eerste lid, letter a, van het Verdrag in werking treden drie maanden nadat acht Staten hun akten van bekrachtiging of toetreding hebben nedergelegd, mits ten minste vier van deze Staten elk voldoen aan één van de in genoemde bepaling aangegeven vereisten. De bepalingen van Hoofdstuk II van het Verdrag en de overeenkomstige bepalingen van het aan het Verdrag gehechte Reglement zullen evenwel ingevolge artikel 63, derde lid, van het Verdrag eerst van toepassing zijn op de datum waarop drie Staten, die elk voldoen aan tenminste één van de in het eerste lid aangegeven vereisten, partij zijn geworden bij dit Verdrag zonder overeenkomstig artikel 64, eerste lid, te verklaren dat zij zich niet gebonden achten door de bepalingen van Hoofdstuk II.

J. GEGEVENS

Van het op 20 maart 1883 te Parijs tot stand gekomen Internationaal Verdrag tot bescherming van de industriële eigendom, zoals laatstelijk herzien te Stockholm op 14 juli 1967, naar welk Verdrag onder meer in artikel 1 van het onderhavige Verdrag wordt verwezen, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1969, 144 en de vertaling in het Nederlands in *Trb.* 1970, 187.

Voor een overzicht van de overeenkomsten op het gebied van de industriële, de letterkundige en kunstzinnige en de intellectuele eigendom zie rubriek J van *Trb.* 1969, 145 en van *Trb.* 1970, 188.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Handvest der Verenigde Naties, naar welke organisatie onder meer in artikel 51, vierde lid, van het onderhavige Verdrag wordt verwezen, is de Engelse tekst, alsmede een vertaling in het Nederlands, geplaatst in *Stb.* F 321. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1972, 96.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Statuut van het Internationale Gerechtshof, naar welk Hof in artikel 59 van het onderhavige Verdrag wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1971, 55.

Van de op 16 februari 1961 te 's-Gravenhage tot stand gekomen Herzene Overeenkomst betreffende de oprichting van een Internationaal Octrooi Instituut, naar welk Instituut in artikel 16 van het onderhavige Verdrag wordt verwezen, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1961, 73; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1971, 217.

Van het op 14 juli 1967 te Stockholm tot stand gekomen Verdrag tot oprichting van de Wereldorganisatie voor de Intellectuele Eigendom, naar welke organisatie onder meer in artikel 2, lid xviii, van het onderhavige Verdrag wordt verwezen, zijn de Engelse en de Franse tekst geplaatst in *Trb.* 1969, 145, en de vertaling in het Nederlands in *Trb.* 1970, 188.

De Verenigde Internationale Bureaus voor de Bescherming van de Intellectuele Eigendom (BIRPI), naar welke Bureaus wordt verwezen in artikel 2, lid (xix), van het onderhavige Verdrag, zijn vervangen door het Internationale Bureau van de Wereldorganisatie voor de Intellectuele Eigendom.

Op 24 maart 1971 is te Straatsburg een Overeenkomst inzake de internationale classificatie van octrooien tot stand gekomen, waarvan tekst en vertaling zijn geplaatst in *Trb.* 1972, 81.

Uitgegeven de *dertiende* februari 1973.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
W. K. N. SCHMELZER.